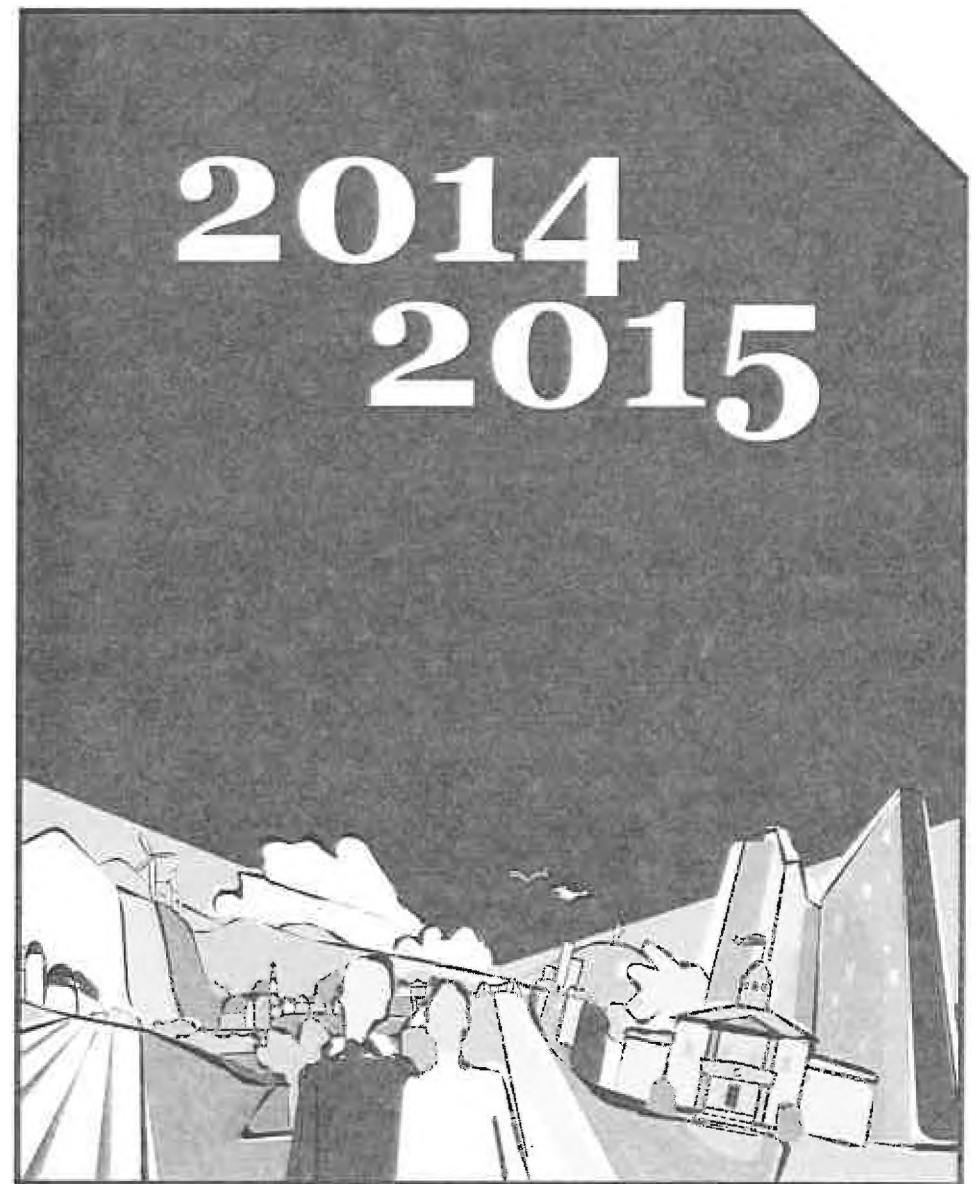


Étude des crédits

Demande de renseignements
particuliers
Deuxième groupe d'opposition

VOLUME 1
DEMANDES 1 À 29

Juin 2014



Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME
GROUPE D'OPPOSITION

Juin 2014

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer:</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant: leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p>
2	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer:</p> <p>a) le lieu;</p> <p>b) le coût;</p> <p>c) la ou les dates de participation;</p> <p>d) le nombre de participants;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>
3	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPO).</p>
4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) son mandat;</p> <p>b) la liste des membres;</p> <p>c) le budget dépensé;</p> <p>d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;</p> <p>e) les résultats atteints.</p>
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>
6	<p>Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.</p>

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8	Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
11	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : le nom de toutes les campagnes; les coûts de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.
13	Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
14	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisées depuis le 1 ^{er} mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
15	Pour les années 2012-2013 et 2013-2014, le nombre d'employés qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
16	Montant des taxes payées par le MAMROT au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.
17	Évolution du budget du service de vérification du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.
18	Évolution du budget du Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.
19	Liste de toutes les embauches effectuées pour le service de vérification du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2014-2015.
20	Liste de toutes les embauches effectuées pour le Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2014-2015.
21	Évolution de la masse salariale du service de vérification du MAMROT depuis 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.
22	Évolution de la masse salariale du service Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.
23	Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal depuis l'année financière 2003-2004 et prévisions pour 2014-2015.
24	Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Québec depuis l'année financière 2003-2004 et prévisions pour 2014-2015.
25	Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Laval depuis l'année financière 2003-2004 et prévisions pour 2014-2015.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013-2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
27	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement de la métropole pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
28	Liste de tous les projets financés dans le cadre du programme Promotion et développement de la métropole pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
29	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds local d'investissement pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
30	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
31	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
32	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
33	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Programme de renouveau urbain et villageois pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de la municipalité ou l'organisme bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
34	État de la situation des projets financés jusqu'à maintenant dans le cadre de la Mesure pour stimuler le développement de produits de spécialité. Liste des projets financés depuis la mise en place de la mesure en 2007. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. Liste des projets annoncés pour 2014-2015.
35	Pour tous les groupes de travail suivants, fournir une liste des rencontres effectuées en 2012-2013 et 2013-2014, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement : a) Groupe de travail - Milieu rural comme producteur d'énergie b) Groupe de travail - Multifonctionnalité de la ruralité c) Groupe de travail - Emporium du Québec d) Groupe de travail - Collectivités rurales branchées e) Groupe de travail - Complémentarité rurale-urbaine f) Groupe de travail - Municipalités dévitalisées
36	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2012-2013 et 2013-2014 dans le cadre de la Table Québec-Municipalités, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
37	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2012-2013 et 2013-2014 dans le cadre de la Table Québec-Régions, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
38	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2012-2013 et 2013-2014 par le Comité des partenaires de la ruralité, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
39	Détail des coûts encourus dans le cadre de la Journée de la ruralité 2013 et de la Soirée des Grands prix de la ruralité. Inclure le détail de tous les frais de déplacement, des frais d'hébergement, des frais d'alcool, des frais de restauration et/ou de traiteur, des frais de matériel audiovisuel, d'éclairage, de mobilier et de location des locaux utilisés. Fournir une copie du menu pour le déjeuner, le dîner et le souper.
40	Liste de tous les projets financés dans le cadre de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet. Dans le cadre des projets nécessitant des travaux de construction de toute nature, spécifier s'il s'agit d'un contrat de gré à gré ou d'un appel d'offres. Dans le cas des appels d'offres, fournir également la liste des soumissionnaires, le détail de leur soumission et le soumissionnaire retenu.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
41	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAIMROT pour 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2014-2015.
42	Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
43	Sommes ventilées versées en 2012-2013 et 2013-2014 à la Commission municipale du Québec. Liste des membres de la Commission pour 2012-2013 et 2013-2014.
44	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2014-2015.
45	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2012-2013 et 2013-2014 et chacune des 10 dernières années. Prévisions pour 2014-2015.
46	État de situation détaillé concernant la mise en place des Fonds d'intervention économique régional (FIER) en spécifiant pour les 4 volets (FIER-soutien, FIER-régions, FIER-partenaires, FIER-partenaires) : a) les FIER qui sont actuellement en place par région; b) les sommes gouvernementales investies et les sommes des partenaires ; c) les demandes d'accréditation qui sont actuellement à l'étude; d) le nombre d'entreprises qui, à ce jour, ont reçu une aide financière, le montant de l'aide et le nombre d'emplois créés.
47	Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.
48	Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux qui ont bénéficié d'une exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 2) pour les années 2008-2009 à 2013-2014. Pour chacune d'elles, fournir la liste des terrains et bâtiments visés ainsi que leur valeur et la valeur exempte de taxe.
49	Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux, ventilé par dénomination religieuse, qui ont bénéficié d'une exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 2) pour les années 2008-2009 à 2013-2014. Pour chacune d'elles, fournir la liste des terrains et bâtiments visés ainsi que leur valeur et la valeur exempte de taxe.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
50	La valeur totale de tous les terrains et bâtiments exemptés de taxe foncière, municipale ou scolaire, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 2) pour les années 2008-2009 à 2013-2014, et la valeur de cette exemption, pour l'ensemble des municipalités du Québec, en termes de revenus auxquels elles renoncent.
57	Dépôt du plan financier (budget des dépenses par activité et programme) et stratégie de ce portefeuille pour l'année 2014-2015.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #1

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 31 mars 2014 :

Dix employés, dont un cadre, trois professionnels et six fonctionnaires (incluant trois occasionnels).

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 31 mars 2014:

M ^e Sylvie Piérard, présidente par intérim	M ^e Thierry Usclat, vice-président éthique et déontologie
M ^{me} Jocelyne Ouellette, vice-présidente	M ^e Denis Michaud, vice-président
M ^e Sandra Bilodeau	M ^{me} Nancy Lavoie
M. Robert Pagé	M. Richard Quirion
M ^e Martine Savard	M ^e Léonard Serafini
M ^e France Thériault	

b) Les mandats renouvelés sont les suivants :

Nom du membre	Décret	Début de mandat	Fin du mandat	Rémunération
M ^{me} Nancy Lavoie	799-2013	24 septembre 2013	23 septembre 2018	123 512 \$
M. Robert Pagé	797-2013	17 juillet 2013	16 juillet 2015	123 512 \$
M. Richard Quirion	798-2013	10 juillet 2013	9 juillet 2014	114 087 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #1

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

b) Liste des personnes qui ont été nommées :

Nom du membre	Décret	Début de mandat	Fin du mandat	Rémunération
M ^e Léonard Serafini	481-2013	16 mai 2013	3 février 2018	133 578 \$
M ^{me} Jocelyne Ouellette, vice-présidente	796-2013	15 juillet 2013	14 juillet 2016	123 512 \$
M ^e Martine Savard	1020-2013	15 octobre 2013	14 octobre 2018	119 081 \$
M ^e Sylvie Piérard, présidente par intérim	1254-2013	9 décembre 2013		119 969 \$
M ^e Denis Michaud, vice-président	1346-2013	6 janvier 2014	5 janvier 2019	123 512 \$
M ^e France Thériault	1347-2013	27 janvier 2014	26 janvier 2019	123 512 \$

M^{me} Jocelyne Ouellette remplace M. Pierre-D. Girard en raison de la vacance à son poste, M^e Martine Savard remplace M. Bernard Brodeur, M^e Denis Michaud remplace M. Jean Rioux, M^e France Thériault remplace M. Jacques Lareau et M^e Sylvie Piérard remplace M^e Denis Marsolais.

c) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour

En date du 31 mars 2104, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 ont totalisé 163 610,21 \$.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ACCENT FORMATION	Maîtriser l'art de parler en public	553,60 \$	1
	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	450,00 \$	1
ACTI-COM	Mieux communiquer par courriel	325,00 \$	1
	Méthode de révision et de correction de textes	0,00 \$	1
	Améliorer son style - simplifier ses phrases	0,00 \$	1
	Corriger les anglicismes	0,00 \$	1
	Améliorer son français écrit : le groupe du verbe	450,00 \$	1
	Rédaction stratégique/persuasive	2 527,15 \$	9
AFI	Microsoft Access 2002-2003 Module 1: base	244,30 \$	1
	Microsoft Access 2002-2003 Module 4: formulaires et états	112,50 \$	1
	Former des formateurs	818,60 \$	1
	Savoir gérer le changement	616,00 \$	2
	Conception d'application VBA pour Excel	948,17 \$	1
	Formation personnalisée en programmation et macros Microsoft Access	1 250,00 \$	2
ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT (ACEQ)	Comprendre, traiter et interpréter un texte	425,00 \$	1
	La retraite	345,00 \$	1
ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR ADMINISTRATION PROVINCIALE (APSSAP)	Comité de santé et sécurité	0,00 \$	1
ASSOCIATION CANADIENNE DES SCIENCES GÉOMATIQUES	Congrès : Géomatique 2013	3 123,14 \$	12
ASSOCIATION DE GÉOMATIQUE MUNICIPALE DU QUÉBEC (AGMQ)	Colloque de l'AGMQ à Drummondville	561,66 \$	2
ASSOCIATION DE LA MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (AMEUS)	26 ^e colloque de L'AMEUS	293,11 \$	2
ASSOCIATION DES AMÉNAGISTES RÉGIONAUX DU QUÉBEC (AARQ)	Congrès 2013 de l'AARQ	5 947,29 \$	9
ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (ADMQ)	Congrès annuel de l'ADMQ	6 274,32 \$	7
	Les élections municipales : oui, mais en pratique!	833,85 \$	2
ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (AEMQ)	Congrès AEMQ	7 369,09 \$	7
	Modernisation de la description de bâtiments	1 159,22 \$	2
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES FINANCIERS MUNICIPAUX	Atelier de gestion contractuelle	347,36 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Colloque annuel de l'AGFMQ	715,00 \$	2
	L'accès aux documents des organismes publics, cours pratique	270,00 \$	1
	Colloque ADMQ Zone Estrie	468,57 \$	5
ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉVALUATION FONCIÈRE DU QUÉBEC (ATEFQ)	30 ^e Congrès annuel de l'Association des techniciens en évaluation foncière du Québec	750,00 \$	2
ASSOCIATION FRANCOPHONE POUR LE SAVOIR (ACFAS)	Colloque sur les enjeux et les défis contemporains de l'économie sociale	298,10 \$	1
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'URBANISME BARREAU DU QUÉBEC	81 ^e Congrès de l'ACFAS à l'Université Laval	334,06 \$	1
	La densification : pourquoi densifier	753,31 \$	3
	La Cour d'appel en deux temps	60,00 \$	3
	Soutien à la pratique du droit	0,00 \$	1
	La gestion, la procédure et la preuve	0,00 \$	2
	Congrès 2013 du Barreau du Québec	1 042,00 \$	1
BERLITZ	Programme d'anglais intensif privé	2 589,70 \$	1
CARREFOUR ACTION MUNICIPAL ET FAMILLE	25 ans de révolution famille dans les municipalités	438,10 \$	1
CDE SOLUTIONS INFORMATIQUES	Adobe acrobat pro	310,18 \$	2
CÉGEP DE ST-JÉRÔME	Préparation à la retraite	405,94 \$	1
CEGEP DE TROIS-RIVIÈRES	Formation - Préparation à la retraite	347,10 \$	1
CEGEP MARIE-VICTORIN	Formation - Préparation à la retraite	789,60 \$	3
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	Tableau de bord et indicateur des projets en TI	205,00 \$	1
	Stratégie de mise en production	0,00 \$	1
	Fonctionnalités reliées à la gestion des absences	0,00 \$	1
	Séance d'information - régimes de retraite CARRA	25,00 \$	1
	Environnement stratégique et compétences politiques et relationnelles	480,00 \$	2
	SADE - Saisie et exploitation des données	0,00 \$	1
	Être plus stratégique dans ses rédactions	340,00 \$	1
	Formation Antidote	200,75 \$	1
	Formation SAGIR - SGR2 L2 (assiduité et gains déclaratoires)	832,60 \$	3
	Évaluation des emplois	26,25 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
-------------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Forum de la Fonction publique en Estrie	229,25 \$	6
	Formation Colis 1	125,00 \$	1
	Transmission aux candidats de renseignements relatifs aux concours	200,00 \$	1
	Administration des examens écrits - module 6	447,40 \$	1
	Tenue de concours - module 8	671,10 \$	1
CENTRE D'INNOVATIONS EN PROGRAMMES ÉDUCATIFS	Contrats de constructions - Préparation, suivi et fermeture	1 295,00 \$	1
CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINES (CERIU)	Méthode et techniques d'accessibilité du Web pour les programmeurs et les intégrateurs	845,00 \$	1
	Réseaux d'égouts : pathologies, diagnostic et interventions	1 190,00 \$	2
	Congrès INFRA 2013	647,85 \$	10
CENTRE DE LEADERSHIP ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (CLDQ)	Cercles de gestion interministériels - Groupe de codéveloppement	150,00 \$	6
	Approche de codéveloppement	25,00 \$	1
	Influencer autrement et plus efficacement	490,00 \$	2
	Gestion des situations difficiles	390,00 \$	2
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DU CENTRE DU QUÉBEC (CLD)	Journée régionale de la ruralité	0,00 \$	1
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MONTMAGNY (CLD)	3 ^e journée de la ruralité de la Chaudière-Appalaches	107,09 \$	3
CENTRE LOUIS-JOLLIET	Programme d'information et de préparation à la retraite	319,90 \$	1
CENTRE MICROBUR ENR.	Perfectionnement grammatical	480,00 \$	1
	Révision et correction de documents administratifs	480,00 \$	1
	Amélioration du style et de la syntaxe	1 489,88 \$	3
CFC DOLMEN INC.	Gérer des situations difficiles en service à la clientèle	956,25 \$	1
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	Forum stratégique sur les grappes industrielles	95,00 \$	1
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	Perfectionnement de la Chambre du Notariat	328,48 \$	1
	Cours de perfectionnement régulier	302,50 \$	1
CLUB LES OPTIMATES	Conférence du Club utilisateur SAS	0,00 \$	1
COLLÈGE MONT SAINTE-ANNE	Congrès sur le développement régional	160,75 \$	1
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC	Colloque: Le lobbyisme et la transparence à un moment décisif	46,64 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES (CARRA)	Programme d'information et de préparation à la retraite	1 586,08 \$	5
COMMISSION DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (CSST)	Secourisme en milieu de travail, protocoles d'intervention	282,06 \$	4
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	Programme d'information et de préparation à la retraite	537,50 \$	2
COMMUNAUTÉ ENTREPRENEURIALE DE SHAWINIGAN	Forum entrepreneurial communauté Shawinigan	32,25 \$	1
COMPU-FINDER	Formation sur le classement et l'archivage	1 101,43 \$	1
CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC (CJAQ)	Colloque 2013 CJAQ	1 180,00 \$	4
	Secret professionnel ou secret de polichinelle	140,00 \$	2
CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	Conférence des juristes de l'État	1 245,05 \$	3
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS MAURICIE	Pleins feux sur la participation citoyenne en Mauricie	52,25 \$	1
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MAURICIE	Colloque eau et municipalités : Savoir pour savoir-faire	789,69 \$	1
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À QUÉBEC	Assises franco-québécoises de la coopération décentralisée	0,00 \$	3
CONTRÔLEUR DES FINANCES	Analyse de la fiabilité des données financières	0,00 \$	1
	Risques liés à la donnée financière	0,00 \$	1
	Contrôle interne lié à l'information financière	14,30 \$	1
	Cycle budgétaire et budget de dépense	0,00 \$	1
	Cadre comptable gouvernemental	0,00 \$	1
	Normes comptables du secteur public : principaux changements survenus en 2013	0,00 \$	8
	Analyse de la fiabilité des données financières	0,00 \$	1
	Immobilisations et particularités	0,00 \$	1
	Atelier SAGIR - comptabilisation des agrégats	0,00 \$	3
	Instruments financiers du secteur public	0,00 \$	1
LA CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGRÉÉS DU QUÉBEC (COMAQ)	Comptabilité et finances municipales	7 048,70 \$	5
	Congrès 2013	255,20 \$	5
	Assises annuelles	570,00 \$	1
	Fiscalité municipale	646,28 \$	1
	Le règlement d'emprunt	479,39 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
-------------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Responsabilité du gestionnaire et de l' élu dans la commission d'un geste illégal	495,00 \$	1
	L'adjudication des contrats	939,40 \$	2
CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (COMBEQ)	Règlement sur le captage des eaux souterraines	388,00 \$	1
DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE CENTRE-DU-QUÉBEC	Journée INPACQ eau et agriculture	122,27 \$	1
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	Formation des présidents d'élection	76,03 \$	5
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE (ETS)	Estimation et maîtrise des coûts de projet de construction	435,00 \$	1
	Aspects légaux et administratifs des contrats de construction	360,70 \$	1
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU QUÉBEC (ÉNAP)	Séminaire d'intégration en management public, profil gestionnaire	518,68 \$	1
	Évaluation des risques organisationnels et prise de décision	425,00 \$	1
	Analyse de politiques publiques	324,34 \$	1
	Développer votre sens politique	892,60 \$	2
	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique Québécoise	8 400,00 \$	2
	Exercer un rôle-conseil	765,00 \$	1
	Évaluation du potentiel de gestion	1 514,00 \$	1
	Réunions mobilisatrices et efficaces	861,20 \$	2
	Programme de formation à la gestion publique	8 061,74 \$	2
	Optimiser les processus administratifs et améliorer les façons de faire	2 307,00 \$	3
	Résolution de problèmes et prise de décision	864,30 \$	2
	Panier de gestion sur la planification et la gestion stratégiques	2 755,16 \$	6
	Entrevue structurée : Alliance des cadres de l'État	914,00 \$	1
	Planification et gestion stratégique	464,00 \$	1
	Management des organisations publiques	388,85 \$	1
	Gérer et mobiliser une équipe de travail	793,30 \$	1
	Principes et enjeux de l'administration publique	375,55 \$	1
	Gérer un projet : une démarche structurée	900,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
-------------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Formation des répondants en éthique	0,00 \$	1
ESRI CANADA	Conférence annuelle des utilisateurs de ESRI	0,00 \$	1
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)	72 ^{es} Assises annuelles FQM - Le gouvernement municipal en action	6 290,96 \$	8
	Rôles et responsabilité des élus	139,04 \$	8
	Gestion financière	431,81 \$	38
	Agir en tant qu' élu pour assurer le développement de sa communauté	0,00 \$	6
	Maîtrisez vos dossiers municipaux	0,00 \$	20
FORUM DES JEUNES LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	Colloque 2013 - Pour vivre la transition autrement, plongez dans le changement!	260,00 \$	2
GP-QUÉBEC	Les nouveaux risques, comment y faire face?	125,00 \$	1
GRUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME (GRAEP)	Dessous de l'évaluation des retombées des interventions des comités sectoriels de main-d'œuvre	0,00 \$	2
INFORMA CANADA	Conférence sur la location immobilière de Montréal	643,76 \$	1
INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUEBEC	La confiance envers l'administration publique	75,32 \$	1
INSTITUT CANADIEN	Formation avancée sur le droit administratif	1 079,10 \$	1
INSTITUT D'INFORMATIQUE L.O. INC.	Excel transition	217,70 \$	1
	Excel intermédiaire	201,50 \$	1
INNOVEXCEL CONSULTANTS INC.	Communication et styles sociaux	618,78 \$	1
JOCELYN BRACE SAULNIER	Cours d'anglais	675,00 \$	1
LA GRANDE ÉCOLE DES AFFAIRES	Formation 1 - Adjointe administrative	363,30 \$	1
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE	Formation sur la gouvernance	400,00 \$	2
LE DÉJEUNER DES MÉDIAS	Déjeuner des médias	65,00 \$	1
LES ARTS ET LA VILLE	Développement culturel et urbanisme : le développement axé sur les arts de la création d'espaces culturels dans la planification urbaine d'aujourd'hui	100,00 \$	2
LES PRODUCTIONS MOT À MOT	Oser être un leader pour mieux gérer	387,00 \$	3
LE WEB À QUÉBEC	Le web à Québec	303,37 \$	1
MANURI FORMATION	La gestion du temps et des priorités	378,40 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
-------------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMOT)	Défis et enjeux administration publique Québécoise	0,00 \$	1
	Mon appartenance à la fonction publique (6 rencontres)	5 335,48 \$	14
	Formation à la tâche - Traitement des plaintes	9 248,35 \$	41
	Table des conseillers en affaires municipales (deux rencontres d'une journée)	926,07 \$	21
	Table des aménagistes du MAMROT (deux rencontres de deux jours)	1 166,51 \$	36
	Formation sur la déphosphatation (pour les conseillers en eau et assainissement)	626,37 \$	10
	Formation à la tâche sur le suivi de correspondance	91,41 \$	8
	Formation à la tâche sur l'application Territoires	3 917,47 \$	33
	Formation à la tâche sur le droit municipal	1 496,41 \$	29
	Jeunes à la découverte d'une direction régionale	0,00 \$	4
	Quoi de neuf - Économie sociale en effervescence	0,00 \$	24
	Quoi de neuf - Le phénomène du vieillissement de la population	0,00 \$	19
	Quoi de neuf - L'évaluation environnementale stratégique	0,00 \$	14
	Quoi de neuf - Aménagement du territoire	135,05 \$	20
	Relations avec les médias et gestion de crise	0,00 \$	1
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (MCE)			
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA FAUNE ET DES PARCS (MDDEFP)	Formation sur la démarche de développement durable et sur la prise en compte des principes de développement durable et activité de partage	0,00 \$	1
	2 ^e Forum Développement durable	325,00 \$	1
	Présentation projet : règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	0,00 \$	8
	Les mercredis en principes : Prise en compte des principes de développement durable	0,00 \$	3
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	Colloque sur la sécurité civile et incendie 2014	320,00 \$	1
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET D'ALIMENTATION	Colloque sur le développement de la zone agricole	133,04 \$	2
MISSION JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES	Congrès en économie sociale	30,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
MULTIHEXA QUÉBEC INC.	Excel avancé - Modules 2 et 3	499,30 \$	2
	Excel avancé - Modules 4 et 5	389,30 \$	1
	Access 2010 - Modules 2 et 3	1 874,40 \$	2
NORTON ROSE FULBRIGHT	Les enquêtes des employeurs	550,00 \$	2
OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF)	La rédaction épicière	0,00 \$	1
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC (OEAQ)	Congrès de L'OEAQ 2013 (Éthique et valeurs)	1 186,94 \$	1
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES	Finances: tout ce qu'un professionnel RH doit savoir	375,00 \$	1
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC (CPA)	Exercice professionnel (Examens d'applications au milieu professionnel - PA1)	242,50 \$	1
	Les secrets de l'accord du verbe	100,00 \$	1
	Formation PLS	1 839,92 \$	1
	Abonnement annuel de formation pour les CPA (achats de 8 passes) ²	12 992,00 \$	
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	Cours sur le professionnalisme (formation obligatoire de l'Ordre des ingénieurs du Québec)	400,00 \$	16
	Mode d'emploi pour une collaboration efficace	216,03 \$	1
ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC	La déontologie et le système professionnel : règles d'éthique pour les urbanistes	346,40 \$	1
	Congrès 2013 annuel de l'Ordre : Civiliser le changement	2 750,53 \$	4
PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE	Formation préparatoire examen de certification PMP	975,00 \$	1
QUALITEMPS	Gestion du temps, des activités et des priorités	753,90 \$	2
	Rédaction de politique et de procédures	404,30 \$	1
REDACOM	Français essentiel	349,00 \$	1
RÉSEAU DES ÉLUES MUNICIPALES MONTRÉGIE EST (REMME)	Colloque annuel du RÉMME	120,00 \$	1
RÉSEAU DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC (RIQ)	Ingénieur et chef d'équipe : mieux comprendre son rôle	1 455,00 \$	3
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Conférence web - Formation Biodiversité 101	25,00 \$	1
	Formation sur les compteurs d'eau	564,62 \$	9
	Salon des technologies environnementales de Québec	3 088,06 \$	6
	Symposium sur les eaux usées et atelier eau potable	3 677,53 \$	9
RESEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (RQDS)	Activité printanière du RQDS	601,84 \$	1
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE VILLES ET VILLAGES EN SANTÉ	Colloque 2013 - Villes et Villages en Santé	149,80 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	Les décisions jurisprudentielles de l'année 2012 en matière de harcèlement	295,00 \$	1
	Rôle conseil auprès des gestionnaires pour les soutenir dans la gestion d'employés difficiles ou en difficulté	295,00 \$	1
	Introduction au cadre juridique en matière de plainte de harcèlement	690,00 \$	2
	Conflit au travail : prévention et résolution	295,00 \$	1
	Réintégration au travail : la contribution essentielle du gestionnaire!	295,00 \$	1
	Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité du travail	225,00 \$	1
	Gestion des dossiers d'accidents du travail : principes généraux et actions concrètes	225,00 \$	1
SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ DE COATICOOK (SADC)	Nouvelle réalité du marché du travail	71,82 \$	1
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT (SCHL)	Des repères pour s'orienter -Conférence de la SCHL sur les perspectives du marché de l'habitation Québec	140,00 \$	1
	Conférence sur les perspectives du marché de l'habitation de Montréal	140,00 \$	1
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT)	Application des conventions collectives	0,00 \$	1
	Cadre législatif et réglementaire régissant les contrats des organismes publics	0,00 \$	1
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ)	Entretiens sur l'habitat 2013 - Le logement dans le Grand Nord Québécois	34,79 \$	1
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME (SQEP)	22 ^e colloque annuel SQEP : Les multiples visages de l'évaluation de programme en 2013	120,00 \$	1
SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC	Développement durable : développons demain	2 616,30 \$	6
	Formation nationale des agents ruraux	2 631,24 \$	3
	Leaders de cœur, territoires en tête	3 144,20 \$	5
	Conférence nationale de solidarité rurale à Québec	4 093,81 \$	8
STRATÉGIE CARRIÈRE	Colloque le capital humain, la Mauricie de demain	77,89 \$	1
	Colloque priorisation et enjeux sociaux	40,85 \$	2
TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS CHAUDIÈRE-APPALACHES	Mobiliser et gérer nouvelles cohortes de bénévoles!	25,00 \$	1
TECHNOLOGIA	Revoir les règles de français	723,60 \$	1
	Développer ses talents de négociateur	818,55 \$	1
	Gestion avancée de projets informations	1 107,62 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Gestion efficace du temps et des priorités	750,00 \$	1
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ)	Conférence Web - Le rôle des municipalités dans la sécurité des piscines résidentielles	0,00 \$	1
	La direction générale d'une municipalité	779,66 \$	2
	Sommet sur le monde municipal	250,00 \$	2
	Journée des approvisionneurs municipaux (JAM) 2013	352,98 \$	1
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Droit des biens	297,79 \$	1
	Pratique du juriste 1	297,79 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Politique de finances publiques	301,55 \$	1
	Analyse macroéconomique	301,55 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI (UQAR)	Principes et enjeux de l'administration publique	306,48 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (UQAT)	Administration marketing	542,61 \$	1
UNIVERSITÉ LAVAL	Gestion financière de l'entreprise	363,67 \$	1
	Leadership	678,79 \$	1
	Gestion des coûts de projets pour ingénieurs	2 919,00 \$	3
	Introduction aux méthodes quantitatives de gestion	377,68 \$	1
	Législation et consommation	565,94 \$	1
	Animation et mobilisation des ressources humaines	318,49 \$	1
	Gestion des conflits	752,85 \$	1
	Parlementarisme	281,28 \$	2
	Infractions contre les personnes	443,52 \$	1
	Financement de l'entreprise	391,72 \$	1
	Séminaire en Droit international	489,56 \$	1
	L'entreprise et ses principaux contrats	283,36 \$	1
UNIVERSITÉ RURALE QUÉBÉCOISE	Université rurale québécoise en Estrie	1 791,45 \$	3
	Pour en finir avec les crises : des clés pour en sortir ou les contourner	3 107,75 \$	7
VERSALYS	Accessibilité Web avec Word	200,00 \$	1
	Accessibilité Web avec Acrobat	200,00 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
------------	--

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
	Microsoft Word 2003 - intermédiaire	908,60 \$	3
	Révision de texte et nouvelle orthographe	1 625,00 \$	4
	Access 2003 - débutant	220,00 \$	1
	Access 2003 - intermédiaire	220,00 \$	1
	Microsoft Visio 2003	128,59 \$	1
	Accroître l'efficacité de ses messages	222,00 \$	1
	Excel 2003 - intermédiaire	1 241,61 \$	5
VILLE DE QUÉBEC	4 ^e Colloque sur l'Innovation	382,72 \$	4
	Banlieue en transformation : une occasion à saisir	110,00 \$	1
VIVRE EN VILLE	Banlieue en transformation : une occasion à saisir	263,59 \$	2
	Atelier de formation : Réarticuler urbanisation, densification et transport en commun	417,08 \$	2
	L'économie d'eau en mode action	0,00 \$	15
	La densité urbaine à échelle humaine	0,00 \$	3
	Retisser la ville	356,63 \$	1

¹ Coût total : inscription et frais de déplacement

² Les passes de saison CPA, CA donnent droit à un maximum de 8 jours de formation par passes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #3

Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2013-2014 Sommes dépensées (Fonctionnement)	2013-2014 Sommes dépensées (Immobilisation)
Acquisition matériel informatique	89 387 \$	17 800 \$
Entretien de licences	155 720 \$	0 \$
Services professionnels externes	499 980 \$	51 466 \$
Services professionnels (CSPQ)	7 936 826 \$	403 169 \$
TOTAL	8 681 913 \$	472 435 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Atelier de consultation sur l'implantation d'un système d'information géographique (SIG)	3	Cet atelier vise à identifier les principales problématiques rencontrées lors des travaux d'implantation d'un système d'information géographique « modernisé » pour les fins de la préparation des rôles d'évaluation et de proposer des avenues de solution les plus appropriées.	Divers fournisseurs de services informatiques en matière de système d'information géographique d'évaluation foncière	Repas : 418,60 \$	Cet atelier a permis de résoudre diverses problématiques rencontrées lors de l'implantation d'un SIG conforme aux nouvelles dispositions réglementaires en évaluation foncière. Des précisions ou des modifications ont ainsi été apportées au Manuel d'évaluation foncière du Québec et une foire aux questions à ce sujet a été introduite dans le site Web du Ministère.
Bureau d'expertise et de coordination (BEC)	2	Suivre les interventions sur le terrain exercées par les ministères impliqués dans la reconstruction de la Ville de Lac-Mégantic et gérer les demandes relatives au dossier Lac-Mégantic	MAMROT, MSP, MDDEFP, MFEQ, MTQ, Agence de la santé de l'Estrie et Services Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Rencontres hebdomadaires sises à la Ville de Lac-Mégantic Contribue au support que le MAMROT apporte à la Ville et à la reddition de comptes qu'il doit faire aux représentants du Conseil exécutif. Approuver les dépenses présentées par les fournisseurs.
Bureau de projet AMT –SLR Axe A-10	3	Faire des recommandations au ministre des Transports quant au tracé à privilégier pour l'implantation du SLR dans l'axe de l'A-10 et du futur pont Champlain.	AMT, MTQ, CMM, MAMROT, Ville de Montréal, Agglomération de Longueuil, Ville de Brossard	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu les 17 janvier et 14 mars 2014. Le Bureau de projet prévoit déposer ses recommandations sur le tracé privilégié au ministre des Transports d'ici le mois de juin 2014.
Cadre de prévention des risques naturels majeurs	2	Vise à poursuivre les efforts des sept dernières années réalisés en prévention des risques d'érosion du littoral de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent, d'inondation, de glissement de terrain et d'élargir sa portée à la submersion côtière, aux tremblements de terre, à certains aléas nordiques, aux feux de forêts et aux risques industriels.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MSP et MTQ MAPAQ, CEHQ, Hydro-Québec, MSSS, SHQ, Services Québec et Sûreté du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 5 novembre 2013.
Comité aviseur des Villages-Relais	3	Suivre la mise en œuvre de la mesure, notamment en examinant les dossiers de candidature des municipalités et en étudiant les demandes de reconduction de l'appellation.	MTQ (coordonne ce comité), MAMROT, MTO, FQM, UMQ, SRQ	Aucun coût pour le MAMROT	La mesure des Villages-relais est en place depuis la fin de 2006. Pour l'année 2013-2014, le MTQ a reconnu deux Villages-relais, pour un total d'environ 42, à ce jour. De plus, neuf villages-relais sont en attente d'accréditation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité aviseur sur le régime de compensation pour la collecte sélective	3	Le comité aviseur a pour mandat de conseiller le MDDEFP quant aux avenues d'amélioration du régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective. Il doit superviser les travaux ayant trait à l'évaluation des avantages et des inconvénients d'un transfert à l'industrie de la responsabilité de la collecte sélective et de la prise en considération de matières actuellement non visées par le régime.	MDDEFP, RECYC-QUÉBEC, la FQM, l'UMQ, la Ville de Montréal, la Ville de Québec et Éco Entreprises Québec, MAMROT.	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre initiale a eu lieu le 26 février 2014. Le comité aviseur a approuvé le devis et autorisé le lancement de l'appel d'offres pour les travaux placés sous sa supervision.
Comité aviseur sur les vulnérabilités du Québec arctique	2	Discussion sur le contenu des mandats qui seront octroyés au Centre d'études nordiques (UL) et à Ouranos et suivi.	MRN, MSP, MAMROT, MTQ, MDDEFP, SHQ	Frais de déplacement : 60 \$	Le comité s'est réuni le 24 février ainsi que les 10 et 12 mars 2014.
Comité conjoint MAMROT-MDDEFP pour les projets de mise aux normes	2	Faire le suivi des projets de mise aux normes des installations de production d'eau potable ciblées par le MDDEFP.	MAMROT, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Le suivi des différents dossiers est assuré par le comité. Trois rencontres ont eu lieu en 2013-2014.
Comité conjoint sur la démocratie municipale	3	Le comité analyse différentes problématiques relatives à la démocratie municipale et formule des recommandations aux instances des deux regroupements de municipalités et du gouvernement du Québec.	UMQ, FQM, MAMROT, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, villes de Montréal et de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Au cours de l'année 2013-2014, le comité ne s'est pas réuni. Toutefois, des rencontres de groupes de travail ont eu lieu en 2013-2014.
Comité consultatif clientèle - MAN-LPT	2	Projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail - passage à Windows 8 : <ul style="list-style-type: none"> Soulever les enjeux devant être discutés pendant le comité directeur S'assurer que les ressources de leurs organismes respectifs participent au comité de pilotage 	MAMROT, MTRAV, RBQ, CRT, MFA, CSPQ, CGAP, OSRCP, CEIC,	Aucun coût pour le MAMROT	Les rencontres sont mensuelles. Ce comité sera en place pendant toute la durée du projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail (fin prévue novembre 2015).

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie	3	Le comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie conseille le ministère de la Sécurité publique sur toute question relative à la sécurité civile et incendie. Il conseille également relativement à toute question que le ministre lui soumet.	MSP, MAMROT, FQM, UMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, AARQ, RBQ, associations représentatives des intervenants en sécurité incendie	Aucun coût pour le MAMROT	Les dossiers majeurs portent sur la prévention, les schémas de couverture de risques en sécurité incendie, les schémas de deuxième génération, les centres d'appels d'urgence 911, les résidences privées pour personnes âgées, etc. Il est prévu de tenir en moyenne deux rencontres par année.
Comité consultatif fédéral / provincial	3	Discuter, dans le respect des compétences respectives du Canada et du Québec, de l'admissibilité des coûts non mentionnés à l'entente. Ce comité pourra, au besoin, être utilisé pour informer le Canada de l'évolution des mesures de rétablissement et des coûts encourus par le Québec, en y incluant la décontamination. Il pourra, à cet effet, tenir lieu de forum pour que le Québec informe le Canada des dommages constatés et des méthodologies utilisées pour la décontamination du site.	Cinq représentants du fédéral (trois d'Environnement Canada et deux de Sécurité Publique Canada) et de trois représentants du provincial, soit le sous-ministre adjoint à la coordination des projets spéciaux du MAMROT, un représentant du MSP et un du MDDEFP.	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre du comité a eu lieu le 24 mars 2014 afin de définir les modalités de fonctionnement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif sur l'encadrement et le développement des centres d'urgence 9-1-1	3	Soumettre au ministère de la Sécurité publique des recommandations quant à l'application du cadre législatif et réglementaire des services 9-1-1. Soutenir les centres d'urgence 9-1-1 et les centres secondaires d'appels d'urgence en proposant des solutions.	MSP, ACUQ, Agence municipale de financement et de développement des CU 9-1-1 du Qc, CAUCA, ACSIQ, UMQ, FQM, MAMROT, MSSS, SQ, Bell Canada, Hydro-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu durant lesquelles le comité a discuté de diverses problématiques liées aux centres d'urgence 9-1-1 et a examiné des outils d'accompagnement destinés aux centres d'urgence 9-1-1 portant sur les normes à respecter pour l'obtention de la certification du MSP. Le comité a également suivi l'état d'avancement de la certification des centres d'urgence et les travaux des groupes de travail se penchant sur des problématiques liées aux services d'appel d'urgence 9-1-1.
Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière	3	Ce comité a pour mandat de servir de lieu d'échanges et de concertation quant aux actions à privilégier pour implanter avec succès les nouvelles dispositions réglementaires et normatives en matière d'évaluation foncière.	MAMROT, Représentants de 23 organisations concernées (évaluateurs et représentants d'autres disciplines, comme l'enseignement, le développement informatique, la gestion municipale, etc.)	Repas : 645,45 \$	Formé à l'automne 2011, ce comité a tenu six réunions à ce jour. Les échanges ont, notamment, permis d'identifier les éléments susceptibles d'être nuisibles à l'implantation et proposer des solutions; de planifier les communications à l'intention des officiers et élus municipaux; de résoudre les difficultés de transmission électronique des données prescrites; d'apporter des précisions au Manuel d'évaluation foncière du Québec; orienter l'adaptation des programmes d'enseignement de niveau collégial. Il est prévu que ce comité poursuivra ses travaux jusqu'en 2015, soit jusqu'à la fin de la période transitoire fixée par la réglementation.
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	3	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Évolution en matière de présentation de l'information financière municipale et des finances municipales en accord avec le milieu municipal.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif sur les municipalités et les administrations locales de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)	3	Conseiller l'Observatoire de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la mise en œuvre et le suivi d'enquêtes statistiques sur les dépenses et les activités des administrations municipales dans le domaine de la culture et du patrimoine.	Observatoire de la culture et des communications du Québec de l'Institut de la statistique (ISQ), municipalités, UMQ et FQM, organismes les Arts et la Ville, chercheurs universitaires	Aucun coût pour le MAMROT	Publication annuelle de l'enquête sur les dépenses de fonctionnement des municipalités en matière de culture depuis 2007. Une rencontre annuelle, dans la municipalité qui accueille le colloque annuel des Arts et de la Ville, s'est tenue à Gatineau du 22 au 24 mai 2013.
Comité d'architectes de l'infonuagique et groupes thématiques de rédaction	2	<p>Le premier volet du mandat : Valider le document d'information sur l'utilisation responsable de l'infonuagique au gouvernement du Québec. Ce document, sous la coordination du SCT, vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'offrir de l'information sur la signification et la portée des services infonuagiques; • D'identifier des questions à se poser et proposer des pratiques à considérer <p>Dépendamment des suites données par le DPI, le deuxième volet du mandat sera d'élaborer les orientations gouvernementales en matière d'infonuagique et d'évaluer la pertinence de la mise en place d'un centre d'expertise en infonuagique au gouvernement du Québec</p>	Les architectes d'environ 15 ministères et organismes : CSPQ, SCT, MCE, RIO, RAMQ, MAMROT, MELS, MTQ, CSST, MSSS, RRQ, MJQ, MAPAQ, CARRA, etc.	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres de travail ont eu lieu à l'automne 2013 et une rencontre en mars 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité d'élaboration de la Stratégie de l'économie numérique du Québec (SÉNQ)	2	Collaborer à la préparation d'une stratégie de l'économie numérique pour le Québec, participer aux chantiers « Accès » et « Usages ».	SCT, MAMROT, MFE, CSPQ, MCC, MFE, ISQ Le SCT coordonne les travaux de la SÉNQ	Aucun coût pour le MAMROT	Coordination des actions des différents ministères au regard d'Internet.
Comité d'experts sur l'aménagement du territoire, le transport et l'environnement – Politique nationale de prévention (PNP)	3	Contribuer au développement d'un état des connaissances sur les politiques publiques propres à l'aménagement du territoire, au transport et à l'environnement, en lien avec la santé. Proposer des mesures favorables à la santé qui pourraient être incluses à la Politique.	Université du Québec à Chicoutimi, Institut national de santé publique, Université du Québec à Montréal, Université Laval, MTQ, MSP, MELS, MDDEFP, MAMROT, HEC Montréal, Université du Québec à Rimouski, Université de Montréal	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre de lancement a eu lieu en janvier 2013. Ensuite, quatre rencontres de travail avec les experts se sont tenues entre janvier 2013 et avril 2013. Un projet de livre vert a été déposé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité d'intégration applicative – MAN-LPT	2	<p>Projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail – passage à Windows 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer les membres des dates prévues pour le déploiement; • Décider des solutions à mettre en place face aux problématiques survenues en cours d'essais; • Prendre en charge les différents enjeux et identifier ceux devant être discutés au Comité de pilotage et au Comité consultatif clientèle; • Rendre compte de l'avancement des travaux. 	MAMROT, MTRAV, RBQ, CRT, MFA, CSPQ, CGAP, OSRCP, CEIC,	Aucun coût pour le MAMROT	Les rencontres ont lieu toutes les 2 semaines. Ce comité sera en place pendant toute la durée du projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail (fin prévue novembre 2015).
Comité de bassin versant de la rivière Richelieu (COVABAR)	3	Contribuer aux travaux d'élaboration du Plan directeur de l'eau du Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR).	COVABAR, plusieurs MRC, plusieurs municipalités, MDDEFP, MAPAQ, MTQ, MAMROT, MSSS, MRN, MSP, UPA, citoyens ainsi que plusieurs organismes et représentants de différents milieux	Aucun coût pour le MAMROT	Le plan directeur de l'eau a été déposé le 31 mars 2014 auprès du MDDEFP.
Comité de bassin versant Vaudreuil-Soulanges (COBAVER-VS)	3	Contribuer aux travaux d'élaboration du Plan directeur de l'eau du bassin versant de Vaudreuil-Soulanges.	COBAVER-VS, MRC, MDDEFP, MAPAQ, MTQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 24 septembre 2013. Le COBAVER-VS prépare présentement le plan d'action du PDE, qui doit être complété sous peu.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de concertation en habitation	2	Coordonner les interventions des M/O responsables en matière d'habitation, notamment en vue de l'élaboration d'une politique nationale de l'habitation et de la modernisation des programmes de la SHQ.	SHQ, MAMROT, Régie du logement	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni en décembre 2013 et une réunion est prévue en avril 2014.
Comité de coordination de l'Université rurale du Québec	3	Faire le choix des lieux et des thématiques de l'Université rurale québécoise qui se tient tous les deux ans et assurer le suivi général de la tenue et de l'évaluation de l'évènement.	Représentants des différentes constituantes de l'Université du Québec, CLD, SADC, SRQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	L'évènement a eu lieu en Estrie, du 9 au 13 septembre 2013, sur les territoires des MRC du Granit, du Haut-Saint-François et des Sources.
Comité de coordination du Programme multipartenaires d'enfouissement des réseaux câblés sur des sites d'intérêt patrimonial et culturel	3	Prioriser les demandes de subvention retenues dans le cadre du programme et proposer à l'administration supérieure d'Hydro-Québec une liste de projets qui pourraient être réalisés. Évaluer les demandes de subvention dans le cadre du programme.	Présidé par Hydro-Québec. Composé de : MAMROT, MCC, MTQ, Bell Canada, Télus, Vidéotron, Télébec, Cogeco	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est rencontré le 3 octobre 2013 et le 20 février 2014.
Comité de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'électrification des transports	2	Sous la responsabilité du MCE, ce comité a pour mandat de coordonner les actions des ministères et organismes dans la mise en œuvre de la stratégie.	MCE, MAMROT, MERST, MFE, Hydro-Québec, MTQ, MRN, SCT, SQI, MDDEFP, MELS	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 28 janvier 2014.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme FIMR)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année. L'entente est prolongée jusqu'au 31 décembre 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Montréal - mise aux normes de deux usines de traitement de l'eau potable)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit une fois par année.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Québec - contrôle des débordements à la rivière Saint-Charles)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit une fois par année aux fins de suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins de suivi de l'entente.
Comité de gestion de risque virus du Nil occidental (VNO)	3	Interpeller des représentants de la société civile et des partenaires afin de prendre la mesure du risque jugé acceptable par la population et d'éclairer la décision du MSSS au sujet du plan d'intervention pour l'année 2014 et pour les années suivantes.	Nature Québec, Réseau québécois des groupes écologiques, FQM, UMQ, Commissaire à la santé et au bien-être, Conseil de la protection des malades, Comité d'éthique et de santé publique, FADOQ, MAPAQ, MAMROT, MDDEFP, Héma-Québec, Direction de la santé publique	Repas : 130,50 \$ Frais de déplacement : 431,22 \$	Trois rencontres ont été tenues en 2013 soit les 12 septembre, 3 octobre et 1 ^{er} novembre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit deux fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles	3	Veiller à la mise en œuvre du programme de redistribution aux municipalités de 85 % de la redevance permanente à l'élimination et de 33 % de la redevance à l'élimination supplémentaire perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Un nouveau cadre normatif pour le Programme de redistribution a été adopté. Également, des changements ont été apportés à la redevance supplémentaire.
Comité de gestion et de gouvernance de l'entente CSPQ-MAMROT	2	Comité de suivi pour les questions de gestion et de gouvernance de l'entente d'impartition des activités TI du MAMROT	CSPQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion a lieu aux deux semaines. Le comité de gouvernance a lieu aux six semaines.
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructures publiques	2	Suivi des projets majeurs d'infrastructures assujettis à la Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques.	SCT, SQI, MAMROT, MTQ, MELS, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Quatre rencontres ont eu lieu en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de l'Étude environnementale stratégique (CEES) sur le gaz de schiste	3	Le mandat du Comité, d'une durée de 18 à 30 mois, est de définir le plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique et de mener les travaux qui en découlent afin de répondre aux objectifs proposés par la commission du BAPE : l'évaluation économique établissant la pertinence socioéconomique de l'exploitation de la ressource gazière; l'évaluation des impacts et des risques environnementaux, des facteurs influant sur l'acceptabilité sociale et des méthodes de mitigation appropriées; la définition des orientations et paramètres d'une réglementation encadrant l'évaluation environnementale des projets, applicable à la vallée du Saint-Laurent et, si possible, ailleurs au Québec; l'évaluation de la pertinence de mettre en place des observatoires scientifiques.	Les membres du Comité proviennent, en plus du MAMROT, du MDDEFP, du MRN, de la société civile, des milieux environnemental, municipal, privé et universitaire	Aucun coût pour le MAMROT	Participation aux comités de travail, notamment sur les impacts sociaux et la participation publique. Dépôt du rapport synthèse de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste en janvier 2014.
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	2	Établir le contexte de la gestion des risques associés aux matières dangereuses. Identifier les conditions et les moyens à mettre en place en matière d'appréciation et de traitement des risques associés aux matières dangereuses.	CSST, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MFEQ, MRN, MSSS, Services QC, SQ, MTQ, RBQ, MSP, MELS	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 12 juin 2013, le 10 octobre 2013 et le 16 janvier 2014. Portrait du cadre législatif actuel et des besoins. Description de la situation et des problématiques. Recommandations pour les suites à donner.
Comité de mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne pour la gestion des effluents d'eaux usées municipales	2	Évaluer les conditions de mise en œuvre de la Stratégie Pancanadienne ainsi que du Règlement sur le suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU).	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le Comité poursuit ses travaux pour la mise en œuvre du règlement.
Comité de mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (SEEP)	3	S'assurer, avec les partenaires municipaux, de la mise en œuvre de la SEEP.	MAMROT, Ville de Québec, Ville de Montréal, UMQ, FQM	Aucun coût pour le MAMROT	État de mise en œuvre de la SEEP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de partage en information géographique	3	Échanger sur les projets de géomatique de la Métropole.	Ville de Montréal, Ville de Longueuil, Ville de Laval, Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil, Société de transport de Laval, Agence métropolitaine de transport, Administration portuaire de Montréal, CMM, MAMROT, MDDEFP, MTQ, MRN, Hydro-Québec, Gaz Métropolitain, Info Excavation, Commission des services électriques de Montréal, Urgences-Santé	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit trois fois par année. Faire le bilan des projets géomatiques et en information géographique touchant la Métropole. Cueillette de besoins du réseau municipal et régional en matière d'information géographique.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de pilotage – MAN-LPT	2	Projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail – passage à Windows 8 : <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les risques et contraintes des organisations; • Fournir à l'équipe de projet, des informations importantes sur leurs organismes respectifs; • Valider et orienter la conception des stratégies de gestion du changement et de formation; • Valider l'arrimage des solutions avec les besoins d'opération; • Participer à la réalisation du calendrier de déploiement; • Point de contact client lors du déploiement; • Participer aux stratégies de transition et de déploiement. 	MAMROT, MTRAV, RBQ, CRT, MFA, CSPQ, CGAP, OSRCP, CEIC,	Aucun coût pour le MAMROT	Les rencontres ont lieu toutes les 2 semaines. Ce comité sera en place pendant toute la durée du projet de mise à niveau des logiciels des postes de travail (fin prévue novembre 2015).
Comité de pilotage Adresses Québec	2	Produire la géobase routière Adresses Québec à partir des données de mission des partenaires. Formuler les recommandations sur l'évolution au comité directeur de projet.	DGE, MTQ, MRN, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit aux deux mois. Diffuser la version mensuelle de la base de données aux partenaires.
Comité de pilotage métropolitain - Plan de développement de la zone agricole (PDZA)	3	Le mandat de ce comité est de coordonner la mise en œuvre des PDZA par les MRC, la ville-MRC et l'agglomération sur son territoire, en partageant la vision et les objectifs métropolitains à l'égard de la mise en valeur du territoire et des activités agricoles.	CMQ, MAPAQ, MAMROT, UPA, Ville de Lévis, Ville de Québec, MRC de L'Île-d'Orléans, MRC de La Jacques-Cartier et MRC de la Côte-de-Beaupré.	Aucun coût pour le MAMROT	Jusqu'à maintenant, au moins cinq rencontres du comité de pilotage ont eu lieu. D'autres sont à venir. La plupart des travaux sont avancés. Les PDZA sont attendus pour juin 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de pilotage métropolitain PDZA CMM	3	Partager la vision et les objectifs métropolitains à l'égard de la mise en valeur du territoire et des activités agricoles; effectuer le suivi des travaux d'élaboration des PDZA par les MRC et agglomérations et soutenir les travaux; animer des événements ponctuels.	CMM, MAMROT, MAPAQ, MRC et agglomérations, UPA	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 19 avril et le 21 mai 2013, et le 19 février 2014. Un Forum métropolitain a eu lieu le 6 septembre 2013. 13 des 14 MRC et agglomérations du territoire métropolitain ont signé une convention avec la CMM pour la réalisation d'un PDZA. Seule la MRC de L'Assomption a complété son PDZA.
Comité de pilotage Montréal = Famille	3	Étudier la problématique de « l'exode » des familles de Montréal vers la banlieue et proposer des pistes de solution.	Nombreux ministères et organismes du gouvernement, chercheurs universitaires, Ville de Montréal, SHDE, OBNL du secteur de l'habitation, etc.	Aucun coût pour le MAMROT	Dépôt d'un rapport d'étape en septembre 2013. Poursuite de l'analyse des pistes de solution dans les M-O gouvernementaux. Le MAMROT doit encore livrer le fruit de son analyse au Secrétariat à la région métropolitaine, qui gère le comité.
Comité de programme OURANOS « environnement nordique »	3	Conseiller OURANOS sur les objectifs des programmes et évaluer la pertinence des projets de recherche.	OURANOS, MAMROT, MTQ, MDDEFP, SHQ, MRN, ARK, Affaires indiennes et du nord du Canada, Université du Québec à Rimouski, ArcticNet	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises en 2013-2014, soit le 23 mai 2013 et le 24 janvier 2014.
Comité de retraite du Régime de retraite des élus municipaux (RREM)	3	Le comité de retraite a comme mandat d'établir, conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, une politique de placement de la caisse du régime. Le comité de retraite peut demander des études portant sur l'administration du régime et formuler des recommandations. Il approuve les états financiers du régime et reçoit, pour examen, les rapports d'évaluation actuarielle.	MAMROT, SCT, UMQ, FQM	Aucun coût pour le MAMROT	Cinq réunions ont été tenues en 2013, en plus d'un séminaire sur les placements et d'une séance sur les prévisions économiques de la Caisse de dépôt et placement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de retraite du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ)	3	Le Comité de retraite est responsable de l'administration du régime de retraite et de la politique de placement de la caisse de retraite.	MAMROT, FQM, ADGMRCQ, ADMQ	Aucun coût pour le MAMROT	Quatre réunions du comité de retraite ont été tenues en 2013 en plus de l'assemblée annuelle.
Comité de suivi de l'Étude sur la tarification des transports au Québec en lien avec leur financement	3	Le mandat du comité est de superviser une étude sur le financement du transport collectif, en soutien au chantier sur le même objet, prévu par la Stratégie sur la mobilité durable.	MTQ, MAMROT, MFEQ, SCT, CIRANO-CIRRELT	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre a eu lieu le 26 mars 2014.
Comité de suivi du portail géographique du Québec	2	Assurer le suivi du portail.	Le MRN préside ce comité. MRN, MSSS, MELS, MAMROT, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a lieu une fois par année et permet d'échanger l'information en lien avec le contenu et l'évolution du portail.
Comité de suivi du projet de recherche sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine	2	Assurer le suivi des travaux de recherche de l'Université Laval portant sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine.	MDDEFP, MAMROT, AARQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu en 2013.
Comité de suivi du régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	3	Proposer, au besoin, des modifications réglementaires au nouveau régime à la suite de l'analyse de problématiques particulières.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, RecycleMédias, Éco Entreprises Québec, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Discussions sur le partage, entre les municipalités et les entreprises, des coûts de la collecte des matières non visées par le régime, lesquelles ont mené à des modifications réglementaires édictées en décembre 2013. Le Comité a convenu de la réalisation d'une nouvelle étude de caractérisation des matières collectées pour documenter la problématique des matières non visées.
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	2	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et veiller à l'arrimage des autres politiques et plans d'action gouvernementaux ou ministériels qui peuvent avoir une incidence sur la lutte contre l'homophobie.	SCF, Secrétariat aux aînés, MAMROT, MELS, MESS, MICC, MJQ, MSSS, MSP, MTRAV, SAA, SAJ, Directeur de l'état civil, MESRST, Ministère de la Famille	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 18 octobre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de travail permanent du Réseau des responsables en accès à l'information et protection des renseignements personnels	2	Ce comité a pour but de favoriser le réseautage et le partage d'information au niveau des pratiques à préconiser en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.	MCE, MDDEFP, MELS, MRN, MERSTS, Ministère du Tourisme, MAPAQ, MAMROT, CEST, CNT, OPC, CARRA, Institut de la statistique du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 12 mars 2014. Une autre rencontre est prévue le 14 mai 2014.
Comité de travail sur les avis publics	3	Revoir la pertinence des avis et leurs modes de publication ou de signification, avec la perspective d'y ajouter Internet.	UMQ, FQM, ADMQ, COMAQ, ADGMQ, ADGMRCQ, Ville de Québec, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont été tenues en 2013-2014, soit le 25 septembre 2013 et le 20 février 2014. La publication sur Internet des avis publics a fait l'objet de discussions lors des rencontres.
Comité de travail sur les infrastructures	3	Mise à jour des différentes fiches descriptives sur les infrastructures et élaborer divers guides.	CERIU, MAMROT, Consultants spécialisés universitaires	Aucun coût pour le MAMROT	Fiches mises à jour et guides produits sur les infrastructures.
Comité des gestionnaires—Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Le rôle du comité des gestionnaires est d'effectuer l'interface entre le comité des sous-ministres adjoints et celui des répondants ministériels dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 8 octobre 2013. Les membres ont échangé au sujet des différentes initiatives en matière de saines habitudes de vie et des actions à prendre dans le contexte où le plan d'action gouvernemental a pris fin le 31 décembre 2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité des partenaires de la ruralité	3	Conseiller le ministre dans la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et de son renouvellement. De plus, il assure une synergie dans les actions menées par les différents partenaires et facilite la diffusion de l'information et la promotion de la ruralité.	Présidé par le ministre. Composé des présidents de Solidarité rurale du Québec, de la FQM, de l'ACLDQ et du premier vice-président de l'UMQ.	Repas : 1 779 \$	Le Comité a tenu sept rencontres : le 29 avril 2013, le 21 mai 2013, le 18 juin 2013, le 9 juillet 2013, le 3 septembre 2013, le 10 octobre 2013 et le 16 janvier 2014. De plus, il y a eu neuf rencontres du comité technique qui soutient les travaux du Comité.
Comité des répondants ministériels - Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Assurer la mise en œuvre des actions du plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 28 mai 2013 et le 18 mars 2014. Les rencontres ont, notamment, été l'occasion de discuter des interventions respectives en matière de saines habitudes de vie. Le comité a collaboré à la réalisation d'un rapport final du plan d'action gouvernemental.
Comité des sentiers permanents de VHR en terres privées	3	Faire des recommandations pour stabiliser le réseau de sentiers de motoneige et de quad sur les terres privées.	MTQ, MAMROT, différentes CRÉ, FQCQ, FCMQ	Aucun coût pour le MAMROT	Quatre rencontres ont eu lieu en 2013-2014, soit le 30 mai 2013, le 17 juillet 2013, le 3 octobre 2013 et le 20 novembre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité des sous-ministres adjoints - Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Effectuer le suivi des orientations du plan d'action gouvernemental et du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a tenu deux conférences téléphoniques, l'une le 7 juin 2013 et l'autre le 12 décembre 2013, dans l'objectif d'inciter les ministères et organismes à poursuivre leurs interventions en matière de saines habitudes de vie, malgré que le plan d'action gouvernemental ait pris fin le 31 décembre 2012.
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Approuver les orientations gouvernementales en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MESS, MELS, MF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMROT, MESRST, OPHQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à une reprise en juin 2013.
Comité directeur – Politique nationale de prévention (PNP)	2	Le mandat du comité directeur est d'orienter et d'alimenter les travaux et de délibérer sur le projet de livre vert en vue de le soumettre au palier gouvernemental.	MDDEFP, MELS, MAMROT, MFQ, MSP, MTQ, MAPAQ, INSPQ, DSP Montréal, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu. Un projet de livre vert a été déposé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026	2	<p>Le Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (CDE) doit assurer la mise en œuvre du Plan d'action Saint-Laurent et la mise en place de mécanismes de coordination et de rencontres. Il doit faire entériner, par les deux gouvernements, les modifications aux annexes ou l'ajout d'annexes. Le CDE est imputable de la gestion de l'Entente et doit également rendre compte aux citoyens des progrès accomplis à l'égard des engagements convenus dans l'Entente.</p> <p>De plus, le CDE s'est doté de deux outils de mise en œuvre, soit le Forum Saint-Laurent et les tables de concertations régionales.</p>	<p>Canada :</p> <p>Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Transports Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Agence de la santé publique du Canada, Agence spatiale canadienne, Agence canadienne d'évaluation environnementale</p> <p>Québec :</p> <p>MAPAQ, MAMROT, MDDEFP, MRN, MSP, MSSS, MFE, MTQ</p>	Aucun coût pour le MAMROT	<p>Le CDE a tenu trois rencontres en 2013-2014.</p> <p>Le troisième Forum Saint-Laurent s'est tenu les 29 et 30 octobre 2013.</p> <p>A ce jour, trois tables de concertation régionales ont été mises sur pied soit : zone du lac Saint-Pierre, zone de Québec, zone du Sud de l'estuaire moyen, mise sur pied en 2013-2014.</p>
Comité directeur de l'étude comparative de la consignation publique et de la collecte sélective	2	Le comité directeur supervise la réalisation d'une étude visant à comparer les avantages et les inconvénients du système de consignation publique et du système de collecte sélective pour la récupération de certains types de contenants.	MDDEFP, MAMROT, MAPAQ, MFEQ, Recyc-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité directeur a approuvé le devis d'appel d'offres et autorisé le comité technique à lancer l'appel d'offres sur invitation. Après analyse des soumissions reçues et prise en considération des commentaires du comité technique, il a sélectionné le chargé de projet.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur de la Banque de données sur les statistiques officielles sur le Québec	2	En vue de faire toute recommandation à l'Institut de la statistique du Québec, le Comité directeur a le mandat de consolider le partenariat de la Banque de données statistiques officielles du Québec (BDSO) et de coordonner le développement de cette banque de données.	CGAP, CSF, ISQ, MCC, MF, MSSS, MSP, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MAMROT, MFE, MRIFCE, MRN, MTQ, MDDEFP, MTRAV, OPHQ, RAMQ, RRQ, RQ, SAAQ, SHQ, CSST, CNT, Recyc-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit 2 fois par année. Le comité a été consulté à l'automne 2013 pour la refonte du site de la BDSO, mise en ligne en décembre 2013.
Comité directeur du développement durable	2	Les mandats du comité sont d'assurer un leadership de promotion, de développement et de suivi visant la convergence des actions gouvernementales; de définir des actions stratégiques majeures et horizontales; d'examiner les progrès réalisés et veiller au respect des engagements gouvernementaux et d'accompagner, s'il y a lieu, le MDDEFP lors d'examen par la Commission de l'administration publique de la démarche gouvernementale de développement durable.	MDDEFP, MRN, MCC, MESS, MSSS et MFE	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à trois reprises : le 24 mai 2013, le 24 octobre 2013 et le 17 janvier 2014. Il a principalement collaboré aux travaux de révision de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité exécutif et conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	3	Promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises.	FQM, ACLDQ, Réseau québécois des Villes et Villages en santé, Coop fédérée, Ordre des agronomes du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération des cégeps, Assemblée des évêques catholiques du Québec, Cercles de fermières, CSQ, FTQ, CSN, Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent, Fédération des Caisses Desjardins, UPA, Association québécoise d'établissements de SSS, UMQ, Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec, Université du Québec, Union paysanne, Table nationale des Corporations de développement communautaire et MAMROT à titre d'observateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le Comité veille à la bonne gestion de l'organisme. Onze rencontres ont eu lieu en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel afin d'assurer la relance de l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ)	2	Proposer des solutions créatives pour déterminer de quelle façon l'ÉPAQ peut contribuer au développement régional et être en synergie avec l'industrie des pêches et de l'aquaculture.	MESRST, MELS, MAMROT, MCE, MAPAQ, MESS, CPMT	Aucun coût pour le MAMROT	Le MAMROT a pris part à deux rencontres du comité au cours de l'année 2013-2014. Le comité a terminé son rapport final.
Comité interministériel Baie Missisquoi	2	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de la Baie Missisquoi.	MAMROT, MDDEFP, MAPAQ, MSSS, FAPAQ, MTQ, CBVBM	Aucun coût pour le MAMROT	Rapport annuel préparé par le MDDEFP. Une rencontre annuelle.
Comité interministériel d'évaluation du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale	2	Le rôle du comité d'évaluation est d'assurer la réalisation des travaux d'évaluation du PAG, lequel est mis en œuvre au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères impliqués, dans le but d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MESS, MCE, SHQ, OPHQ, MAMROT, MTQ, Travail, MICC, Finances, MELS, MSSS, MFA	Aucun coût pour le MAMROT	Évaluation du PAG.
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Assurer le suivi du plan d'action en matière de violence conjugale de même que celui du plan d'action en matière d'agression sexuelle. Assurer la concertation, la cohérence et la complémentarité de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Proposer les orientations, les priorités et les moyens d'action en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MESS, MELS, MF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMROT, MESRST, OPHQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à cinq reprises en 2013-2014, soit le 14 mai 2013, le 26 septembre 2013, le 31 octobre 2013, le 30 janvier 2014 et le 19 mars 2014.
Comité interministériel de suivi des actions et réalités masculines (CISARM)	2	Le CISARM a été créé en 2011 afin de maintenir l'expertise développée, d'appuyer les actions des ministères et de favoriser une vision d'ensemble des réalités masculines, dans le but d'assurer une action gouvernementale mieux adaptée et efficiente pour un mieux-être collectif.	MSSS, MJQ, Famille, MAMROT, MESS, MAPAQ, MSP, MELS, MICC, Travail, MCA, MCC, MESRST	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 4 avril 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel de suivi et de recommandation / Projet de révision de la régularisation des niveaux d'eau et des débits dans le système LO SLR / Groupe de travail Canada-Etats-Unis sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent	2	Faire des recommandations concernant le contrôle du débit d'eau du fleuve Saint-Laurent.	MDDEFP, MAMROT, MSP, MTQ, MRN, Hydro-Québec, MCE (SAIC)	Aucun coût pour le MAMROT	Aucune rencontre ne s'est tenue en 2013-2014, mais des échanges ont eu lieu entre les membres du comité.
Comité interministériel de suivi pour la fin du Programme d'achat d'électricité de petites centrales hydroélectriques	2	Coordonner des travaux permettant d'indemniser les promoteurs touchés par l'arrêt des projets des petites centrales hydroélectriques pour leurs dépenses encourues et soutenir des projets structurants de développement économique dans les communautés concernées.	MAMROT, MRN, MFÉQ, MDDEFP, MCE (SAA)	Aucun coût pour le MAMROT	Cinq rencontres des sous-ministres et deux rencontres des ministres ont été tenues durant l'année. Des travaux en vue du remboursement des indemnités aux promoteurs ont été réalisés. Le comité a également contribué à l'avancement d'une dizaine de projets proposés par les communautés concernées.
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	2	Le CIDD est un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient le MDDEFP dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	MDDEFP, ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	En 2013-2014, le CIDD s'est rencontré à trois reprises : le 24 mai 2013, le 24 octobre 2013 et le 17 janvier 2014. Il a collaboré aux travaux de révision de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des différents rapports requis par la Loi sur le développement durable.
Comité interministériel en économie sociale	1	Mise en œuvre de la Loi sur l'économie sociale. Élaboration et suivi du Plan d'action gouvernemental en économie sociale. Échange sur les problématiques et les enjeux sectoriels ou transversaux liés au développement de l'économie sociale.	MAMROT, MESS, MCC, MFE, MF, MICC, MSSS, SAA, SAJ, MTQ, MAPAQ, SHQ, MELS, MRN, MDDEFP, SCT, SRM, SCN, IQ, RQ, ISQ, MESRST, MRIFCE	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres ont eu lieu en cours d'année. Elles ont porté sur le suivi des travaux sur la Loi sur l'économie sociale et préparation du Plan d'action gouvernemental en économie sociale.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	2	À la suite de la publication, en 2008, de la politique gouvernementale « <i>La diversité : une valeur ajoutée</i> » et du plan d'action qui en découle, élaboration d'un plan d'action gouvernemental pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones.	SAA, MRIFCE, MCC, MELS, MESRST, MESS, MTQ, MFA, MSSS, MSP, SHQ, MJQ, SCF, Secrétariat à la jeunesse, MAPAQ, CCQ, MDDEFP, H-Q, MRN, Agence du revenu, Ministère du Travail, SIDPC, Conseil du trésor	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres interministérielles ont eu lieu le 15 octobre 2013 et le 12 février 2014. Des rencontres de consultation des partenaires externes ont eu lieu les 5 et 6 novembre 2013.
Comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé	2	Assurer la concertation, la cohérence et le suivi de la mise en œuvre des actions réalisées dans le cadre des différents partenariats et des actions visant à intervenir en milieu défavorisé.	MESS, MAMROT, SRM, MFA, MCE, MELS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a permis un partage d'information sur les démarches en cours des ministères en ce qui concerne les milieux défavorisés. Proposition au comité directeur d'orientations communes pour guider les interventions en milieu défavorisé (Fonds et programmes en cours).
Comité interministériel responsable de la mise en œuvre et du suivi du Plan d'action gouvernemental « <i>La diversité : une valeur ajoutée</i> »	2	Le comité interministériel réunit les représentants de tous les ministères responsables d'une mesure dans le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 « <i>La diversité : une valeur ajoutée</i> », pour permettre la coordination des mesures qui y figurent.	MICC, MCE, MSSS, MAMROT, Famille, MFE, MCC, SCF, MSP, MESS, SHQ, MELS, MRIFCE, SCT	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à cinq occasions, soit le 9 avril 2013, le 21 mai 2013, le 18 septembre 2013, le 24 octobre 2013 et le 11 décembre 2013.
Comité interministériel sur l'action communautaire	2	Assurer la transparence et l'harmonisation des pratiques administratives gouvernementales concernant les organismes communautaires. Répondre à des mandats particuliers, notamment collaborer à la détermination d'orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et bénévole.	MESS, MELS, SHQ, MDDEFP, MCCC, MSSS, MICC, MCE, MFE, MJQ, MSG, OPHQ, MFA, SAAQ, MRIFCE, MSP	Aucun coût pour le MAMROT	Les travaux du comité interministériel ont principalement porté sur la mise à jour du Cadre de référence en matière d'action communautaire.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur l'aménagement durable des villages nordiques	1	Le comité veille au suivi des mesures projetées en vue d'assurer l'aménagement durable des villages nordiques, telles que l'amélioration de la connaissance du pergélisol dans les villages du Nunavik, afin d'orienter le développement vers les secteurs propices à la construction, l'amélioration de la connaissance des aléas nordiques et l'identification des zones soumises à des risques naturels et anthropiques dans les villages nordiques. Le comité prend lieu et place du Comité interministériel sur les changements climatiques et l'instabilité des sols au Nunavik, particulièrement au village de Salluit (2008-2012).	MAMROT, MTQ, MSP, MDDEFP, MRN, MSSS, MELS, RBQ, SHQ, SAA, HQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à Québec le 26 septembre 2013.
Comité interministériel sur l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	2	Le comité interministériel a le mandat de soutenir la réalisation des projets ADS et les équipes désignées, de participer à la conception et l'implantation d'une approche gouvernementale répondant à la fois au principe de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des services publics à la population, de participer à l'élaboration et à la mise en place d'une instrumentation pertinente pour le personnel concerné de la fonction publique et de faire des recommandations au comité directeur pour faciliter l'introduction progressive de l'ADS dans les ministères et organismes ainsi que dans les instances locales et régionales.	MAMROT, Secrétariat à la condition féminine (SCF), MCC, MCE, MFE, MSSS, MESS, MELS, Institut de la Statistique du Québec (ISQ), MTQ, MF, Secrétariat aux aînés, MICC, MJQ, MSP, OPHQ, SAA, SAJ, CSST, RRQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 12 novembre 2013.
Comité interministériel sur l'entretien des cours d'eau en milieu agricole	2	Examiner les problématiques soulevées par l'UPA relatives à la réalisation de travaux d'entretien des cours d'eau en milieu agricole.	MAMROT, MAPAQ, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Un document de réflexion a été élaboré. La première rencontre du comité a eu lieu le 31 mars 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	2	Le comité interministériel, coprésidé par le SCF et le MSP, a pour mandat de proposer des actions en vue de prévenir l'exploitation sexuelle, laquelle inclut l'hypersexualisation, la prostitution de même que la traite des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et de venir en aide aux femmes qui veulent quitter le milieu de la prostitution.	SCF, MSP, MAMROT, MESRST, MIQ, SAA, MESS, MSSS, MICC, MELS	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises, soit le 12 juin 2013 et le 18 février 2014.
Comité interministériel sur la conservation des milieux humides et hydriques	3	Collaboration à l'élaboration d'un projet de loi sur la conservation des milieux humides et hydriques. Favoriser l'arrimage et la cohérence interministérielle dans la mise en œuvre de la nouvelle loi (modifiant plusieurs lois et règlements).	MDDEFP, MRN, MAPAQ, MTQ, MFEQ, MSP	Aucun coût pour le MAMROT	Six rencontres ont eu lieu depuis juin 2013. Des consultations ciblées auprès d'une quinzaine de groupes et organismes nationaux ont débuté en février 2014.
Comité interministériel sur la relance de Mégantic	3	Ce comité a pour but de coordonner la prise de décision ministérielle dans l'action gouvernementale pour la relance et la reconstruction de Lac-Mégantic à la suite de la tragédie du 6 juillet 2013.	MTQ, MAMOT, MEIE, MSP, MIQ, MAPA, MSSS, MELCCC, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres tenues à ce jour.
Comité interministériel sur le bruit environnemental	2	Établir des orientations gouvernementales visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé et la qualité de vie (juridiction provinciale).	MDDEFP, MTQ, MAMROT, DSP 16, INSPQ, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres se sont tenues entre le 30 mai 2013 et le 19 février 2014. En raison d'un manque d'effectifs, la DGUAT n'a participé qu'à une seule rencontre durant l'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur le développement durable des collectivités	2	Coordonné par le MDDEFP, ce comité vise la mise en œuvre de la mesure du PACC 2013-2020 pour « soutenir les municipalités et les collectivités dans la réduction des émissions de GES, l'adaptation aux changements climatiques et l'aménagement durable du territoire ». Ainsi, une somme de 20 M\$ est allouée pour la mise en œuvre d'un programme d'aide financière destiné au milieu municipal de manière à soutenir la planification de milieux de vie écoresponsables. Le Comité travaille à l'élaboration de ce programme et veille à la cohérence des actions ministérielles.	MDDEFP, MAMROT, MTQ, MRN	Aucun coût pour le MAMROT	Depuis le 1 ^{er} avril 2013, deux rencontres des directeurs ont été tenues et trois rencontres de professionnels ont eu lieu. Une grille de critères définissant un milieu de vie écoresponsable a été développée par le MAMROT et approuvée par le groupe de professionnels.
Comité interministériel sur le développement économique de l'autoroute 30	2	Élaborer une vision durable du développement économique du corridor de l'autoroute 30.	MFEQ, MTQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, SRM, Affaires autochtones	Aucun coût pour le MAMROT	Les consultations ont eu lieu les 18, 22 et 25 novembre 2013. Le rapport final devrait être produit au printemps 2014. En découleront le développement d'une vision et l'élaboration d'un Plan de développement stratégique.
Comité MTQ-MAMROT coordination des travaux d'infrastructures	2	Coordonner les travaux conjoints devant être réalisés par les municipalités avec l'aide financière du MAMROT et du MTQ.	MTQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres ont eu lieu en 2013-2014.
Comité organisateur et technique INFRA 2013 (CERIU)	3	Organisation du congrès annuel.	CERIU, Universités, consultants, municipalités, organismes du milieu, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le congrès du CERIU se tient annuellement en novembre. Le Prix du MAMROT est également remis lors de ce congrès. Le comité se réunit au besoin.
Comité permanent de liaison Habitation-municipalités (COPLHAM)	1 (SHQ)	Structure privilégiée d'information et d'échanges avec le monde municipal sur les dossiers d'habitation ayant un impact sur le monde municipal.	SHQ, DAM, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	La première rencontre n'a pas encore été tenue.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité permanent de liaison environnement-municipalités formé du COPEM et du COPEM technique	3	Diffuser l'information et assurer la concertation sur des problématiques environnementales, ainsi que sur les politiques et projets du MDDEFP impliquant le milieu municipal. Le COPEM s'intéresse surtout aux grands enjeux et orientations, tandis que le COPEM technique met l'accent sur les aspects techniques et de mise en œuvre, de même que sur l'identification de problématiques.	MDDEFP, UMQ, FQM, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Les réunions du COPEM (formé des sous-ministres du MAMROT et du MDDEFP ainsi que des DG des associations municipales) et du COPEM technique (formé de professionnels du MAMROT et MDDEFP et ceux des associations municipales) sont tenues sur une base statutaire depuis plusieurs années. Ceux-ci traitent de tous les dossiers impliquant le MDDEFP et les municipalités. Le premier s'est réuni deux fois, soit le 3 avril 2013 et le 27 novembre 2013, tandis que le second s'est réuni à trois reprises, soit le 6 juin 2013, le 3 juillet 2013 et le 28 octobre 2013. Le COPEM a assuré l'échange d'information sur les problématiques et les solutions, principalement sur la gestion des matières résiduelles, des différents programmes qui s'y rattachent ainsi que des dossiers impliquant une réglementation municipale (qualité de l'eau potable, gestion des eaux usées, etc.).
Comité permanent sur les infrastructures (COPI)	3	Ce comité a comme principaux objectifs d'assurer la communication entre les parties, de permettre une bonne compréhension des programmes d'aide financière et de leur cadre de gestion, et d'être une tribune de diffusion vers le milieu municipal. Il se veut un lieu d'échanges et de partage des informations et des attentes de ses participants.	MAMROT, FQM, UMQ, villes de Montréal et Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité a été formé lors de la Table Québec-municipalités le 1 ^{er} mai 2009 et deux rencontres ont eu lieu en 2013-2014.
Comité stratégique – Politique nationale de prévention (PNP)	3	Le mandat de ce comité est de coordonner les travaux, développer le cadre conceptuel, analyser les propositions des comités d'experts, intégrer les réflexions issues de différentes instances, développer des orientations au regard de la gouvernance et de la mise en œuvre et rédiger le projet de livre vert.	MELS, MAMROT, MDDEFP, MESS, INSPQ, DSP Capitale-Nationale, MSSS, DSP Montréal, Institut de recherche en politiques publiques	Aucun coût pour le MAMROT	Huit rencontres ont eu lieu. Un projet de livre vert a été déposé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur la formation des opérateurs de stations d'épuration	2	Évaluer le niveau de formation requise pour les opérateurs de stations d'épuration (en lien avec le projet de règlement du MDDEFP).	MDDEFP, MAMROT, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité en est au début de ses travaux. Quelques rencontres en 2013-2014.
Comité sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	3	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	Coordination MSP (Direction de la planification et de la prévention) CSST, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MELS, FEQ, MRN, MSSS, MTQ, RBQ, Services Québec, Sûreté du Québec. Sur demande, autres M/O de l'OSCQ.	Aucun coût pour le MAMROT	Un portrait du cadre législatif, de la situation actuelle et des problématiques devrait être complété au printemps 2014. Les recommandations pour les suites à donner devraient être déposées à l'automne 2014.
Comité sur la présence gouvernementale à Géomatique 2013	2	Coordonner la présence gouvernementale au Colloque Géomatique 2013 qui s'est tenu les 3 et 4 octobre 2013.	MRN, MAMROT et MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Les ministères ayant tenu un kiosque lors de l'événement ont pu profiter du soutien du comité pour toutes les questions et actions entourant la logistique (montage et démontage du kiosque, transport du matériel, accès Internet, facturation, etc.)
Comité sur la prévention des sinistres naturels	2	Le comité sur la prévention des risques naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MAMROT, MDDEFP, MRN et MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres de ce comité se sont tenues le 5 novembre 2013 et le 13 février 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
-------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur la prévention des sinistres naturels – Groupe de travail Inondation	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques d'inondation en vue d'être transmise pour approbation au comité sur la prévention des sinistres naturels.	MSP, MAMROT, MDDEFP, MRN et MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre a eu lieu le 9 janvier 2014.
Comité sur la prévention des sinistres naturels – Groupe de travail Glissement de terrain	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques de glissement de terrain en vue d'être transmise pour approbation au comité sur la prévention des sinistres naturels.	MSP, MAMROT, MDDEFP, MRN et MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre a eu lieu le 24 janvier 2014.
Comité sur la prévention des sinistres naturels – Groupe de travail Érosion et submersion côtière	2	Élaborer la planification annuelle et budgétaire des travaux d'appréciation et de traitement des risques d'érosion et de submersion côtière en vue d'être transmise pour approbation au comité sur la prévention des sinistres naturels.	MSP, MAMROT, MDDEFP, MRN et MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre a eu lieu le 22 janvier 2014.
Comité sur la révision des exigences de rejets des stations d'épuration	2	Officialiser les modifications à apporter aux exigences de rejets des stations d'épuration pour tenir compte de la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne pour la gestion des effluents d'eaux usées municipales. Officialiser également la formulation des exigences de rejets pour les nouvelles technologies de traitement des eaux usées.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Aucune rencontre en 2013-2014 étant donné que les efforts ont été concentrés sur la mise en œuvre du Règlement sur le suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU).
Comité sur la sécurité du transport ferroviaire de la Communauté métropolitaine de Montréal	3	Identification des risques sur le territoire de la CMM et propositions de mesures pour encadrement.	MAMROT, MTQ, MSP, CMM, Laval, Longueuil, Montréal, Repentigny, Terrebonne, MRC Les Moulins et Table des préfets et élus de la Couronne Sud	Aucun coût pour le MAMROT	Les deux premières rencontres du comité ont eu lieu en janvier et février 2014. Quatre ou cinq autres rencontres sont prévues d'ici le dépôt du rapport en octobre 2014.

Type de comités

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
--------------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur le financement des infrastructures liées à la mise en œuvre du projet des sentiers durables des véhicules hors route	3	Le mandat de ce comité de travail consiste à examiner, aux fins de recommandation au comité directeur du projet des sentiers durables du ministère des Transports, des formules de financement pour les infrastructures nécessaires à la mise en place des sentiers durables pour les VHR.	Coordination par le MTQ : Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ), Fédération québécoise des clubs quads (FQCQ), FQM, UMQ, MAMROT, MFE, TQ, MRN	Aucun coût pour le MAMROT	Quatre réunions ont été tenues par les membres du comité jusqu'à présent soit le 15 octobre 2013, le 26 novembre 2013, le 18 décembre 2013 et le 5 février 2014. Outre ces quatre réunions, une réunion regroupant uniquement les délégués ministériels, membres de ce comité, a également été tenue le 6 novembre 2013 afin d'identifier les programmes d'aide financière du gouvernement du Québec pouvant s'appliquer à ce projet. Un rapport d'étape final a été déposé le 21 mars 2014.
Comité sur les mesures d'économie d'eau potable avec le Centre des technologies de l'eau (CTE)	3	Participer aux activités du CTE afin d'identifier des mesures d'économie d'eau potable dans les institutions d'enseignement et de santé.	CTE, MAMROT, CEGEP	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres par année.
Comité sur les services d'urgence en milieu isolé	3	Examiner les problématiques liées à l'accessibilité des services d'urgence en milieu isolé au Québec et à la coordination des évacuations médicales. Proposer des solutions en ce qui a trait à la couverture incendie des infrastructures essentielles, aux opérations de recherche et sauvetage, et de désincarcération, ainsi qu'à la coordination et à la responsabilité lors d'évacuations médicales.	Supervision du comité : MSP, Direction des opérations et Direction de la planification. SAAQ, MAMR, SEPAQ, MRNF, MSSS, MDDEP, MTQ, SQ, MSP. Autres partenaires à inviter ou en soutien : Direction des communications du MSP.	Aucun coût pour le MAMROT	Trois groupes de travail ont été formés : opération, financement et communication. Trois réunions ont été tenues en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur les technologies de traitement de l'eau potable (CTTEP)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement de l'eau potable.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDEFP. Quatre rencontres annuelles.
Comité sur les technologies de traitement des eaux usées (CTTEU)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement des eaux usées.	MDDEFP, MAMROT, BNQ, Universités	Aucun coût pour le MAMROT	Approbation de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDEFP. Quatre rencontres annuelles.
Comité technique de l'étude comparative de la consignation publique et de la collecte sélective	2	Le comité technique a la responsabilité d'encadrer le chargé de projet de l'étude comparative dans la réalisation de son mandat et de lui assurer un soutien technique. Il donne son avis sur les éléments soumis au comité directeur.	MDDEFP, MAMROT, MAPAQ, MFEQ, Recyc-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité technique a préparé et procédé au lancement de l'appel d'offres sur invitation. Il a analysé les soumissions reçues et transmis un rapport de cette analyse au comité directeur. À la suite de la sélection du chargé de projet et du lancement de l'étude, le comité technique a accompagné, soutenu et encadré ce dernier afin de s'assurer du bon déroulement de l'étude. Ces activités du comité se poursuivront jusqu'à ce que l'étude soit complétée (décembre 2014).
Comité technique de la Table Québec-Régions	3	Échanger avec les représentants gouvernementaux sur les principaux dossiers concernant les CRÉ.	Directeurs généraux des CRÉ, MAMROT, autres M/O en fonction des rencontres	Repas : 1 217 \$	Le comité technique de la TQR s'est réuni à trois reprises et a, notamment, permis d'actualiser l'entente de gestion. De façon générale, les rencontres permettent de faciliter le déploiement de dossiers gouvernementaux dans les régions.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique du Conseil des bassins versants des Mîles-Îles (COBAMIL)	3	Contribuer aux travaux d'élaboration du Plan directeur de l'eau des bassins versants des Mîles-Îles.	COBAMIL, MRC Les Moulins, MDDEFP, MAPAQ, MTQ, MAMROT, MSSS, MRN, MSP, organismes environnementaux, représentants universitaires	Aucun coût pour le MAMROT	Le plan directeur de l'eau a été déposé le 24 mars 2014 auprès du MDDEFP.
Comité technique du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles	3	Élaborer, pour adoption par le comité de gestion, une vision à long terme de ce que doit être la redistribution sur la base de la performance et des critères qui devraient la composer. Proposer, en fonction des données disponibles, des critères applicables au calcul des subventions des municipalités.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Examen des données liées au programme, préparation de rapports et de documents pour le Comité de gestion, soumission de propositions au Comité de gestion.
Comité technique en aménagement, CAR Montérégie	1	Partager les politiques, les stratégies et les actions des différents ministères interpellés par l'aménagement du territoire en Montérégie afin de bien comprendre l'ensemble des objectifs gouvernementaux.	MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MTQ, MSP, MRN, MCC, MFEQ	Aucun coût pour le MAMROT	La première rencontre de ce comité a eu lieu le 10 mars 2014.
Comité technique et de suivi PDZA MRC Deux-Montagnes, Les Moulins, Thérèse-De Blainville, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Roussillon, Agglomération de Montréal, Longueuil, Marguerite-D'Youville	3	Approfondir les réflexions sur diverses thématiques agricoles et effectuer des recommandations au comité de pilotage métropolitain.	CMM, MAMROT, MAPAQ, MRC et agglomérations, UPA, Villes, Conseil développement	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu les 2 avril, 6 mai et 8 novembre 2013. Une priorisation des actions visant le soutien des MRC et des agglomérations dans l'élaboration et la mise en œuvre des PDZA a été préparée en vue d'être présentée au comité directeur.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique permanent de la Table Québec-municipalités	3	Le comité technique permanent a pour mandat de préparer les rencontres de la Table Québec-municipalités et d'assurer le suivi de ces décisions. Plus particulièrement, le comité technique doit : proposer un plan de travail annuel et un calendrier des rencontres; assurer et/ou pourvoir à la préparation des dossiers; procéder à l'analyse technique des dossiers; établir les liens avec les comités de travail sectoriels (ceux existants : le Comité permanent sur les infrastructures (COPi), le Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités (COPLEM), le Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal (CPTMM), le Comité conjoint sur la démocratie municipale (CCDM) et le Comité technique pour le suivi de l'occupation et de la vitalité des territoires, et ceux à venir), se tenir informé de l'évolution de leurs travaux, recevoir leurs rapports pour discussion en vue de la préparation des dossiers; faire le suivi des décisions et des dossiers et faire rapport de façon statutaire à la TQM.	MAMROT, FQM, UMQ, Ville de Montréal et Ville de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité technique s'est réuni à deux reprises pour discuter des ordres du jour en vue des TQM, soit le 24 avril 2013 et le 12 novembre 2013.
Comité technique pour la mise en œuvre de recommandations du Groupe de travail sur la gestion des cours d'eau	1	Élaborer un plan d'action et faire le suivi de la réalisation des actions qu'il contient.	FQM, UMQ, MAMROT, MSP, MDDEFP, MAPAQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le plan d'action, adopté en décembre 2012, est en cours de réalisation. Toutes les actions prévues sont réalisées ou en cours de réalisation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique sur l'aménagement durable des villages nordiques	3	Le comité veille au suivi des mesures projetées en vue d'assurer l'aménagement durable des villages nordiques, telles que l'amélioration de la connaissance du pergélisol dans les villages du Nunavik, afin d'orienter le développement vers les secteurs propices à la construction, l'amélioration de la connaissance des aléas nordiques et l'identification des zones soumises à des risques naturels et anthropiques dans les villages nordiques. Le comité prend lieu et place du Comité technique sur les changements climatiques et l'instabilité des sols au Nunavik, particulièrement au village de Salluit (2008-2012).	MAMROT, Administration régionale Kativik et, au besoin, les M/O et les villages nordiques intéressés	Frais de déplacement : 5 400 \$	Une rencontre a eu lieu le 6 mars 2014 à Kuujuaq.
Comité technique sur l'élaboration de solutions aux problématiques d'évaluation foncière des immeubles industriels au Québec	3	Ce comité a pour mandat général de servir de lieu d'échanges pour bonifier les éléments de solution, découlant des travaux de développement réalisés par le Ministère, aux problématiques d'évaluation foncière des immeubles industriels, notamment en ce qui concerne la désuétude externe de marché.	MAMROT, UMQ, Évimbec Itée, FQM, Groupe Altus, OEAQ, Prud'homme, Mercier et Associés, Pierre Pelletier, un représentant de l'Association de l'aluminium du Canada, de l'Association minière du Québec et du Conseil de l'industrie forestière du Québec, Ville de Montréal	Repas : 195,60 \$	Les travaux du comité ont permis au Ministère de procéder à la mise en œuvre de certaines recommandations du Groupe de travail sur la désuétude externe de marché dans le domaine de l'évaluation des immeubles industriels. Un processus de détection de cette forme de désuétude a ainsi été élaboré et sera documenté dans le guide « La dépréciation des bâtiments industriels aux fins d'évaluation foncière municipale au Québec ». Les travaux de mise en page pour bonifier ce guide devraient être complets pour l'été 2014.
Comité technique sur le régime de compensation pour la collective sélective	3	Soutien au Comité aviseur sur le régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective, notamment pour la réalisation d'une étude de caractérisation des matières recyclables.	MDDEFP, RECYC-QUÉBEC, la FQM, l'UMQ, la Ville de Montréal, la Ville de Québec et Éco Entreprises Québec, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre du comité a eu lieu le 5 février 2014. Le comité a discuté des modalités de l'étude à réaliser (portée de l'étude, contenu, échéance, etc.) et formulé des commentaires au comité aviseur. Le comité a également analysé le projet de devis avant le lancement de l'appel d'offres.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité TOD (Développements axés sur l'utilisation du transport en commun)	2	Appuyer la réalisation de projet novateurs de démonstration à l'intérieur de sept aires TOD identifiées au PMAD de la CMM.	CMM, MRC, Villes, MTQ, AMT, DAM	Aucun coût pour le MAMROT	La première rencontre est prévue pour le mois de mai 2014.
Commission des partenaires du marché du travail	3	Cette commission assure l'interface entre l'État québécois et les organisations partenariales directement touchées par l'emploi et le développement de la main-d'œuvre. La présence des administrateurs assure la cohésion avec les autres interventions gouvernementales qui sont en lien avec les mesures d'emploi et de formation.	MESS, Emploi-Québec, CSN, FTQ, UPA, CSQ, CSD, RJCC, FCCQ, CPQ, OCRH, FCEI, Manufacturiers-exportateurs du Qc, RQODE, RCJEQ, COODM, Féd. des cégeps, Féd. des comm. scol., MICC, MAMROT, MFEQ, MELS, Conf. des recteurs et des principaux des univ. du Québec	Frais de déplacement : 995 \$	Le MAMROT a pris part à quatre rencontres au cours de l'année.
Conseil d'administration de l'Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ)	3	L'AGMQ a pour mission de promouvoir le développement de la géomatique dans les applications municipales au Québec; L'AGMQ entretient des liens étroits avec les ministères et associations œuvrant en géomatique tant au niveau local, national et international.	Milieu municipal et régional, industries, milieu universitaire	Frais de déplacement : 400 \$	Planification et supervision des diverses activités concernant les deux colloques annuels. Représenter le Ministère sur les différents dossiers en lien avec la promotion et le développement de la géomatique municipale.
Conseil d'administration des Fleurons du Québec	3	La Corporation des Fleurons du Québec a le mandat d'organiser et de promouvoir la classification horticole auprès de toutes les municipalités du Québec.	FQM, FSHEQ, MAPAQ, FIHOQ, UMQ, MAMROT, AREVQ et FIHOQ	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu depuis le début de l'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil de gestion de l'approche de coopération en réseau pour information géographique (ACRIGéo)	2	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique.	MRN, MTQ, MSP, MAMROT, MDDEFP, SCT, DGEQ, MAPAQ, MELS	Aucun coût pour le MAMROT	Le MAMROT est responsable du partage de l'information géographique gouvernementale auprès du milieu municipal et régional dans le cadre de l'approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIGéo). Le Conseil de gestion se réunit huit fois par année pour assurer le développement de ce projet d'envergure gouvernementale.
Consultation interministérielle sur la cession de terrains excédentaires du Canal Soulanges par le MTQ	2	Évaluer l'opportunité de maintenir le projet de réouverture du canal à la navigation, de conserver la propriété des terrains gouvernementaux jouxtant le canal et remise en valeur du bâtiment du Petit pouvoir des Cèdres.	MTQ, MDDEFP, MCC, MAMROT, Tourisme Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 21 octobre 2013 et le 13 janvier 2014. La position des différents ministères doit être transmise au MTQ au cours du mois de mars.
Écoterritoire 21 Longueuil	3	Contribuer à la mise en œuvre du projet pilote de remise en culture des terres de l'Écoterritoire 21 à Longueuil.	Longueuil, MDDEFP, MAMROT, MAPAQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre du comité directeur a eu lieu le 30 mai 2013. Des conférences téléphoniques du comité technique ont eu lieu le 23 octobre et le 10 décembre 2013. Une conférence téléphonique du comité directeur a eu lieu le 23 janvier 2014.
Écoterritoires Montréal	3	Évaluer les demandes d'exclusion de la liste des équipements d'agglomération de certains lots des écoterritoires présentées par la Ville de Montréal.	Ville de Montréal, MAMROT, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 28 août 2013. Conjointement à une demande d'exclusion en blocs de lots totalisant 50 ha, la Ville de Montréal prévoit verser 150 ha de terrains dans un répertoire d'aires protégées.
Groupe de partage et de veille sur la recherche en développement durable	2	Mise sur pied de mécanismes de partage, de collecte et de diffusion de résultats de recherche et d'innovation en développement durable au bénéfice de la réalisation des actions des M/O contribuant à la démarche gouvernementale de développement durable.	MDDEFP, MFE, MAMROT, MAPAQ, MTQ, MELS, MRNF, MESS, MFQ, MSSS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a collaboré à la rédaction de deux bulletins de veille en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
--------------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail concernant la mise en œuvre du système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec	3	Veiller à des ajustements et aux améliorations apportées sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) relativement aux besoins de nos partenaires, aux capacités du système et par souci d'amélioration continue.	SCT, MAMROT, Réseau santé et éducation, Ville de Montréal en tant qu'utilisateur municipal du SEAO	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 6 novembre 2013 afin de faire le point sur différentes demandes reçues sur le fonctionnement du SEAO. Des améliorations au système sont également en cours.
Groupe de travail interne sur les ententes en affaires autochtones	2	Le groupe de travail a pour mandat d'évaluer les enjeux soulevés par la négociation des ententes et de revoir, au besoin, les processus de négociation et d'approbation de ces ententes. Ce groupe de travail découle d'un mandat confié à la ministre déléguée aux Affaires autochtones par le conseil des ministres.	SAIC, SCM, SAA, MRN, MJQ, MAMROT, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a produit un rapport préliminaire en février 2014 et il poursuit ses travaux en vue de conclure ceux-ci au printemps 2014.
Groupe de travail MAMROT-MRN pour l'élaboration d'orientations gouvernementales (chantier ressources minérales)	1	Élaborer des orientations gouvernementales en aménagement (volet ressources minérales) en vue de mettre en œuvre certaines dispositions du PL 70 (Loi modifiant la Loi sur les mines).	MAMROT, MRN	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu en 2014. Une rencontre de consultation interministérielle a eu lieu en février 2014. Un document préliminaire d'orientations a été élaboré en mars 2014.
Groupe de travail pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement (chantier glissements de terrain)	1	Accompagner le MSP dans l'élaboration des orientations gouvernementales en aménagement pour les glissements de terrain dans les dépôts meubles.	MSP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu en décembre 2013 et en mars 2014. La Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ont été rencontrées en novembre 2013. La rédaction des orientations gouvernementales est en cours.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels Initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail pour le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement	1	Produire de nouvelles orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire sur les thématiques suivantes: mobilité durable, santé et saines habitudes de vie, gestion de l'urbanisation, réduction des émissions de gaz à effet de serre, aménagement culturel du territoire.	MAMROT, MDDEFP, MTQ, MSSS, MCC	Aucun coût pour le MAMROT	Depuis avril 2013, le comité interministériel formé de professionnels se réunit toutes les deux semaines pour un total de 24 rencontres du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014. Le comité directeur s'est rencontré le 17 janvier 2014. La rédaction des orientations gouvernementales « Développement durable des milieux de vie » a débuté en février 2014.
Groupe de travail prospectif en économie sociale	3	Ce groupe de travail avait pour mandat de faire le point sur la place qu'occupe l'économie sociale dans l'économie québécoise et de réfléchir sur les nouvelles avenues de développement. Il a proposé des orientations en vue du prochain plan d'action gouvernemental en économie sociale.	MAMROT, MFE, MESS, chantier de l'économie sociale, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, CRISES, CIRIEC, UMQ, FQM et Investissement Québec, ACLDQ	Repas : 300 \$	Une rencontre a eu lieu en 2013-2014. Elle a permis de conclure la démarche de réflexion en vue du prochain Plan d'action gouvernemental en économie sociale.
Groupe de travail restreint sur la révision de la Stratégie gouvernementale de développement durable	2	Les mandats du groupe de travail sont de participer à l'analyse générale du contexte international et québécois du développement durable; proposer des thématiques, des orientations, des objectifs et des Indicateurs de suivi pour la Stratégie gouvernementale de développement durable révisée et participer à sa rédaction.	MDDEFP, MAMROT, MAPAQ, MCC, MCE, MELS, MESS, MFE, MSSS, MRN, MTQ, Investissement Québec, BAPE, Loto-Québec, SCT	Aucun coût pour le MAMROT	Le groupe de travail et les sous-groupes, émanant de celui-ci, se sont rencontrés à intervalles réguliers en 2013-2014. Le fruit du travail a consisté à la rédaction du document « Proposition d'objectifs pour la stratégie gouvernementale de développement durable révisée (2015-2020) ».
Groupe de travail sous la responsabilité du Comité Interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé	2	Établir un état de situation des différents fonds qui ont une incidence territoriale.	MESS, MAMROT, MF, MCE, MELS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Une étude exploratoire sur l'action gouvernementale en milieu défavorisé a été réalisée et diffusée en mai 2012. Le groupe de travail a travaillé à l'élaboration d'un cadre de référence sur l'intervention territoriale en milieu défavorisé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur l'élaboration et l'analyse des plans directeur de l'eau (PDE) et des plans de gestion intégrée des ressources en eau (PGIR)	2	Coordonné par le MDDEFP, ce comité vise à participer à l'élaboration d'un guide ainsi qu'à la mise en place d'une nouvelle démarche afin de réaliser l'analyse des PDE par l'ensemble des ministères impliqués. Il vise également à réaliser un nouveau guide d'élaboration des PDE de 3 ^e génération destiné aux organismes de bassins versants (OBV).	MDDEFP, MAMROT, MRN, MSSS, MAPAQ, MTQ, MCE-SAA	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres ont été tenues depuis le 16 janvier 2013. Le guide concernant l'analyse des PDE par les ministères concernés a été réalisé et le nouveau protocole est actuellement suivi. Une quatrième rencontre a eu lieu le 27 mars 2014 afin d'entamer les travaux sur le nouveau guide d'élaboration des PDE de 3 ^e génération destiné aux OBV.
Groupe de travail sur la fiscalité locale des exploitations agricoles	3	Faire le point sur les modifications apportées en 2007 au régime fiscal des exploitations agricoles et sur les problématiques qui subsistent.	MAMROT, MAPAQ, MFEQ, FQM, l'UMQ, Union des producteurs agricoles (UPA) et Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OÉAQ)	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre MAMROT-MAPAQ-MFEQ, préparatoire au groupe de travail, a été tenue le 13 mars 2014. La première réunion du groupe de travail est prévue pour le 5 mai 2014.
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	3	Répondre aux interrogations soulevées par l'application des normes de l'Institut canadien des comptables agréés. Améliorer les formulaires financiers pour les fins de reddition de comptes.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Préparation de documents didactiques pour fins de formation des membres par les associations. Dépôt sur le site Web du Ministère de la documentation traitant de divers sujets liés à la comptabilité municipale. Améliorations apportées aux formulaires : rapport financier et prévisions budgétaires. Mise à jour du Manuel de la présentation de l'information financière municipale.
Groupe de travail sur les données sociodémographiques – codes postaux et géographie du recensement	2	Harmoniser les limites du recensement de 2011 de Statistique Canada à celles en vigueur au gouvernement du Québec. Produire un fichier unique de codes postaux répondant aux divers besoins des ministères et organismes (M/O) du gouvernement du Québec.	MRN, ISQ, MAMROT, MTQ, MELS, ARQ, MSSS, MF	Aucun coût pour le MAMROT	À partir des données du recensement 2011, le groupe de travail a produit des limites harmonisées.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les technologies conventionnelles de traitement des eaux usées.	2	Réviser le Guide pour l'étude des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Certaines modifications ont déjà été apportées et d'autres sont en cours d'élaboration. Le travail se poursuivra en 2014-2015.
Groupe de travail sur les transports actifs, collectifs et alternatifs	2	Formuler des recommandations à la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) ayant trait à la sécurité des transports actifs, collectifs et alternatifs.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le MAMROT	Le groupe de travail s'est réuni à trois reprises, soit le 18 septembre 2013, le 18 février 2014 et le 26 mars 2014. Il a formulé des recommandations à la Table québécoise de sécurité routière, qui a déposé son troisième rapport en novembre 2013. Depuis 2014, le leader du groupe est le représentant du MAMROT.
Groupe de travail technique élargi sur une nouvelle entente Québec-municipalités	3	Réaliser les travaux et conduire les discussions en vue de conclure une nouvelle entente Québec-municipalités devant succéder à l'Entente de partenariat 2007-2013, en soutien à la table de négociation.	MAMROT, MFEQ, MTQ, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec, SRM, SCN	Frais de déplacement : 1 200 \$	Le groupe de travail s'est réuni trois fois en mai et juin 2013 pour discuter de la situation du financement des municipalités, du bilan des mesures de l'Entente 2007-2013 et de l'examen des mesures et des dispositions à prévoir dans la nouvelle entente.
Groupe de travail technique sur la sécurité ferroviaire et le transport des matières dangereuses	3	Le groupe de travail vise à : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer la connaissance sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses; - identifier des pistes de solution afin de répondre aux enjeux soulevés, en évaluer la pertinence et la faisabilité; - conseiller les autorités siégeant sur la Table québécoise sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses. 	MTQ, MAMROT, MSP, MDDEFP, SAAQ, FQM, UMQ, CMQ, Ville de Montréal	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres ont eu lieu en 2013-2014, soit les 4 février, 10 mars et 31 mars 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
--------------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe des partenaires pour la solidarité	3	Conseiller le ministre sur toute question relative à la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental et des ententes régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et sur la répartition budgétaire annuelle de l'enveloppe disponible entre le palier national et régional et les organisations autochtones désignées. Recommander au ministre le financement des projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à portée nationale, et la mise en oeuvre des actions les plus porteuses en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans une perspective d'adéquation entre les besoins et les moyens.	Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, Réseau de l'Action Bénévole du Québec, Table nationale des corporations de développement communautaire, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, Grands refuges pour personnes Itinérantes, CRÉ, Ville de Montréal, CSSSPNQL, ARK, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, MAMROT, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Le Groupe s'est réuni à quatre reprises. Ces rencontres ont permis de faire le point sur la signature des Alliances pour la solidarité et leur évolution, de partager différentes expériences et études en matière de lutte contre la pauvreté, de définir les orientations relativement à l'analyse de projets nationaux et de procéder à l'analyse des projets nationaux.
Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones	2	Soutenir les ministères dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des Autochtones.	MAMROT, SAA, MRN, MTQ, MDDEFP, MJQ	Aucun coût pour le MAMROT	Gestion en continu des cas soumis. Élaboration d'outils d'aide à la décision. Il s'est réuni six fois en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Organisation de sécurité civile du Québec	2	Établir une nouvelle planification stratégique en sécurité civile. Assurer l'arrimage entre l'OSCQ, l'ORSC et la TRM. Partage de connaissance des risques, de prévention et de préparation en sécurité civile.	MAMROT, MAPAQ, CSPQ, CSST, MCC, MDDEFP, MELS, MICC, MFA, MFEQ, HQ, MJQ, MRN, RQ, MSSS, MSP, SAA, SCT, Services Qc, SHQ, SQ, MTQ, BC, MCE, MRIFCE, RBQ, TQ, STQ, MTRAV	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 25 avril 2013 et le 16 janvier 2014. Le rapport annuel de l'OSCQ 2012-2013 a été déposé.
Partenariat financier concernant l'acquisition d'orthophotographies	2	Partager les coûts d'acquisition de données entre les différents M/O et organismes régionaux; Démocratiser l'accès à l'information géographique de base; Favoriser une couverture complète du territoire québécois et son actualisation.	MRN, MAMROT, CPTAQ, FADQ, MAPAQ, MTQ, DDDEFP, SQ	Aucun coût pour le MAMROT	Planification et coordination des projets de partenariat pour l'acquisition d'orthophotographies.
Plan d'affectation du territoire public (PATP)	2	Comité de coordination en vue de l'intégration des différents PATP élaborés en région dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau PATP – Québec.	MRN, MDDEFP, MAMROT, Hydro-Québec, MTO, MAPAQ, MSP, MTQ, MCC, MFE	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 11 décembre 2013.
Pôle logistique	2	Évaluer l'opportunité d'implanter un pôle logistique d'envergure nationale dans la région métropolitaine de Montréal, déterminer son mode de gestion et identifier le site privilégié.	MFEQ, MAMROT, MAPAQ, MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une seule rencontre a eu lieu, le 8 mai 2013. Dans le contexte actuel, ce dossier est largement tributaire des conclusions du comité interministériel sur le développement économique de l'autoroute 30.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)	2	Stimuler la veille dans les ministères et organismes et favoriser la mise en commun de l'information, notamment au moyen d'une plate-forme électronique d'échanges (extranet).	MCE, Assemblée nationale, CSST, CSPQ, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Conseil permanent de la jeunesse, Conseil du statut de la femme, Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial, Commission de l'équité salariale, Curateur public du Québec, Institut de la statistique du Québec, Infrastructures Québec, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MCC, MFA, MJQ, MSSS, MSP, MESRST, MAMROT, MFE, MRIFCE, MRN, MSG, MTQ, MDDEFP, MTO, MTRAV, Office de la protection du consommateur, Revenu Québec, SCT, SHQ, Services Québec	Cotisation : 1 750 \$	Production de documents de veille. L'ensemble des ministères et organismes participants ont déposé 15 documents dans le site du RVIPP entre le 1 ^{er} avril 2013 et le 28 mars 2014. Le MAMROT a, pour sa part, déposé huit documents dans le site du RVIPP entre le 1 ^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau des répondants sur le développement des jeunes enfants	2	Avoir une meilleure connaissance des programmes, politiques et interventions développés par les autres ministères et organismes qui ont un impact sur le développement des jeunes enfants. Voir à la complémentarité de ces programmes, politiques et interventions, autant sur le plan provincial que régional. Encourager le partage de l'expertise respective des différents ministères et organismes impliqués ainsi que le partage des bons coups relevant des différents réseaux de partenaires. Identifier certaines interventions jugées prometteuses et, au besoin, recommander le déploiement de nouvelles interventions jugées manquantes.	MESS, MSSS, MELS, SAJ, MICC, MAMROT, MF	Aucun coût pour le MAMROT	Le réseau s'est réuni le 20 juin 2013.
Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2	Effectuer le suivi des engagements des M/O impliqués dans le cadre du plan d'action 2011-2015 « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait ». Encourager le partage de l'expertise respective des différents M/O impliqués ainsi que le partage des bons coups relevant des différents réseaux de partenaires.	ARQ, SCF, MESS, MELS, MF, SHQ, MSP, MJQ, SAA, MICC, MTRAV, CSST, MAMROT, SHQ, MAPAQ, MTQ, MDDEFP, MCE, MRN, MRIFCEFC, SCT, MCC, MESRST, MFE, MSSS, Tourisme Québec, RRQ, OPHQ, Commission de l'équité salariale, Commission de la construction du Québec, CDPDJ, Office des professions du Québec, Curateur public	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises en 2013-2014, soit le 10 avril 2013 et le 24 octobre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
-------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau gouvernemental de la politique familiale	2	Assurer le suivi des mesures au sein du Bilan 2006-2010 des réalisations en faveur des familles et des enfants, tout en permettant la concertation des M/O en ce qui concerne les divers programmes touchant les familles.	MF, MAMROT, OPHQ, MELS, MTRAV, SAA, RRQ, MCC, MICC, MJQ, MSSS, MFE, MESS, MSP, SAJ, SHQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 15 mai 2013.
Sous-comité en matière de communication et de formation en évaluation foncière destinées aux élus et aux gestionnaires municipaux	3	Le sous-comité a comme mandat de servir de lieu d'échanges et de concertation quant aux actions à privilégier pour sensibiliser les élus et les gestionnaires municipaux en la nécessité de la modernisation de l'évaluation foncière et du rôle de l'évaluation foncière dans le régime fiscal municipal.	MAMROT, FQM, l'UMQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ	Aucun coût pour le MAMROT	Les travaux du sous-comité ont conduit à l'identification d'actions qui permettront de connaître les principales préoccupations des élus et des gestionnaires municipaux à l'égard de la modernisation de l'évaluation foncière, pour ensuite élaborer des activités de communication mieux adaptées à leurs réalités. Ces travaux ont également permis de définir les besoins et les exigences de cette clientèle pour une formation de base en matière d'évaluation foncière.
Sous-comité technique sur l'adaptation des pratiques d'évaluation foncière à la modernisation réglementaire	3	Le sous-comité technique recherche ou élabore des solutions pouvant résoudre des problématiques d'ordre technique ou professionnel qui lui sont référées à la suite de l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière.	Divers représentants de services ou firmes d'évaluation foncière	Repas : 434,80 \$	À ce jour, les travaux du sous-comité ont permis de résoudre onze problématiques soulevées par des évaluateurs municipaux. Cela permettra de faciliter la mise en application des nouvelles dispositions réglementaires et normatives en matière d'évaluation foncière.
Stratégie gouvernementale d'intégration durable en sécurité routière	3	Favoriser la cohabitation sécuritaire et harmonieuse de tous les usagers de la route, quel que soit leur moyen de déplacement, en accordant la priorité à l'usager le plus vulnérable, notamment en développant une approche inspirée du Code de la rue. Offrir à la population de réelles alternatives sécuritaires au déplacement en automobile, notamment en redéployant la Politique québécoise du transport collectif.	Commission des transports du Québec, MFA, MSSS, MAMROT, MTQ, OPHQ, SPVM, SAAQ, SQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité ne s'est pas réuni en 2013-2014, mais les membres du comité ont été consultés sur le contenu final de la stratégie.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table d'accompagnement conseil en développement durable auprès des organismes municipaux (TACOM)	3	Sous la coordination conjointe du MAMROT et du MDDEFP, ce comité a le mandat de produire et de mettre en œuvre un plan comprenant des actions concrètes d'accompagnement des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	MAMROT, MDDEFP, MAPAQ, MCC, Famille, MRN, MSP, MTQ, RECYC-QUÉBEC, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal	Aucun coût pour le MAMROT	La TACOM s'est réunie le 17 octobre 2013 et le 11 mars 2014 afin de mettre en œuvre la prolongation 2013-2015 du Plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable. Parmi les principaux résultats figurent la mise en ligne du site Web municipalitedurable.gouv.qc.ca et la mise à jour du répertoire d'outils et de programmes gouvernementaux en matière de développement durable.
Table d'échanges entre le MAMROT et les services d'évaluation des neuf grandes villes du Québec	3	Le mandat de cette Table d'échanges consiste à : partager des façons de faire en évaluation; permettre aux participants d'exposer leurs préoccupations quant à la pratique de l'évaluation foncière; approfondir les discussions relatives aux interventions pouvant être requises pour les résoudre; amorcer la définition de lignes directrices.	Directeurs des services d'évaluation des villes de Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Longueuil, Gatineau et Saguenay Deux représentants de la DGFEF	Repas : 142,10 \$	Cette Table d'échanges tient deux réunions par année depuis sa création, en 2005. Les discussions ont conduit à des changements majeurs et bénéfiques à l'ensemble des municipalités du Québec. Cela est notamment attribuable au climat de concertation et d'écoute qui s'y est graduellement implanté et qui a eu ensuite un impact positif sur les relations de ces villes avec les autres ministères.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
-------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table de concertation intersectorielle permanente spécifique au mode de vie physiquement actif	3	Le mandat de la Table est de concerter les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin d'assurer la cohésion entre les organisations dont l'intervention contribue à la promotion, l'adoption et au maintien d'un mode de vie physiquement actif par la population québécoise.	Québec en Forme, Association québécoise du loisir municipal, Carrefour action municipale et famille, Conseil québécois sur le poids et la santé, Conseil québécois du loisir, Fédération des comités de parents, Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec, Fédération des kinésiologues du Québec, Le Grand défi Pierre Lavoie, Groupe entreprises en santé, Réseau du sport étudiant du Québec, Regroupement des Unités régionales de loisir et de sport, Réseau québécois de Villes et Villages en santé, Sports Québec, Société des établissements de plein-air du Québec, Union des municipalités du Québec, Vélo Québec, Vivre en Ville, MAMROT, MELS, Famille, MSSS, MTQ, MTQ, SAJ, Faculté d'éducation physique de l'Université de Sherbrooke.	Aucun coût pour le MAMROT	La Table s'est réunie à quatre reprises en 2013-2014, soit le 12 juin 2013, le 18 septembre 2013, le 20 novembre 2013 et le 13 mars 2014. Les rencontres ont, notamment, permis aux membres de discuter de leurs interventions respectives reliées au mode de vie physiquement actif. La Table a amorcé cette année la production d'un bulletin d'information présentant les principales actions issues de la Table.
Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau	2	La Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau a pour mandat principal d'assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en termes de partage, de collaboration et de diffusion des connaissances sur l'eau.	MAMROT, MTQ, MSSS, MRNF, MDEIE, MAPAQ, MDDEFP, MSP	Aucun coût pour le MAMROT	Une seule rencontre d'introduction de la Table a eu lieu le 23 mars 2012. Tous les ministères participants étaient présents. La date de la prochaine rencontre n'est pas connue.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table de négociation sur une nouvelle entente Québec-municipalités	3	Discuter des éléments à prévoir dans la nouvelle entente Québec-municipalités devant succéder à l'Entente de partenariat 2007-2013.	MAMROT, MFEQ, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec, SRM, SCN	Repas : 1 312,33 \$ Frais de déplacement : 1 548,73 \$ Autres : 650,00 \$ (location de salles)	La Table s'est réunie trois fois en mai et juin 2013. Elle a procédé à un bilan de l'Entente 2007-2013 et à un examen des questions à prendre en considération dans le cadre de la nouvelle entente. L'offre gouvernementale du 7 juin 2013 n'ayant pas été acceptée par les représentants municipaux, les négociations ont été reportées en 2014.
Table des partenaires Femmes et politique municipale	1-3	Concertation entre des intervenants issus du milieu municipal et des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec afin d'optimiser les initiatives visant à favoriser la participation des femmes à la politique municipale québécoise. De plus, la Table assure le suivi de la mise en œuvre du plan d'action de la Table des partenaires Femmes et politique municipale 2010-2013, dont l'objectif consiste à augmenter le nombre de femmes élues aux élections municipales. Un prochain plan d'action (2014-2017) est en cours d'élaboration.	MAMROT, SCF, CSF, CRÉ de Montréal, Conseil des Montréalaises, DGEQ, FQM, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, UMQ, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, Ville de Québec	Repas : 1 137,29 \$ Frais de déplacement : 366,42 \$	La Table s'est réunie à trois reprises en 2013-2014, soit le 4 avril 2013, le 23 octobre 2013 et le 13 février 2014. Ces réunions ont permis d'échanger sur les actions envisagées afin de promouvoir la participation des femmes à la politique municipale.
Table des répondants de mission en sécurité civile	2	Développer, maintenir à jour et réviser le PNSC, les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet de développement en lien avec le PNSC et la sécurité civile, à la demande de l'OSCQ.	MFEQ, MSP, MAPAQ, Services Québec, MDDEFP, Hydro-Québec, MRN, SQ, SHQ, MSSS, SCT, MAMROT, CSPQ, MTQ, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu les 16 mai 2013, 12 septembre 2013 et 12 décembre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table gouvernementale aux affaires territoriales	1	La Table gouvernementale aux affaires territoriales a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMROT, MELS, MAPAQ, CSPQ, MCC, MDDEFP, MESS, MSSS, MF, MICC, MRN, MSP, SAJ, SAA, SHQ, TQ, MTQ, MELS, MFE, IQ, SRCN, SRM, STQ, Services Québec, Sepaq, SCT, AMT, Hydro-Québec, Justice Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu en 2013-2014.
Table interministérielle de travail – MRC des Appalaches	2	Création de la Table afin de trouver des solutions aux différents enjeux de la MRC des Appalaches à la suite de la fermeture de la mine Lab Chrysotile à Thetford Mines (secteur Black Lake).	CSST, MRN, MSSS, DSP, MDDEFP, MTQ, MAMROT, RRQ, MFEQ.	Aucun coût pour le MAMROT.	Une rencontre de la Table interministérielle le 28 mai 2013 et une rencontre du comité tactique MDDEFP-MRN-MAMROT-MFEQ le 18 juin 2013.
Table interministérielle en itinérance	3	La Table interministérielle en itinérance, sous la responsabilité du MSSS, a pour mandat d'élaborer une politique nationale en itinérance et un plan d'action interministériel en itinérance 2014-2019. La Table veille également à la mise en œuvre du plan d'action interministériel 2010-2013, qui a été reconduit jusqu'au 31 mars 2014.	MESS, MELS, MJQ, MSP, SHQ, MAMROT, MICC, SAA, MSSS, SAJ, SRM,	Aucun coût pour le MAMROT	La Table s'est réunie à deux reprises en 2013-2014, soit le 23 avril 2013 et le 16 décembre 2013. La politique nationale de la lutte à l'itinérance - Ensemble pour éviter la rue et en sortir -, a été rendue publique le 27 février 2013 et le plan qui en découle est en cours d'élaboration.
Table jeunes et démocratie municipale	3	Le mandat de la Table est de favoriser la concertation des principaux acteurs en matière de participation des jeunes entre 18 et 35 ans aux élections municipales, autant au niveau du vote que des candidatures. La Table s'intéressera également au volet éducatif entourant les jeunes et la démocratie municipale. De plus, elle devra développer une stratégie axée sur la relève municipale concertée entre les partenaires.	MAMROT, SAJ, DGE, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, Place aux jeunes en région	Repas : 151,25 \$	La Table s'est réunie à deux reprises au cours de l'année. La première rencontre, le 6 septembre 2013, a permis de discuter des actions spécifiques aux jeunes prévues par les membres pour les élections municipales de novembre 2013. La seconde rencontre, le 11 mars 2014, a été l'occasion de procéder à un bilan de ces actions.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table Québec-Cris sur la gouvernance de la Baie-James	3	Suivi de la mise en œuvre de l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.	Mandataires du gouvernement : Martine Tremblay, SAA, MAMROT, MRN, MJQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le gouvernement et les Cris ont signé l'Entente le 24 juillet 2012. Des lois instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie ont été adoptées en juin 2013 et sont entrées en vigueur en janvier 2014.
Table Québec-municipalités	3	La Table Québec-municipalités (TQM) est le lieu privilégié où les représentants du milieu municipal et du gouvernement discutent des dossiers concernant la place, le rôle, les responsabilités et l'administration des municipalités. Plus précisément, la TQM est un mécanisme de concertation et de partenariat ayant pour but d'identifier les enjeux et d'en débattre, de dégager les consensus et d'élaborer des propositions dont bénéficieront les municipalités et les contribuables québécois.	MAMROT, FQM, UMQ, Ville de Montréal et Ville de Québec	TQM Québec Repas : 1 212 \$ Autres : 4 965,43 \$ (audio-visuel, location de salles) TQM Montréal Repas : 2 078,00 \$ Frais de déplacement : 803,07 \$ Autres : 3 757,23 \$ (audio-visuel, location de salles)	Voir fiche RP 41.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table québécoise de la sécurité routière / Groupe de travail sur les limites de vitesse en milieu municipal	3	Le mandat du groupe de travail consiste à : évaluer les expériences actuelles en matière de limites de vitesse inférieures à 50 km/h au Québec et ailleurs; définir les guides et outils techniques dont les municipalités pourraient s'inspirer pour gérer la vitesse des véhicules dans leur territoire. Les aspects examinés seraient, notamment, la détermination des différentes limites de vitesse; les aménagements modérateurs de la vitesse; la signalisation des limites de vitesse; la surveillance policière.	MTQ, SAAQ, CSST, MSSS, FQM, UMQ, CAA Québec, MAMROT, Ville de Montréal, Ville de Sherbrooke, Ville de Québec, ENAP, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Groupement des assureurs automobiles, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni trois fois en 2013-2014, soit le 1 ^{er} octobre 2013, le 10 décembre 2013 et le 4 février 2014. Le groupe de travail a fourni ses recommandations à la Table québécoise de sécurité routière, qui a déposé son troisième rapport en novembre 2013.
Table québécoise sur la sécurité routière	3	Formuler des propositions en matière de sécurité routière visant à améliorer le bilan routier au Québec.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le MAMROT	La Table s'est réunie deux fois en 2013-2014, soit les 23 mai et 31 octobre 2013. Elle a publié son troisième rapport de recommandations en novembre 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
-------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table Québec-Québec métropolitain sur l'aménagement et le développement	2	Mise en place par la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Cette table vise à favoriser la concertation pour assurer l'efficacité de l'action publique en vue de l'aménagement et du développement durable de la région métropolitaine de Québec.	Ministre du MAMROT, Ministres responsables des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, CMQ, mairesse de Lévis, préfets des MRC de La Côte-de-Beaupré, de La Jacques-Cartier et de L'Île-d'Orléans	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu le 21 juin 2013 pour discuter de la mise en œuvre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD). Elle a permis d'aborder les enjeux métropolitains en matière d'aménagement.
Table Québec-Régions	3	Conseiller le ministre sur toute question qu'il lui soumet. Échanger sur les mandats que le ministre peut confier aux CRÉ ainsi que sur les activités gouvernementales qui ont une incidence sur les régions.	Présidents et présidentes des CRÉ, ministre du MAMROT, Bureau de la Capitale-Nationale et Secrétariat à la région métropolitaine	Autres : 8 983 \$ (location de salles, traduction simultanée et audio-visuel)	La TQR s'est réunie à une reprise et les travaux ont notamment permis d'échanger sur le déploiement en régions de dossiers gouvernementaux.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

2013-2014

Secteurs d'activités	Employés en place	Employés occasionnels en place	Pourcentage
Bureau du sous-ministre	50	10	20,0
Services à la gestion	40	3	7,5
Affaires juridiques	4	1	25,0
Communications	13	2	15,4
Politiques	75	11	14,7
Infrastructures	152	26	17,1
Territoires	128	11	8,6
Commission municipale du Québec	21	3	14,3
Coordination des projets spéciaux	5	0	0,0
Total	488	67	13,7

Information connue au 31 mars 2014

Sources : Liste des effectifs, Actes de nominations à titre temporaire

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

2013-2014

Secteurs d'activités	Permanences	Sur nombre d'occasionnel	Pourcentage
Bureau du sous-ministre	5	15	33,3
Services à la gestion	2	5	40,0
Affaires juridiques	0	1	0,0
Communications	4	6	66,7
Politiques	0	11	0,0
Infrastructures	9	35	25,7
Territoires	10	21	47,6
Commission municipale du Québec	0	3	0,0
Coordination des projets spéciaux	0	0	0,0
Total	30	97	30,9

Information connue au 31 mars 2014

Sources : Liste des effectifs, Actes de nominations à titre temporaire

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 6

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #7

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sujet	Fournisseurs	Coût 2013-2014
<p>Portrait 2013 de l'état d'avancement de la modernisation de l'évaluation foncière</p> <p>Il a été retenu de dresser annuellement un portrait de l'état d'avancement de la modernisation réglementaire de l'évaluation foncière instaurée en 2010. Ce portrait sert à mesurer et à faire connaître la progression de cette modernisation ainsi qu'à en assurer un suivi adéquat d'ici l'échéance réglementaire.</p> <p>Huit indicateurs sont mesurés en fonction du 1^{er} avril. Pour favoriser le succès de cette opération, le Ministère sollicite la participation des évaluateurs municipaux, des institutions d'enseignement collégial offrant des programmes en évaluation foncière ainsi que l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec.</p> <p>La collecte des données pour l'année 2013 a été effectuée entre avril et juin 2013. Les résultats du sondage apparaissent à l'annexe 1.</p>	<p>Sondage réalisé à l'interne par le personnel du Ministère au moyen de questionnaire électronique en PDF.</p>	<p>Aucun coût</p>
<p>Enquête sur le niveau de compréhension des citoyens à l'égard de l'évaluation foncière</p> <p>Une enquête a été réalisée pour évaluer le niveau de compréhension des citoyens à l'égard de certains éléments en matière d'évaluation foncière municipale. Cette enquête a été effectuée entre le 28 octobre et le 11 novembre 2013. En tout, 504 propriétaires fonciers de partout au Québec y ont répondu. Les résultats de l'enquête apparaissent à l'annexe 2.</p>	<p>Sondage réalisé par la firme Zins Beauduchesne et associés.</p>	<p>9 985 \$</p>

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #7

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sujet	Fournisseurs	Coût 2013-2014
<p>Sondage auprès des municipalités locales, des MRC et des communautés métropolitaines concernant les mécanismes d'information, de consultation et de participation lors de démarches d'aménagement et d'urbanisme.</p> <p>Sondage sur l'information, la consultation et la participation des citoyens, tenu du 3 au 14 février 2014.</p> <p>Le questionnaire du sondage est présenté à l'annexe 3.</p>	<p>Le sondage a été conçu par le MAMROT et réalisé à l'aide d'un logiciel dont la licence d'utilisation a coûté 123,90 \$.</p> <p>Le traitement des résultats a été confié à l'Université du Québec en Outaouais, dans le cadre d'un mandat visant à produire un guide à l'intention du milieu municipal sur l'information, la consultation et la participation des citoyens. Le coût lié au traitement des résultats est d'environ 5 000 \$.</p>	5 123,90 \$
<p>Sondage Web</p> <p>Un sondage Web adressé aux signataires des ententes spécifiques en économie sociale dans le cadre de l'évaluation du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif 2008-2013. Le questionnaire est présenté à l'annexe 4.</p>	Advanis Jolicoeur	2 850 \$
<p>Connaissance de la Commission municipale et des services offerts</p> <p>Dans le cadre des travaux menant à un nouveau plan stratégique, la Commission voulait sonder les membres de FQM et l'UMQ en regard de leur connaissance des services offerts par la Commission. Les résultats du sondage sont présentés à l'annexe 5 et 6.</p>	Le sondage a été effectué en collaboration avec la FQM et celui de l'UMQ a été réalisé à l'aide du logiciel en ligne SurveyMonkey.	Aucun coût.



Le DEF express

Le cyberbulletin de la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT

N° 9

19 août 2013

Numéro spécial

Portrait 2013 de l'état d'avancement de la modernisation

Pour une deuxième année consécutive, l'état d'avancement de la modernisation réglementaire instaurée en 2010 a été mesuré au moyen de huit indicateurs. Le portrait présenté ci-dessous fait état des résultats sommaires au 1^{er} avril 2013 et couvre l'essentiel des travaux réalisés depuis le début de l'implantation de la modernisation.

Rappelons que ce portrait annuel permet de constater la progression de la modernisation ainsi que d'en assurer un suivi adéquat d'ici à l'échéance réglementaire, fixée à 2016, 2017 ou 2018, dépendamment du cycle triennal du rôle d'évaluation foncière municipal.

Nous tenons à remercier les évaluateurs municipaux, les institutions d'enseignement collégial offrant des programmes en évaluation foncière ainsi que l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), car le succès de cette collecte de données repose sur leur étroite collaboration.

Indicateur 1 – La formation de base

- Au Québec, cinq institutions d'enseignement de niveau collégial offrent un programme de formation technique en évaluation foncière. Au total, 33 cours offerts par ces institutions traitent majoritairement d'évaluation foncière municipale.
- De ce nombre, douze cours (36 %) ont été adaptés aux nouvelles dispositions réglementaires et normatives instaurées en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 12 % en comparaison du résultat de 2012.

Indicateur 1	
2012	2013
24 %	36 %

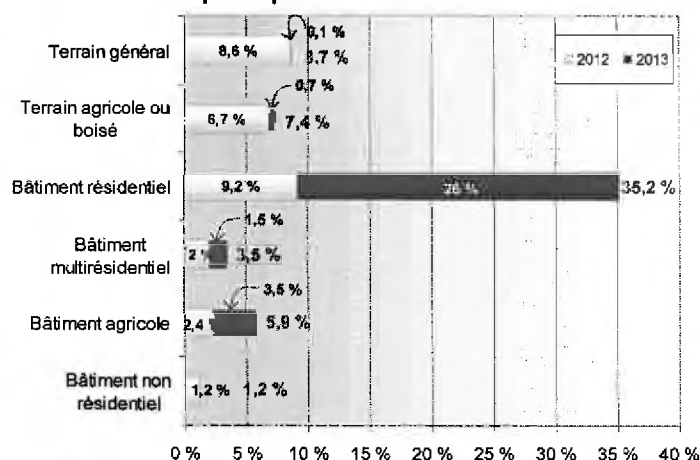
Indicateur 2 – La formation de transition

- La formation de transition considérée par cet indicateur est celle qui s'adresse aux personnes qui travaillent déjà en évaluation foncière municipale et qui ont suivi au moins un cours du programme de formation de transition sur la modernisation, lequel est développé et diffusé par l'OEAQ, en collaboration avec le MAMROT et l'Association des évaluateurs municipaux du Québec.
- Au 1^{er} avril 2013, les cinq modules prévus avaient été offerts. Le module 1 a accueilli 288 personnes (9 représentations), le module 2, 330 personnes (11 représentations), le module 2A, 117 personnes (4 représentations), le module 3, 58 personnes (2 représentations) et le module 4, 53 personnes (2 représentations).
- Pour l'ensemble des formations offertes, 513 personnes en ont suivi au moins une, soit 36 % des 1 423 personnes (dénombrées en 2010) qui travaillent en évaluation foncière municipale au Québec, soit une augmentation de 4 % par rapport au résultat de 2012.

Indicateur 2	
2012	2013
32 %	36 %

Indicateur 3 – Les dossiers de propriété

Proportion des immeubles dont la description respecte les prescriptions de la modernisation



- La modernisation nécessite de modifier la description contenue dans les dossiers de propriété des immeubles évalués, maintenant répartis en six types : le terrain général, le terrain agricole ou boisé ainsi que le bâtiment résidentiel, multirésidentiel, agricole ou non résidentiel.
- Au 1^{er} avril 2013, les descriptions contenues dans les dossiers de propriété respectent les nouvelles prescriptions réglementaires pour :
 - 8,7 % des terrains généraux (196 000 terrains);
 - 35,2 % des bâtiments résidentiels (645 000 bâtiments);
 - 5,9 % des bâtiments agricoles (3 500 bâtiments).
- Dans l'ensemble, 18 % des immeubles portés aux rôles sont décrits conformément aux nouvelles dispositions réglementaires et normatives, soit un gain de 10 % depuis 2012.

Indicateur 3	
2012	2013
8 %	18 %

Indicateur 4 – La description des unités de voisinage

- La description des unités de voisinage, autrefois facultative, constitue une autre obligation réglementaire instaurée par la modernisation de 2010.
- Actuellement, 22 700 unités de voisinage sont décrites selon les nouvelles prescriptions, soit 30 % du nombre total d'unités de voisinage au Québec. Il s'agit d'une augmentation de 3 % par rapport au résultat de 2012.

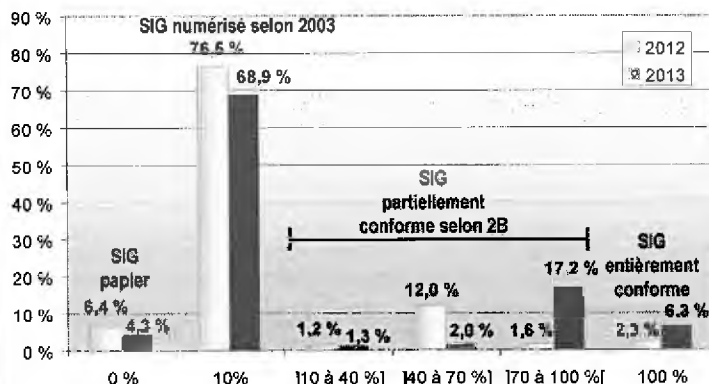
Indicateur 4	
2012	2013
27 %	30 %

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

Indicateur 5 – Le système d'information géographique (SIG)

Proportion des unités d'évaluation selon le degré de conformité du système d'information géographique de leur municipalité



- L'adaptation du système d'information géographique existant (auparavant la matrice graphique) aux règles instaurées par la modernisation est mesurée selon divers critères. Ainsi, au 1^{er} avril 2013 :

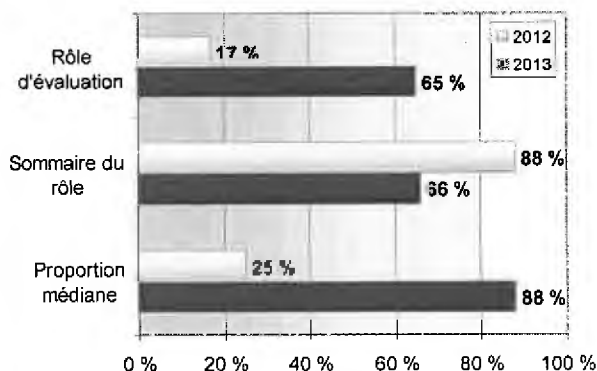
- 20 % des unités d'évaluation respectent partiellement les règles modernisées sur le SIG;
- 69,5 % des unités d'évaluation se trouvent dans un SIG numérisé, mais selon la structure proposée en 2003;
- 4,3 % des unités d'évaluation ne sont pas en format numérisé (format papier).

- 205 000 unités d'évaluation, soit 6 % du total québécois sont entièrement conformes aux règles modernisées sur le SIG.

Indicateur 5	
2012	2013
2 %	6 %

Indicateur 6 – La transmission des fichiers en XML

Proportion des fichiers valides à la suite d'une seule validation



- Le format XML est universellement prescrit depuis 2012 pour transmettre, à quiconque y a droit en vertu de la Loi, les renseignements du rôle d'évaluation, du sommaire du rôle, de la proportion médiane.

- Pour l'exercice financier 2013, le pourcentage de fichiers XML reçus au Ministère et entièrement conformes dès la première validation a été de :

- 65 % pour les fichiers du rôle d'évaluation;
- 66 % pour les fichiers du sommaire du rôle;
- 88 % pour les fichiers de la proportion médiane.

- Considérant un poids relatif de 50 % accordé au rôle d'évaluation et de 25 % à chacun des deux autres éléments, la transmission XML s'est avérée conforme aux règles dans une proportion de 71 % pour 2013, ce qui représente une importante amélioration depuis 2012.

Indicateur 6	
2012	2013
39 %	71 %

Indicateur 7 – Règles applicables à la présentation publique du rôle

- Depuis l'exercice financier 2012, six règles s'appliquent à la présentation publique des inscriptions du rôle d'évaluation. L'examen de 223 rôles publiés sur le Web révèle que :
- 91 % des rôles publiés (203 sur 223) comportent une présentation « modernisée », respectant ainsi l'une de ces règles;
- 17 % respectent au moins trois des cinq autres règles. Les principaux manquements sont l'absence de l'adresse postale du propriétaire, le non-respect des titres prescrits et l'ajout de renseignements autres que ceux prescrits.
- En 2013, certains renseignements ont été ajoutés ou modifiés : le titre du renseignement « Numéro de lot » devient « Cadastre et numéro de lot » et le renseignement « Statut aux fins d'imposition scolaire » a été ajouté.
- Toutefois, aucun de ces ajouts ou modifications ne figure à la présentation publique des rôles d'évaluation. Cela explique pourquoi aucun rôle en 2013 ne comporte des inscriptions entièrement conformes aux règles prescrites par la modernisation.

Indicateur 7	
2012	2013
2 %	0 %

Indicateur 8 – Clés d'accès aux inscriptions du rôle

- La réglementation modernisée prescrit que, lorsque les inscriptions de toute unité d'évaluation sont présentées publiquement, elles ne doivent être accessibles que par trois clés uniquement : le numéro matricule, la désignation cadastrale et l'adresse de l'immeuble.
- L'examen de 223 rôles publiés sur le Web révèle que 41 % d'entre eux (92 sur 223) comportent d'autres clés d'accès que celles prescrites;
- Au total, pour 55 % des rôles examinés, l'accès aux inscriptions du rôle d'évaluation est conforme aux exigences réglementaires.

Indicateur 8	
2012	2013
57 %	55 %

Les suites à donner au portrait 2013

Il est intéressant de constater que les résultats ont dans l'ensemble progressé en 2013, ce qui reflète le travail soutenu des divers intervenants. On note toutefois que certains indicateurs ont connu une progression plus lente en 2013 ou ont régressé. C'est pourquoi des actions concrètes ont été mises en œuvre dès juin dernier, comme la création d'une nouvelle unité chargée de soutenir les organisations municipales et leurs mandataires, ainsi que la mise sur pied du Sous-comité technique sur l'adaptation des pratiques d'évaluation foncière à la modernisation. De plus, le MAMROT entend sensibiliser l'automne prochain les municipalités à l'importance de respecter les règles applicables en matière de présentation publique des inscriptions du rôle d'évaluation. Puisque le succès de cette implantation repose sur la collaboration des municipalités et de leurs évaluateurs, il est toujours de mise de :

- prendre connaissance de l'édition 2013 du MEFQ et du site Web du Ministère;
- consulter le guide servant à valider la cohérence de certains renseignements prescrits au rôle d'évaluation foncière avant l'envoi des fichiers XML;
- poursuivre les échanges, selon le cas avec l'évaluateur ou la municipalité, quant aux différentes avenues possibles pour réaliser la modernisation dans le respect des délais prescrits;
- porter une attention particulière aux dernières directives quant à la transmission électronique des renseignements au MAMROT (voir le DEF express n° 8, paru le 10 juillet dernier).

Ce sont là quelques moyens simples qui contribueront à favoriser le succès de l'implantation de la modernisation, un enjeu qui demeure au cœur des préoccupations du MAMROT.

28 novembre
2013

**Étude visant à
évaluer les besoins
en information des
citoyens en matière
d'évaluation
foncière au Québec**

Rapport final

Présenté au :

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec



Par :



Zins Beauchesne et associés

MARKETING ■ DÉVELOPPEMENT ■ INNOVATION

TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction	1
2.	Méthodologie	2
3.	Synthèse des résultats	5
3.1	Évaluation de différents concepts liés à l'évaluation foncière	5
3.1.1	La valeur réelle	5
3.1.2	La date de référence	5
3.1.3	La révision	5
3.2	Évaluation des différents documents testés	6
3.2.1	Avis d'évaluation	6
3.2.2	Avis de modification	6
3.2.3	Le compte de taxes	7
3.2.4	Demande de révision	7
3.2.5	Besoins en information	7
4.	Résultats du sondage	8
4.1	Profil des répondants	8
4.1.1	Caractéristiques sociodémographiques	8
4.1.2	Expérience en tant que propriétaire	10
4.1.3	Habitudes médias	10
4.2	Connaissance de différentes notions en évaluation foncière	11
4.2.1	La valeur réelle	11
4.2.2	La date de référence au marché	13
4.2.3	La révision de la valeur réelle d'un immeuble	14
4.3	L'avis d'évaluation	16
4.3.1	Perception globale de l'avis d'évaluation	16
4.3.2	Besoin en informations supplémentaires	17
4.3.3	Commentaires	18
4.4	L'avis de modification	19
4.4.1	Perception globale de l'avis de modification	19
4.4.2	Mise en évidence des nouveautés ou des changements	20
4.4.3	Commentaires	20
4.5	Le compte de taxes	21
4.5.1	Perception globale du compte de taxes	21
4.5.2	Niveau de compréhension des diverses sections du compte de taxes	21
4.5.3	Commentaires	22
4.6	La demande de révision	23
4.6.1	Notoriété du lieu où se procurer le formulaire	23
4.6.2	Perception globale du formulaire de demande de révision	24
4.6.3	Sections nécessitant davantage d'explications	25
4.6.4	Commentaires	25
5.	Conclusion	26
5.1	Évaluation de différents concepts liés à l'évaluation foncière	26
5.1.1	La valeur réelle	26
5.1.2	La date de référence	26
5.1.3	La révision	26
5.2	Évaluation des différents documents testés	27



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec



5.2.1 Spécificités des différents documents27

5.3 Besoins en information 28

Annexe 1 : Questionnaire 29

1. Introduction

Zins Beauchesne et associés a été mandatée par le **ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)** pour réaliser un sondage en ligne afin d'évaluer les besoins en information des citoyens en matière d'évaluation foncière.

Le **ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)** intervient auprès des municipalités et des régions du Québec afin de développer leur responsabilité et leur autonomie. Le **MAMROT** a ainsi pour mission de soutenir les municipalités et les régions dans leur administration, notamment en supervisant le système d'évaluation foncière.

Suite à l'élaboration d'une politique favorisant la transparence et l'intelligibilité de l'évaluation foncière municipale au Québec, le **MAMROT** cherche à évaluer le niveau de compréhension des propriétaires québécois de l'évaluation foncière et des différents documents produits par les municipalités. Pour ce faire, le **Ministère** souhaitait sonder les propriétaires par le biais d'un sondage en ligne.

Un sondage en ligne a donc été effectué auprès de 504 Québécois francophones âgés de 18 ans ou plus, propriétaires de leur résidence, pour évaluer, suite à la présentation de divers visuels, leur compréhension :

- de différentes notions en lien avec l'évaluation foncière;
- de l'avis d'évaluation;
- de l'avis de modification;
- du compte de taxes;
- et du formulaire de demande de révision.

On trouvera donc dans les pages subséquentes :

- la méthodologie suivie pour atteindre les objectifs de l'étude;
- la présentation des principaux résultats de l'enquête auprès des 504 répondants;
- une conclusion;
- et, en annexe, le questionnaire d'enquête utilisé.

Les résultats détaillés de l'enquête présentés sous forme de tableaux statistiques font l'objet d'une annexe séparée du présent rapport.



2. Méthodologie

Afin d'atteindre les objectifs visés par le mandat, Zins Beaugesne et associés a suivi une approche méthodologique **totalisant 6 activités** décrites ci-après.

ACTIVITÉ 1 : ÉLABORATION ET INFORMATISATION DU QUESTIONNAIRE, ÉCHANTILLONNAGE ET PRÉTEST

Élaboration du questionnaire

Un questionnaire d'une vingtaine de questions visant à mesurer le niveau de connaissance des propriétaires des différents aspects de l'évaluation foncière a été élaboré par **Zins Beaugesne et associés**.

Le questionnaire à être administré en ligne a permis d'intégrer différents visuels afin de poser des questions précises sur les différents éléments des documents évalués. Des questions de nature sociodémographiques ont également été posées aux répondants pour les catégoriser entre eux.

Le questionnaire a été remis au **MAMROT** pour discussion et approbation (p. ex. : reformulation, ajout/suppression de questions, etc.).

Informatisation du questionnaire

La version finale du questionnaire approuvé a été installée sur un logiciel d'administration des questionnaires en ligne. Cet outil permet les sauts de sections appropriés et des questions filtres sans la manipulation du répondant, ce qui diminue les risques d'erreurs. De plus, la saisie des questions fermées et/ou précodifiées se fait automatiquement, ce qui minimise aussi les risques d'erreurs.

Échantillonnage avec le panel

Parallèlement à cette activité, un échantillon de 500 Québécois francophones âgés de 18 ans et plus a été tiré aléatoirement à partir du panel de BIP, partenaire d'affaires de **Zins Beaugesne et associés**. Cet échantillon a permis d'obtenir des résultats fiables avec une marge d'erreur de $\pm 4,4\%$, et ce, 19 fois sur 20.

Prétest

Afin de s'assurer de la bonne compréhension des questions et de la durée d'administration moyenne du questionnaire, un prétest a été réalisé. Chez **Zins Beaugesne et associés**, le prétest des sondages Internet se déroule en trois temps :

- l'ensemble des ressources de **Zins Beaugesne et associés** impliquées dans le projet ont réalisé un **premier prétest technique** afin de s'assurer de la pertinence de la programmation;
- une fois ce premier prétest concluant, un lien permettant de tester le sondage en ligne a été envoyé au **MAMROT** afin d'effectuer une dernière validation;
- un premier envoi à une centaine de courriels a ensuite été effectué afin de s'assurer de la bonne administration du questionnaire. Les fréquences ont ainsi pu être validées et les difficultés d'administration écartées.



Zins Beaugesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

ACTIVITÉ 2 : ADMINISTRATION DU SONDAGE

Une fois ce prétest réalisé, un courriel a été envoyé aux panélistes afin qu'ils complètent le questionnaire.

Pour s'assurer de l'admissibilité des répondants à participer à l'enquête, les répondants ont d'abord répondu à une question filtre qui a permis de déterminer leur admissibilité au sondage (c'est-à-dire pour vérifier s'ils sont propriétaires de leur demeure).

ACTIVITÉ 3 : ENVOI DES COURRIELS DE RELANCE

Un seul courriel de relance a été envoyé dans un intervalle de temps assez rapproché afin de rappeler aux panélistes n'ayant pas complété le sondage l'importance de le faire.

Ce courriel de relance et un questionnaire de courte durée ont permis de maximiser le taux de réponse des panélistes au sondage Internet.

ACTIVITÉ 4 : VALIDATION DES DONNÉES, CODIFICATION DES QUESTIONS OUVERTES ET TRAITEMENT STATISTIQUE

Saisie et validation des données

L'ensemble des réponses aux questions fermées ont été saisies automatiquement (grâce à l'administration du questionnaire en ligne) pour constituer le fichier de données, alors que les réponses aux questions ouvertes seront codées *a posteriori*. Le verbatim des questions ouvertes, ainsi que le code associé à chacune d'entre elles pourra être remis au **MAMROT**.

La structure du fichier a ensuite fait l'objet d'une validation continue pour repérer les codes incorrects et les erreurs d'alignement. Des commandes logiques ont été ajoutées à la programmation pour faire en sorte que la structure des branchements des questionnaires soit respectée.

Traitement statistique

Le logiciel STAT-XP a permis d'effectuer le tirage des fréquences simples pour toutes les observations à partir du fichier de données précédemment épuré et vérifié. De plus, les analyses bivariées (tableaux croisés en bannière) ont été réalisées pour obtenir des fréquences de certains sous-groupes prédéterminés de la population étudiée, ainsi que pour tester l'existence de différences significatives parmi ceux-ci.

■ Traitement des non-réponses partielles

- Lors du calcul des tests statistiques de comparaisons de proportions (Chi-carré), les réponses « ne sait pas » (NSP) et « ne répond pas » (NRP) ne sont pas prises en compte.

■ Seuils statistiques

- Seules les différences significatives établies avec un seuil de signification (bilatéral) de 5% ou plus ont été retenues. Lors des analyses, **Zins Beauchesne et associés** a considéré seulement les modalités dont le nombre de répondants était supérieur ou égal à 30.



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

■ Tests de comparaison de proportions

- Pour les échelles non métriques, un test du chi-carré est réalisé afin d'observer s'il y a une association significative (à un seuil de signification bilatéral de 5%) entre une dimension et une variable de croisement. Une comparaison des proportions est alors effectuée afin de comparer la proportion de chaque sous-groupe de répondants (dont l'effectif est de 5 répondants et plus) avec la proportion de l'ensemble des répondants (chi-carré partiel). Encore une fois, ce test est effectué seulement pour les modalités des dimensions ayant un nombre de répondants suffisant, soit 30 ou plus.

ACTIVITÉ 5 : ANALYSE DES RÉSULTATS ET RAPPORT PRÉLIMINAIRE

Les données traitées ont ensuite été analysées et ont fait l'objet d'un rapport préliminaire remis au **MAMROT** aux fins de discussion et d'approbation.

ACTIVITÉ 6 : DÉPÔT DU RAPPORT FINAL

Ce document constitue le rapport final incluant les révisions issues des commentaires effectués par le **MAMROT**. Il est remis au **Ministère** avec la base de données dépersonnalisée.



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec 

3. Synthèse des résultats

Entre le 28 octobre et le 11 novembre 2013, un sondage en ligne a été effectué auprès de 504 Québécois francophones âgés de 18 ans et plus et propriétaires de leur demeure. L'enquête visait à évaluer leur compréhension des concepts de base et de différents documents en lien avec l'évaluation foncière, soit l'avis d'évaluation, l'avis de modification, le compte de taxes et la demande de révision.

3.1 Évaluation de différents concepts liés à l'évaluation foncière

3.1.1 La valeur réelle

Plus de la moitié des répondants croient que la **valeur réelle d'un immeuble est définie par le prix auquel un bâtiment et son terrain pourraient être vendus sur le marché** (57,3%), tandis que le quart des répondants pensent plutôt qu'il s'agit du prix pour construire un bâtiment neuf de manière identique, en plus du prix du terrain (25,2%).

La majorité des répondants estiment que **la valeur réelle d'un immeuble tient compte des travaux effectués au terrain ou au bâtiment** (76,6%), 62,5% qu'elle tient compte des conditions du marché immobilier et 58,7% qu'elle tient compte de l'état de l'immeuble.

3.1.2 La date de référence

Selon la majorité des répondants, en évaluation foncière municipale, lorsqu'on parle de **date de référence au marché, il s'agit de la date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble** (64,3%). Par contre, 17,7% estiment qu'il s'agit de la date de l'inspection de l'évaluateur municipal et 2,2% de la date d'achat de l'immeuble.

La majorité des répondants **ne croient pas que l'ensemble des immeubles d'une municipalité est évalué à une même date** (56,7%), mais 31,9% croient que oui.

3.1.3 La révision

La très grande majorité des répondants estiment qu'on **peut demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble** (93,8%), mais 2,0% jugent qu'on ne peut le faire.

Parmi les répondants qui croient qu'il est possible de demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble, 76,5% pensent que **seulement les propriétaires peuvent le faire**, mais 18,8% considèrent que toute personne ayant un intérêt à cet égard peut le faire et 2,1% que le propriétaire ou le locataire d'un immeuble peut le faire.



3.2 Évaluation des différents documents testés

Globalement, les différents documents évalués sont bien compris des répondants, plus particulièrement. D'ailleurs, certains répondants ont souligné que le compte de taxes présenté était plus clair que celui auquel ils sont habitués. L'évaluation de l'avis de modification est également très bonne, suivie de la demande de révision et de l'avis d'évaluation.

Tableau résumant la perception des répondants des différents documents évalués

	Le compte de taxes (% d'accord)	Avis de modification (% d'accord)	La demande de révision (% d'accord)	Avis d'évaluation (% d'accord)
Sections communes				
La disponibilité de l'information nécessaire à la compréhension du document	84,3%	79,0%	74,2%	71,0%
La facilité à comprendre le document	92,1%	89,1%	87,5%	84,3%
Sections spécifiques				
La compréhension des termes et notions utilisés		84,9%		75,2%
La compréhension de l'utilité du document		88,9%		84,9%
La facilité à comprendre la signification des triangles ►		87,5%		
La facilité à remplir le formulaire			85,1%	
Calculs effectués sont simples à comprendre	87,1%			

3.2.1 Avis d'évaluation

Selon les répondants, il serait nécessaire d'ajouter de l'information dans la section « **Valeur uniformisée** » (36,1%), dans la section « **Valeurs au rôle d'évaluation** » (10,7%) et dans la section « **Caractéristiques de l'unité d'évaluation** » (7,1%).

3.2.2 Avis de modification

Les répondants ayant moins bien compris la signification des triangles (►) suggèrent d'utiliser une couleur différente (10,7%), de surligner les changements (1,8%) ou encore d'utiliser le caractère gras (1,8%) pour mieux mettre en évidence les nouveautés ou les changements à l'avis de modification. Certains souhaiteraient également que les raisons du changement soient expliquées (5,4%) et qu'une courte description ou qu'un lexique soit disponible (3,6%).

3.2.3 Le compte de taxes

Les sections qui sont le **mieux comprises** par les répondants sont :

- le montant (92,5%);
- les informations complémentaires (90,1%);
- la description de la taxe (88,9%);
- la base d'imposition (86,9%).

Les autres sections également **bien comprises** d'une majorité de répondants sont :

- l'assiette de la taxe (83,1%);
- le taux ou le tarif (82,7%);
- le pourcentage (79,6%).

3.2.4 Demande de révision

Un peu moins de la moitié des répondants affirment **connaître l'endroit où se procurer le formulaire de demande de révision** (46,2%), tandis que 52,8% ne le savent pas. Les répondants qui disent connaître l'endroit où se procurer le formulaire ont mentionné :

- les bureaux de la ville, de l'arrondissement ou de leur municipalité (89,3%);
- la MRC (9,9%);
- les sites Internet sans précision (3,4%) ou le site Internet de la Ville (3,0%);
- l'endroit indiqué au verso du formulaire (2,1%);
- les notaires (0,9%).

Les sections de la demande de révision qui nécessitent davantage d'informations selon les répondants sont :

- la section « **Situation à l'origine de la demande de révision** » (40,8%);
- la section « **Identification de l'unité d'évaluation** » (29,6%);
- la section « **Objet et motifs de la demande de révision** » (26,8%).

3.2.5 Besoins en information

Puisque les documents étaient assez clairs pour les répondants, peu avaient des commentaires à formuler à l'égard des différents documents testés, mais ceux qui en ont fait mentionnaient fréquemment le manque d'information ou de définition sur les termes techniques utilisés. Ceci permettrait de les rendre plus clairs à leurs yeux.



4. Résultats du sondage

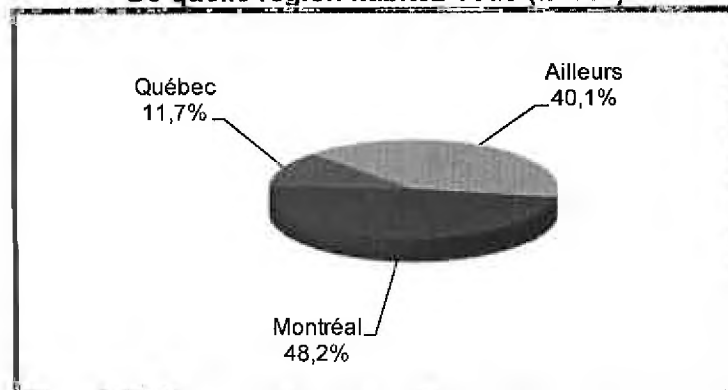
Le présent chapitre dévoile les résultats de l'enquête en ligne réalisée auprès des **504 propriétaires de leur demeure âgés de 18 ans ou plus** et résidant dans les différentes régions du Québec.

4.1 Profil des répondants

4.1.1 Caractéristiques sociodémographiques

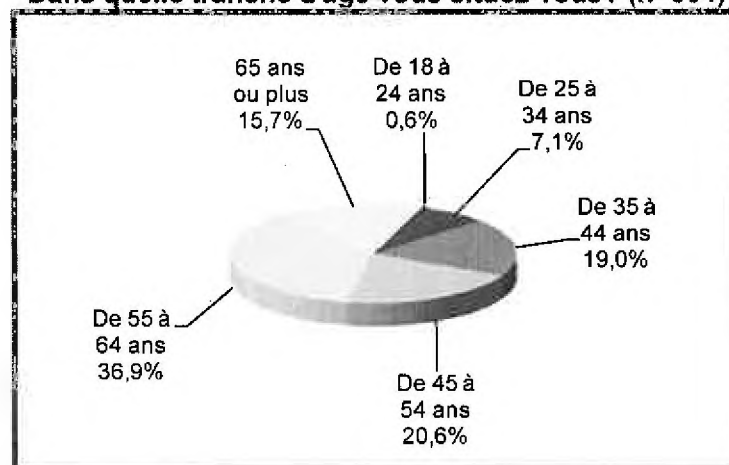
Un peu moins de la moitié des répondants habitent la RMR de Montréal (48,2%), 11,7% habitent la RMR de Québec et 40,1% demeurent dans les autres régions du Québec.

De quelle région habitez-vous (n=504)



Les répondants sont majoritairement âgés de 45 ans et plus (57,5%), mais 19,0% ont entre 35 et 44 ans et 7,7% ont entre 18 et 34 ans.

Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous? (n=504)



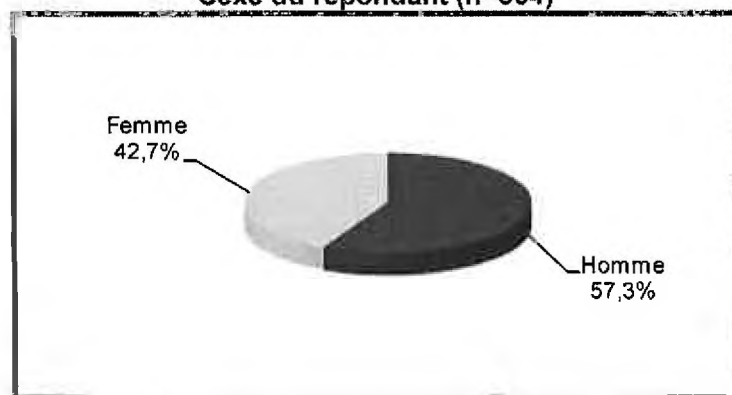
Plus du tiers des répondants ont une scolarité de niveau universitaire (39,5%), 42,3% ont une scolarité de niveau collégial et 18,3% ont une scolarité de niveau secondaire ou moindre.

**Quel est le plus haut niveau de scolarité
que vous ayez complété? (n=504)**

	% des répondants
■ Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	26,0%
■ Baccalauréat	25,6%
■ Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	16,5%
■ Maîtrise	12,1%
■ Certificat inférieur au baccalauréat	11,1%
■ Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'école de métiers	5,2%
■ Doctorat	1,8%
■ Études primaires	0,6%
■ Aucun certificat, diplôme ou grade	1,2%

Un peu plus de la moitié des répondants sont des hommes (57,3%), tandis que 42,7% sont des femmes.

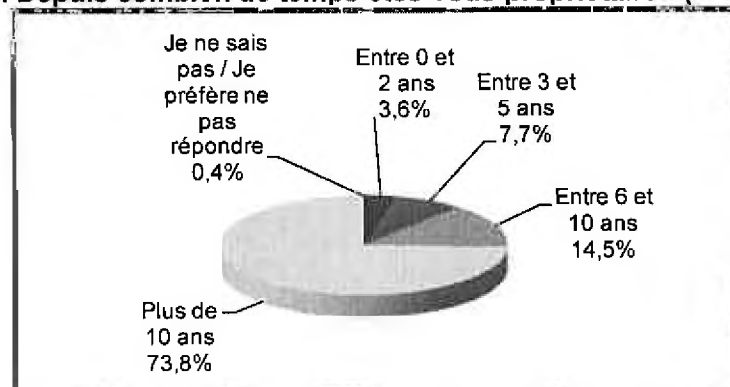
Sexe du répondant (n=504)



4.1.2 Expérience en tant que propriétaire

Près des trois quarts des répondants sont propriétaires depuis plus de 10 ans (73,8%), 14,5% le sont depuis 6 à 10 ans, 7,7% depuis 3 à 5 ans, tandis que 3,6% le sont depuis 2 ans et moins.

25. Depuis combien de temps êtes-vous propriétaire? (n=504)



4.1.3 Habitudes médias

Pour se tenir informés des nouvelles touchant leur région ou leur municipalité, la majorité des répondants utilisent les hebdomadaires et journaux locaux (69,2%), mais également les sites Internet (61,1%) ou la télévision (44,6%).

26. À quelles sources avez-vous recours pour vous tenir informé des nouvelles touchant votre région ou votre municipalité? (n=504)

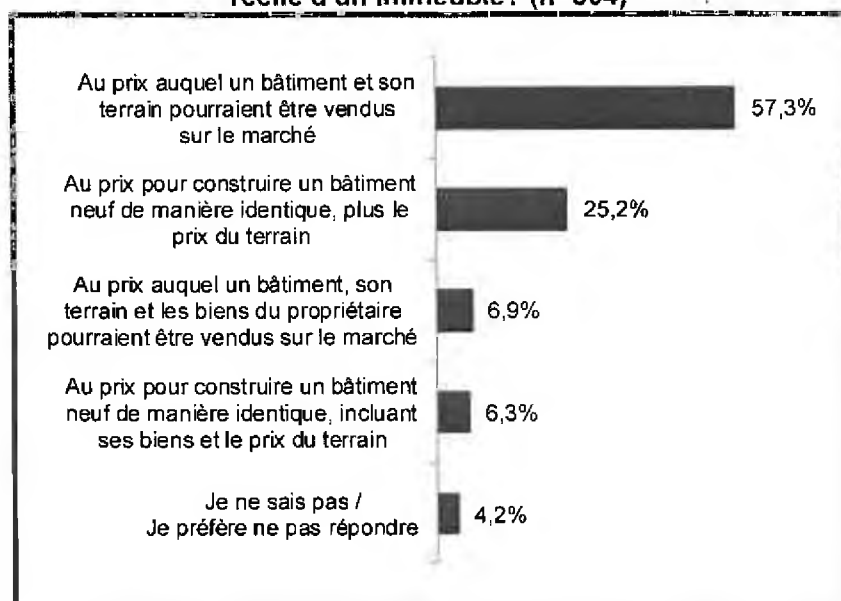
	% des répondants
■ Hebdomadaires et journaux locaux	69,2%
■ Sites Internet	61,1%
■ Télévision	44,6%
■ Radio	29,2%
■ Grands quotidiens imprimés comme La Presse ou Le Devoir	25,6%
■ Médias sociaux comme Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.	9,7%
■ Bulletin Municipal / journal municipal / publicité municipal	2,8%
■ Réunion, assemblée conseil de la ville ou municipalité	0,6%
■ Bureau de la ville ou municipalité	0,6%
■ Autres	2,0%
■ Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre	2,8%

4.2 Connaissance de différentes notions en évaluation foncière

4.2.1 La valeur réelle

Plus de la moitié des répondants croient que la **valeur réelle d'un immeuble est définie par le prix auquel un bâtiment et son terrain pourraient être vendus sur le marché** (57,3%), tandis que le quart des répondants pensent plutôt qu'il s'agit du prix pour construire un bâtiment neuf de manière identique, en plus du prix du terrain (25,2%).

2. En évaluation foncière municipale, les immeubles sont évalués sur la base de la valeur réelle. Selon vous, que signifie la valeur réelle d'un immeuble? (n=504)



En comparaison avec l'ensemble des répondants, une **plus forte proportion** des répondants ayant les caractéristiques suivantes pensent que la **valeur réelle d'un immeuble est définie par le prix auquel un bâtiment et son terrain pourraient être vendus sur le marché** :

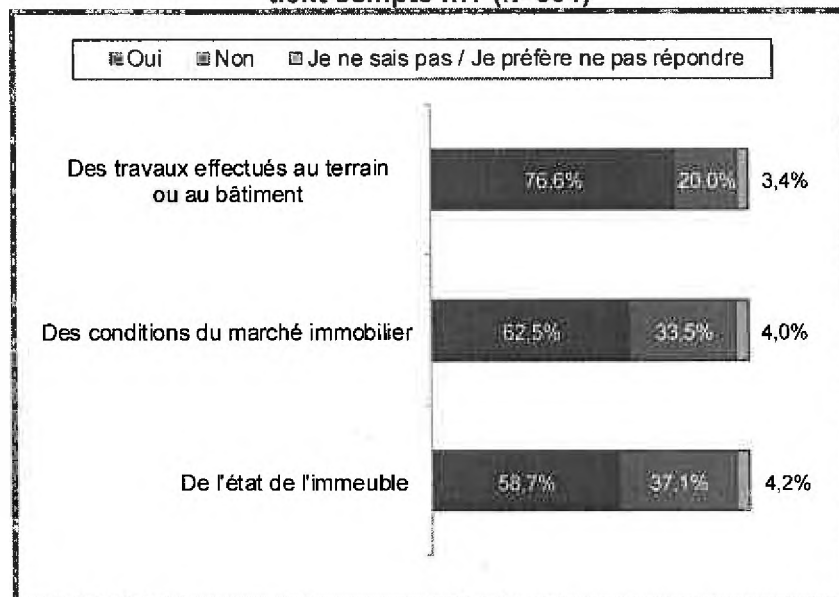
- ceux qui sont âgés de 55 ans ou plus (63,8%);
- ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (62,6%).

En comparaison avec l'ensemble des répondants, une **plus forte proportion** des répondants ayant les caractéristiques suivantes estiment que la **valeur réelle correspond au prix pour construire un bâtiment neuf de manière identique, en plus du prix du terrain** :

- ceux qui sont âgés de 18 à 34 ans (43,6%) ou de 35 à 54 ans (30,0%);
- ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (40,4%).

La majorité des répondants pensent que la **valeur réelle d'un immeuble tient compte des travaux effectués au terrain ou au bâtiment** (76,6%), 62,5% qu'elle tient compte des conditions du marché immobilier et 58,7% qu'elle tient compte de l'état de l'immeuble.

3. Croyez-vous que la valeur réelle d'un immeuble tient compte ...? (n=504)



En comparaison avec l'ensemble des répondants, une **plus forte proportion** des répondants demeurant à l'extérieur des RMR de Montréal et de Québec (65,8%) croient que la **valeur réelle d'un immeuble tient compte de l'état de l'immeuble**. Par contre, une **moins forte proportion** de répondants de la RMR de Montréal sont en accord avec cet énoncé (52,3%).

Ceux qui **pensent davantage** que la **valeur réelle d'un immeuble tient compte des conditions du marché immobilier** sont, en comparaison avec l'ensemble des répondants :

- ceux qui sont âgés de 55 ans et plus (72,1%);
- les hommes (66,8%).

Par contre, une **moins forte proportion** de répondants ayant les caractéristiques suivantes sont en accord avec cet énoncé :

- ceux qui sont âgés entre 18 et 34 ans (41,0%) ou entre 35 et 54 ans (54,0%);
- les femmes (56,7%).

Finalement, en comparaison avec l'ensemble des répondants :

- les répondants **âgés entre 35 et 54 ans** considèrent davantage que la **valeur réelle d'un immeuble tient compte des travaux effectués au terrain ou au bâtiment** (82,0%);
- les répondants **âgés de 55 ans ou plus** sont moins en accord avec l'énoncé précédent (72,8%).

4.2.2 La date de référence au marché

Selon la majorité des répondants, en évaluation foncière municipale, lorsqu'on parle de **date de référence au marché**, il s'agit de la date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble (64,3%). Par contre, 17,7% estiment qu'il s'agit de la date de l'inspection de l'évaluateur municipal et 2,2% de la date d'achat de l'immeuble.

4. En évaluation foncière municipale, lorsqu'on parle de « date de référence au marché », de quoi s'agit-il? (n=504)



En comparaison avec l'ensemble des répondants, une **plus forte proportion** de répondants considèrent que la **date de référence au marché est la date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble** parmi :

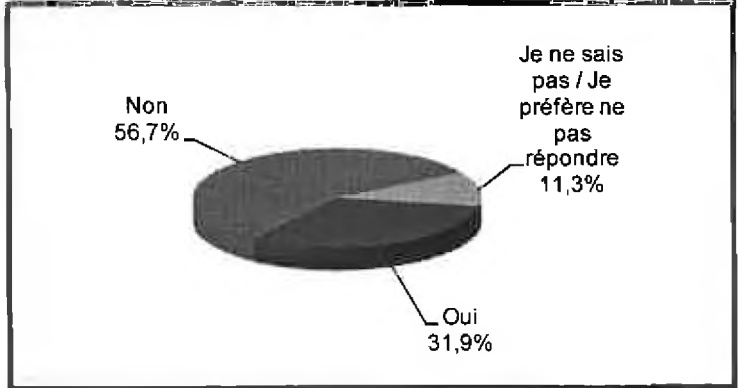
- ceux ayant une scolarité de niveau universitaire (70,9%);
- ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (67,5%);
- les hommes (69,6%).

Au contraire, une **moins forte proportion** de répondants croient que la **date de référence au marché est la date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble** parmi :

- ceux qui ont une scolarité de niveau secondaire ou moins (50,0%);
- ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans ou moins (47,4%);
- les femmes (57,2%).

La majorité des répondants **ne pensent pas** que l'ensemble des immeubles d'une municipalité est évalué à une même date (56,7%), mais 31,9% croient que oui.

5. Selon vous, est-ce que l'ensemble des immeubles d'une municipalité est évalué à une même date? (n=504)



Une **plus forte proportion** de répondants propriétaires depuis plus de 10 ans croient que les immeubles d'une municipalité sont tous évalués à une même date (35,5%), tandis qu'une **moins forte proportion** de répondants propriétaires depuis 5 ans et moins estiment qu'ils le sont (17,5%).

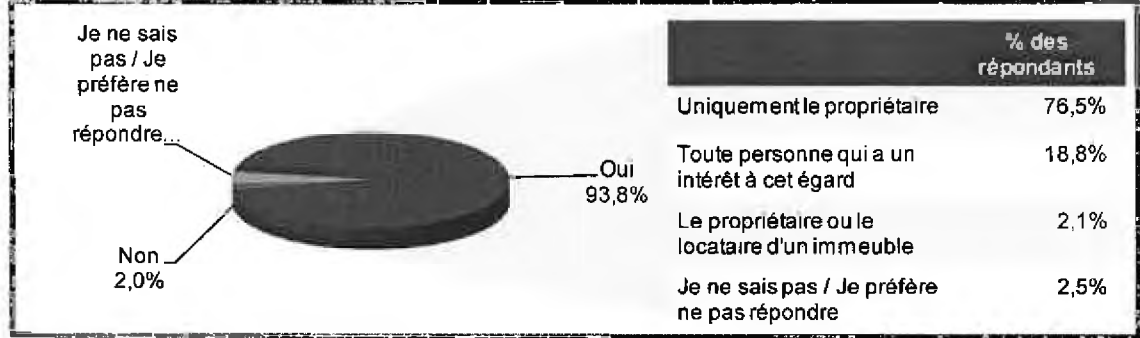
4.2.3 La révision de la valeur réelle d'un immeuble

La très grande majorité des répondants estiment qu'on **peut demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble** (93,8%), mais 2,0% jugent qu'on ne peut le faire.

Parmi ceux qui croient qu'il est possible de demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble, 76,5% pensent que **seulement les propriétaires peuvent demander le faire**, mais 18,8% jugent que toute personne ayant un intérêt à cet égard peut le faire et 2,1% que le propriétaire ou le locataire d'un immeuble peut le faire.

6. Selon vous, peut-on demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble? (n=504)

7. Qui peut faire une telle demande? (base : répondants qui croient qu'on peut faire une demande de révision, n=473)



En comparaison avec l'ensemble des répondants, une **plus forte proportion** de répondants ayant une scolarité de niveau collégial croient que **seul un propriétaire peut demander une révision** de la valeur réelle d'un immeuble (81,7%).

Par contre, **davantage** de répondants ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins estiment **qu'un propriétaire ou un locataire peuvent demander une révision** (5,7%).

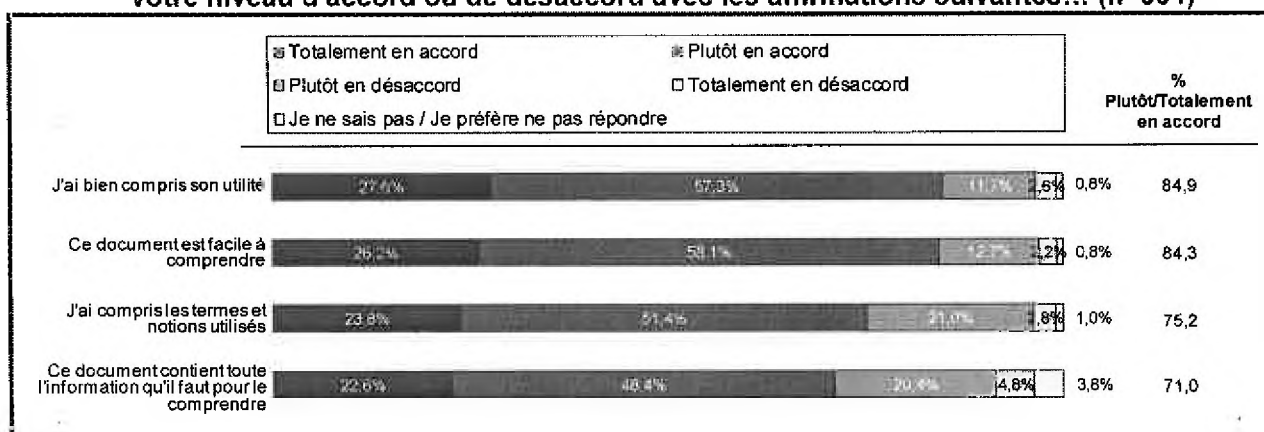


4.3 L'avis d'évaluation

4.3.1 Perception globale de l'avis d'évaluation

La majorité des répondants ont bien compris l'utilité de l'avis d'évaluation (84,9%) et l'ont trouvé facile à comprendre (84,3%). Une proportion légèrement plus faible de répondants ont bien compris les termes et notions utilisées (75,2%) et 71,0% croient que le document contient toute l'information nécessaire pour le comprendre.

9. Après avoir pris connaissance de l'avis d'évaluation, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes... (n=504)



Globalement, on note qu'en comparaison avec l'ensemble des répondants, les répondants ayant une scolarité de niveau moins élevée et ceux qui sont propriétaires depuis plus longtemps sont **davantage en accord** avec les différents aspects évalués, tandis que ceux ayant une scolarité de niveau universitaire et ceux qui sont propriétaires depuis moins longtemps sont **moins en accord**.

Tableau résumant les différences entre les sous-groupes de répondants selon leur niveau d'accord vis-à-vis les aspects évalués

	% d'accord	Proportion plus élevée de répondants en accord	Proportion moins élevée de répondants en accord
La compréhension de l'utilité du document	84,9%	■ Aucune différence entre les répondants	■ Aucune différence entre les répondants
La facilité à comprendre le document	84,3%	■ Les répondants ayant une scolarité de niveau collégial (88,7%)	■ Les répondants ayant une scolarité de niveau universitaire (78,4%)
La compréhension des termes et notions utilisés	75,2%	■ Les répondants ayant une scolarité de niveau secondaire ou moindre (84,8%) ■ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (78,8%)	■ Les répondants ayant une scolarité de niveau universitaire (68,8%) ■ Ceux qui sont propriétaires depuis entre 6 et 10 ans (63,0%)

	% d'accord	Proportion plus élevée de répondants en accord	Proportion moins élevée de répondants en accord
La disponibilité de l'information nécessaire à la compréhension du document	71,0%	<ul style="list-style-type: none">▫ Les répondants âgés de 55 ans ou plus (77,0%)▫ Les répondants ayant une scolarité de niveau secondaire ou moindre (82,6%)▫ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (74,7%)	<ul style="list-style-type: none">■ Les répondants âgés entre 35 et 54 ans (65,5%)■ Les répondants ayant une scolarité de niveau universitaire (61,8%)■ Ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (57,9%)

4.3.2 Besoin en informations supplémentaires

Selon les répondants, il serait nécessaire d'ajouter de l'information dans la section « Valeur uniformisée » (36,1%), dans la section « Valeurs au rôle d'évaluation » (10,7%) et dans la section « Caractéristiques de l'unité d'évaluation » (7,1%). Certains répondants souhaiteraient également avoir plus d'informations au sujet de la répartition fiscale (2,4%) ou du résiduel (1,4%).

De façon plus spécifique, dans la section « Valeur uniformisée », les répondants aimeraient principalement avoir plus de détails (13,9%) ou des mesures impériales (11,1%).

Dans la section « Valeurs au rôle d'évaluation », les répondants souhaiteraient principalement avoir une explication de la date de référence au marché (13,0%), une définition des termes qu'ils jugent trop techniques (9,3%), une comparaison avec les années antérieures (9,3%) et une définition permettant de distinguer l'immeuble et le bâtiment (9,3%).

Dans la section « Valeur uniformisée », les répondants désirent principalement une définition des termes en général (29,7%), une définition de la médiane (22,0%), une définition du facteur comparatif (18,1%) et une définition du terme uniformisé (17,0%).

10. Quels sont les éléments ou les notions de l'avis d'évaluation pour lesquels il serait nécessaire d'ajouter de l'information? (n=504)

	% des répondants
■ La section Valeur uniformisée.	36,1%
■ La section Valeurs au rôle d'évaluation.	10,7%
■ La section Caractéristiques de l'unité d'évaluation.	7,1%
● Répartition fiscale	2,4%
● Le résiduelle	1,4%
▫ Autres	5,0%
▫ Aucun / rien / Tout le document est clair	2,8%
■ Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre	53,0%

	% des répondants
Section Caractéristiques de l'unité d'évaluation	
■ Plus de détails	13,9%
■ Mesures impériales	11,1%
■ Inscrire le nombre de pièces	5,6%
■ Le type de construction	2,8%
■ Superficie du bâtiment / l'immeuble	2,8%
■ Autres	27,8%
■ NSP/NRP	36,1%
Section Valeurs au rôle d'évaluation	
■ Explique la date de référence au marché	13,0%
■ Terme trop technique / définir	9,3%
■ Comparaison avec année antérieur / valeurs antérieur	9,3%
■ Définir / expliquer la différence entre immeuble et bâtiment / l'inscrire	9,3%
■ Définir rôle d'évaluation/ pas clair	5,6%
■ Expliquer les calculs	5,6%
■ Expliquer les critères	5,6%
■ Expliquer la valeur réelle / sur quoi se baser pour avoir la valeur réelle	3,7%
■ Expliquer les raisons d'augmentation / de modification de l'évaluation	3,7%
■ Autres	44,4%
Section Valeur uniformisée	
■ Définition des termes (sans précision) / Incompréhension (sans précision)	29,7%
■ Proportion médiane / Médiane /clarifier terme médiane	22,0%
■ Facteur comparatif / clarifier terme facteur comparatif	18,1%
■ Clarifier les termes uniformisés / uniformisé / uniformisé par rapport à quoi?	17,0%
■ Ne pas utiliser	0,5%
■ Autres	11,5%
■ NSP/NRP	24,7%

4.3.3 Commentaires

La grande majorité des répondants n'ont aucun commentaire à formuler quant à l'avis d'évaluation (89,9%), mais 5,4% souhaiteraient avoir plus d'informations ou de définitions parce que les termes utilisés sont trop techniques ou ne sont pas assez clairs. Également, 1,0% des répondants ne comprennent pas pourquoi un propriétaire doit payer pour contester alors qu'il pourrait s'agir d'une erreur.



4.4 L'avis de modification

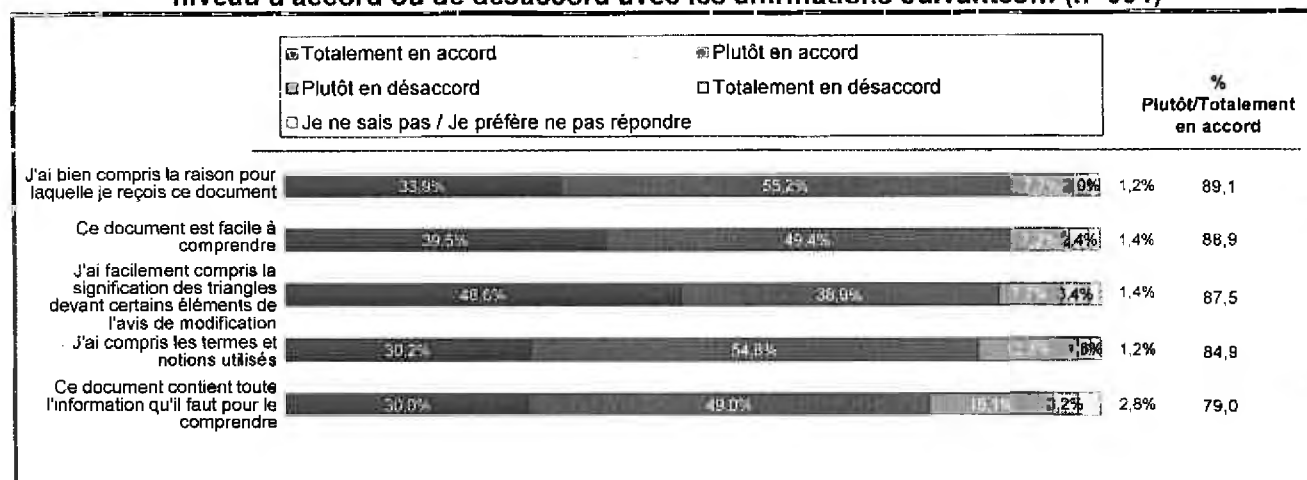
4.4.1 Perception globale de l'avis de modification

La majorité des répondants ont trouvé l'avis de modification facile à comprendre (89,1%). Ils ont également bien compris :

- la raison pour laquelle ils pourraient recevoir ce document (88,9%);
- la signification des triangles devant certains éléments de l'avis de modification (87,5%);
- les termes et notions utilisés (84,9%).

La majorité des répondants sont également d'avis que le document contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre (79,0%).

13. Après avoir pris connaissance de l'avis de modification, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes... (n=504)



On observe peu de différences entre les sous-groupes de répondants en ce qui a trait à leur perception des différents éléments évalués.

Tableau résumant les différences entre les sous-groupes de répondants selon leur niveau d'accord vis-à-vis les aspects évalués

	% d'accord	Proportion plus élevée de répondants en accord	Proportion moins élevée de répondants en accord
La facilité à comprendre le document	89,1%	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aucune différence significative 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aucune différence significative
La compréhension de la raison pour laquelle un propriétaire reçoit le document	88,9%	<ul style="list-style-type: none"> ■ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (91,1%) ■ Ceux qui consultent les sites internet pour s'informer sur leur région ou leur municipalité (89,3%) ■ Ceux qui consultent les grands quotidiens imprimés pour s'informer sur leur région ou leur municipalité (92,2%) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les répondants âgés entre 18 et 34 ans (76,9%) ■ Ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (80,7%)
La compréhension des	84,9%	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aucune différence significative 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aucune différence



Zins Beauchesne et associés

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

8902-rf.doc

	% d'accord	Proportion plus élevée de répondants en accord	Proportion moins élevée de répondants en accord
termes et notions utilisés			significative
La facilité à comprendre la signification des triangles ►	87,5%	■ Aucune différence significative	■ Aucune différence significative
La disponibilité de l'information nécessaire à la compréhension du document	79,0%	■ Aucune différence significative	■ Aucune différence significative

4.4.2 Mise en évidence des nouveautés ou des changements

Les répondants ayant moins bien compris la signification des triangles (►) suggèrent d'utiliser une couleur différente (10,7%), de surligner les changements (1,8%) ou encore d'utiliser le caractère gras (1,8%) pour mieux mettre en évidence les nouveautés ou les changements à l'avis de modification. Certains souhaiteraient également que les raisons du changement soient expliquées (5,4%) et qu'une courte description ou qu'un lexique soit disponible (3,6%).

14. De quelle façon les nouveautés ou les changements dans votre avis de modification devraient-ils être mis en évidence?
(base : répondants ne trouvant pas que la signification des triangles est facile à comprendre, n=56)

	% des répondants
■ En couleur / couleur différente	10,7%
■ Explication des changements / raisons	5,4%
■ Tout est clair / très compréhensible	3,6%
■ Avec un triangle	3,6%
■ Courte description / lexique	3,6%
■ Surlignage / surligner fluo / soulignage / surbrillance	1,8%
■ En caractères gras / en gras	1,8%
■ Autres	12,5%
■ Je ne sais pas	64,3%

4.4.3 Commentaires

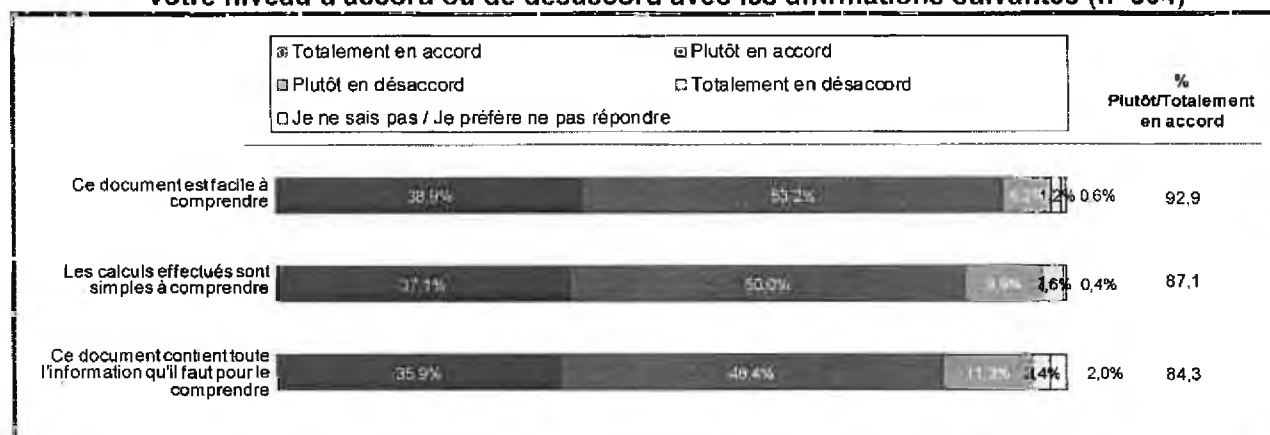
La majorité des répondants n'ont pas fait de commentaires au sujet de l'avis de modification (89,5%), mais 5,4% trouvent que le document manque d'information ou de définition puisque les termes utilisés sont trop techniques ou pas assez clairs, tandis que 2,0% souhaiteraient avoir une explication des motifs de la modification et 1,6% une meilleure identification des modifications.

4.5 Le compte de taxes

4.5.1 Perception globale du compte de taxes

La grande majorité des répondants trouvent que le **compte de taxes est facile à comprendre** (92,1%), que les **calculs effectués sont simples** à comprendre (87,1%) et que le document **contient toute l'information** qu'il faut pour le comprendre (84,3%).

17. Après avoir pris connaissance du compte de taxes municipales, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes (n=504)



Parmi tous les énoncés mesurés, il n'y a qu'une seule différence significative entre les sous-groupes de répondants, soit que les personnes âgées de 55 ans ou plus trouvent **en plus forte proportion** que le document contient toute l'information nécessaire à sa compréhension (87,9%).

4.5.2 Niveau de compréhension des diverses sections du compte de taxes

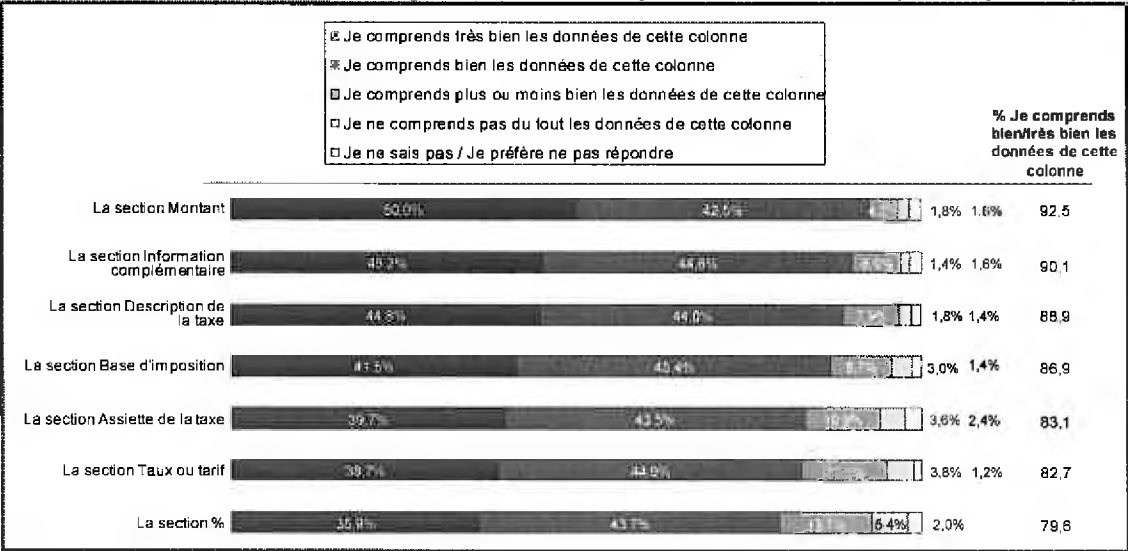
L'ensemble des sections du compte de taxes sont bien comprises des répondants. Celles qui sont le **mieux comprises** sont :

- le montant (92,5%);
- les informations complémentaires (90,1%);
- la description de la taxe (88,9%);
- la base d'imposition (86,9%).

Les autres sections sont également **bien comprises** d'une majorité de répondants :

- l'assiette de la taxe (83,1%);
- le taux ou le tarif (82,7%);
- le pourcentage (79,6%).

18. Plus précisément, veuillez indiquer votre niveau de compréhension des différents éléments suivants figurant sur le compte de taxes municipales. (n=504)



Globalement, les hommes comprennent mieux la section taux ou tarif que les femmes (87,9% contre 75,8% pour les femmes) et la section information complémentaire (92,7% contre 86,5% pour les femmes).

4.5.3 Commentaires

La majorité des répondants n'ont pas fait de commentaires au sujet du compte de taxes municipales (87,5%). Par contre, 2,0% des répondants souhaiteraient avoir plus d'informations sur la taxe spéciale (V-42), 1,8% sur le calcul des intérêts et des pénalités (manque de clarté au sujet des deux pourcentages différents) et 1,0% ont souligné que le document était plus facile à comprendre que celui qu'ils reçoivent actuellement.

19. Avez-vous des commentaires au sujet du compte de taxes municipales? (n=504)

	% des répondants
■ Manque d'explication sur la taxe spéciale / V-42	2,0%
■ Calcul des intérêts et/ou pénalité : pourquoi deux %, pas clair...	1,8%
■ C'est clair / facile à comprendre / mieux que celui que je reçois actuellement	1,0%
■ Matières résiduelles	0,8%
■ Expliquer la colonne %	0,8%
■ Manque un bordereau de paiement	0,4%
■ Définir « Assiette de taxe »	0,4%
■ Autres commentaire(s)	5,6%
■ Non - aucun commentaire	87,5%

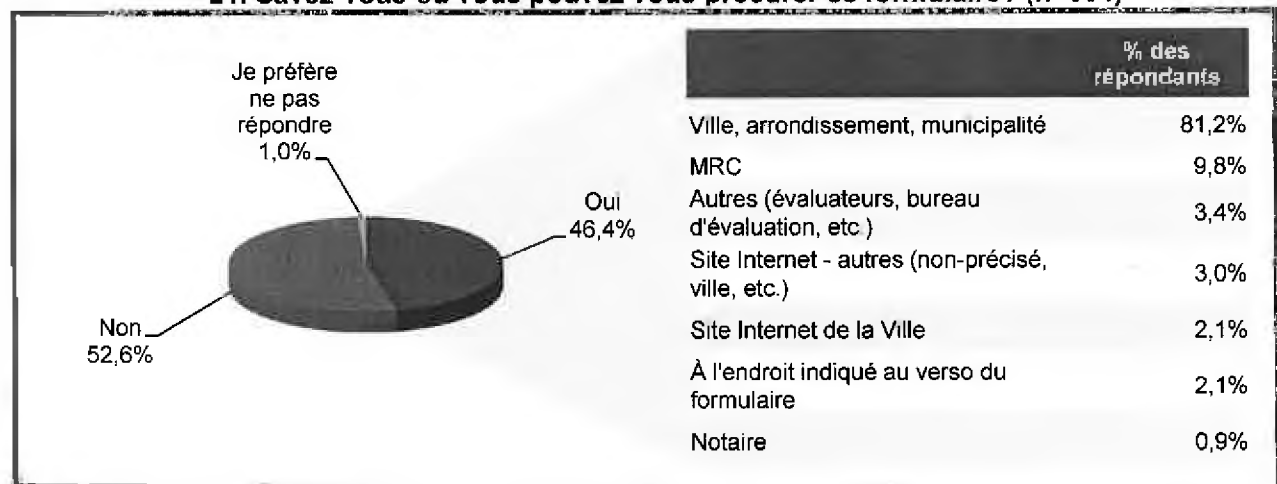
4.6 La demande de révision

4.6.1 Notoriété du lieu où se procurer le formulaire

Un peu moins de la moitié des répondants affirment connaître l'endroit où se procurer le formulaire de demande de révision (46,4%), tandis que 52,6% ne le savent pas.

Les répondants qui disent connaître l'endroit où se procurer le formulaire ont mentionné **les bureaux de la ville, de l'arrondissement ou de leur municipalité** (81,2%) ou **ceux de la MRC** (9,8%). Certains répondants ont également mentionné des sites Internet (3,0%) ou le site Internet de la Ville (2,1%), d'autres ont souligné que l'endroit était indiqué au verso du formulaire (2,1%), tandis que les notaires ont été évoqués par 0,9% des répondants. Les autres mentions (3,4%) concernent notamment les évaluateurs, Communications Québec, les agents immobiliers, etc.

21. Savez-vous où vous pouvez vous procurer ce formulaire? (n=504)



La connaissance de l'endroit où se procurer le formulaire est **plus élevée** parmi les répondants ayant les caractéristiques suivantes :

- ceux qui sont âgés de 55 ans et plus (55,1%);
- les propriétaires depuis plus de 10 ans (53,0%).

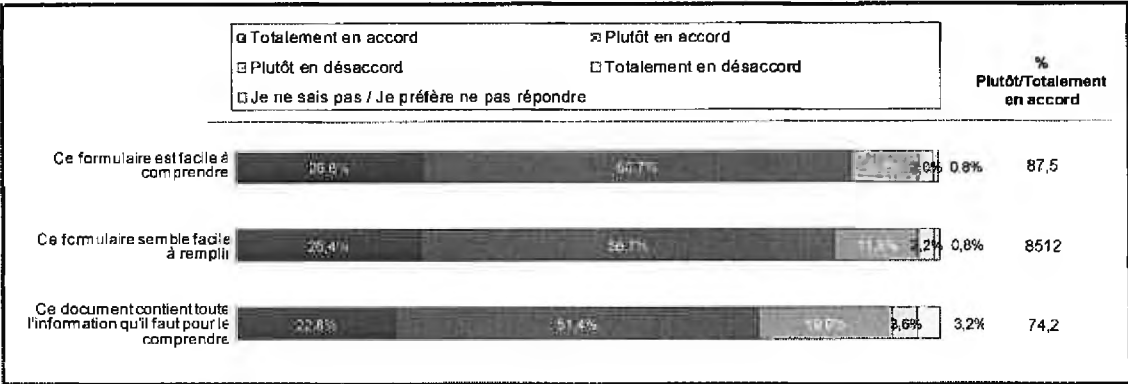
Par contre, la connaissance de l'endroit est **plus faible** parmi :

- les personnes âgées de 18 à 34 ans (20,5%);
- les individus âgés de 35 à 54 ans (40,0%);
- les propriétaires depuis 5 ans et moins (26,3%);
- les propriétaires depuis entre 6 et 10 ans (30,1%).

4.6.2 Perception globale du formulaire de demande de révision

Globalement, la majorité des répondants considèrent que le **formulaire de demande de révision est facile à comprendre** (87,5%) et qu'il semble **facile à remplir** (85,1%). Une proportion légèrement plus faible de répondants estiment que le document **contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre** (74,2%).

22. Après avoir pris connaissance du formulaire de demande de révision, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes... (n=504)



En comparaison avec l'ensemble des répondants, les propriétaires depuis plus de 10 ans **comprennent mieux** le document, tandis que ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins ou qui sont plus jeunes le **comprennent moins bien**.

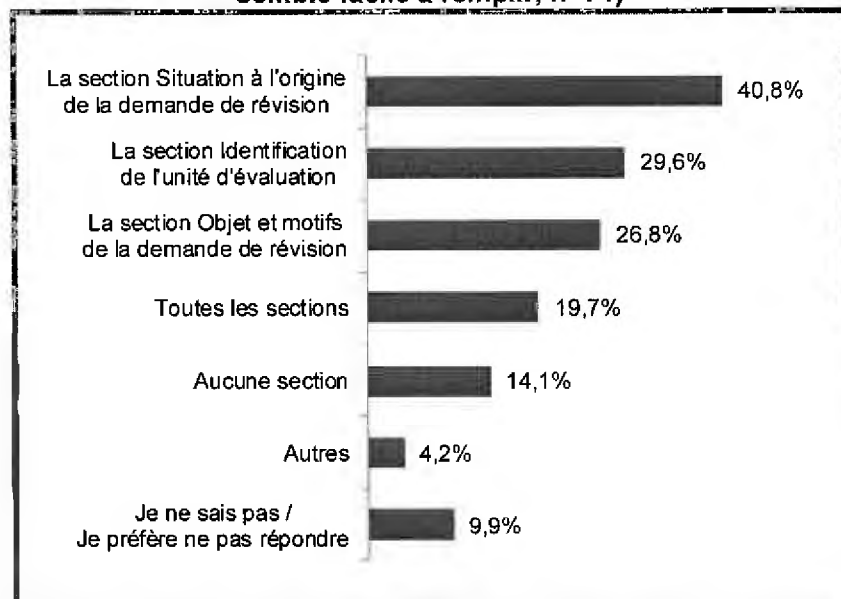
Tableau résumant les différences entre les sous-groupes de répondants selon leur niveau d'accord vis-à-vis les aspects évalués

	% d'accord	Proportion plus élevée de répondants en accord	Proportion moins élevée de répondants en accord
La facilité à comprendre le document	87,5%	<ul style="list-style-type: none">▣ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (89,5%)	<ul style="list-style-type: none">■ Ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (73,7%)
La facilité à remplir le formulaire	85,1%	<ul style="list-style-type: none">▣ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (87,6%)	<ul style="list-style-type: none">✕ Ceux qui sont âgés entre 18 et 34 ans (71,8%)▣ Ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (68,4%)
La disponibilité de l'information nécessaire à la compréhension du document	74,2%	<ul style="list-style-type: none">▣ Ceux qui sont âgés de 55 ans et plus (78,1%)▣ Ceux qui sont propriétaires depuis plus de 10 ans (78,5%)	<ul style="list-style-type: none">✕ Ceux qui sont âgés entre 18 et 34 ans (59,0%)■ Ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins (42,1%)

4.6.3 Sections nécessitant davantage d'explications

Parmi les répondants qui trouvent que le formulaire ne semble pas facile à remplir, les sections « **Situation à l'origine de la demande de révision** » (40,8%), « **Identification de l'unité d'évaluation** » (29,6%) et « **Objet et motifs de la demande de révision** » (26,8%) sont celles qui nécessitent davantage d'explications selon les répondants. Notons également que 19,7% d'entre eux ont souligné que toutes les sections nécessiteraient plus d'informations, tandis que 14,1% considèrent qu'aucune n'en nécessite plus.

23. Quelles sont les sections du formulaire qui nécessitent davantage d'explications? (base : répondants qui ne trouvent pas que le formulaire semble facile à remplir, n=71)



4.6.4 Commentaires

La majorité des répondants n'avaient pas de commentaires à formuler au sujet de la demande de révision (87,7%), mais certains souhaiteraient avoir plus d'informations ou d'exemples (4,8%), d'autres voudraient que les termes soient mieux définis (2,0%) et 0,8% affirment ne rien comprendre au document.

5. Conclusion

Entre le 28 octobre et le 11 novembre 2013, un sondage en ligne a été effectué auprès de 504 propriétaires de demeure âgés de 18 ans et plus. L'enquête visait à évaluer leur compréhension des concepts de base et de différents documents en lien avec l'évaluation foncière, soit l'avis d'évaluation, l'avis de modification, le compte de taxes et la demande de révision.

5.1 Évaluation de différents concepts liés à l'évaluation foncière

Les répondants ont une bonne connaissance des différents concepts liés à l'évaluation foncière, quoique le niveau de connaissance de la valeur réelle et de la date de référence pourrait être amélioré.

5.1.1 La valeur réelle

Les répondants ont une assez bonne connaissance de la notion de valeur réelle. Plus de la moitié des répondants considèrent que la **valeur réelle d'un immeuble est définie par le prix auquel un bâtiment et son terrain pourraient être vendus sur le marché** (57,3%).

La majorité des répondants pensent que la **valeur réelle d'un immeuble tient compte des travaux effectués au terrain ou au bâtiment** (76,6%), 62,5% qu'elle tient compte des conditions du marché immobilier et 58,7% qu'elle tient compte de l'état de l'immeuble.

5.1.2 La date de référence

Selon la majorité des répondants, en évaluation foncière municipale, lorsqu'on parle de **date de référence au marché**, il s'agit de la **date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble** (64,3%).

La majorité des répondants **ne pensent pas que l'ensemble des immeubles d'une municipalité est évalué à une même date** (56,7%), mais 31,9% croient que oui.

5.1.3 La révision

La très grande majorité des répondants estiment avec raison qu'on **peut demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble** (93,8%). Selon ceux-ci, **seulement les propriétaires peuvent demander une révision** de la valeur réelle d'un immeuble (76,5%), mais 18,8% pensent que toute personne ayant un intérêt à cet égard peut le faire et 2,1% que le propriétaire ou le locataire d'un immeuble peut le faire.



5.2 Évaluation des différents documents testés

Globalement, les divers documents évalués sont bien compris des répondants. Plus spécifiquement, le compte de taxes est le document qui semble être le plus clair pour les répondants. D'ailleurs, certains répondants ont souligné que le compte de taxes présenté était plus clair que celui auquel ils sont habitués. L'évaluation de l'avis de modification est également très bonne, suivie de la demande de révision et de l'avis d'évaluation.

Par contre, on note que les répondants plus jeunes (entre 18 et 34 ans), ainsi que ceux qui sont propriétaires depuis 5 ans et moins semblent éprouver plus de difficultés à bien comprendre les documents et pourraient avoir besoin de plus d'informations.

Tableau résumant la perception des répondants des différents documents évalués

	Le compte de taxes (% d'accord)	Avis de modification (% d'accord)	La demande de révision (% d'accord)	Avis d'évaluation (% d'accord)
Sections communes				
La disponibilité de l'information nécessaire à la compréhension du document	84,3%	79,0%	74,2%	71,0%
La facilité à comprendre le document	92,1%	89,1%	87,5%	84,3%
Sections spécifiques				
La compréhension des termes et notions utilisés		84,9%		75,2%
La compréhension de l'utilité du document		88,9%		84,9%
La facilité à comprendre la signification des triangles ►		87,5%		
La facilité à remplir le formulaire			85,1%	
Calculs effectués sont simples à comprendre	87,1%			

5.2.1 Spécificités des différents documents

L'avis d'évaluation

Selon les répondants, il serait nécessaire d'ajouter de l'information dans la section « Valeur uniformisée » (36,1%), dans la section « Valeurs au rôle d'évaluation » (10,7%) et dans la section « Caractéristiques de l'unité d'évaluation » (7,1%).

L'avis de modification

Certains répondants ayant moins bien compris la signification des triangles (►) suggèrent d'utiliser une couleur différente (10,7%), de surligner les changements (1,8%) ou encore d'utiliser le caractère gras (1,8%) pour mieux mettre en évidence les nouveautés ou les changements à l'avis de modification. Certains souhaiteraient également que les raisons du changement soient expliquées (5,4%) et qu'une courte description ou qu'un lexique soit disponible (3,6%).

Le compte de taxes

L'ensemble des sections du compte de taxes sont bien comprises des répondants soit :

- le montant (92,5%);
- les informations complémentaires (90,1%);
- la description de la taxe (88,9%);
- la base d'imposition (86,9%);
- l'assiette de la taxe (83,1%);
- le taux ou le tarif (82,7%);
- le pourcentage (79,6%).

La demande de révision

Un peu moins de la moitié des répondants affirment **connaître l'endroit où se procurer le formulaire** de demande de révision (46,2%), tandis que 52,8% ne le savent pas. Les répondants qui disent connaître l'endroit où se procurer le formulaire ont mentionné :

- les bureaux de la ville, de l'arrondissement ou de leur municipalité (89,3%);
- la MRC (9,9%);
- les sites Internet sans précision (3,4%) ou le site Internet de la Ville (3,0%);
- l'endroit indiqué au verso du formulaire (2,1%);
- les notaires (0,9%).

En ce qui concerne le document de demande de révision, les sections qui nécessitent davantage d'informations selon les répondants sont :

- la section « **Situation à l'origine de la demande de révision** » (40,8%);
- la section « **Identification de l'unité d'évaluation** » (29,6%);
- la section « **Objet et motifs de la demande de révision** » (26,8%).

5.3 Besoins en information

Puisque les documents étaient assez clairs pour les répondants, peu avaient des commentaires à formuler à l'égard des différents documents testés, mais ceux qui en ont fait mentionnaient fréquemment le manque d'information ou de définition sur les termes techniques utilisés. Certains commentaires ont également été faits à l'égard de documents spécifiques.

Concernant le **compte de taxes**, certains répondants souhaiteraient :

- avoir plus d'informations sur la taxe spéciale (V-42);
- avoir plus de détails sur le calcul des intérêts et des pénalités (manque de clarté au sujet des deux pourcentages différents).

Concernant l'**avis de modification**, certains répondants souhaiteraient :

- avoir une explication des motifs de la modification;
- une meilleure identification des modifications.

Finalement, en ce qui concerne l'**avis d'évaluation**, certains répondants ne comprennent pas pourquoi un propriétaire doit payer pour contester alors qu'il pourrait s'agir d'une erreur.



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Annexe 1 : Questionnaire

ÉTUDE VISANT À ÉVALUER LES BESOINS DES CITOYENS EN MATIÈRE D'ÉVALUATION FONCIÈRE AU QUÉBEC QUESTIONNAIRE FINAL

INTRODUCTION

Zins Beauchesne et associés a été mandatée par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire pour évaluer les besoins des citoyens en matière d'évaluation foncière au Québec. D'ici le 27 octobre 2013, vous êtes invités à remplir ce questionnaire, ce qui vous prendra une dizaine de minutes et permettra au Ministère de mieux satisfaire aux besoins des citoyens. Toutes vos réponses demeureront confidentielles.

Échantillonnage aléatoire sur l'ensemble du Québec; s'assurer de représenter les plus petites municipalités aussi (pas seulement Montréal, Québec, Trois-Rivières, etc.).

ADMISSIBILITÉ DES RÉPONDANTS

1. Êtes-vous propriétaire de votre demeure (maison, condo, duplex, triplex)?

- ☐ Oui 1
☐ Non 2 → Terminer et remercier

CONNAISSANCE DE DIFFÉRENTES NOTIONS EN ÉVALUATION FONCIÈRE

2. En évaluation foncière municipale, les immeubles sont évalués sur la base de la valeur réelle. Selon vous, que signifie la valeur réelle d'un immeuble? La valeur réelle correspond...

Présenter en rotation

- | | |
|---|----|
| <input type="checkbox"/> au prix auquel un bâtiment et son terrain pourraient être vendus sur le marché | 1 |
| <input type="checkbox"/> au prix auquel un bâtiment, son terrain et les biens du propriétaire (p. ex. : le mobilier) pourraient être vendus sur le marché | 2 |
| <input type="checkbox"/> au prix pour construire un bâtiment neuf de manière identique, plus le prix du terrain | 3 |
| <input type="checkbox"/> au prix pour construire un bâtiment neuf de manière identique, incluant ses biens et le prix du terrain | 4 |
| <input type="checkbox"/> Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre | 99 |

3. Croyez-vous que la valeur réelle d'un immeuble tient compte...

(Présenter en rotation)

- | | Oui | Non | Je ne sais pas /
Je préfère ne
pas répondre |
|---|-----|-----|---|
| <input type="checkbox"/> de l'état de l'immeuble (p. ex. : le fait que le terrain ou la propriété soit en bon ou en mauvais état) | 1 | 2 | 99 |
| <input type="checkbox"/> des conditions du marché immobilier | 1 | 2 | 99 |
| <input type="checkbox"/> des travaux effectués au terrain ou au bâtiment | 1 | 2 | 99 |



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

4. En évaluation foncière municipale, lorsqu'on parle de « date de référence au marché », de quoi s'agit-il?

Présenter en rotation

- | | |
|---|----|
| <input type="checkbox"/> La date d'achat de l'immeuble | 1 |
| <input type="checkbox"/> La date de l'inspection de l'évaluateur municipal | 2 |
| <input type="checkbox"/> La date à laquelle ont été considérées les conditions du marché pour l'établissement de la valeur réelle de l'immeuble | 3 |
| <input type="checkbox"/> Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre | 99 |

5. Selon vous, est-ce que l'ensemble des immeubles d'une municipalité est évalué à une même date?

- | | |
|--|----|
| <input type="checkbox"/> Oui | 1 |
| <input type="checkbox"/> Non | 2 |
| <input type="checkbox"/> Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre | 99 |

6. Selon vous, peut-on demander une révision de la valeur réelle d'un immeuble?

- | | | |
|--|----|-------------|
| <input type="checkbox"/> Oui | 1 | |
| <input type="checkbox"/> Non | 2 | → Saut à Q8 |
| <input type="checkbox"/> Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre | 99 | |

7. (Si Q6=1, si oui) Qui peut faire une telle demande?

- | | |
|--|----|
| <input type="checkbox"/> Uniquement le propriétaire | 1 |
| <input type="checkbox"/> Le propriétaire ou le locataire d'un immeuble | 2 |
| <input type="checkbox"/> Toute personne qui a un intérêt à cet égard | 3 |
| <input type="checkbox"/> Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre | 99 |

(Présenter en rotation les différentes sections : Avis d'évaluation, Avis de modification, Compte de taxes, Formulaire de demande de révision)

L'AVIS D'ÉVALUATION

8. Voici un **avis d'évaluation** que vous pourriez recevoir pour votre propriété. À la suite de votre lecture du document, des questions vous seront posées sur votre niveau de compréhension.

VISUEL : AVIS D'ÉVALUATION → laisser la possibilité aux répondants de revoir le visuel à tout moment : Mettre les questions après (en bas de la page du visuel) ou possibilité de faire « retour en arrière ».



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

Avis d'évaluation

Municipalité de **Saint-Jacques-la-Rochelle**

Rôle en vigueur pour les exercices financiers 2012, 2013 et 2014

Lors du premier des exercices pour lesquels est fait le rôle d'évaluation foncière d'une municipalité, un avis d'évaluation est expédié à toute personne au nom de laquelle y est inscrite une unité d'évaluation conformément à la Loi sur la fiscalité municipale (article 27).

Cet avis a pour but :

- de vous informer des principaux renseignements inscrits au rôle d'évaluation relatifs à votre propriété;
- de vous renseigner à propos des modalités qui s'appliquent si vous désirez faire contester une omission ou une inexactitude contenue dans ces inscriptions qui sont en vigueur pendant les 3 années d'approbation du rôle triennal.

Pour demander une révision

Date limite	Montant à joindre	Référence au règlement
2012-04-30	60 \$	62-658

Adresse de l'endroit déterminé

Municipalité de Saint-Jacques-la-Rochelle
Service de l'évaluation
4800 rue de la Gare, Saint-Jacques-la-Rochelle (QC) G1S 1Y2

Jusqu'à la date limite indiquée ci-dessus et dans les cas où la loi le permet, vous pouvez déposer une demande de révision quant à cette modification (voir procédure à suivre au verso).

Identification de l'unité d'évaluation

Adresse : 11234, chemin Tremblay
Cadastre(s) et numéro(s) de lot : 3 450 523
Numéro matricule : 2021-34-0763

Propriétaire

Nom : Isabelle Bérubé
Adresse postale : 11234, chemin Tremblay, Saint-Jacques-la-Rochelle G1S 2Y3

Caractéristiques de l'unité d'évaluation

Superficie du terrain : 622,70 m²
Nombre de logements : 1

Valeurs au rôle d'évaluation

Date de référence au marché : 2010-07-01
Valeur du terrain : 50 000 \$
Valeur du bâtiment : 130 000 \$
Valeur de l'immeuble : 180 000 \$
Valeur de l'immeuble au rôle antérieur : 180 000 \$

Valeur uniformisée

Valeur uniformisée au : 2010-07-01
Proportion mesurée : 100 %
Facteur comparatif : 1,00
Valeur uniformisée de l'immeuble : 180 000 \$

Répartition fiscale

Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variables de taxation : Résiduelle
Valeur imposable de l'immeuble : 180 000 \$
Valeur non imposable de l'immeuble : 0 \$

Date d'expédition : 2012-01-20



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec

010 020
020 020

Après avoir pris connaissance de l'avis d'évaluation, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes :

(Présenter en rotation)

	Totalement en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Totalement en accord	Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre
■ Ce document est facile à comprendre	1	2	3	4	99
■ J'ai bien compris son utilité	1	2	3	4	99
■ J'ai compris les termes et notions utilisés	1	2	3	4	99
■ Ce document contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre	1	2	3	4	99

9. Quels sont les éléments ou les notions de l'avis d'évaluation pour lesquels il serait nécessaire d'ajouter de l'information?

Présenter en rotation

- La section Caractéristiques de l'unité d'évaluation. Spécifiez : _____ 1
- La section Valeurs au rôle d'évaluation. Spécifiez : _____ 2
- La section Valeur uniformisée. Spécifiez : _____ 3
- Autres. Spécifiez : _____ 4
- Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre 99

10. Avez-vous des commentaires à formuler quant à l'avis d'évaluation?

L'AVIS DE MODIFICATION

11. Voici un avis de modification du rôle d'évaluation foncière que vous pourriez recevoir concernant votre propriété. À la suite de votre lecture du document, des questions vous seront posées sur votre niveau de compréhension.

VISUEL : AVIS DE MODIFICATION →laisser la possibilité aux répondants de revoir le visuel à tout moment : Mettre les questions après (en bas de la page du visuel) ou possibilité de faire « retour en arrière ».

Avis de modification du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de Saint-Jacques-la-Rochelle
Rôle en vigueur pour les exercices financiers 2012, 2013 et 2014

Modification effectuée au rôle

Date de prise d'effet
2012-06-15

Motif de la modification et disposition législative concernée
Construction ou rénovation d'un bâtiment
Loi sur la fiscalité municipale 174 7

Pour demander une révision

Date limite
2013-01-31

Montant à payer
60 \$

Référence au règlement
42-638

Adresse de l'endroit d'étéminé
Municipalité de Saint-Jacques-la-Rochelle
Service de l'évaluation
4000 rue de la Gare, Saint-Jacques-la-Rochelle (QC) G1S 1Y2

Jusqu'à la date limite indiquée ci-dessus et dans les 15 jours du rôle 19 permet, vous pouvez déposer une demande de révision quant à cette modification (voir procédure à suivre au verso)

Renseignements inscrits au rôle avant et après la modification

1. Identification de l'unité d'évaluation

Adresse :

Caractéristiques immobilières :

Nucléaire municipale :

Utilisation prédominante :

Numéro d'unité de voisinage :

Dossier n° :

Renseignements avant la modification

11234, chemin Tremblay
3 456 525
2021-34-0783
Logement
1234
24681359

Renseignements après la modification

11234, chemin Tremblay
3 456 525
2021-34-0783
Logement
1234
24681359

2. Propriétaire

Nom :

Statut aux fins de position sociale :

Adresse postale :

Date d'inscription au rôle :

Isabelle Bérubé
Personne physique
11234, chemin Tremblay,
Saint-Jacques-la-Rochelle G1J 2Y3
2006-11-28

Isabelle Bérubé
Personne physique
11234, chemin Tremblay,
Saint-Jacques-la-Rochelle G1J 2Y3
2006-11-28

3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

Coordonnées du terrain

Largeur frontalière :

Superficie :

Caractéristiques des étages

Nombre d'étages :

Année de construction :

Area d'étages :

Genre de construction :

Classe physique :

Nombre de logements :

Nombre de locaux non résidentiels :

Nombre de chambres à coucher :

25,52 m
622,70 m²
3
1990
148,5 m²
À étages entiers
Detaché
1
0
0

25,52 m
622,70 m²
3
1990
161,9 m²
À étages entiers
Detaché
1
0
0

4. Valeurs au rôle d'évaluation

Date de référence aux unités :

Valeur du terrain :

Valeur du bâtiment :

Valeur de l'immeuble :

Valeur de l'immeuble au rôle entier :

2010-07-01
50 000 \$
130 000 \$
180 000 \$
180 000 \$

2010-07-01
50 000 \$
145 000 \$
195 000 \$
180 000 \$

5. Répartition fiscale

Catégorie et classe d'immeuble

Résiduelle

Valeur imposable de l'immeuble :

Valeur imposable de la résiduelle :

Résiduelle
180 000 \$
0 \$

Résiduelle
195 000 \$
0 \$

Date d'expédition : 2012-12-02 ➤ Renseignements modifiés

Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

12. Après avoir pris connaissance de l'avis de modification, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes :

(Présenter en rotation)	Totalement en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Totalement en accord	Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre
■ Ce document est facile à comprendre	1	2	3	4	99
■ J'ai bien compris la raison pour laquelle je reçois ce document	1	2	3	4	99
■ J'ai compris les termes et notions utilisés	1	2	3	4	99
■ Ce document contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre	1	2	3	4	99
■ J'ai facilement compris la signification des triangles (▲) devant certains éléments de l'avis de modification	1	2	3	4	99

13. (Si la personne a mal compris les ►, si Q13e=1 ou 2 : pour la programmation, cette question sera posée à tous) De quelle façon les nouveautés ou les changements dans votre avis de modification devraient-ils être mis en évidence?

14. Avez-vous des commentaires à formuler quant à l'avis de modification?

LE COMPTE DE TAXES MUNICIPALES

15. Voici un **compte de taxes municipales** que vous pourriez recevoir pour votre propriété. Après votre lecture du document, des questions vous seront posées sur votre niveau de compréhension.

VISUEL : COMPTE DE TAXES MUNICIPALES →laisser la possibilité aux répondants de revoir le visuel à tout moment : Mettre les questions après (en bas de la page du visuel) ou possibilité de faire « retour en arrière ».

Compte de taxes municipales

Municipalité de Saint-Jacques-la-Rochelle
Pour l'exercice financier 2013
Période d'imposition 2013-01-01 au 2013-12-31

Identification de l'unité d'évaluation		Détailleur du compte	
Adresse :	11234, chemin Tremblay	Nom :	Isabelle Bérubé
Cadastre(s) et numéro(s) de lot :	3482625	Adresse postale :	11234, chemin Tremblay, Saint-Jacques-la-Rochelle G1J 2Y3
Numéro municipal :	2021-34-0783		
Valeurs au rôle d'évaluation		Échéances et montants dus	
Valeur du terrain :	9 180 \$	Versement	Échéance
Valeur du bâtiment :	170 900 \$	1 ^{re}	2013-03-01
Valeur des améliorations :	180 000 \$	2 ^e	2013-06-01
		Montant	Si non respect des échéances
			Taux d'intérêt
			7,00 %
			Pénalité
			5,00 %
Caractéristiques de l'unité d'évaluation			
Nombre de logements :	1		

Détail des taxes					
Description de la taxe	Assiette de la taxe	Base d'imposition	Taux ou tant	%	Montant
Taxe foncière générale — taux de base	Valeur de l'immeuble	180 000 \$	0,0086	100	1 548,00 \$
Taxe foncière spéciale — secteur du Lac	Valeur de l'immeuble	180 000 \$	0,0044	100	72,00 \$
Aqueduc	Nombre de logements	1	165,00	100	165,00 \$
Egout	Nombre de logements	1	120,00	100	120,00 \$
Matières résiduelles	Nombre de logements	1	150,00	100	150,00 \$
					Sous-total : 1 995,00 \$
					Intérêts : 525,50 \$
					Intérêts arriérés : 46,99 \$
					Montant dû : 2 567,49 \$

Information complémentaire

Un montant de 525,50 \$ demeure impayé à sa date d'échéance figure à ce compte. Des intérêts et des pénalités de l'ordre de 46,99 \$ ont également été ajoutés, lesquels ont été calculés en fonction de la date où cette somme est devenue exigible (2012-06-01) et celle de l'échéance du premier versement de ce compte (2012-03-01).

Une taxe foncière spéciale s'applique exclusivement à votre secteur pour financer le raccordement au réseau d'aqueduc municipal. Voir à cet effet le règlement V-42.

Pour effectuer un versement

Tout versement peut être payé par chèque dûment complété et envoyé ou déposé au bureau de la municipalité à l'adresse ci-dessous. Le paiement peut également être effectué à votre institution financière. Auquel cas, le code suivant sera nécessaire.

Adresse des bureaux de la municipalité	Code pour paiement électronique
Ville de Saint-Jacques-la-Rochelle Service des finances 5658 rue du Président, Saint-Jacques-la-Rochelle G6P 5T7	1256-6589-985698856

Date d'expédition 2013-01-31



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

16. Après avoir pris connaissance du compte de taxes municipales, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes :

(Présenter en rotation)	Totalement en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Totalement en accord	Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre
■ Ce document est facile à comprendre	1	2	3	4	99
■ Les calculs effectués sont simples à comprendre	1	2	3	4	99
■ Ce document contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre	1	2	3	4	99

17. Plus précisément, veuillez indiquer votre niveau de compréhension des différents éléments suivants figurant sur le compte de taxes municipales. (Programmation : Si possible, mettre une capture d'écran pour chacun des énoncés. Sinon, mettre une lettre de référence en rouge).

(Présenter en rotation)	Je ne comprends pas du tout les données de cette colonne	Je comprends plus ou moins bien les données de cette colonne	Je comprends bien les données de cette colonne	Je comprends très bien les données de cette colonne	Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre
■ La section Description de la taxe	1	2	3	4	99
■ La section Assiette de la taxe	1	2	3	4	99
■ La section Base d'imposition	1	2	3	4	99
■ La section Taux ou tarif	1	2	3	4	99
■ La section %	1	2	3	4	99
■ La section Information complémentaire	1	2	3	4	99
■ La section Montant	1	2	3	4	99

18. Avez-vous des commentaires au sujet du compte de taxes municipales?

LE FORMULAIRE DE DEMANDE DE RÉVISION

19. Voici un formulaire de **demande de révision du rôle d'évaluation foncière** que vous pourriez être amené à remplir concernant votre propriété. À la suite de votre lecture du document, des questions vous seront posées sur votre niveau de compréhension.

VISUEL : DEMANDE DE RÉVISION DU RÔLE D'ÉVALUATION FONCIÈRE →laisser la possibilité aux répondants de revoir le visuel à tout moment : Mettre les questions après (en bas de la page du visuel) ou possibilité de faire « retour en arrière ».

Demande de révision du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de _____
 Le rôle s'applique aux exercices financiers _____

Espace réservé à l'administration		
Numéro de la demande	Valeur de l'immeuble	Couleur géographique
	\$	
Date de réception	Montant reçu	Date limite pour répondre
	\$	

1. Identification de l'unité d'évaluation

Adresse municipale ou de votre particulier	
Cadastre (si le numéro est différent de celui inscrit sur le document des taxes)	
Numéro cadastré	Document qui permet de vérifier l'opération

2. Identification du requérant

Nom et prénom du requérant		
Adresse du requérant		Code postal
Téléphone (résidence)	Téléphone (bureau)	Courriel
Le requérant est :		
<input type="radio"/> Le propriétaire de l'unité d'évaluation <input type="radio"/> Le représentant du propriétaire <input type="radio"/> Autre, veuillez préciser : _____		

3. Situation à l'origine de la demande de révision

Parmi les situations suivantes, laquelle est à l'origine de la présente demande?		
<input type="radio"/> Dérive d'un nouveau rôle d'évaluation	<input type="radio"/> Modification du rôle d'évaluation	→ Numéro de la loi de la municipalité
<input type="radio"/> Modification non effectuée par l'évaluateur	<input type="radio"/> Correction d'erreur du rôle d'évaluation	→ Numéro de l'acte de correction d'erreur

4. Objet et motifs de la demande de révision

Quelles sont les insuffisances ou omissions que vous constatez?	
<input type="checkbox"/> La valeur de l'immeuble	→ _____ \$
<input type="checkbox"/> Autre description, rectification, etc.	
Tous les aspects de l'immeuble, vous pouvez ajouter une ou plusieurs feuilles.	

5. Signature du requérant

Signature	Date
_____	_____

CONSERVER UNE COPIE POUR VOS DOSSIERS



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec



20. Savez-vous où vous pouvez vous procurer ce formulaire?

- Oui (spécifiez : _____) 01
- Non 02
- Je préfère ne pas répondre 99

21. Après avoir pris connaissance du formulaire de demande de révision, indiquez quel est votre niveau d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes :

(Présenter en rotation)	Totalement en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Totalement en accord	Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre
■ Ce formulaire est facile à comprendre	1	2	3	4	99
■ Ce formulaire semble facile à remplir	1	2	3	4	99
■ Ce document contient toute l'information qu'il faut pour le comprendre	1	2	3	4	99

22. (Si Q22B=3 ou 4 / Répondants qui trouvent que le formulaire n'est pas facile à compléter : pour la programmation, cette question sera posée à tous) Quelles sont les sections du formulaire qui nécessitent davantage d'explications? (Possibilité de réponses multiples)

Présenter en rotation

- Toutes les sections 1
- La section Identification de l'unité d'évaluation 2
- La section Identification du requérant 3
- La section Situation à l'origine de la demande de révision 4
- La section Objet et motifs de la demande de révision 5
- Autres. Spécifiez : _____ 6
- Aucune 7
- Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre 99

23. Avez-vous des commentaires au sujet du formulaire de demande de révision?

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

(Avec le panel, nous avons : Âge [18-24, 25-34, 35-54, 55-64, 65+], la scolarité [primaire, secondaire, collégial, universitaire], la région [Région administrative et région RMR] et le Sexe)

24. Depuis combien de temps êtes-vous propriétaire?

- Entre 0 et 2 ans 1
- Entre 3 et 5 ans 2
- Entre 6 et 10 ans 3
- Plus de 10 ans 4
- Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre 99



Zins Beauchesne et associés

8902-rf.doc

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoireQuébec 

25. À quelles sources avez-vous recours pour vous tenir informé des nouvelles touchant votre région ou votre municipalité? (possibilité de réponses multiples)

■ Sites Internet	1
■ Médias sociaux comme Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.	2
■ Télévision	3
■ Radio	4
■ Hebdomadaires et journaux locaux	5
■ Grands quotidiens imprimés comme La Presse ou Le Devoir	6
■ Autres. Spécifiez : _____	97
■ Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre	99

NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE PRÉCIEUSE COLLABORATION!

Sondage sur l'information, la consultation et la participation des citoyens

Page #1



Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire sollicite votre collaboration pour participer à une enquête sur les mécanismes d'information, de consultation et de participation lors de démarches d'aménagement et d'urbanisme, de développement durable ou autres, en vue de l'élaboration d'un guide sur le sujet. Les questions portent sur les mécanismes utilisés au cours des cinq dernières années (2009-2013).


Compléter le questionnaire devrait vous prendre entre 10 et 15 minutes. Vous pourrez interrompre le sondage et le reprendre plus tard en cliquant à nouveau sur le lien fourni dans le courriel.

Il n'est pas nécessaire d'avoir de connaissances particulières sur les mécanismes d'information, de consultation et de participation pour répondre. Pour obtenir une définition des mécanismes, il vous suffit de tenir le curseur vis-à-vis d'un terme durant quelques secondes. Si toutefois vous désiriez approfondir vos connaissances sur ces mécanismes, consultez le site Web sur la municipalité durable.

Tous les renseignements seront traités de façon confidentielle.

Simple Skipping Information

- If Votre organisme est... = Une municipalité locale then Aller à Page 5
- If Votre organisme est... = Une municipalité régionale de comté (MRC) then Aller à Page 3
- If Votre organisme est... = Une communauté métropolitaine (CM) then Aller à Page 4

 Votre organisme est...

- ☐ Une municipalité locale
- ☐ Une municipalité régionale de comté (MRC)
- ☐ Une communauté métropolitaine (CM)

Branchement conditionnel informations

- If pas [SAD_ouinon] Depuis 2009, avez-vous modifié ou révisé votre <st... = Oui then Masquer SAD_meca
- If pas [SAD_meca.14] Depuis 2009, en plus de l... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer SAD_autre

1. Depuis 2009, avez-vous modifié ou révisé votre schéma d'aménagement et de développement ? (SAD_ouinon)

- ☐ Oui
- ☐ Non

2. Depuis 2009, en plus de l'assemblée publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants lors de la révision ou de la modification de votre schéma d'aménagement et de développement ? (SAD_meca)

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation différente de celle prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

3. (SAD_meca)

Branchement conditionnel informations

• If pas [pmad_meca.14] Depuis 2009, en plus de l... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer pmad_autre

⚠ Depuis 2009, en plus de l'assemblée publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants lors de l'adoption ou de la modification de votre plan métropolitain d'aménagement et de développement ? (p.mad_meca)

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation différente de celle prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Branchement conditionnel informations

- If pas [PU_ouinon] Depuis 2009, avez-vous modifié ou révisé votre <st... = Oui then Masquer PU_meca
- If pas [PPU_ouinon] Depuis 2009, avez-vous adopté, modifié ou révisé u... = Oui then Masquer PPU_meca
- If pas [PU_meca.14] Depuis 2009, en plus de l... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer PU_autre
- If pas [PPU_meca.14] Depuis 2009, en plus de l... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer PPU_autre

Depuis 2009, avez-vous modifié ou révisé votre plan d'urbanisme ?(PU_ouinon)

- ☐ Oui
- ☐ Non

Depuis 2009, en plus de l'assemblée publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants lors de la révision ou de la modification de votre plan d'urbanisme ? (PU_meca)

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation différente de celle prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre (veuillez préciser)

Depuis 2009, avez-vous adopté, modifié ou révisé un programme particulier d'urbanisme (PPU) ?(PPU_ouinon)

- ☐ Oui
- ☐ Non

Depuis 2009, en plus de l'assemblée publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants lors de l'adoption, la révision ou la modification d'un programme particulier d'urbanisme ?

Autre (veuillez préciser)

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
--	----------------	--------	------------	------------	--------------

Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation différente de celle prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Branchement conditionnel informations

- If pas [RU_ouinon] Depuis 2009, avez-vous adopté, modifié ou révisé u... = Oui then Masquer RU_meca
- If pas [RU_meca.14] Depuis 2009, en plus de l... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer RU_autre

Depuis 2009, avez-vous adopté, modifié ou révisé un règlement d'urbanisme ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Depuis 2009, en plus de l'assemblée publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants lors de l'adoption, la révision ou la modification d'un règlement d'urbanisme ?



	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation différente de celle prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Branchement conditionnel informations

• If pas [registre] Depuis 2009, combien de démarches d'ouvert... is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer ref_dec

 Depuis 2009, combien de référendums consultatifs se sont tenus dans votre municipalité ? 

- ☐ Aucun
- ☐ 1
- ☐ 2 à 5
- ☐ 6 à 9
- ☐ 10 ou plus

 Depuis 2009, combien de démarches d'ouverture de registre pour la tenue d'un référendum décisionnel en urbanisme se sont tenues dans votre municipalité ? 

- ☐ Aucune
- ☐ 1
- ☐ 2 à 5
- ☐ 6 à 9
- ☐ 10 ou plus

 Depuis 2009, combien de référendums décisionnels en urbanisme se sont tenus dans votre municipalité ? 

- ☐ Aucun
- ☐ 1
- ☐ 2 à 5
- ☐ 6 à 9
- ☐ 10 ou plus

Branchement conditionnel informations

- If pas [projame_meca.14] Depuis 2009, combien de f... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer projame_autre
- If pas [projame_ouinon] Depuis 2009, avez-vous utilisé des mécanismes d'in... = Oui then Masquer projame_meca

🗒️ Depuis 2009, avez-vous utilisé des mécanismes d'information, de consultation ou de participation dans le cadre de la planification d'un projet d'aménagement (par exemple un parc, un boulevard ou un écoquartier) ? ~~projame_ouinon~~

- ☐ Oui
- ☐ Non

🗒️ Depuis 2009, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants dans le cadre de la planification d'un projet d'aménagement (par exemple, un parc, un boulevard ou un écoquartier) ? ~~projame_meca~~

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Branchement conditionnel informations

- If pas [DDD_ouinon] Depuis 2009, avez-vous mené une démarche d... = Oui then Masquer DDD_meca
- If pas [DDD_meca.14] Depuis 2009, combien de f... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer DDD_autre

📄 Depuis 2009, avez-vous mené une démarche de développement durable ?(DDD_ouinon)

- ☐ Oui
- ☐ Non

📄 Depuis 2009, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants à l'intérieur de votre démarche de développement durable?(DDD_meca)

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diffusion d'information dans les médias sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Distribution d'avis ou de prospectus	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journée portes ouvertes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rencontre d'un groupe témoin	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audience publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Café urbain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sondage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitation à déposer un mémoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concertation ou forum citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Charrette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jury citoyen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Assemblée publique de consultation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

📄

Branchement conditionnel informations

- If pas [autre_ouinon] Depuis 2009, avez-vous utilisé des mécanismes d'in... = Oui then Masquer autre_meca
- If pas [autre_meca.14] Depuis 2009, combien de f... | Autre (veuillez préciser) is one of [u'1', u'2', u'3', u'4'] then Masquer autre_autre

Depuis 2009, avez-vous utilisé des mécanismes d'information, de consultation ou de participation lors de tout autre type d'intervention (par exemple une politique culturelle ou familiale) ?

- Oui
- Non

Depuis 2009, combien de fois avez-vous utilisé les mécanismes suivants à l'intérieur de tout autre type d'intervention (par exemple une politique culturelle ou familiale) ?

	Jamais utilisé	1 fois	2 à 5 fois	6 à 9 fois	10 fois et +
Diffusion d'information dans les médias traditionnels					
Diffusion d'information dans les médias sociaux					
Distribution d'avis ou de prospectus					
Journée portes ouvertes					
Rencontre d'un groupe témoin					
Avis d'un comité consultatif (p. ex., CCU)					
Audience publique					
Café urbain					
Sondage					
Invitation à déposer un mémoire					
Concertation ou forum citoyen					
Charrette					
Jury citoyen					
Assemblée publique de consultation					
Autre (veuillez préciser)					

☐ Votre organisme dispose-t-il d'une politique d'information et de consultation, d'un cadre de référence en participation citoyenne, ou d'un document semblable? (obligatoire)

- ☐ Oui
- ☐ Non

☐ Avez-vous des pratiques qui vous semblent innovantes ? Si oui, lesquelles ? (facultatif)

☐ Avez-vous des commentaires ou des suggestions concernant les mécanismes d'information, de consultation et de participation ? (facultatif)



Le Ministère élabore actuellement un guide sur l'information, la consultation et la participation de la population dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme, dans lequel il souhaite présenter des initiatives intéressantes. Il est possible que le Ministère ou un représentant vous contacte afin d'obtenir davantage d'information.



Quel est le nom de votre organisme ? (facultatif)




Quels sont le prénom, le nom et les coordonnées de la personne à contacter pour obtenir davantage d'information sur vos mécanismes de participation ? (facultatif)

Prénom	_____
Nom	_____
Courriel	_____
Téléphone	_____



Le numéro de téléphone sous la forme 819-123-4567-extension

 Fin du sondage

Pour terminer le sondage, veuillez cliquer sur le bouton « Terminé ».

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire vous remercie pour votre collaboration!

Questionnaire de sondage adressé aux pôles, CLD, CRÉ, autres organismes signataires des ententes spécifiques en économie sociale

INTRODUCTION

Bonjour,

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) souhaite évaluer les ententes spécifiques en économie sociale conclues régionalement. La direction de vérification interne et d'évaluation de programme du MAMROT aimerait connaître votre point de vue, en tant qu'acteur clé de ces ententes.

À titre de rappel, l'aide financière destinée à soutenir l'action des pôles d'économie sociale en région fait l'objet d'une entente spécifique entre le MAMROT et la CRÉ pour une durée de cinq ans. Cette mesure fait partie de l'orientation « Soutien aux activités de mise en réseau des entreprises d'économie sociale » du **Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif**¹.

ÉTHIQUE ET CONFIDENTIALITÉ

Le traitement de vos réponses par nom de la firme et le MAMROT respectera les dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels. À cet effet, les données personnelles, comme vos noms, seront dénominalisées à la suite de leur traitement. De plus, vos réponses seront présentées par grands groupes de répondants afin de garantir l'anonymat.

PARTICIPATION VOLONTAIRE ET DROIT DE RETRAIT

Votre participation à ce sondage, est volontaire, bien qu'essentielle. À tout moment, vous pouvez interrompre le questionnaire et le reprendre plus tard. Vos réponses seront sauvegardées à chaque fois que vous appuierez sur la flèche droite au bas de l'écran. Veuillez noter qu'après 30 minutes sans changer de page votre session se fermera et toute réponse non sauvegardée sera perdue. De plus, vous pouvez revenir dans les sections déjà complétées du questionnaire pour y apporter des modifications même si vous avez quitté celui-ci. Cependant, prenez note que le questionnaire cessera d'être actif après la date de fermeture du sondage.

ASSISTANCE

Si vous avez besoin d'aide pour répondre aux questions ou souhaitez obtenir plus d'information sur le sondage réalisé, vous pouvez vous adresser à Mme/M. Nom du chargé de projet au numéro de téléphone (ou à courriel), chez nom de la firme.

¹ <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/grands-dossiers/economie-sociale/plan-daction-gouvernemental-pour-lentrepreneuriat-collectif/>

QUESTIONS

CONSENTEMENT DU RÉPONDANT

Q1- À la lumière de l'information présentée, acceptez-vous de remplir le questionnaire suivant ?

Oui $\Rightarrow Q2$

Non **=> FIN avec libellé** de remerciement et redirection vers <http://www.mamrot.gouv.qc.ca>

THÈME 1 : STRUCTURE ACTUELLE DU PÔLE EN ES
Questions du Thème 1 pour les pôles seulement

Q2- Quel est le statut juridique de votre pôle ?

Question ouverte

Q3- Votre pôle a-t-il un rôle aviseur auprès de la CRÉ ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Q4- Parmi les catégories d'acteurs suivants, combien de représentants participent au comité d'administration de votre pôle ?

Catégories d'acteurs

- Entreprises d'économie sociale
- CRÉ
- CLD
- Commission jeunesse / forum jeunesse
- Commissions scolaires
- Organismes régionaux en économie sociale
- Direction régionale du MAMROT
- Autres ministères et organismes publics
- Autres acteurs (veuillez préciser lesquels)

Nb de représentants[illegible]

Q5- Combien de personnes travaillent pour le pôle et quel pourcentage de leurs tâches est lié à la réalisation des objectifs de l'entente?

	Temps complet	
	nombre	% des tâches lié à la réalisation des objectifs de l'entente.
Gestionnaire		
Professionnels		
Autres salariés		
Bénévoles		
Total personnes		

	Temps partiel	
	nombre	% des tâches lié à la réalisation des objectifs de l'entente.
Gestionnaire		
Professionnels		
Autres salariés		
Bénévoles		
Total personnes		

THÈME 2 : ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE
Questions du Thème 2 pour les pôles seulement

Q6 - Avant la signature de l'entente spécifique, y avait-il déjà des structures autres que le pôle en économie sociale qui visaient les objectifs mentionnés dans votre entente spécifique (la promotion, la concertation, etc.)?

- ☐ Oui
☐ Non
☐ Je ne sais pas

Q7- Si Q6=Oui, ces structures existent-elles encore?

- ☐ Oui
☐ Non

Q8-

Si Q7=Oui, leur mission est-elle complémentaire à celle du pôle?

☐ Oui

☐ Non

Q9-

Si Q8= non, Explications :

Question ouverte

Q10-

Lors de la signature de l’entente spécifique, le pôle en économie sociale existait-il déjà (sous son nom actuel ou sous un autre nom)?

☐ Oui

☐ Non

☐ Je ne sais pas

Q11-

Si Q10=Oui, la signature de l’entente spécifique a-t-elle amené des changements en termes de :

☐ budget

☐ mission

☐ gouvernance

☐ reddition de comptes

☐ relations avec les autres acteurs de l’économie sociale

☐ autres, spécifier :

☐ aucune de ces réponses

Q12-

Si Q10=Oui, veuillez préciser comment la signature de l’entente spécifique a contribué aux changements que vous avez évoqués à la question précédente.

Question ouverte

THÈME 3 : OBJECTIFS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Questions du thème 3 pour tous les répondants : CRÉ, CLD, pôles, DR et autres organismes

Pour les questions suivantes, sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord», à quel point diriez-vous que les énoncés correspondent à la situation de votre pôle?

Dans le cadre de la mise en œuvre de l’entente spécifique, le pôle ...	Tout à fait d’accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s’applique pas	Ne sait pas
Q13- a fait la promotion de l’économie sociale dans les différentes parties de la région?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q14- a sensibilisé les acteurs du développement régional et les décideurs à l’économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q15- a sensibilisé la population régionale à l’économie sociale et à ses valeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q16- a permis la concertation des acteurs régionaux en économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q17- a permis le développement de partenariats régionaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q18- a contribué au développement de nouveaux créneaux en économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q19- a permis le développement des compétences chez les dirigeants d’entreprises d’économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q20- a permis développement des compétences des administrateurs d’Initiatives d’économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q21- a contribué à la création, à l’expansion ou à la consolidation d’entreprises d’économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q22- a fait la promotion de l’ implication des jeunes en économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q23- a permis le suivi de l’état de situation régionale de l’économie sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Q24- Pour la question suivante, sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord », à quel point diriez-vous que l'énoncé correspondent à la situation de votre pôle?

	Tout à fait en accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas	Ne sait pas
La signature de l'entente spécifique a permis de pérenniser le financement de notre pôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

THÈME 4 : RÔLE DES PARTIES SIGNATAIRES DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Questions du thème 4 pour tous les répondants : CRÉ, CLD, pôles, DR et autres organismes

Pour les questions suivantes, sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord », à quel point diriez-vous que les énoncés correspondent à la situation des partenaires de l'entente spécifique?

	Tout à fait en accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas	Ne sait pas
Q25- Le rôle et les responsabilités des partenaires de l'entente sont clairement définis dans l'entente spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q26- Si « assez en désaccord » ou « totalement en désaccord », veuillez spécifier sur quels rôles et responsabilités portent votre désaccord et expliquer pourquoi.							

Q27- Le pôle, en tant que partie signataire de l'entente, remplit bien ses obligations, telles que définies dans l'entente spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q28- Si « assez en désaccord » ou « totalement en désaccord » à Q27, veuillez expliquer pourquoi?							

Q29- La direction régionale du MAMROT, en tant que partie signataire de l'entente, remplit bien ses obligations, telles que définies dans l'entente spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q30- Si « assez en désaccord » ou « totalement en désaccord » à Q29, veuillez expliquer pourquoi.							

Q31- Les autres partenaires, en tant que partie signataire de l'entente, remplissent bien leurs obligations, telles que définies dans l'entente spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q32- Si « assez en désaccord » ou « totalement en désaccord » à Q31, veuillez spécifier lesquelles et expliquer pourquoi?							

- Q33-** A votre avis, les principaux acteurs régionaux en économie sociale :
- ☐ sont signataires de l'entente spécifique (1)
- ☐ ne sont pas signataires de l'entente spécifique mais participent à certaines activités du pôle (ex. : comité de gestion, etc.) (2)
- ☐ aucune des deux réponses (3)
- ☐ Ne sait pas (4)

Q34- Si Q33= réponses (2) ou (3), veuillez indiquer le ou les acteurs qui devrai(en)t à votre avis être signataire(s) de l'entente spécifique ou du moins y participer :

Question ouverte :

Q35- Avez-vous des commentaires sur le rôle de votre organisation et des autres partenaires au sein de l'entente spécifique en économie sociale?

Question ouverte :

Q36- En général, comment jugez-vous le degré de collaboration entre les partenaires de l'entente?

Très fort	Fort	Moyen	Faible	Très faible	Ne s'applique pas	Ne sait pas
-----------	------	-------	--------	-------------	-------------------	-------------

Q37- Quels facteurs ont facilité cette collaboration?

Question ouverte :

Q38- Quels facteurs ont contraint cette collaboration?

Question ouverte :

Sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord », à quel point diriez-vous que l'énoncé suivant correspond à la situation de votre entente spécifique ?

Q39- Les actions du pôle qui découlent de l'entente spécifique, convergent avec les objectifs de mon organisation à l'égard de l'économie sociale?

Tout à fait en accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas	Ne sait pas
-----------------------	-----------------	--------	--------------------	--------------------------	-------------------	-------------

THÈME 5 : LE CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
Q40 pour les pôles seulement
Q41 et Q42 tous les répondants

Q40- Le Chantier de l'économie sociale est-il signataire d'une entente avec votre pôle ?

- ☐ Oui
☐ Non
☐ Je ne sais pas

Sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord », à quel point diriez-vous que l'énoncé suivant correspond à la situation de votre pôle ?

Q41- Le Chantier de l'économie sociale associe votre pôle comme partenaire privilégié à l'égard de sa mission, soit celle de « promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec »

Tout à fait en accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas	Ne sait pas
-----------------------	-----------------	--------	--------------------	--------------------------	-------------------	-------------

Q42- Si Q41= Assez en désaccord ou Tout à fait en désaccord, veuillez expliquer votre réponse

Question ouverte :

THÈME 6 : FINANCEMENT ET MISE EN ŒUVRE
Q43, Q44 et Q45 pour les pôles et les CRÉ seulement
Q46 à Q51 pour les pôles seulement

Q43- Votre organisme a-t-il la responsabilité de la gestion financière de l'entente?

- ☐ Oui
☐ Non

Q44- Si Q43= oui, veuillez indiquer (de façon approximative si vous ne disposez pas des données), comment se répartissent les dépenses du pôle (en % de l'enveloppe globale du pôle) :

XX%	Frais de fonctionnement (ressources humaines, matérielles, etc.)
XX%	concertation et réseautage
XX%	projets du plan d'action
XX%	autre, spécifier :
100%	Total

Q45- Quel pourcentage du budget du pôle est couvert par le financement provenant de l'entente spécifique?

- ☐ XX%
☐ Ne sait pas

Q46- Avez-vous élaboré un plan d'action pour la réalisation des objectifs de l'entente spécifique ?

- ☐ Oui
☐ Non

- Q47-** Si Q46= OUI, Le pôle a-t-il élaboré ce plan d'action en concertation avec les principaux partenaires régionaux de l'économie sociale?
- ☐ Oui
☐ Non
- Q48-** Si Q46= NON, Existe-il un plan d'action ou une planification, sous une forme ou une autre, des actions de votre pôle en économie sociale?
- ☐ Oui
☐ Non
- Q49-** Si Q48= Oui, Parmi ces actions, quel pourcentage permet de répondre aux objectifs de l'entente spécifique ?
- XX%
- Q50-** Le plan d'action lié à l'entente spécifique cible-t-il plus particulièrement le développement de certains secteurs de l'économie sociale?
- ☐ Oui
☐ Non
- Q51-** Si Q50=oui, veuillez les spécifier :
- Question ouverte :

THÈME 7: SUIVI ET GESTION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE
Question du thème 6 pour tous les répondants

Pour les questions suivantes, sur une échelle allant de « Tout à fait en accord » à « Tout à fait en désaccord », à quel point diriez-vous que les énoncés correspondent à la situation de votre entente spécifique?

Le comité de gestion de l'entente spécifique ...	Tout à fait en accord	Assez en accord	Neutre	Assez en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne s'applique pas	Ne sait pas
Q52- est composé d'acteurs suffisamment diversifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q53- a un processus de prise de décision efficace	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Q54- assure un suivi adéquat des actions auprès des signataires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Q55-** Pour ses actions en lien avec l'entente spécifique, le pôle :
- ☐ Est en avance dans la mise en oeuvre de son plan d'action
☐ Réalise son plan d'action selon son échéancier
☐ Est en retard dans la mise en œuvre de son plan d'action
- Q56-** La quantité de travail nécessaire pour produire la reddition de comptes (bilan, plan d'action, cadre d'évaluation etc.) prévue par l'entente spécifique vous semble :
- ☐ Très raisonnable
☐ Assez raisonnable
☐ Plutôt déraisonnable
☐ Très déraisonnable
☐ Ne sait pas
- Q57 -** Des outils ou des politiques de gestion ont-ils été élaborés par le comité de gestion de l'entente spécifique, par le pôle ou les partenaires pour encadrer la mise en œuvre de celle-ci (ex. : politique d'investissement, grille d'analyse de projets, etc.)?
- ☐ Oui
☐ Non
- Q58 -** Si Q57=oui, lesquels?
- Question ouverte :

THÈME 8 : ÉVALUATION GÉNÉRALE DE L'ENTENTE

Question du thème 7 pour tous les répondants

- Q59-

À votre avis, quels sont les 3 principaux impacts que l'entente spécifique en économie sociale aura engendrés dans votre région lorsque celle-ci prendra fin ? Consignez-les ci-après, du plus important au moins important.
- 1)

2)

3)

- Q60-

Indiquer quelles sont les actions prévues ou en cours qui, selon vous, permettront d'engendrer ces impacts.

Question ouverte :

- Q61-

En général, comment considérez-vous l'impact de l'entente spécifique sur le développement du Pôle de votre région ?

Très fort	fort	Ni faible, ni fort	faible	Très faible	Sans objet	Ne sait pas
-----------	------	--------------------	--------	-------------	------------	-------------

- Q62-

En général, comment considérez-vous l'impact de l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale de votre région ?

Très fort	fort	Ni faible, ni fort	faible	Très faible	Sans objet	Ne sait pas
-----------	------	--------------------	--------	-------------	------------	-------------

- Q63-

Dans le cadre d'un renouvellement des ententes spécifiques, jugez vous nécessaire d'améliorer certains points : (financement, mode de fonctionnement ou tout autre aspect)

Question ouverte :

Au nom du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire. Vos réponses nous seront très utiles dans la planification des suites à donner à ce programme.

Sondage / Commission municipale du Québec

F 4 M.

Q1 Connaissez-vous la Commission municipale du Québec?

Échantillon : 24 Démographie : 2



Choix de réponses

Oui

Non

Total

Réponses

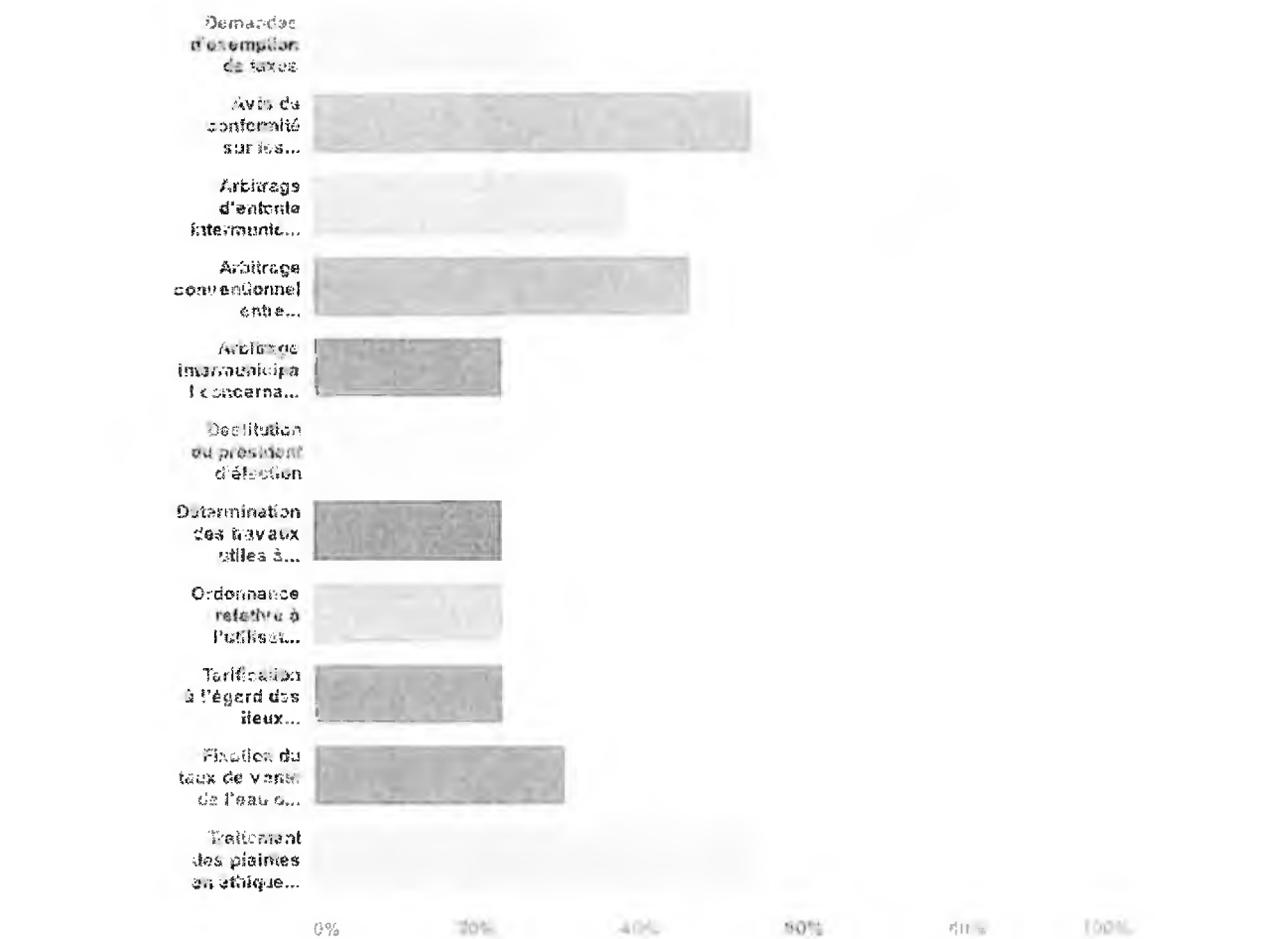
79,17%

20,83%

24

Q2 Parmi les services actuellement offerts par la Commission municipale, cochez ceux que vous connaissez

Question 2 - Réponses



Clé de réponse	Réponses
Demandes d'exemption de taxes	30,77%
Avis de conformité sur les règlements d'urbanisme	53,85%
Arbitrage d'entente intermunicipale	38,46%
Arbitrage conventionnel entre municipalités	45,15%
Arbitrage intermunicipal concernant le fonds réservé à l'emplacement des votes publics (conières et autres)	23,08%
Destitution du président d'élection	38,46%
Détermination des travaux utiles à plusieurs municipalités	23,08%
Ordonnance relative à l'installation partagée d'une installation d'écloité publique	23,08%
Tarification à l'égard des lieux d'élimination des matières résiduelles	23,08%

Sondage / Commission municipale du Québec

Fixation du taux de vente de l'eau ou du service d'égout	30,77%
Traitement des plaintes en éthique et en déontologie	53,45%
Nombre total de répondants : 13	

Sondage / Commission municipale du Québec

Q7 Votre municipalité a-t-elle déjà utilisé un des services offerts par la Commission municipale?

Échelle de 0 à 100%



Choix de réponses

Oui

Non

Ne sait pas

Total

Réponses

43,75%

31,25%

25%

Sondage / Commission municipale du Québec

24 indiquez pour chacun des services offerts par la Commission leur degré de pertinence pour les municipalités.

Figure 1.1 : Services (1)



	Très pertinent	Pertinent	Peu pertinent	Pas pertinent	Total	Score moyen
Demandes d'exemption des taxes	57,14% 4	28,57% 2	14,29% 1	0% 0	7	2,00
Aide de conformité aux règlements d'urbanisme	42,86% 3	14,29% 1	42,86% 3	0% 0	7	2,00
Arbitrage d'ententes intermunicipales	42,86% 3	57,14% 4	0% 0	0% 0	7	2,57
Arbitrage conventionnel entre municipalités	42,86% 3	42,86% 3	0% 0	14,29% 1	7	2,00
Arbitrage intermunicipal condamnant le recours donné à l'enlèvement des votes publics (urnes et scrutin)	42,86% 3	57,14% 4	0% 0	0% 0	7	2,57
Désignation du président d'élection	28,57% 2	42,86% 3	28,57% 2	0% 0	7	2,00
Détermination des travaux d'été à plusieurs municipalités	42,86% 3	0% 0	14,29% 1	42,86% 3	7	2,00
Ordonnance relative à l'installation partagée d'une installation d'utilité publique	42,86% 3	42,86% 3	14,29% 1	0% 0	7	2,57
Tarification à l'égard des lieux d'élimination des matières résiduelles	42,86% 3	14,29% 1	28,57% 2	14,29% 1	7	2,00
Tarification à l'égard des lieux d'installation des matières résiduelles	42,86% 3	14,29% 1	30% 2	0% 0	7	1,86
Fixation du taux de vente de l'eau ou du service d'égout	14,29% 1	71,43% 5	14,29% 1	0% 0	7	2,00
Traitement des plaintes en élimination et en dépollution	28,57% 2	0% 0	14,29% 1	57% 4	7	1,43

Sondage / Commission municipale du Québec

Q5 Pour résoudre un conflit impliquant une ou des municipalités, des officiers municipaux ou des élus, pensez-vous que le fait de traiter avec un organisme indépendant comme la Commission municipale représenterait un avantage pour les intervenants concernés ?

Question 5 (1 question)



Choix de réponses

Oui

Non

Total

Réponses

85,71%

14,29%

1

Sondage / Commission municipale du Québec

À titre d'organisme indépendant, la Commission municipale explore la possibilité d'offrir de nouveaux services. Parmi les services que la Commission songe à offrir, indiquez leur degré de pertinence pour les municipalités.

100% 0% 25% 50% 75% 100%



	Très pertinent	Pertinent	Peu pertinent	Pas pertinent	Total	Moyenne
Conciliation de litige entre élus	37,14% 4	28,57% 2	0% 0	14,29% 1	8	33,33%
Conciliation de litige entre conseil municipal et cadres municipaux	33,33% 5	14,29% 1	14,29% 1	0% 0	7	33,33%
Arbitrage de litige impliquant une municipalité et un ou des citoyens (restaurant de viande)	42,86% 3	42,86% 3	14,29% 1	0% 0	7	42,86%
Émission d'avis sur la détermination du conseil supérieur d'un équipement, d'une infrastructure, d'une activité ou d'un service (CISA)	28,57% 2	28,57% 2	28,57% 2	14,29% 1	7	28,57%
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant les ententes intermunicipales	57,14% 4	28,57% 2	0% 0	14,29% 1	7	57,14%
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la gestion des contrats de travail	33,33% 5	14,29% 1	0% 0	14,29% 1	7	33,33%
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la gestion contractuelle	28,57% 2	28,57% 2	28,57% 2	14,29% 1	7	28,57%
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant le fonctionnement du conseil municipal	57,14% 4	0% 0	28,57% 2	14,29% 1	7	57,14%
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la conformité aux dispositions légales	37,14% 4	14,29% 1	14,29% 1	14,29% 1	7	37,14%

Sondage / Commission municipale du Québec

QT Vous êtes...

01/2008 - 1 - 1/2008 - 11



Choix de réponse	Réponses
Élu(e)	42,86%
Directeur ou directrice générale d'une municipalité	14,29%
Autre	42,86%
Total	100%

Sondage / Commission municipale du Québec

Q1 Vous oeuvrez dans une municipalité de...



Choix de réponse

Réponses

Moins de 1 000 habitants

0%

Entre 1 001 et 5 000 habitants

42,86%

Entre 5 001 et 15 000 habitants

14,29%

Entre 15 001 et 30 000 habitants

28,57%

Entre 30 001 et 50 000 habitants

14,29%

Total

7

Sondage / Commission municipale du Québec

Q9 Dans votre municipalité, les employés sont... (cochez les énoncés qui s'appliquent)

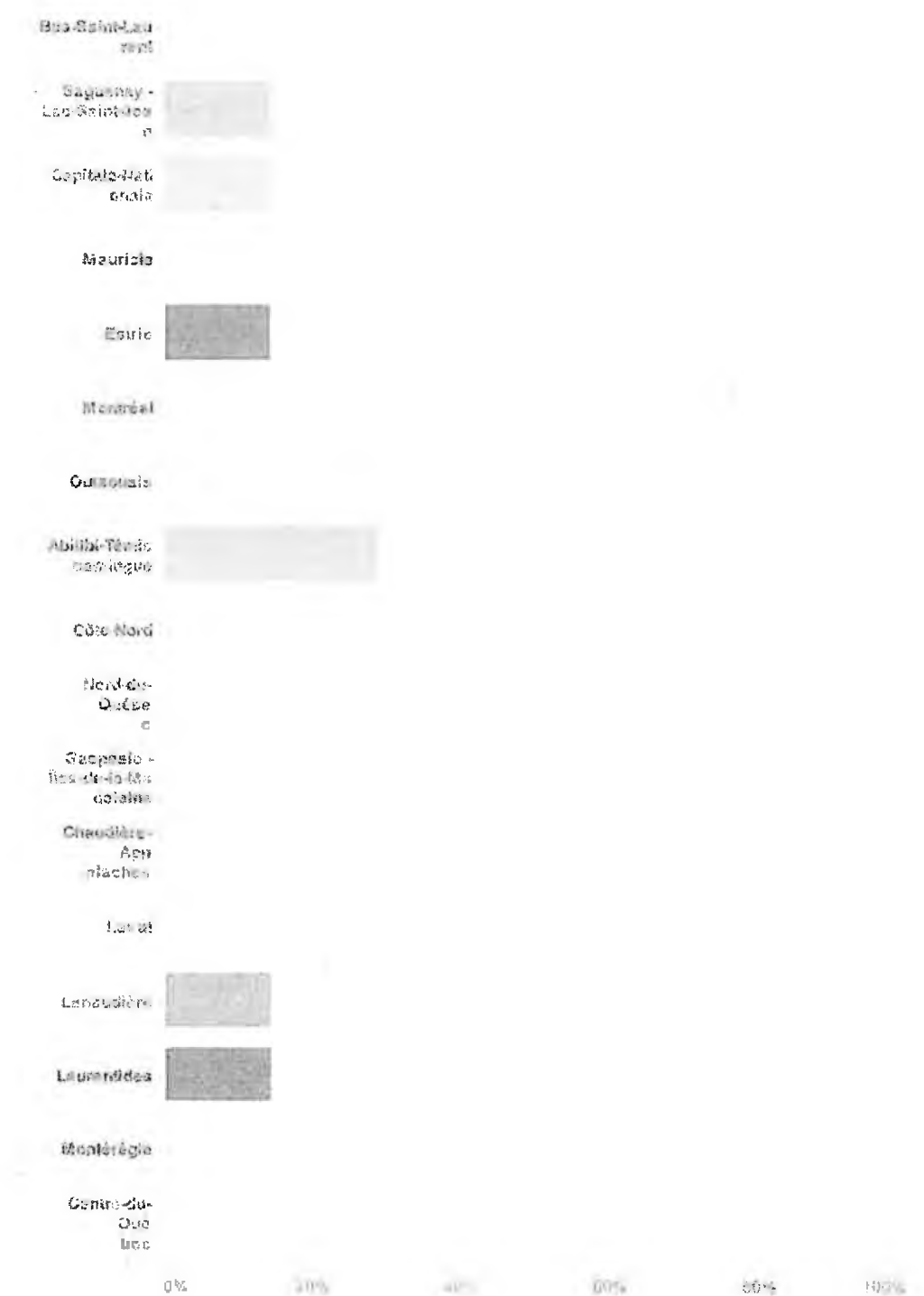


Catégorie de réponses	Réponses
Syndiqués	45.35%
Liés à la municipalité par des contacts de travail	57.14%
Total	

Sondage / Commission municipale du Québec

Q10 Votre municipalité est située dans quelle région?

Données de l'enquête 2012



Choix de réponses

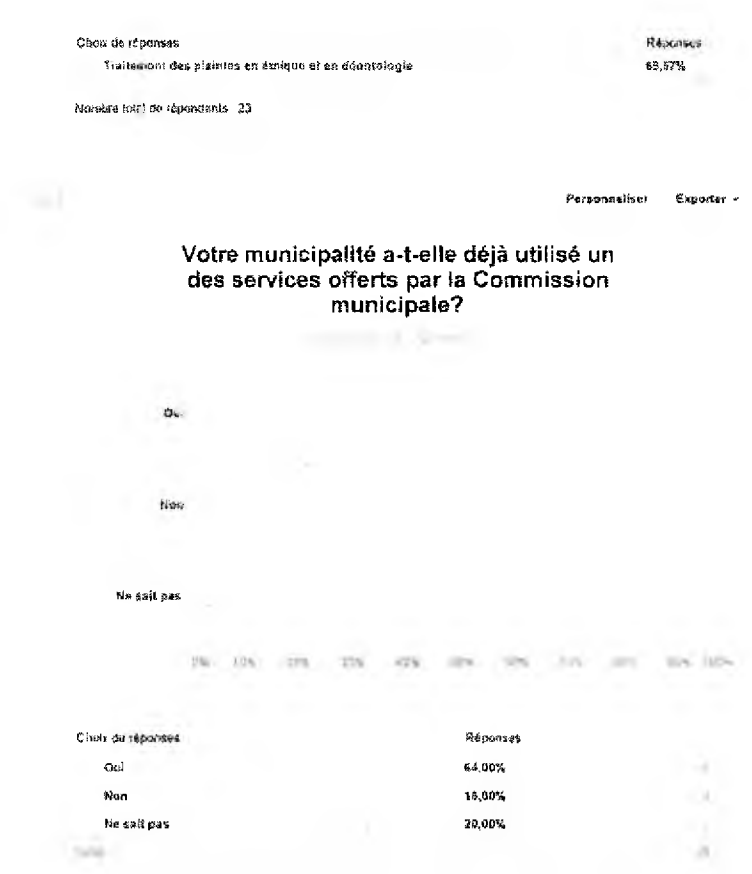
Réponses

11712

Sondage / Commission municipale du Québec

Bas-Saint-Laurent	0%	0
Gaspésie - Lac-Saint-Jean	14,29%	1
Capitale-Nationale	14,29%	1
Montréal	0%	0
Estrie	14,29%	1
Montérégie	0%	0
Outaouais	0%	0
Bois-du-Fort/Chaudière	28,57%	2
Côte-Nord	0%	0
Nord-du-Québec	0%	0
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0%	0
Chaudière-Appalaches	0%	0
Laval	0%	0
Laurentides	14,29%	1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	14,29%	1
Montérégie	0%	0
Centre-du-Québec	0%	0
Total		7





Personnaliser Exporter

Indiquez pour chacun des services offerts par la Commission leur degré de pertinence pour les municipalités.

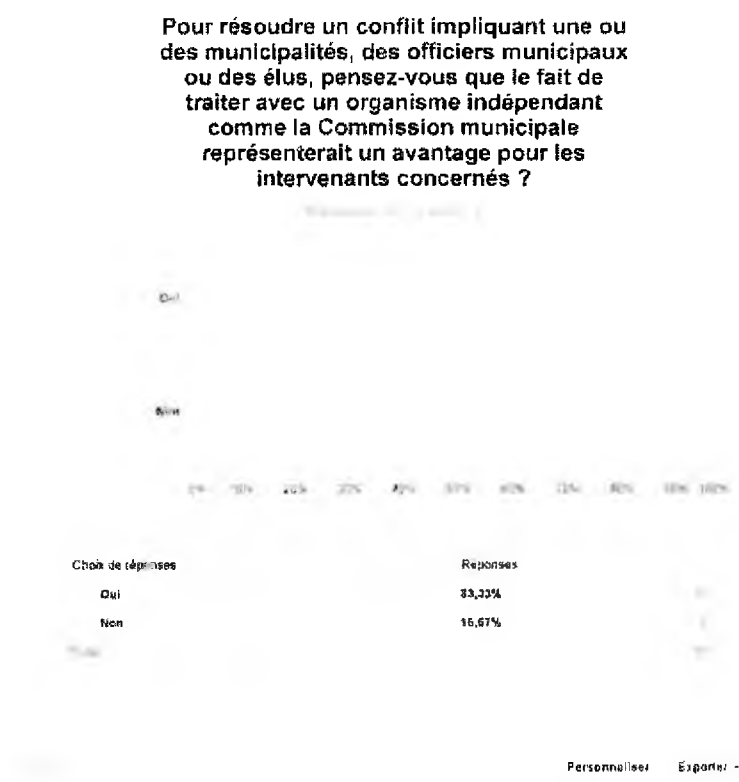
Demander d'exemption ...

Avis de confidentialité ...

Arbitrage d'ententes ...

	Très pertinent	Pertinent	Peu pertinent	Pas pertinent
Ordonnance d'exemption de taxes	68,42% 1	26,32% 5	0,00% 0	5,28% 1
Avis de conformité sur les règlements d'urbanisme	22,22% 3	61,11% 11	18,89% 3	0,00%
Arbitrage d'ententes intermunicipales	47,37% 7	47,37% 7	5,26% 1	0,00%
Arbitrage conventionnel entre municipalités	42,11% 6	47,37% 7	10,53% 2	0,00%
Arbitrage intermunicipal concernant le fonds réservé à l'entretien des voies publiques (carrières et sablières)	33,33% 5	61,11% 9	5,56% 1	0,00%
Désignation du président d'élection	38,89% 6	29,86% 5	26,32% 4	5,28% 1
Détermination des travaux utiles à plusieurs municipalités	31,33% 5	44,64% 7	22,22% 4	0,00%
Ordonnance relative à l'installation partagée d'une installation d'utilité publique	38,89% 6	33,33% 5	26,32% 4	0,00%
Tarification à l'égard des lieux d'élimination des matières résiduelles	60,00% 10	27,78% 5	10,00% 2	0,00%
Tarification à l'égard des lieux d'élimination des matières résiduelles	41,18% 7	35,29% 6	17,65% 3	0,00% 0
Fixation du taux de vente de l'eau ou de service d'égout	35,29% 6	35,29% 6	17,65% 3	11,76% 2
Traitement des plaintes en éthique et en écologie	57,00% 11	37,84% 7	5,26% 1	0,00% 0

Personnaliser Exporter



À titre d'organisme indépendant, la Commission municipale explore la possibilité d'offrir de nouveaux services. Parmi les services que la Commission songe à offrir, indiquez leur degré de pertinence pour les municipalités.

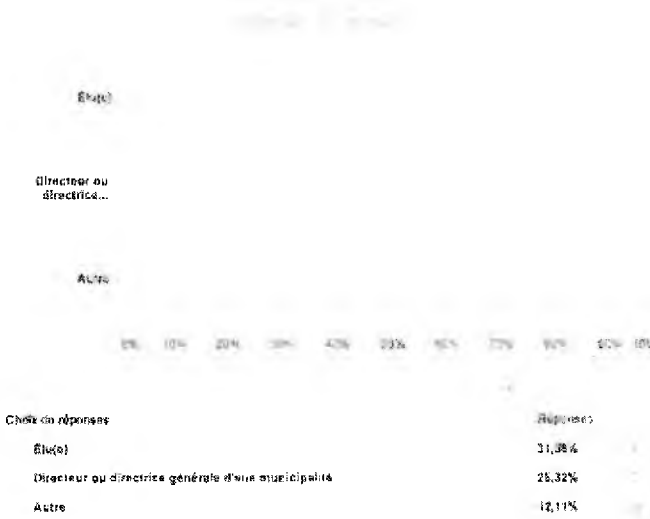


	Très pertinent	Pertinent	Peu pertinent	Pas pertinent	Total
	Très pertinent	Pertinent	Peu pertinent	Pas pertinent	Total
Conciliation de litige entre élus	56,84% 7	47,37% 8	15,79% 3	0,00% 0	12
Conciliation de litige entre conseil municipal et cadres municipaux	88,42% 13	21,05% 3	10,53% 1	0,00% 0	15
Arbitrage de litige impliquant une municipalité et un ou des citoyens	56,84% 7	47,37% 8	21,05% 3	0,00% 0	12

	Très pertinent	Pertinent	Pas pertinent	Pas pertinent	Non
(traitement de plainte)					
Émission d'avis sur la détermination de caractère supralocal d'un équipement, d'une infrastructure, d'une activité ou d'un service (ÉISA)	35,85%	61,11%	0,00%	3,04%	
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant les ententes intermunicipales	40,11%	44,71%	10,79%	4,39%	
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la gestion des contrats de travail	16,67%	33,33%	38,00%	12,00%	
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la gestion contractuelle	33,33%	36,82%	16,67%	13,19%	
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant le fonctionnement du conseil municipal	44,44%	38,89%	11,11%	5,56%	
Rencontre d'accompagnement et de soutien concernant la conformité aux dispositions légales	33,33%	40,00%	16,67%	9,00%	

Personnaliser Exporter

Vous êtes...



Personnaliser Exporter

Vous oeuvrez dans une municipalité de...



Choix de réponses	Pourcentages
Moins de 1 000 habitants	3,28%
Entre 1 001 et 5 000 habitants	26,92%
Entre 5 001 et 15 000 habitants	25,32%
Entre 15 001 et 30 000 habitants	15,79%
Entre 30 001 et 50 000 habitants	16,79%
Entre 50 001 et 75 000 habitants	5,26%
Entre 75 001 et 100 000 habitants	0,00%
Plus de 100 000 habitants	5,28%

Exportanalyse	Exportwert
1. Exportland	
2. Exportprodukt	
3. Exportzeitraum	
4. Exportart	
5. Exportmenge	
6. Exportwert	
7. Exportumsatz	
8. Exportumsatz	
9. Exportumsatz	
10. Exportumsatz	
11. Exportumsatz	
12. Exportumsatz	
13. Exportumsatz	
14. Exportumsatz	
15. Exportumsatz	
16. Exportumsatz	
17. Exportumsatz	
18. Exportumsatz	
19. Exportumsatz	
20. Exportumsatz	
21. Exportumsatz	
22. Exportumsatz	
23. Exportumsatz	
24. Exportumsatz	
25. Exportumsatz	
26. Exportumsatz	
27. Exportumsatz	
28. Exportumsatz	
29. Exportumsatz	
30. Exportumsatz	
31. Exportumsatz	
32. Exportumsatz	
33. Exportumsatz	
34. Exportumsatz	
35. Exportumsatz	
36. Exportumsatz	
37. Exportumsatz	
38. Exportumsatz	
39. Exportumsatz	
40. Exportumsatz	
41. Exportumsatz	
42. Exportumsatz	
43. Exportumsatz	
44. Exportumsatz	
45. Exportumsatz	
46. Exportumsatz	
47. Exportumsatz	
48. Exportumsatz	
49. Exportumsatz	
50. Exportumsatz	
51. Exportumsatz	
52. Exportumsatz	
53. Exportumsatz	
54. Exportumsatz	
55. Exportumsatz	
56. Exportumsatz	
57. Exportumsatz	
58. Exportumsatz	
59. Exportumsatz	
60. Exportumsatz	
61. Exportumsatz	
62. Exportumsatz	
63. Exportumsatz	
64. Exportumsatz	
65. Exportumsatz	
66. Exportumsatz	
67. Exportumsatz	
68. Exportumsatz	
69. Exportumsatz	
70. Exportumsatz	
71. Exportumsatz	
72. Exportumsatz	
73. Exportumsatz	
74. Exportumsatz	
75. Exportumsatz	
76. Exportumsatz	
77. Exportumsatz	
78. Exportumsatz	
79. Exportumsatz	
80. Exportumsatz	
81. Exportumsatz	
82. Exportumsatz	
83. Exportumsatz	
84. Exportumsatz	
85. Exportumsatz	
86. Exportumsatz	
87. Exportumsatz	
88. Exportumsatz	
89. Exportumsatz	
90. Exportumsatz	
91. Exportumsatz	
92. Exportumsatz	
93. Exportumsatz	
94. Exportumsatz	
95. Exportumsatz	
96. Exportumsatz	
97. Exportumsatz	
98. Exportumsatz	
99. Exportumsatz	
100. Exportumsatz	

Dans votre municipalité, les employés
sont...

Syndiqués

1. **Ung thư**
 2. **Đau**
 3. **Đau**
 4. **Đau**
 5. **Đau**
 6. **Đau**
 7. **Đau**
 8. **Đau**
 9. **Đau**
 10. **Đau**
 11. **Đau**
 12. **Đau**
 13. **Đau**
 14. **Đau**
 15. **Đau**
 16. **Đau**
 17. **Đau**
 18. **Đau**
 19. **Đau**
 20. **Đau**
 21. **Đau**
 22. **Đau**
 23. **Đau**
 24. **Đau**
 25. **Đau**
 26. **Đau**
 27. **Đau**
 28. **Đau**
 29. **Đau**
 30. **Đau**
 31. **Đau**
 32. **Đau**
 33. **Đau**
 34. **Đau**
 35. **Đau**
 36. **Đau**
 37. **Đau**
 38. **Đau**
 39. **Đau**
 40. **Đau**
 41. **Đau**
 42. **Đau**
 43. **Đau**
 44. **Đau**
 45. **Đau**
 46. **Đau**
 47. **Đau**
 48. **Đau**
 49. **Đau**
 50. **Đau**
 51. **Đau**
 52. **Đau**
 53. **Đau**
 54. **Đau**
 55. **Đau**
 56. **Đau**
 57. **Đau**
 58. **Đau**
 59. **Đau**
 60. **Đau**
 61. **Đau**
 62. **Đau**
 63. **Đau**
 64. **Đau**
 65. **Đau**
 66. **Đau**
 67. **Đau**
 68. **Đau**
 69. **Đau**
 70. **Đau**
 71. **Đau**
 72. **Đau**
 73. **Đau**
 74. **Đau**
 75. **Đau**
 76. **Đau**
 77. **Đau**
 78. **Đau**
 79. **Đau**
 80. **Đau**
 81. **Đau**
 82. **Đau**
 83. **Đau**
 84. **Đau**
 85. **Đau**
 86. **Đau**
 87. **Đau**
 88. **Đau**
 89. **Đau**
 90. **Đau**
 91. **Đau**
 92. **Đau**
 93. **Đau**
 94. **Đau**
 95. **Đau**
 96. **Đau**
 97. **Đau**
 98. **Đau**
 99. **Đau**
 100. **Đau**



Donnée de réponse	Réponses
Syndiqués	73,68%
Liée à la municipalité par des contrats de travail	52,63%
Nombre total de répondant : 19	



Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #8

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées. Les mandats confiés en 2013-2014 à des avocats ou à des notaires de pratique privée sont autorisés par le ministère de la Justice. Nous vous référons à ce ministère pour connaître les informations accessibles.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
Ubiquis	
Lettre	61,37 \$
15 documents pour la Direction régionale du Nord-du-Québec : avant-projet, ordre du jour et procès-verbaux.	2 256,82 \$
Lettres communautés autochtones et consultation municipalités autochtones	249,85 \$
Lettre	29,07 \$
Modification no 1 à l'Entente concernant la gestion du programme ISURRUUTIIT	630,80 \$
Lettre	94,81 \$
Sondage sur les ententes spécifiques en économie sociale	400,14 \$
Lettre	147,63 \$
Lettre	29,26 \$
Liste indicateurs OVT - publications Internet (accés. Web)	380,00 \$
Protocole d'entente concernant l'essai d'un nouveau mécanisme votation pour le vote à domicile et au bureau du président d'élection	518,70 \$
Communiqué PIQM pour la Municipalité de Bury	103,36 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
Lettre	6,08 \$
Lettre	93,86 \$
Lettre	38,38 \$
Lettre	63,46 \$
Compte-rendu	723,33 \$
Message concernant territoires, cahier des exposants du Congrès Géomatiques 2013	26,22 \$
Document d'information, présentation du Gouvernement régional Eeyou Istchee à la Baie-James	2 231,36 \$
Lettre	65,93 \$
Lettre	38,00 \$
Communiqué	206,91 \$
Lettre	45,79 \$
Lettre	86,26 \$
Lettre	41,80 \$
Compte-rendu	1 038,92 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
Les Traducteurs Unis	
Compte-rendu	833,80 \$
Lettre	75,12 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	
Règlement	144,40 \$

Pour la liste des contrats voir la réponse à la question numéro 7 des demandes de renseignements généraux

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Demande #10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
-------------	--

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Coût au m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagement \$
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire					
Baie-Comeau	625, boulevard Laflèche	317,50	205,18	66 903,60	
Îles-de-la-Madeleine	224, chemin Principal, Cap-aux-Meules	58,22	173,68	10 384,68	
Chandler	500, avenue Daigneault	217,48	124,80	32 691,60	
Chibougamau	215, 3 ^e Rue	253,21	188,49	49 016,16	
Saguenay	227, rue Racine Est	267,84	192,84	53 044,80	
Gaspé	183, De la Reine	97,17	266,22	26 567,04	
Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	289,74	235,37	70 037,40	
Joliette	40, rue Gauthier Sud	274,20	190,43	53 625,84	
Montréal	800, Place Victoria	3 196,27	322,01	1 072 976,16	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	14 194,50	197,07	2 968 408,68	
Rimouski	337, rue Moreault	270,17	136,08	67 180,32	
Rouyn-Noranda	170, avenue Principale	286,58	215,81	63 516,72	
Longueuil	201, Place Charles-Lemoyne	342,62	126,44	44 490,36	
St-Jérôme	161, rue de la Gare	200,88	217,90	44 953,68	
Sainte-Anne-des-Monts	10, boulevard Sainte-Anne Ouest	43,72	110,29	4 952,04	
Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord	325,32	205,05	67 140,12	
Thetford Mines	1100, boulevard Frontenac Est	220,74	207,73	47 092,32	
Trois-Rivières	100, rue Laviolette	328,85	133,38	44 319,72	
Victoriaville	62, rue St-Jean-Baptiste	316,06	150,25	48 770,16	
TOTAL		21 501,07		4 836 071,40	

Notes : Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.
Toutes les superficies sont occupées.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Demande #10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
-------------	--

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Coût au m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagement \$
Commission municipale du Québec					
Montréal	500, boulevard René-Lévesque Ouest	720,22	343,21	253 860,84	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	716,12	197,08	144 943,56	
TOTAL		1 436,34		398 804,40	

Notes : Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.
Toutes les superficies sont occupées.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 11

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Aucun concours ou tirage n'a été effectué au cours de l'année 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : le nom de toutes les campagnes; les coûts de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.

Semaine de la municipalité

Nom du fournisseur	Description de la dépense	Coût en 2013-2014
Nestor Design	Conception visuel	900,00 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Placements médias	16 347,24 \$
Imprimeries Transcontinental inc.	Impression des affiches	998,00 \$
Total 2013-2014		18 245,24 \$
Dates de diffusion : La Semaine de la municipalité 2013 s'est déroulée du 2 au 8 juin 2013. Des publicités ont fait la promotion de l'événement deux semaines avant sa tenue, selon les dates de diffusion des hebdomadaires visés.		
Objectif visé : L'activité a pour but de faire connaître aux citoyennes et aux citoyens les services offerts par leur municipalité.		

Économie sociale

Nom du fournisseur	Description de la dépense	Coût en 2013-2014
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Placements médias	20 149,40 \$
Total 2013-2014		20 149,40 \$
Dates de diffusion : Novembre à décembre 2013		
Objectif visé : Promouvoir l'achat public auprès des entreprises collectives au sein du gouvernement ou du milieu municipal.		

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 : le nom de toutes les campagnes; les coûts de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.

Élections municipales 2013

Nom du fournisseur	Description de la dépense	Coût en 2013-2014
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Placements médias	96 084,66 \$
Kabane espace créatif inc.	Conception d'une capsule animée	12 550,00 \$
Kilovolt inc.	Montage graphique du Guide d'accueil et de référence pour les nouveaux élus municipaux	3 470,00 \$
Kilovolt inc.	Réaliser des ajouts et ajustements au site des Élections municipales	3 225,00 \$
Lebel communication inc.	Faire le transfert du site Internet sur les élections municipales 2013 vers une version mobile	8 575,00 \$
Fonds de fourniture de biens et services du MESS	Tournage du ministre	1 252,00 \$
Reprografic	Impression panneau de lutrin pour conférence de Presse	50,46 \$
Total 2013-2014		125 207,12 \$
Dates de diffusion : Février à décembre 2013		
Objectif visé : Promouvoir la démocratie municipale		

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #13

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.

PROGRAMMES	Budget 2013-2014 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) – Remboursement de service de dette	151 572,0	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 36.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Collectivités et Grandes villes – Remboursement de service de dette	28 347,1	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 35.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Grands projets – Remboursement de service de dette	12 631,7	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 35.
Programme de renouvellement des conduites (PRECO) – Remboursement de service de dette	36 688,6	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 34.
Fonds de stimulation de l'infrastructure (FSI) – Remboursement de service de dette	9 611,2	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'infrastructures de loisirs (PIL) – Remboursement de service de dette	3 964,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	27 855,3	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 40.
Travaux d'infrastructures Canada-Québec (1994) - Remboursement de service de dette	152,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Travaux d'infrastructures Canada-Québec (1997) - Remboursement de service de dette	20,4	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 - Remboursement de service de dette	29 138,9	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 38.
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques - Remboursement de service de dette	4 454,5	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #13

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.

PROGRAMMES	Budget 2013-2014 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme Isurruutiit - Remboursement de service de dette	10 986,4	Direction générale des infrastructures	En 2013-2014, une somme de 10 451,8 k\$ a été versée à l'Administration régionale Kativik (ARK) pour le bénéfice des 14 villages nordiques. La gestion du programme a été confiée à l'ARK via une entente gouvernementale. Celle-ci s'occupe de la réalisation des projets dans les domaines d'approvisionnement en eau et de la distribution d'eau potable, de la collecte et de l'épuration des eaux usées, de la collecte et de la disposition des déchets solides ainsi que de la voirie municipale et du loisir.
Programme de renouveau urbain et villageois - Remboursement de service de dette	9 811,0	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 33.
Programme Les eaux vives du Québec - Remboursement de service de dette	7 635,7	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ) - Remboursement de service de dette	63 080,6	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM) - Remboursement de service de dette	36 206,9	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme de compensation tenant lieu de taxes municipales	331 140,9	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 48.
Compensations pour les équipements antipollution	4 244,4	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 5.
Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)	263,4	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 16.
Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	234,6	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 5.
Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal	13,8	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 5.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #13

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.

PROGRAMMES	Budget 2013-2014 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme d'aide financière aux municipalités régionales de comté (MRC)	9 157,4	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 49.
Programme de subvention des intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI)	884,5	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 5.
Programme de péréquation	60 000,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 19.
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics	166 436,2	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 19.
Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20 724,7	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 19.
Subvention tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles	10 230,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 19.
Pactes et agents ruraux	34 898,6	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.
Fonds d'initiative pour l'avenir rural	1 103,9	Direction du développement régional, rural et de l'économie sociale	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.
Mesures des laboratoires ruraux	1 117,0	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.
Mesures pour stimuler le développement de produits de spécialité	905,0	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 2. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26 et 34.
Fonds conjoncturel de développement	1 434,0	Directions régionales	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26 et n° 31.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #13

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.

PROGRAMMES	Budget 2013-2014 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	3 760,0	Directions régionales	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26 et n° 32.
Programme Communautés rurales branchées - Remboursement de service de dette	2 804,3	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.
Programme Villages branchés du Québec - Remboursement de service de dette	6 448,1	Direction du développement régional, rural et de l'économie sociale	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 000,0	Direction du développement économique, culturel et social	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle « section Métropole » n° 4 et la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 27.
Grand Montréal Bleu	302,6	Direction du développement territorial	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Demande # 14

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisées depuis le 1^{er} mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre aux Régions, a tenu plusieurs discussions avec les partenaires.

Actions du ministère en matière de décentralisation :

Rencontrer des partenaires pour discuter des différentes possibilités de décentralisation

- UMQ
- FQM
- Préfets de MRC
- Table gouvernementale des affaires territoriales (sous-ministres adjoints responsables de bureaux régionaux)
- Table Québec-Régions
- Solidarité rurale du Québec
- Conférences administratives régionales (Côte-Nord et Centre-du-Québec, notamment)

Documenter des initiatives et projets-pilotes en décentralisation avec les ministères et organismes concernés :

Initiatives :

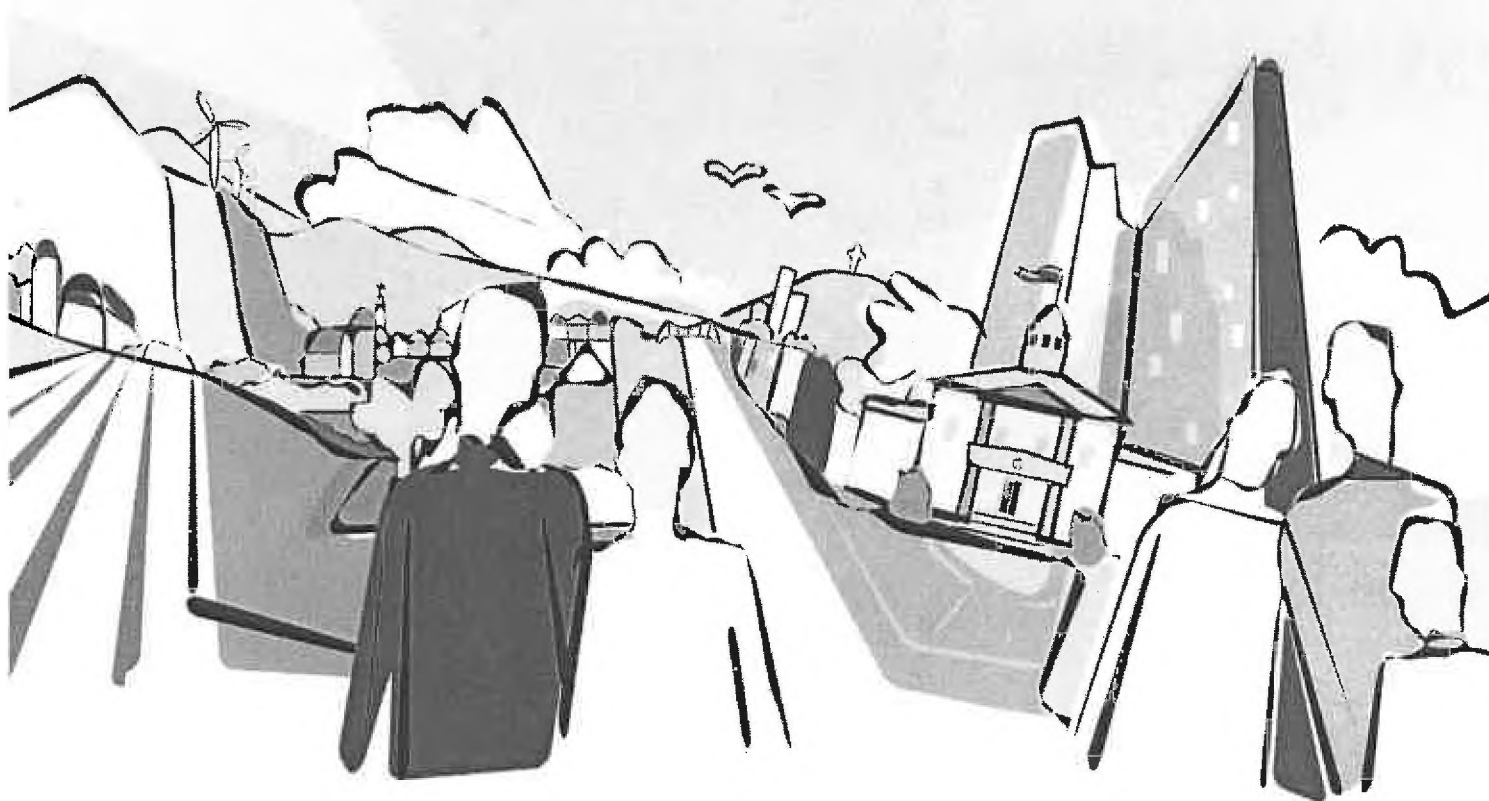
- Transports collectifs
- Forêts de proximité
- Terres publiques

Projet-pilote :

- CAR spéciale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (afin que la CAR se dote d'un plan d'actions). Voir l'annexe 1.

Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean

**Rapport de la rencontre du 20 juin 2013
sur les enjeux de développement régional**



Préparé par :
M. David Jean
Conseiller en développement régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION	7
L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE	9
L'organisation de la rencontre	9
Le panel d'experts	9
Les ateliers de réflexion sous la forme d'un World Caré	9
PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION	10
PRÉSENTATION DES ENJEUX	12
Enjeux 1 : L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté	12
Enjeux 2 : La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux.....	13
Enjeux 3 : L'adoption des saines habitudes de vie.....	14
Enjeux 4 : La diversification de l'économie régionale	15
Enjeux 5 : La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale.....	16
LE PANEL D'EXPERTS	17
Les participantes et participants au panel	17
Le déroulement du panel.....	17
Réaction des panélistes	18
Réactions au modèle de M. Proulx.....	18
Intervention des ministres M. Bédard et M. Gaudreault	18
ATELIERS DE DISCUSSION – WORLD CAFÉ	19
Le déroulement	19
L'objection	19
Mise en garde.....	19
AUTRES ACTIONS INNOVANTES IDENTIFIÉES	23
ANNEXE I : Liste des présences	25
ANNEXE II : Ordre du jour – Rencontre de la CAR spéciale du 20 juin 2013	29
ANNEXE III : Document préparatoire de la rencontre de la CAR spéciale du 20 juin 2013 sur les priorités régionales	33
ANNEXE IV : La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation	41
ANNEXE V : Compte rendu – Panel d'experts de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean	51
FIGURE 1 : Processus de planification territoriale selon une perspective d'innovation	10
FIGURE 2 : Exemple de table de partenaires sectoriels	10
FIGURE 3 : Réception de projets de territoires au comité ministériel	11

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le 20 juin 2013, les membres de la CAR du Saguenay–Lac-Saint-Jean et leurs collaborateurs, essentiellement des professionnels oeuvrant dans les ministères et organismes de la région, ont échangé sur les enjeux de développement régional en présence de monsieur Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de monsieur Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports.

Monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions au MAMROT, a participé à l'exercice en présentant une proposition d'expérience pilote en matière de décentralisation sous le thème de l'innovation territoriale et le rôle des CAR intitulé « La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation ».

L'objectif de la journée de réflexion était de réaliser un exercice de prospective sur cinq enjeux régionaux avec l'ensemble des ministères et organismes présents en région et, au terme de l'exercice, de déterminer des pistes d'action innovantes et interministérielles pour l'avenir de la région.

Les enjeux identifiés pour l'activité étaient les suivants :

- La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- L'occupation et la vitalité des territoires;
- Les saines habitudes de vie;
- La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- La diversification de l'économie régionale.

La première partie de la journée était consacrée à la présentation des enjeux et à un panel d'experts. Dans la deuxième partie de la journée, les personnes présentes étaient invitées à exprimer leurs points de vue lors de trois ateliers de discussion qui ont pris la forme d'un World Café.

Au terme de l'exercice, une série d'actions innovantes ont été identifiées pour chacun des enjeux. Un projet de plan d'action, porté par la CAR, est en élaboration afin de mettre en œuvre les actions les plus structurantes pour l'avenir de la région.

INTRODUCTION

La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, sanctionnée le 3 mai 2012, revoit le rôle et le fonctionnement des Conférences administratives régionales (CAR) et reconnaît la contribution des ministres responsables des régions. Il est aussi prévu dans cette loi que les ministères et les organismes qui oeuvrent en région doivent rendre publique leur contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, en plus d'en rendre compte dans leur rapport annuel de gestion.

Par ailleurs, les Conférences régionales des élus (CRÉ) du Québec doivent prochainement élaborer leur plan quinquennal de développement en collaboration avec les organisations des milieux locaux et régionaux. Il est prévu dans la loi que les conférences administratives régionales soient consultées.

Dans ce contexte, il semble que ce soit un bon moment pour engager une réflexion entre les ministères et organismes gouvernementaux oeuvrant au Saguenay–Lac-Saint-Jean afin d'échanger sur les enjeux qui les interpellent dans les prochaines années et sur leur capacité à intervenir sur ceux-ci en intersectorialité.

Les objectifs de la journée de réflexion étaient multiples :

- Réaliser un exercice de prospective sur cinq enjeux régionaux avec l'ensemble des ministères et organismes présents en région;
- Déterminer des pistes d'action innovantes et interministérielles;
- Proposer la mise en place d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean pour laquelle la CAR jouerait un rôle actif.

Les enjeux identifiés pour l'activité étaient les suivants :

- La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- L'occupation et la vitalité des territoires;
- Les saines habitudes de vie;
- La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- La diversification de l'économie régionale.

Dans la suite de ce rapport, nous allons expliquer les choix d'animation pour l'organisation de la rencontre. Nous allons présenter une courte description des enjeux et des synthèses des réponses obtenues des ministères et organismes. La proposition d'expérience pilote déposée par M. Proulx sera détaillée ainsi que les discussions qui ont animé le panel d'experts. Enfin, nous présenterons la liste des actions innovantes qui ont émergé du World Café.

L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE

Dans cette partie, nous allons décrire l'organisation de la rencontre et expliquer les choix d'animation pour le panel d'experts et pour les ateliers de discussion.

L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE

L'organisation de la rencontre a été possible grâce au partenariat et à la collaboration active des membres de la CAR, et plus particulièrement d'un comité de travail en occupation et vitalité des territoires. Plusieurs rencontres de travail avec le ministre régional et son équipe ont également été nécessaires pour circonscrire un choix réduit de cinq enjeux déterminants pour l'avenir de la région. Pour chacun des enjeux retenus, une direction régionale était mandatée pour écrire une description formelle et une liste de questions à répondre. La prochaine partie « Présentation des enjeux et des réponses obtenues » décrit en détail cette étape de l'exercice. Chacun des membres de la CAR a été invité à remplir le document préparatoire à la rencontre et à répondre aux questions suivantes, selon la perspective de sa mission respective :

- Quel est l'impact actuel de l'enjeu sur la région?
- Quel est l'impact projeté de l'enjeu, dans un horizon de cinq ans, si aucune action n'est entreprise?
- Quels sont les contraintes et les leviers pour agir sur l'enjeu?
- Identifier une action innovante pour agir sur cet enjeu.

La synthèse de l'ensemble des réponses obtenues a été présentée au début de la rencontre, ce qui a permis de cibler les éléments de consensus propre à chacun des enjeux et d'offrir aux participantes et participants une compréhension commune de la situation actuelle de l'enjeu, de la situation projetée, des contraintes et des leviers à l'action.

LE PANEL D'EXPERTS

Le panel d'experts a réuni cinq directeurs régionaux dont la mission de leur ministère était directement touchée par l'un des enjeux. MM. Bédard et Gaudreault ont participé aux échanges ainsi que M. Proulx.

L'objectif du panel était de réagir à la présentation de la synthèse, afin de relever les éléments les plus significatifs de la synthèse en axant sur l'enjeu dont ils étaient porteurs. Les interventions des panélistes ont mis l'emphase sur les perspectives de collaboration interministérielle. La proposition d'expérience pilote de M. Proulx a également fait l'objet des discussions.

LES ATELIERS DE RÉFLEXION SOUS LA FORME D'UN WORLD CAFÉ

Les ateliers de discussion ont pris la forme d'un World Café d'une durée de 1 h 30 divisée en trois ateliers distincts de 30 minutes. Les participantes et les participants étaient invités à participer, selon leur préférence à l'une des tables d'enjeux. Chacun des cinq enjeux était représenté par un nombre égal de tables.

L'objectif du World Café était de dégager des pistes d'actions innovantes interministérielles sur chacun des enjeux. Le cumul des échanges des trois ateliers a permis de dégager des pistes de collaboration et d'actions.

PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE
EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION

Cette partie présente les éléments-clés de la présentation réalisée par M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions sur « La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation », une proposition d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

L'approche proposée préconise les complémentarités et les synergies territoriales entre les instances sectorielles, à des degrés différents de décentralisation, afin de stimuler l'innovation.

La démarche de décentralisation s'inscrit autour des deux idées suivantes :

- Le territoire peut susciter l'interaction de qualité en interpellant des enjeux collectifs ciblés pour leur pertinence;
- La planification territoriale pourrait davantage soutenir la capacité des collectivités et stimuler l'innovation sous toutes ses formes.

La figure ci-dessous présente le processus de planification d'un territoire selon une perspective d'innovation. L'un des objectifs concernés par la mise en place d'une expérience pilote serait de définir les mécanismes et les contraintes reliés à la mise en action des intervenants d'un territoire pour chacun de ces processus.

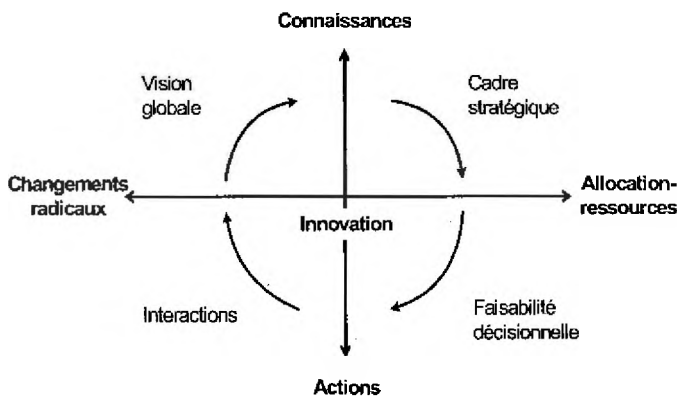


Figure 1 : Processus de planification territoriale selon une perspective d'innovation

Pour la mise en place d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean, M. Proulx propose un mécanisme de consultation qui stimulerait la mise en place d'une vision collective. La figure ci-dessous présente, à titre d'exemple, la forme que pourrait prendre une table des partenaires sectoriels.

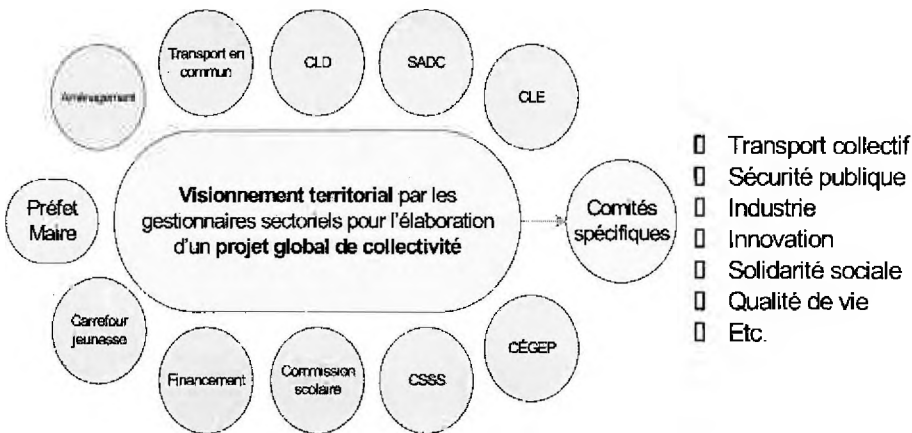


Figure 2 : Exemple de table des partenaires sectoriels

Le mandat d'une table de partenaires sectoriels consisterait à développer une planification à l'échelle du territoire, autour de cinq axes :

1. Décristallisation des partenaires par leur mise en interaction méthodique;
2. Visionnement collectif global du territoire par circulation et cumul de connaissances;
3. Ciblage d'enjeux collectifs à interpeller par une méthode de créativité et d'innovation dans un esprit de synergie;
4. Établissement d'une vocation et des axes structurants pour la convergence des stratégies et actions;
5. Mise en œuvre du projet territorial.

La réflexion des tables de partenaires sectoriels devrait permettre d'articuler des liens plus directs avec les instances ministérielles qui agissent au niveau régional, dont la CAR fait partie.

La figure ci-dessous illustre l'articulation possible entre les acteurs de ces deux paliers.

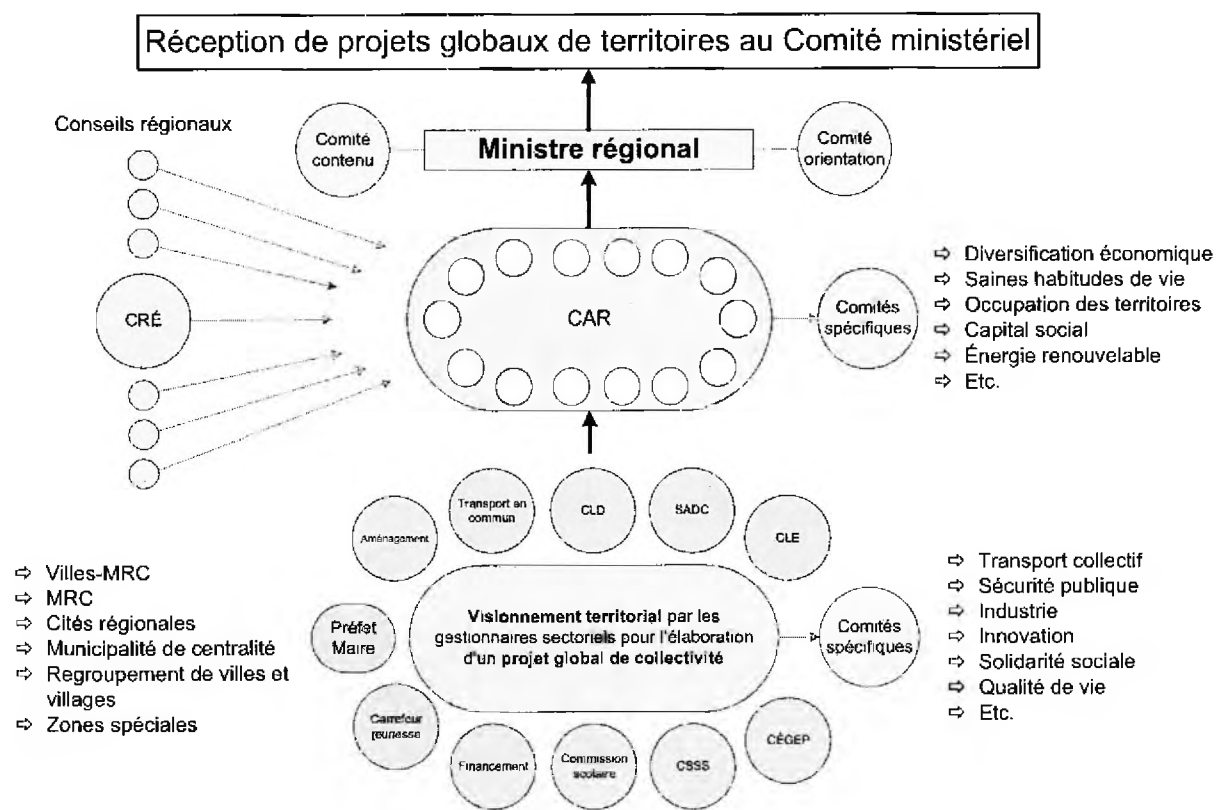


Figure 3 : Réception de projets globaux de territoires au Comité ministériel

PRÉSENTATION DES ENJEUX

On retrouve dans cette partie une courte présentation de chacun des enjeux ainsi que la synthèse des réponses obtenues dans le document préparatoire à la rencontre.

ENJEU 1

L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ

1.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Plusieurs communautés de la région ont été identifiées comme étant en difficulté ou en situation de dévitalisation. Concrètement, la dévitalisation de ces communautés se caractérise par :

- Le déclin de la population accentué par le vieillissement et l'exode des jeunes;
- Un taux de chômage élevé;
- Un revenu moyen inférieur à la moyenne québécoise;
- Une économie locale peu diversifiée;
- Des lacunes au niveau des services de proximité et des services collectifs;
- La gouvernance locale souvent déficiente.

Une bonne partie des interventions des ministères et des organismes s'effectue auprès de ces communautés. La réflexion qui se pose est la suivante : de quelle manière les interventions ministérielles peuvent-elles être coordonnées pour agir avec plus d'impact sur ces communautés?

1.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

Prospective : situation actuelle et situation future

Les municipalités en difficulté comprennent 44 894 personnes dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont 4 695 vivant dans des municipalités dévitalisées.

Les municipalités dévitalisées sont des territoires qui perdent leur capacité à se renouveler :

- Maintien de services de proximité;
- Avenir de l'école;
- Relève entrepreneuriale et agricole;
- Difficulté dans le secteur forestier traditionnel;
- Leadership local;
- Atteinte d'un seuil critique du modèle d'occupation du territoire pour plusieurs petites municipalités dévitalisées.

Si aucune action n'est entreprise :

- Les facteurs de dévitalisation risquent de s'aggraver;
- Le nombre de territoires touchés par la dévitalisation risque d'augmenter;
- L'État devra soutenir davantage ces populations;
- L'exode des forces vives va se poursuivre.

Contraintes

À agir sur les facteurs de dévitalisation :

- Difficulté à maximiser les retombées locales des ressources naturelles;
- Difficulté à diversifier la base économique;
- Disparition des services de proximité;
- Décrochage scolaire.

À agir sur la prise en main des milieux :

- Difficulté à obtenir un porteur de dossiers;
- Beaucoup d'agents, beaucoup d'actions, mais peu de concertation;
- Intérêt modéré des organisations et des leaders régionaux pour ces milieux;
- Difficulté à moduler l'action gouvernementale.

Leviers

- Présence de l'État sur le territoire : école, réseau de la santé, CLE, CLD, réseau biblio, réseau muséal;
- Mesures et programmes de soutien existants;
- Conscient de l'importance de moduler et d'adapter les mesures;
- Volonté des partenaires à travailler en concertation;
- Expertise gouvernementale dans l'accompagnement des milieux dévitalisés.

ENJEU 2

LA PRÉSENCE DE LA FONCTION PUBLIQUE EN RÉGION ET LA COUVERTURE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

2.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean connaît encore des problèmes de dévitalisation, pendant que celle de la Capitale-Nationale est en situation de quasi-plein emploi. Le contexte lié à l'adoption de la stratégie et de la Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le dépôt prochain d'un projet de loi sur la décentralisation, ainsi que la conjoncture offerte par les départs massifs à la retraite constituent une opportunité sans précédent pour le redéploiement de postes vers les régions, afin d'y assurer le maintien de services de proximité et de contribuer à leur vitalité. D'autre part, aujourd'hui les technologies permettent de transcender les distances et ainsi il devient possible d'œuvrer pour un ministère ou organisme à partir de la région.

- Êtes-vous d'avis qu'il y a un risque réel pour les citoyens de la région de perdre peu à peu leurs services gouvernementaux?
- Selon vous, quels services, opérations, directions, etc. de ministères et organismes pourraient être déconcentrés dans la région?
- Comment croyez-vous que les ministères et organismes pourraient travailler ensemble dans la région pour offrir le maximum de services ou réaliser des économies d'échelle?

2.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>Dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, on compte 1 500 emplois dans la fonction publique, 10 700 dans le secteur de la santé et 10 000 dans le secteur de l'éducation.</p> <p><u>Actuellement, on assiste à une tendance :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque d'effectifs pour les besoins;▪ Centralisation;▪ Réduction de la couverture des services;▪ Perte d'expertise dans les petites équipes. <p>PARADOXE : avec l'utilisation des technologies numériques, on assiste à l'élimination de la notion de distance dans la desserte des services, mais qui se traduit par une centralisation accrue.</p> <p><u>Si la tendance se maintient... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Découpage du Québec en grandes régions géographiques;▪ Fermeture de certains points de services ou même de direction régionale;▪ Disparition des comptoirs de services;▪ Exclusion des personnes en situation de pauvreté, sans accès aux technologies numériques ou avec un handicap;▪ Effritement du pouvoir décisionnel de la région;▪ Diminution de la capacité de l'État à soutenir les projets de développement de la région.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Disponibilité budgétaire limitée;▪ Tendance naturelle à la centralisation;▪ Résistance interne au changement.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Renouvellement de la fonction publique avec les départs massifs à la retraite;▪ Arrivée d'une nouvelle main-d'œuvre qualifiée et mobile;▪ Technologies numériques;▪ Occupation et vitalité du territoire et projet de décentralisation;▪ Présence en régions de gestionnaires d'expérience et polyvalents;▪ Meilleure rétention de la main-d'œuvre;▪ Coûts locatifs moindres des bureaux administratifs.

ENJEU 3

L'ADOPTION DE SAINES HABITUDES DE VIE

3.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Les individus ont des habitudes de vie qui peuvent ou non contribuer à leur santé et leur bien-être. Ces habitudes sont fortement influencées par divers facteurs sociaux, économiques et environnementaux, d'où l'importance de créer des environnements et des conditions favorables à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie (saine alimentation et mode de vie physiquement actif). L'amélioration des habitudes de vie et la création d'environnements favorables facilitant leur adoption ou leur maintien sont l'affaire de tous. En effet, ceci nécessite la contribution de nombreux acteurs gouvernementaux et paragouvernementaux pour la création d'environnements physiques, politiques, socioculturels et économiques.

- Quelles sont les conditions à réunir pour que vous puissiez jouer davantage votre rôle, ou encore un rôle, et mettre à contribution vos expertises, outils et leviers?
- Qu'est-ce qui permettrait de stimuler l'identification d'opportunités régionales et le développement d'actions et projets à large portée pour la mise en place d'environnements favorables aux saines habitudes de vie?
- Quels moyens pourraient-ils être déployés pour favoriser le décloisonnement des actions nécessaires à ces projets et la synergie de tous les acteurs?

3.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>La génération actuelle pourrait être la première à vivre moins longtemps que celle qui l'a précédée. La majorité des maladies chroniques peuvent être évitées par l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie.</p> <p><u>Actuellement, on assiste à une tendance :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Conscientisation accrue;▪ Coûts pour les organisations des mauvaises habitudes de vie;▪ Gains en productivité, assiduité, attraction;▪ Mise en place d'environnements favorables.	
<p>Contraintes</p> <p><u>Contraintes par rapport au territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque de vision du milieu municipal;▪ Manque d'équipements sur le territoire;▪ Mobilité durable faible. <p><u>Contraintes par rapport aux individus :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Coûts;▪ Effort d'éducation;▪ Conciliation des temps sociaux. <p><u>Contraintes par rapport au milieu de travail :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Adaptation pour faciliter le transport actif;▪ Manque de programmes pour encourager l'activité physique;▪ Parc immobilier gouvernemental peu propice à l'installation d'infrastructures pour favoriser l'activité physique.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Grande mobilisation collective;▪ Conscientisation des décideurs;▪ Table régionale des saines habitudes de vie de la CAR;▪ Créneau ACCORD en écotourisme et tourisme d'aventure.

ENJEU 4

LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

4.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Le secteur manufacturier de la région est principalement axé sur la transformation des ressources naturelles. À cet égard, la région se caractérise par une forte concentration des emplois : 68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs (forêt, aluminium, métaux œuvrés). Cette concentration génère pour l'économie de la région d'importantes difficultés quant à la croissance et au maintien de l'emploi. Lorsqu'un secteur porteur est en difficulté parce que la demande ralentit ou parce que la concurrence s'accroît, la région est solidement frappée.

- Comment identifier les potentiels régionaux de diversification économique et mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels?
- Comment décloisonner les actions respectives des ministères et organismes gouvernementaux à l'égard de projet (diversification et allongement de chaîne de valeur) afin d'assurer une meilleure portée de nos actions?
- Comment s'assurer de répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée pour favoriser la diversification?

4.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs : forêt, aluminium et métaux oeuvrés. La région accuse un retard sur l'ensemble de l'économie du Québec en terme de perspective de croissance et de maintien du niveau d'emplois.</p> <p><u>La situation actuelle se caractérise par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Forte dépendance envers les ressources naturelles;▪ Impacts plus importants pour les municipalités mono-industrielles;▪ Perte de projets au profit d'autres régions. <p><u>Dans cinq ans... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Des territoires plus déstructurés;▪ Accentuation de l'écart de croissance de l'emploi entre la région et le reste du Québec;▪ Baisse de l'activité économique;▪ Baisse du salaire moyen à cause de l'impact moins important de la grande industrie;▪ Plus grande pression sur les PME liées aux secteurs de la grande entreprise.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Disponibilité de l'aide gouvernementale :<ul style="list-style-type: none">◦ Peu d'argent;◦ Accompagnement sectoriel principalement;◦ Longs délais d'intervention. Mouvement d'opposition à l'exploitation des ressources naturelles▪ Pas de créneaux ACCORD pour la forêt;▪ Éloignement des marchés;▪ Rareté de main-d'oeuvre qualifiée.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Développement de nouvelles filières (bleuet, champignon, biomasse);▪ La présence du CMAX (retombées des grands chantiers);▪ Présence de retraités avec de bons moyens financiers;▪ Présence d'une fonction publique dynamique;▪ Mobilisation soutenue d'acteurs de différentes sphères économiques;▪ Créneaux d'excellence (agriculture nordique axée sur le bleuet sauvage et la pomme de terre de semence, le tourisme d'aventure et l'écotourisme et la transformation de l'aluminium).

ENJEU 5

LA CONTRIBUTION DE LA CONSERVATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES À LA RICHESSE COLLECTIVE RÉGIONALE

5.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Les ressources naturelles (forestières, minières, énergétiques, fauniques, etc.) constituent des éléments majeurs de la structure économique régionale. La maximisation de la valorisation de ces richesses est un défi à relever pour permettre à la population régionale de mieux vivre de son territoire.

Les ressources naturelles sont omniprésentes dans l'économie régionale et la proportion d'emplois liés à la première transformation des ressources est plus grande ici que la moyenne québécoise. Ces éléments permettent d'illustrer en partie l'interdépendance entre le territoire public et le milieu habité du Saguenay-Lac-Saint-Jean où la vitalité socioéconomique de plusieurs communautés de la région dépend fortement de l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles. Ce capital territorial pourrait sans doute dégager de plus grands bénéfices des activités d'exploitation, de transformation et de conservation, et ce, par la diversification des activités et la maximisation des chaînes de valeur.

Il faut repenser les défis que posent les multiples facettes inhérentes à l'élaboration de projets en regard des orientations, planifications et règlements en vigueur ainsi que de la conciliation des droits consentis et leur harmonisation. L'accompagnement des acteurs économiques, sociaux et environnementaux par l'appareil gouvernemental revêt ainsi un aspect très significatif :

- Comment assurer une adéquation entre le potentiel des ressources naturelles régionales et le développement des chaînes de valeur?
- Comment assurer une concertation interministérielle qui permet une approche intégrée et cohérente de la protection et la mise en valeur des ressources naturelles?
- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils mieux accompagner les promoteurs et les collectivités?

5.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>93 % du territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean est en terre publique et 26 % du bois récolté au Québec provient de la région. 8 % de la puissance hydroélectrique du Québec est tirée de la région et alimente en partie l'industrie régionale.</p> <p><u>La situation actuelle se caractérise par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Toutes baisses de possibilité forestière entraînent des pertes d'emplois et contribuent à la dévitalisation des milieux;▪ Le maintien d'une activité économique de l'exploitation des ressources naturelles tout en conciliant la mise en valeur et la conservation reste un grand défi;• Le fait que ça prendra un certain temps;▪ Le risque de perdre, d'une part, des opportunités économiques et, d'autre part, du capital naturel;▪ L'acceptabilité sociale est un incontournable dans les projets d'exploitation. <p><u>Et si la tendance se maintient... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• On pourrait assister à une détérioration accélérée des milieux.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque d'accompagnement pour les promoteurs au sein de l'appareil gouvernemental;▪ Absence de positionnements clairs sur certains enjeux (caribou forestier, aire protégée, etc.);▪ Absence de programme pour la conservation, la mise en valeur et pour l'acquisition de connaissances sur les retombées de ces activités;▪ Conciliation difficile des intérêts multiples sur le territoire public;▪ Manque de cohésion entre les acteurs (CRÉ, MRC, municipalités, ministères);▪ Manque de cohésion et d'arrimage entre les différentes planifications (locale, régionale et nationale);▪ Vision négative dans la population de l'exploitation des ressources naturelles;▪ Capacités financières et organisationnelles déficientes de certains territoires.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Historique de consultation;▪ Responsabilité de gestion des ressources naturelles dévolue aux ministères;▪ Présence d'un plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire;▪ Collaboration avec les communautés autochtones.

LE PANEL D'EXPERTS

Dans cette partie, nous allons présenter les participantes et les participants au panel et décrire le déroulement de celui-ci. Les principales réactions des panélistes sont synthétisées ainsi que les réactions au modèle présenté par M. Proulx. Les interventions de MM. Bédard et Gaudreault complètent le tout.

LES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS AU PANEL

Un panel d'experts, animé par M^{me} Lison Rhéaume, directrice régionale d'Emploi-Québec, a réuni les panélistes suivants :

- M. Alain Thibeault, directeur général au ministère des Ressources naturelles : enjeu de la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- M^{me} Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec : enjeu de la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale au ministère des Finances et de l'Économie : enjeu de la diversification de l'économie régionale;
- M^{me} Martine Couture, présidente et directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean : enjeu sur les saines habitudes de vie;
- M. Jean Dionne, directeur régional au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire : enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires



M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions ont également participé au panel.

LE DÉROULEMENT DU PANEL

Le panel s'est déroulé en deux temps. Dans un premier temps, les panélistes ont réagi sur la synthèse de l'enjeu qui les interpellait. Ils ont précisé certains éléments, ajouté du contenu ou corrigé certaines perceptions. Dans un deuxième temps, MM. Bédard, Gaudreault et Proulx ont fait une intervention sur les enjeux présentés. Une période d'échanges entre les panélistes, les ministres et l'ensemble des personnes présentes dans la salle a permis de lancer les discussions.



Une partie des panélistes, de gauche à droite : M. Jean Dionne, M^{me} Gladys Harvey, M^{me} Francine Harvey, M. Sylvain Gaudreault, M. Stéphane Bédard, M^{me} Martine Couture, M. Alain Thibeault

Absents sur la photo :
M. Marc-Urbain Proulx, M^{me} Lison Rhéaume

RÉACTIONS DES PANÉLISTES

Le compte rendu complet du panel se retrouve à l'annexe 5 du rapport. Cette section fait la synthèse des faits saillants qui ont été évoqués par les panélistes.

Les commentaires des panélistes ont porté essentiellement sur deux éléments : le rôle de la CAR pour renforcer la collaboration interministérielle et les conditions à remplir pour assurer un accompagnement adéquat avec les promoteurs du milieu.

Les panélistes ont insisté sur l'importance de coordonner l'action gouvernementale et le rôle de la CAR à cet effet. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires demande aux ministères de faire preuve d'ouverture et d'innovation aux bénéfices du développement des territoires. Il s'agit d'une opportunité pour mettre l'accent sur un modèle d'intervention axé sur la synergie. À titre d'exemple, M^{me} Couture a mentionné que la Table sur la promotion des saines habitudes de vie de la CAR est un outil qui a généré des résultats pour mobiliser les partenaires et mener à terme des projets régionaux.

Un second élément sur lequel un consensus a émergé est que la région pourrait se développer plus rapidement si plusieurs projets majeurs bénéficiaient d'un accompagnement soutenu et personnalisé par l'appareil gouvernemental. Des conditions gagnantes sont requises pour offrir un accompagnement adéquat aux territoires et aux promoteurs : être présent dans le milieu, être en mesure d'échanger de l'information rapidement entre les ministères, avoir une capacité d'intervention humaine et financière. Il est aussi évoqué qu'une partie de la solution pour le développement des territoires réside dans la capacité d'innovation. En vue des ateliers de réflexion, les panélistes ont posé aux participantes et participants les questions suivantes :

- * Serait-il possible de mettre en place des réseaux express pour répondre à des problématiques particulières?
- * Dans quelles circonstances et pour quels types de projets serait-il approprié d'en convoquer?
- * Quelle pourrait être la contribution des ministères?

RÉACTIONS AU MODÈLE DE M. PROULX

En lien avec les éléments soulevés précédemment, le modèle proposé par M. Proulx pourrait stimuler l'émergence de solutions créatives et inédites et faciliter la coordination de l'accompagnement gouvernemental. M. Proulx souligne que le volontarisme dont les membres de la CAR font preuve pour le développement de la région est notable. Il retient une constante pour chacun des enjeux, la collaboration et l'accompagnement des milieux sont nécessaires pour harnacher la force des territoires et faire émerger l'innovation. Il souhaite pouvoir travailler étroitement avec la CAR pour mettre en place une première expérience pilote en vue de développer un modèle de décentralisation et d'innovation territoriale.

INTERVENTION DES MINISTRES M. BÉDARD ET M. GAUDREAU

M. Bédard souligne le travail de la CAR et l'esprit de collaboration qui la caractérise. Il mentionne qu'à titre de ministre régional, il aura besoin de la contribution de celle-ci pour initier des actions innovantes pour le développement de la région. Malgré le contexte économique difficile, il voit dans la région plusieurs forces sur lesquelles on doit miser : la présence d'une fonction publique dynamique et dévouée à sa région, un fort sentiment d'appartenance, la connaissance fine par les directions régionales de la réalité des différents territoires. Le manque d'accompagnement des promoteurs apparaît à M. Bédard comme un élément récurrent des discussions sur lequel la CAR devrait s'investir. Plusieurs opportunités de développement échappent probablement ainsi à la région. Malgré les effectifs limités, il croit que par une collaboration renforcée, avec des activités de travail interministérielles comme cette journée de réflexion, les directions régionales sauront offrir un support adéquat aux promoteurs. Il mentionne qu'en matière de décentralisation, les nouvelles technologies pourraient constituer une opportunité pour renforcer la présence de la fonction publique dans la région. À cet égard, il s'attend à recevoir de la CAR des propositions en matière de décentralisation de services. Enfin, pour l'ensemble des actions innovantes qui seront discutées durant les ateliers de l'après-midi, il s'attend à recevoir un plan d'action afin d'identifier les actions innovantes interministérielles les plus porteuses à mettre en œuvre.

M. Gaudreault souligne que la mise en œuvre de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires constitue une opportunité pour renforcer la collaboration interministérielle au bénéfice du développement de la région. Dans cette perspective, la mise en place d'une expérience pilote en matière de décentralisation dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît le rôle de la CAR comme intervenant privilégié. Il s'agit d'une première étape vers l'adoption d'une loi-cadre sur la décentralisation.

ATELIERS DE DISCUSSION – WORLD CAFÉ

Dans cette partie, nous allons résumer le déroulement du World Café et les objectifs visés par l'exercice. Après une brève mise en garde, nous allons présenter les idées innovantes issues des ateliers.

LE DÉROULEMENT

Les ateliers de discussion ont pris la forme d'un World Café d'une durée de 1 h 30 divisée en trois ateliers distincts de 30 minutes. Les participantes et les participants étaient invités à participer, selon leur préférence, à l'une des tables d'enjeux. Chacun des cinq enjeux était représenté par un nombre égal de tables. À la fin du premier atelier de 30 minutes, toutes les personnes étaient invitées à se séparer et aller discuter d'un nouvel enjeu. En début du deuxième atelier, les personnes jouant le rôle de mémoires de table avaient pour tâche de résumer les discussions du premier groupe, afin de poursuivre et de bonifier la réflexion avec le second groupe. L'exercice s'est répété une troisième et dernière fois.

L'OBJECTIF

L'objectif des ateliers d'échange était de dégager des pistes d'actions innovantes interministérielles sur chacun des enjeux. Les participantes et les participants étaient invités à réfléchir collectivement à la nouveauté dans un esprit d'ouverture. Le cumul des échanges des trois ateliers a permis de dégager des pistes de collaboration et d'actions inédites.

MISE EN GARDE

Le processus d'innovation utilisé est ouvert, collaboratif et non limitatif. Parmi l'ensemble des résultats obtenu lors des échanges, plusieurs propositions présentent sans contredit un caractère innovant. Notons toutefois que plusieurs autres sont difficiles à mettre en œuvre, impliquent un changement de culture important ou encore nécessitent des moyens financiers et humains élevés. Nous avons tout de même jugé bon de reproduire l'ensemble des idées innovantes. Le projet de plan d'action de la CAR, qui est présenté un peu plus loin, planifie la mise en œuvre d'une partie de ce contenu.

L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté	
Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?	
<ul style="list-style-type: none">◆ Faciliter le partage de diagnostics territoriaux en mettant sur pied un réseau express;◆ Suivre des initiatives locales de revitalisation à la CAR;◆ Créer un arrimage entre les planifications municipales, les agents ruraux et les agents communautaires de l'Agence;◆ Établir un seuil limite des services de base (école, dépanneur, service de garde) qui déclenche une intervention de la CAR lorsque franchi;◆ Octroyer un pouvoir discrétionnaire de financement aux directions régionales pour situation exceptionnelle;	<ul style="list-style-type: none">◆ Intégrer une clause territoire en difficulté dans les mesures et programmes;◆ Donner un rôle renforcé aux MRC pour déterminer une vision territoriale;◆ Signer des contrats de territoire;◆ Déléguer de nouvelles compétences aux MRC;◆ Déléguer la gestion de programme.

La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux	
Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?	
<ul style="list-style-type: none">◆ Tenir un colloque régional pour la valorisation de la fonction publique afin de renforcer le réseautage;◆ Mettre en place une approche multisite et multiservice;◆ Donner des responsabilités élargies, multidisciplinaires et multisectorielles aux dispenseurs de services qui sont en contact direct avec la population◆ Augmenter l'autonomie et les responsabilités des directions régionales;◆ Offrir d'autres services de base et de proximité dans les comptoirs existants (ex. : CLÉ);	<ul style="list-style-type: none">◆ Développer des pôles d'expertises régionales;◆ Mettre en commun les ressources humaines ayant une expertise professionnelle particulière;◆ Signifier des attentes aux hauts fonctionnaires pour régionaliser les services;

L'adoption de saines habitudes de vie

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">♦ Intégrer les critères des saines habitudes de vie dans l'analyse de projet (à l'exemple des critères d'écoconditionnalité);♦ Réviser la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour qu'elle tienne compte des saines habitudes de vie;♦ Donner de la formation concernant la saine alimentation en milieu scolaire;♦ Soutenir la réalisation d'une entente spécifique sur la mise en commun d'une ressource de loisirs pour les municipalités rurales;♦ Intégrer certains critères pour les environnements favorables dans le design des bâtiments (code du bâtiment) et les normes pour les développements immobiliers;♦ Encourager la création de parcs de stationnement à vélo dans les centres-villes; | <ul style="list-style-type: none">♦ Créer une trousse de diagnostics sur les saines habitudes de vie pour l'usage des communautés rurales (partenariat avec Pacte rural);♦ Favoriser la mise en place et la promotion de circuits courts en agroalimentaire;♦ Favoriser l'offre de service de panier de légumes dans les lieux de travail;♦ Réaliser des ententes de complémentarité des équipements entre les municipalités et les commissions scolaires;♦ Augmenter le nombre de kilomètres du réseau routier avec bande élargie;♦ Favoriser l'installation de supports à vélo sur les véhicules de transport en commun;♦ Adapter les milieux de travail (douche, support à vélo). |
|---|--|

La diversification de l'économie régionale

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">♦ Mettre sur pied un bureau de coordination des projets de développement régional de diversification de la CAR;♦ Désigner un ministère porteur pour faciliter la réussite d'un projet de diversification;♦ Mettre en place un fonds de capital de risque et de capital patient;♦ Miser sur des filières innovantes et porteuses (drone, PFNL, fourrure sauvage, transformation du bois); | <ul style="list-style-type: none">♦ Mettre en place des équipes tactiques interministérielles;♦ Faciliter le partage d'informations afin de permettre une plus grande collaboration;♦ Revoir les normes d'accès à l'information et de confidentialité;♦ Assurer une veille régionale sur la diversification;♦ Tenir une rencontre pour réseauter les professionnels des ministères à vocation économique et les entrepreneurs. |
|---|--|

**La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles
à la richesse collective régionale**

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">♦ Partager l'information;♦ Arrimage MRN - MFE - MAPAQ – MDDEFP;♦ Favoriser une meilleure collaboration entre les comités d'experts (COMEX - CRÉ) et les sous-comités de la CAR pour répondre aux besoins du milieu; | <ul style="list-style-type: none">♦ Identifier un interlocuteur/accompagnateur pour les promoteurs (guichet unique);♦ Assurer une collaboration interministérielle pour quantifier les retombées de la conservation du territoire public;♦ Développer l'émergence de nouveaux créneaux autour de la forêt : agrotouristique, fourrure sauvage, biomasse forestière. |
|---|---|

ANNEXE I

LISTE DES PRÉSENCES

LISTE DES PRÉSENCES

Agences de la santé et des services sociaux	André Marchand, agent de planification, programmation et recherche Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur Martine Couture, présidente-directrice générale Véronique Tremblay, agente de planification, programmation et recherche
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Audrey Bouchard, archiviste régionale
Bureau de circonscription de Chicoutimi	Stéphane Bédard, député de Chicoutimi Marie-Annick Fortin, attachée politique Louis Jalbert, attaché politique
Bureau de circonscription de Jonquière	Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et des Transports Jean-François Caron, conseiller politique Joël Brochu, conseiller politique Denise Turcotte, discrétionnaire du ministre
Centre de services partagés du Québec	Mireille Côté, responsable régionale
Commission de la santé et sécurité au travail	Jean Hébert, directeur de la prévention et inspection Violaine Lavoie, directrice régionale
Conseil du statut de la femme	Christine Chabot, responsable régionale
Financière agricole du Québec	Lefebvre Yves, directeur régional
Hydro-Québec	Christian Gameau, chef, relations avec le milieu Roger Gosselin, directeur régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Jean Dionne, directeur régional Caroline Ducharme, technicienne en administration Dominique Dufour, conseiller en développement régional et en affaires municipales Gilles Gauthier, conseiller en affaires municipales Pierre A Gauthier, conseiller en aménagement et urbanisme David Jean, conseiller en développement régional Benoît Poulin, conseiller en développement régional Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	André Gagnon, directeur adjoint Marie-Josée Gravel, conseillère en aménagement et en développement rural Pascal Lavaute, conseiller régional Pierre-Olivier Martel, conseiller en horticulture
Ministère de la Culture et des Communications	Martin Duval, agent de recherche et de développement socioéconomique Gaston Gagnon, agent de recherche et de développement socioéconomique Réjean Goudreault, directeur régional Chantale Leblond, agente de recherche et de développement socioéconomique
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Martin Lamontagne, coordonnateur à l'analyse Édith Tremblay, directrice régionale Véronique Tremblay, biologiste analyste
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Diane Boudreault, conseillère en loisir Jean-François Coulombe, directeur régional
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Richard Boudreault, adjoint à direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean Clément Desbiens, directeur de la planification et du partenariat Lison Rhéaume, directrice régionale Marc Tremblay, conseiller en développement

Ministère des Finances et de l'Économie	Stéphane Bergeron, adjoint exécutif Martin Desgagnés, conseiller en développement économique Gladys Harvey, directrice régionale Dominique Teufel, conseillère en développement économique
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Yvon Doyle, directeur régional adjoint Michel Thibault, conseiller en immigration
Ministère des Ressources naturelles	Damien Côté, biologiste Robert Lacroix, directeur des opérations intégrées Diane Larose, directrice régionale d'expertise Alain Thibeault, directeur général Catherine Thibeault, responsable des communications Daniel Tremblay, directeur des affaires régionales
Ministère de la Sécurité publique	Pierre Dassylva, directeur régional
Ministère des Transports	Jean-Denis Bouchard, ingénieur Catherine Larouche, adjointe au directeur Jean-François Leclerc, chef du service des inventaires et du plan Donald Turgeon, directeur régional
Investissement Québec	Julie Simard, directrice de portefeuille
Office des personnes handicapées du Québec	David Blouin, conseiller à l'intervention collective régionale
Secrétariat aux affaires autochtones	Sylvie Poudrier, conseillère aux affaires autochtones
Sépaq – Parc national Saguenay	Daniel Groleau, directeur Parc national Saguenay
Services Québec	Francine Harvey, directrice régionale
Société d'habitation du Québec	Guylaine Marcoux, directrice des programmes, de la recherche et du partenariat
Tourisme Québec	Jean-Luc Bessette, coordonnateur au développement nordique

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

**RENCONTRE DE LA CAR SPÉCIALE
DU 20 JUIN 2013**

ORDRE DU JOUR

de la rencontre de la CAR du 20 juin 2013 sur les priorités régionales

**de 8 h 30 à 16 h 15, à l'hôtel Le Montagnais
1080, boulevard Talbot, Chicoutimi, Salle Réserve C**

1. Accueil des participants (8 h 30)
2. Ouverture de la rencontre et présentation du déroulement de la journée par le président de la CAR, M. Jean Dionne (9 h)
3. Intervention de M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor et leader parlementaire du gouvernement, et de M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire et ministre des Transports (9 h 15)
4. Présentation de la synthèse des fiches d'enjeu par MM. David Jean et Dominique Dufour (9 h 35)

Pause (10 h 5)

5. Présentation de M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions, sur l'innovation territoriale et le rôle des CAR (10 h 20)
6. Panel d'échanges avec MM. Bédard, Gaudreault, Proulx, et des représentants du comité occupation et vitalité des territoires (10 h 50)

Dîner (12 h)

7. Discussion en atelier sur les enjeux (13 h 30) ;
 - L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté
 - La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux
 - L'adoption de saines habitudes de vie
 - La diversification de l'économie régionale
 - La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale
8. Actions innovantes identifiées (15 h 30)
9. Retour en plénière sur l'exercice (16 h)
10. Fin de la rencontre (16 h 15)

ANNEXE III

**DOCUMENT PRÉPARATOIRE DE LA RENCONTRE
DE LA CAR SPÉCIALE DU 20 JUIN 2013
SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES**

FICHE D'ENJEU

1 – ENJEU : L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ

L'exercice de réflexion interministérielle de la CAR du 20 juin se rattache à une obligation des ministères et organismes de supporter l'occupation et la vitalité des territoires de notre région. L'ensemble des enjeux abordés dans la journée s'inscrit dans la Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires : la diversification de l'économie régionale, la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux, les saines habitudes de vie, la contribution des ressources naturelles à la richesse régionale.

Aux fins de cette fiche d'enjeu, nous allons circonscrire l'occupation et la vitalité des territoires sous l'angle du soutien que les ministères et organismes pourraient apporter aux communautés en difficulté ou en situation de dévitalisation. Depuis, la mise en place de l'indice de dévitalisation et, plus récemment, l'adoption des indicateurs en occupation et vitalité des territoires, plusieurs communautés de la région ont été identifiées comme étant en difficulté ou en situation de dévitalisation.

Concrètement, la dévitalisation de ces communautés se caractérise par :

- Le déclin de la population accentué par le vieillissement et l'exode des jeunes;
- Un taux de chômage élevé (près de 20 %);
- Un revenu moyen inférieur à la moyenne québécoise;
- Une économie locale peu diversifiée;
- Des lacunes au niveau des services de proximité et des services collectifs;
- La gouvernance locale souvent déficiente.

Une bonne partie des interventions des ministères et des organismes s'effectue auprès de ces communautés. La réflexion qui se pose est : de quelle manière les actions existantes peuvent-elles être coordonnées pour agir avec plus d'impact sur ces communautés?

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils agir pour soutenir le développement économique et social de ces territoires qui sont généralement des communautés forestières ou des territoires agricoles peu mis en valeur?
- Comment l'intervention gouvernementale pourrait-elle soutenir les services de proximité (école, épicerie, poste d'essence, caisse populaire, etc.)?
- Puisque ces territoires vieillissent plus vite, ils seront les premiers à être concernés par le changement démographique. Comment pouvons-nous adapter nos services à cette réalité?
- Le développement touristique constitue-t-il une avenue de développement pour ces territoires?

FICHE D'ENJEU

2 – ENJEU : PRÉSENCE DE LA FONCTION PUBLIQUE EN RÉGION ET COUVERTURE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Depuis quelques années, dans la poursuite d'objectifs de réduction de la taille de l'État et de rationalisation des dépenses, plusieurs ministères et organismes ont fait le choix ou envisagent la centralisation de certains services ou activités comme moyen pour réaliser des économies d'échelle. Pour le mode de prestation téléphonique, la tendance est à la création de grands centres d'appels situés principalement à Québec et à Montréal. Certains ministères et organismes privilégient l'utilisation du Web et délaissent peu à peu le mode de prestation en personne dans les bureaux en région. Au niveau administratif, on a observé une tendance à diviser le Québec en quelques grands territoires et de moins en moins de gestionnaires sont postés en région, ce qui nous éloigne du palier décisionnel rendant parfois les arrimages avec le milieu plus difficile à réaliser et l'autonomie régionale moins évidente. Tous ces constats, tout comme le non-remplacement d'une partie des départs à la retraite, semblent affecter plus durement les petites unités régionales qui éprouvent, de plus en plus, de difficultés à maintenir leurs opérations et se trouvent parfois menacées de fermeture.

Or, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean connaît encore des problèmes de dévitalisation, pendant que celle de la Capitale-Nationale est en situation de quasi-plein emploi. Le contexte lié à l'adoption de la stratégie et de la Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le dépôt prochain d'un projet de loi sur la décentralisation, ainsi que la conjoncture offerte par les départs massifs à la retraite constitue une opportunité sans précédent pour le redéploiement de postes vers les régions, afin d'y assurer le maintien de services de proximité et de contribuer à leur vitalité. D'autre part, aujourd'hui les technologies permettent de transcender les distances et ainsi il devient possible d'œuvrer pour un ministère ou organisme à partir de la région.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Êtes-vous d'avis qu'il y a un risque réel pour les citoyens de la région de perdre peu à peu leurs services gouvernementaux?
- Est-il souhaitable et possible d'amener les ministères et organismes à faire autrement dans l'intérêt de la région?
- Selon vous, quels services, opérations, directions, etc. de ministères et organismes pourraient être déconcentrés dans la région?
- Sommes-nous en mesure de fournir des arguments en faveur d'une déconcentration de la fonction publique qui séduiraient les gestionnaires en autorité dans les ministères et organismes?
- Comment croyez-vous que les ministères et organismes pourraient travailler ensemble dans la région pour offrir le maximum de services ou réaliser des économies d'échelle?

FICHE D'ENJEU

3 – ENJEU : ADOPTION DE SAINES HABITUDES DE VIE

Les individus ont des habitudes de vie qui peuvent ou non contribuer à leur santé et leur bien-être. Ces habitudes sont fortement influencées par divers facteurs sociaux, économiques et environnementaux, d'où l'importance de créer des environnements et des conditions favorables à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie (saine alimentation et mode de vie physiquement actif).

L'amélioration des habitudes de vie et la création d'environnements favorables facilitant leur adoption ou leur maintien sont l'affaire de tous. En effet, ceci nécessite la contribution de nombreux acteurs gouvernementaux et paragouvernementaux pour la création d'environnements physiques, politiques, socioculturels et économiques. Les actions et les messages doivent être cohérents et portés par l'ensemble des acteurs des différents secteurs appelés, à un degré ou à un autre, à jouer un rôle dans la promotion des saines habitudes de vie et la prévention des maladies chroniques.

La majorité des maladies chroniques peuvent être évitées; 80 % des décès liés aux maladies cardiovasculaires, 90 % de ceux liés au diabète et plus du tiers de ceux attribuables au cancer peuvent être prévenus par des conditions socioéconomiques et des environnements favorables.

Le but à atteindre consiste à améliorer la qualité de vie de la population régionale en leur permettant de vivre dans des environnements qui favorisent l'adoption et le maintien de saines habitudes, un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation. Nous obtiendrons alors un gain sur la santé de notre population qui, inévitablement, aura un impact économique sur notre région.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment une population en meilleure santé, bénéficiant de meilleures conditions de vie et qualité de vie, pourrait-elle avoir un impact sur les activités de votre ministère ou organisme?
- En tant qu'employeurs et acteurs gouvernementaux avec des mandats spécifiques, comment voyiez-vous votre rôle dans le développement d'environnements physiques, économiques, politiques et socioculturels favorables aux saines habitudes de vie et à la qualité de vie?
- Quelles sont les conditions à réunir pour que vous puissiez jouer davantage votre rôle, ou encore un rôle, et mettre à contribution vos expertises, outils et leviers?
- Comment assurer une plus grande cohérence autant dans les messages que dans les actions à déployer?
- Qu'est-ce qui permettrait de stimuler l'identification d'opportunités régionales et le développement d'actions et projets à large portée pour la mise en place d'environnements favorables aux saines habitudes de vie?
- Quels moyens pourraient être déployés pour favoriser le décloisonnement des actions nécessaires à ces projets et la synergie de tous les acteurs?

FICHE D'ENJEU

4 – ENJEU : LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Le secteur manufacturier de la région est principalement axé sur la transformation des ressources naturelles. À cet égard, la région se caractérise par une forte concentration des emplois : 68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs. Dans l'ensemble du Québec, les trois principaux secteurs manufacturiers ne représentent que 29 % de l'emploi manufacturier.

Cette concentration génère pour l'économie de la région d'importantes difficultés quant à la croissance et au maintien de l'emploi. Lorsqu'un secteur porteur est en difficulté parce que la demande ralentit ou parce que la concurrence s'accroît, la région est solidement frappée. Pour ces raisons, la région accuse un important retard sur l'ensemble de l'économie québécoise, relativement aux perspectives de croissance et même au maintien du niveau de l'emploi.

Afin de diminuer les effets structurels et conjoncturels négatifs rencontrés dans ces secteurs, il faut :

- Allonger la chaîne de valeur¹ vers des transformations à forte valeur ajoutée en attirant de nouveaux projets structurants;
- Mettre en valeur et encourager les importants potentiels régionaux de diversification du secteur manufacturier et du tertiaire moteur de la région afin d'assurer une meilleure répartition de l'emploi dans un bassin d'activité manufacturière moins concentré.

Plusieurs facteurs en conditionnent la réussite, dont la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée pour occuper ces emplois à plus grande valeur ajoutée et le soutien à l'innovation, l'investissement et l'entrepreneuriat.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils agir pour faciliter l'allongement de la chaîne de valeur et la diversification du bassin d'activité manufacturière?
- Comment identifier les potentiels régionaux de diversification économique et mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels?
- Comment dynamiser et assurer la synergie des actions des ministères et organismes gouvernementaux autour de projets d'allongement de la chaîne de valeur et de diversification économique?
- Comment décloisonner les actions respectives des ministères et organismes gouvernementaux à l'égard de projet (diversification et allongement de chaîne de valeur) afin d'assurer une meilleure portée de nos actions?
- Comment s'assurer de répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée pour favoriser la diversification?

Préparé par : Gladys Harvey, directrice régionale, MFEQ

¹ L'ensemble d'activités interdépendantes dont la poursuite permet de créer de la valeur identifiable et, si possible, mesurable. Elle intègre donc toutes les étapes de l'approvisionnement en matières premières à la consommation du produit par le consommateur.

FICHE D'ENJEU

5 – ENJEU : LA CONTRIBUTION DE LA CONSERVATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES À LA RICHESSE COLLECTIVE RÉGIONALE¹

Les ressources naturelles (forestières, minières, énergétiques, fauniques, etc.) constituent des éléments majeurs de la structure économique régionale. La maximisation de la valorisation de ces richesses est un défi à relever pour permettre à la population régionale de mieux vivre de son territoire. À cet effet, seuls 7 % des quelque 100 000 km² de la région sont de tenure privée. On retrouve sur le territoire public régional :

- 26 % du bois récolté annuellement en territoire public québécois, soit 6 Mm³, dont 1,7 Mm³ disponible en appel d'offres public, lequel approvisionne directement une vingtaine de scieries régionales;
- 100 % des secteurs aménagés par l'industrie forestière certifiée FSC ou SFI;
- 8 % de la puissance hydroélectrique installée au Québec, qui alimente en partie l'activité industrielle régionale;
- Le quart des droits de villégiature québécois avec des immobilisations de plus de 116 M\$ et des retombées annuelles de 55,6 M\$;
- Des activités fauniques générant des dépenses annuelles de près de 163 M\$;
- Des activités récréotouristiques considérables et, à terme, environ 12 000 km² bénéficieront d'un statut d'aires protégées;
- De la biomasse, un grand potentiel de développement éolien et de production de bleuets sauvages, un potentiel minier encore méconnu.

Les ressources naturelles sont omniprésentes dans l'économie régionale et la proportion d'emplois liés à la première transformation des ressources est plus grande ici que la moyenne québécoise. Ces éléments permettent d'illustrer en partie l'interdépendance entre le territoire public et le milieu habité du Saguenay–Lac-Saint-Jean où la vitalité socioéconomique de plusieurs communautés de la région dépend fortement de l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles. Ce capital territorial pourrait sans doute dégager de plus grands bénéfices des activités d'exploitation, de transformation et de conservation, et ce, par la diversification des activités et la maximisation des chaînes de valeur.

Il faut repenser les défis que posent les multiples facettes inhérentes à l'élaboration de projets en regard des orientations, planifications et règlements en vigueur ainsi que de la conciliation des droits consentis et leur harmonisation. L'accompagnement des acteurs économiques, sociaux et environnementaux par l'appareil gouvernemental revêt ainsi un aspect très significatif.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment assurer une adéquation entre le potentiel des ressources naturelles régionales et le développement des chaînes de valeur?
- Comment mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels et supporter leur valorisation dans une vision intégrée?
- Comment assurer une concertation interministérielle qui permet une approche intégrée et cohérente de la protection et la mise en valeur des ressources naturelles?
- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils mieux accompagner les promoteurs et les collectivités?

Préparé par : Daniel Tremblay, directeur régional, MRN

¹ Les chiffres présentés dans le texte sont présentés à titre indicatif seulement.
Source : MRN. *Portrait territorial Saguenay–Lac-Saint-Jean, gouvernement du Québec, 2006.*

GRILLE RÉPONSE AUX FICHES D'ENJEU	
PROSPECTIVE	Déterminer l'impact actuel de l'enjeu sur la région.
	Déterminer l'impact projeté, dans un horizon de cinq ans, de l'enjeu si aucune action n'est entreprise.
CAPACITÉ D'INTERVENTION	Quelles sont les contraintes à l'action sur l'enjeu?
	Quels sont les leviers pour agir sur l'enjeu?
ACTIONS INNOVANTES	Identifier une action innovante pour agir sur cet enjeu.

ANNEXE IV

**« LA SYNERGIE TERRITORIALE POUR OPTIMISER
LE SOUTIEN DÉCENTRALISÉ À L'INNOVATION »**

**PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE
AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

MARC-URBAIN PROULX
SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ AUX RÉGIONS
**Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire**

Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean

« La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation »

Proposition d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le 20 juin 2013

Marc-Urbain Proulx
Sous-ministre associé aux Régions



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Plan de la présentation



- Baliser le processus de décentralisation par une loi-cadre;
- Le soutien décentralisé à l'innovation;
- Proposition d'une démarche collective de gouvernance basée sur les synergies territoriales.

2

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Avec la consolidation de l'État-nation, le XX^e siècle fut une période de forte centralisation décisionnelle dans le domaine public.

La décentralisation gouvernementale possède néanmoins beaucoup de vertus, trop souvent oubliées.

3

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Finalité générale de la décentralisation



Améliorer la qualité des services publics desservis aux collectivités en rapprochant les opérateurs des clients pour une meilleure prise en compte de leurs besoins, leurs goûts et leurs préférences.

4

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

La décentralisation fait appel à la capacité d'appropriation territoriale de responsabilités publiques et de leviers de développement

Localisme

Communautarisme

Régionalisme

Territorialisme

5

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Définitions retenues



1. Décentralisation politique :
 - Transferts de compétences à des instances directement élues et fiscalement dotées.
2. Décentralisation contractuelle :
 - Délégation de responsabilités par ententes, en conservant l'imputabilité à Québec.
3. Décentralisation administrative :
 - Déconcentration de responsabilités vers des directions ou bureaux territorialisés.

6

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Au Québec, la décentralisation s'inscrit tel un processus progressif, par étapes



- Fusions municipales et scolaires par vagues depuis 1960;
- Construction institutionnelle des régions avec directions, organismes, conseils et associations régionaux (1970);
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979) et création des territoires MRC avec conseils des maires;
- Réformes territoriales dans l'emploi, la santé, le scolaire (1995-2002) et aussi le développement avec les CLD;
- Volonté gouvernementale actuelle en deux actes :

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

7

Acte 1 : Baliser le processus par une loi-cadre



- Trois types de décentralisation envisagés à trois échelons;
- Imputabilité / subsidiarité / transparence / reddition de comptes / flexibilité / modulation / etc.;
- Les compétences et responsabilités seront négociées et convenues avant la décentralisation;
- Respect des limites des instances en place;
- Respect de l'acceptabilité sociale de la population;
- Mesures d'accompagnement fonctionnel;
- Seuil minimal d'accès aux services publics;
- Avis aux municipalités avant le retrait de service;
- Respect des compétences des commissions scolaires;
- Proposition à multiples volets, avant 12 mois.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

8

Acte 2 : Proposition concrète de décentralisation gouvernementale

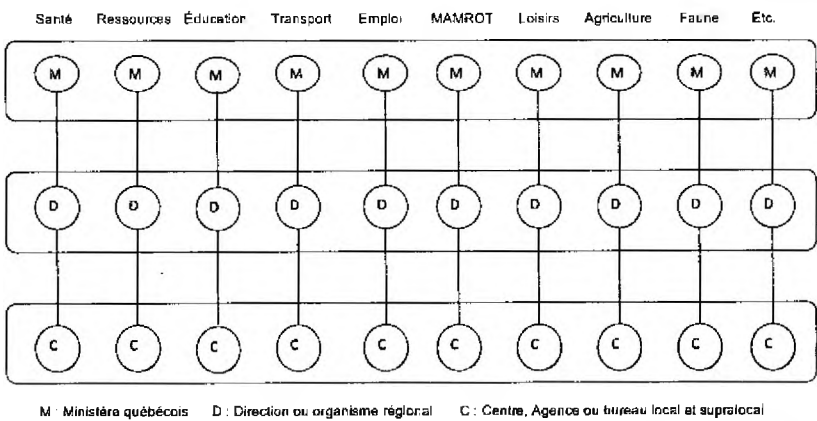


- Décentraliser de nouvelles compétences et responsabilités dans certains secteurs, à l'échelle appropriée;
- Favoriser les complémentarités, les convergences, la coordination et les synergies territoriales entre les instances sectorielles, plus ou moins décentralisées :
 - Régions (1968) et MRC (1979) : Gouvernance territoriale;
 - 1979 : Aménagement du territoire;
 - 1998 : Développement économique, social et culturel;
 - Maintenant : Soutien à l'innovation.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

9

Gouvernance publique par secteurs et par échelles



10

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Modèles de soutien territorial à l'innovation



En théorie universelle :

- Milieu innovateur;
- Système territorial d'innovation;
- District fertile;
- Territoire innovant;
- Communauté apprenante;
- Cité intelligente.

En pratique québécoise :

- Cités du multimédia et de l'optique-photonique;
- Technopoles de Rimouski, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke;
- Technoparcs de Gatineau, Laval et autres;
- Carrefours de la nouvelle économie;
- Grappes industrielles territorialisées.

11

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Les modèles illustrent le rôle crucial de l'interaction de qualité cognitive



Acteurs universellement ciblés :

- Enseignement supérieur;
- Centre de R&D et de transfert;
- Capital de risques;
- Formation professionnelle;
- Incubation et plans d'affaires;
- Transport et communications;
- Réseaux d'entreprises;
- Entreprises leader ou phares.

Acteurs au Québec :

- Universités et Cégeps;
- Centres R&D, transferts, CCTT;
- Fonds et financement;
- CLE, DRHC, Commissions scolaires;
- CLD, SADC, Corporation de développement;
- CSSS, SHQ;
- Municipalités, sociétés;
- Chambres de commerce, clubs;
- Carrefours jeunesse emplois;
- Entreprises fortement innovatrices.

12

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec



Le territoire peut susciter l'interaction de qualité en interpellant des enjeux collectifs ciblés pour leur pertinence

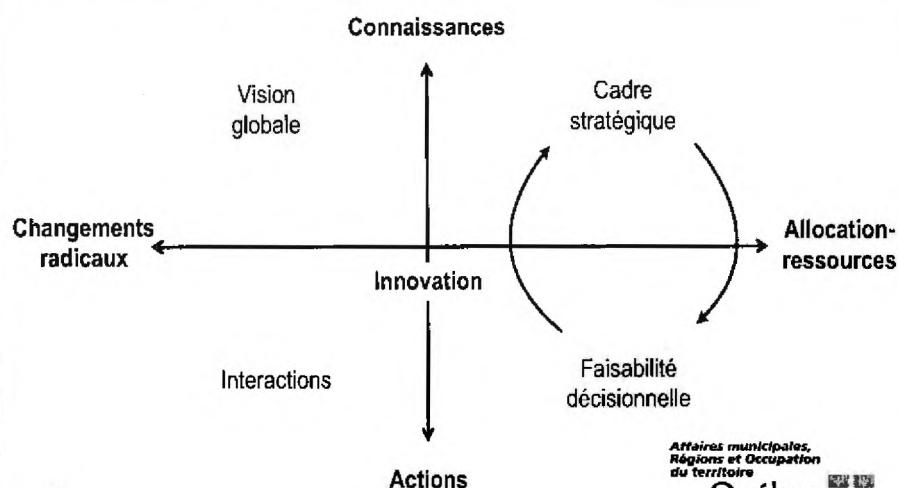
L'exercice de planification territoriale peut servir à cet effet d'interaction de qualité.

13

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec



**Processus actuel de planification territoriale :
fort en stratégies et en décisions rationnelles, mais trop
faible en changements pour optimiser l'innovation**



14

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec



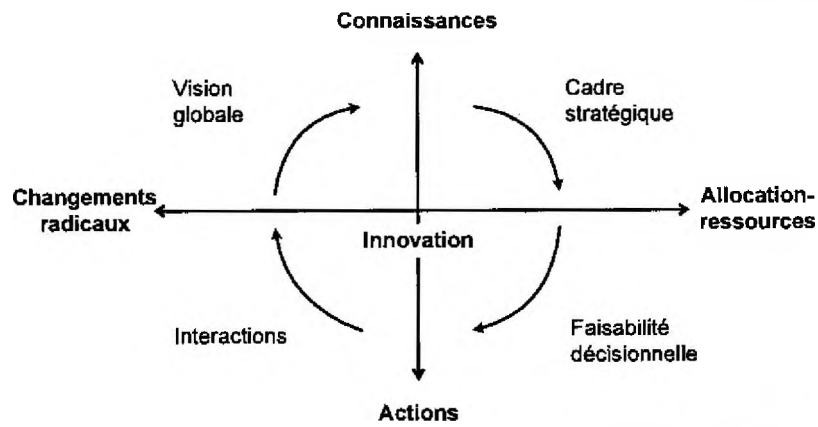
**La planification territoriale pourrait davantage soutenir la
capacité des collectivités et stimuler l'innovation sous
toutes ses formes**

et ainsi aider les collectivités territoriales à faire face aux
changements sociétaux rapides.

15

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Processus global désiré de planification territoriale



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

16

Enjeux spécifiques pour susciter l'interaction territoriale de qualité

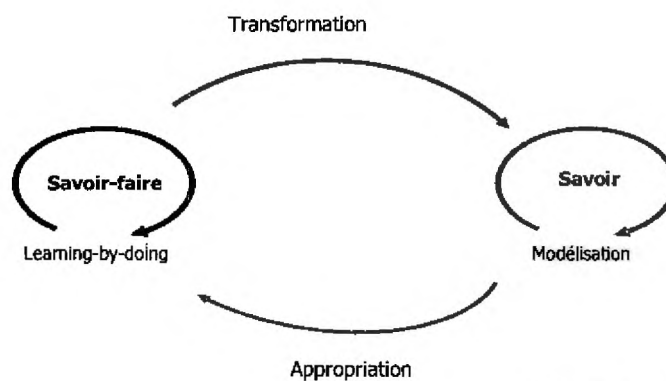


- Problèmes collectifs à résoudre;
- Menaces pour des joyaux économiques;
- Potentiels à exploiter;
- Occasions d'affaires à relever;
- Moyens offerts pour des cibles par les programmes publics;
- Contraintes au bon fonctionnement économique;
- Expertise idoine à fertiliser;
- Besoins communs à satisfaire;
- Initiatives à soutenir adéquatement;
- Etc.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

17

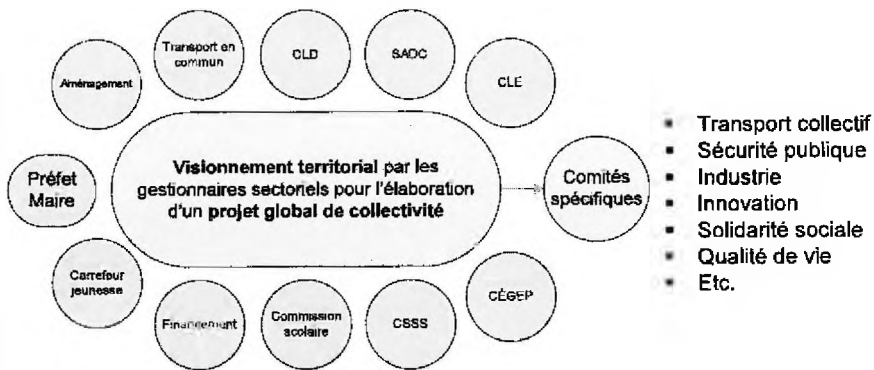
Médiation idéale pour l'interaction de qualité sur des enjeux territoriaux



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

18

Mécanisme de visionnement collectif vers un projet global d'innovation pour le territoire



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

19

Mandat d'une table de partenaires sectoriels : la planification d'un projet territorial

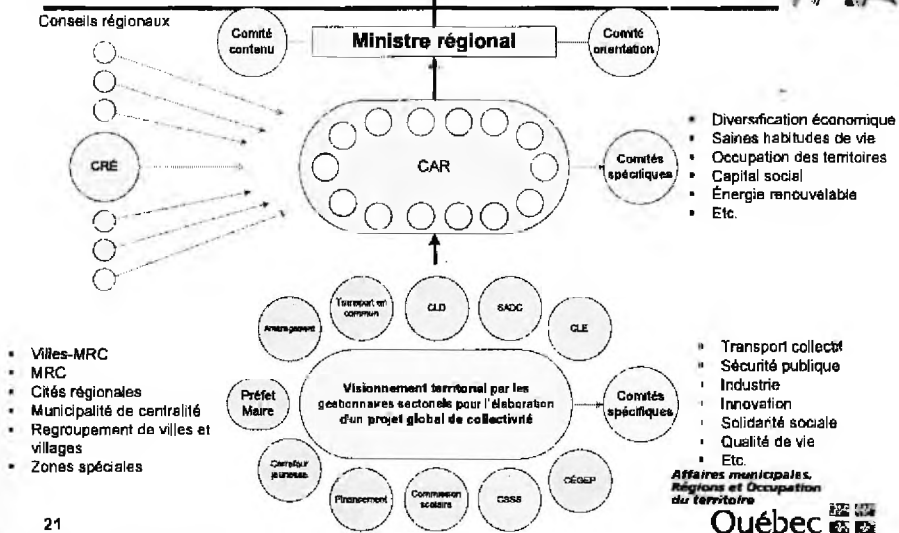


1. Décristallisation des partenaires par leur mise en interaction méthodique.
2. Visionnement collectif global du territoire par circulation et cumul de connaissances.
3. Ciblage d'enjeux collectifs à interpeller par une méthode de créativité et d'innovation dans un esprit de synergies.
4. Établissement d'une vocation et des axes structurants pour la convergence des stratégies et actions.
5. Mise en œuvre du projet territorial.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

20

Réception de projets globaux de territoires au Comité ministériel



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

21

ANNEXE V

COMPTE RENDU

**PANEL D'EXPERTS DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

RENCONTRE DU 20 JUIN 2013

COMPTE RENDU

Panel d'experts de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean rencontre du 20 juin 2013

LES PANÉLISTES	
M ^{mes} Lison Rhéaume, directrice régionale Emploi-Québec Martine Couture, présidente et directrice générale, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean Francine Harvey, directrice régionale, Services Québec Gladys Harvey, directrice régionale, ministère des Finances et de l'Économie	MM. Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, Leader parlementaire du gouvernement, ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions, MAMROT Alain Thibeault, directeur général, MRN Jean Dionne, directeur régional, MAMROT

SUJET	SUIVI
<p>1. Ouverture du panel</p> <p>Le panel débute à 10 h 30 par le mot de bienvenue de l'animatrice, M^{me} Lison Rhéaume.</p> <p>M^{me} Rhéaume remercie les panélistes pour leur participation. Elle souligne la présence de MM. Bédard, Gaudreault et Proulx.</p> <p>2. Introduction et présentation des participants</p> <p>M^{me} Rhéaume présente les panélistes et l'enjeu qui leur est associé :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ M. Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, Leader parlementaire du gouvernement, ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean;➤ M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports;➤ M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions;➤ Mme Martine Couture, présidente et directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, pour l'enjeu sur les saines habitudes de vie;➤ Mme Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec, pour l'enjeu sur la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;➤ Mme Gladys Harvey, directrice régionale au ministère des Finances et de l'Économie, pour l'enjeu sur la diversification de l'économie régionale;➤ M. Alain Thibeault, directeur régional au ministère des Ressources naturelles, pour l'enjeu sur la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;➤ M. Jean Dionne, directeur régional au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, pour l'enjeu sur l'occupation et vitalité des territoires en difficulté. <p>M^{me} Rhéaume précise le déroulement du panel. Dans un premier temps, chaque participant aura quelques minutes pour réagir sur la synthèse de l'enjeu qui l'interpelle. Dans un deuxième temps, les ministres feront une intervention sur les enjeux présentés. Enfin, une période d'échanges est prévue entre les panélistes, les ministres et l'ensemble des participants</p>	

3. Réaction à la synthèse des enjeux

M^{me} Rhéaume demande aux panélistes de réagir à la synthèse de l'enjeu qui les interpelle. Elle invite les panélistes à préciser certains éléments, à corriger certaines perceptions ou encore à souligner les perspectives de collaboration interministérielle pour alimenter les discussions de l'après-midi.

M. Dionne commente la synthèse de l'enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires. Il souligne que la problématique des territoires en difficulté est multiple et s'accroît plus qu'on s'éloigne des centres régionaux. L'enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires est intrinsèquement relié aux autres enjeux abordés, notamment les retombées des ressources naturelles et la diversification de l'économie. Ces territoires ont un besoin d'accompagnement soutenu et particulier de la part des ministères. Le modèle proposé par M. Proulx pourrait stimuler l'émergence de solutions créatives et inédites et faciliter la coordination de l'accompagnement gouvernemental.

M^{me} Francine Harvey commente la synthèse de l'enjeu sur la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux. Elle confirme les préoccupations de la diminution des effectifs et de la difficulté croissante à maintenir des points de service en région. Elle souligne que les approches innovantes, comme des comptoirs multiservices, permettraient de conserver les effectifs tout en offrant un service de qualité. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires demande aux ministères de faire preuve d'ouverture et d'innovation aux bénéfices du développement des territoires. Il s'agit d'une opportunité pour repenser un modèle de desserte des services gouvernementaux qui offre une alternative à la centralisation des services.

M^{me} Gladys Harvey commente la synthèse sur la diversification et l'économie régionale. Elle a retenu que la région peut miser sur plusieurs forces pour assurer son développement : une fonction publique dynamique, la présence de gestionnaires d'expérience et polyvalents et une main-d'œuvre mobile. Un élément qui semble se dégager est le besoin d'offrir un accompagnement soutenu et personnalisé aux promoteurs. La Table régionale en entrepreneuriat et son plan d'action sont une première étape en ce sens. M^{me} Harvey ajoute que des conditions gagnantes sont requises pour offrir un accompagnement adéquat : être présent dans le milieu, être en mesure d'échanger de l'information rapidement entre les ministères et avoir une capacité d'intervention humaine et financière. Outre le manque de moyens pour offrir l'accompagnement idéal, une plus grande souplesse pour moduler les mesures et programmes serait nécessaire. M^{me} Harvey pose des questions pour alimenter la réflexion de l'après-midi :

- serait-il possible de mettre en place des réseaux express pour répondre à des problématiques particulières? Dans quelles circonstances et pour quels types de projets serait-il approprié d'en convoquer? Quelle pourrait être la contribution des ministères?

M^{me} Martine Couture commente la synthèse de l'enjeu sur les saines habitudes de vie. Elle rappelle qu'une partie de la mission de l'Agence de la santé et des services sociaux n'est pas seulement d'offrir des soins de santé, mais d'agir en amont de ceux-ci pour diminuer l'occurrence et l'acuité des problèmes de santé publique. L'adoption de saines habitudes de vie est grandement influencée par la présence d'environnements favorables. Cet enjeu touche tous les ministères et organismes, que ce soit avec leurs clientèles qu'avec leurs employés. Il est important de coordonner l'action gouvernementale pour poursuivre les efforts mis en place. À cet égard, la Table sur la promotion des saines habitudes de vie de la CAR permet de mobiliser les partenaires. M^{me} Couture croit que l'on peut aller encore plus loin dans le travail de concertation et que les discussions de l'après-midi permettront de souligner des idées innovantes et de nouvelles perspectives de collaboration.

M. Alain Thibeault commente la synthèse de l'enjeu sur la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale. Il débute par la présentation des différents usages du territoire public. La présentation PowerPoint « Gestion du territoire public : droits, gestion et usages » est jointe au compte rendu à l'annexe VI et en fait partie intégrante. Il souligne que les nombreuses planifications sur le territoire sont une force sur laquelle on doit miser. L'action gouvernementale gagnerait à se concentrer sur l'accompagnement des milieux et des promoteurs, autant pour les projets de mise en valeur des ressources naturelles que pour les projets de conservation. Plusieurs projets majeurs dans la région bénéficieraient d'un accompagnement plus soutenu et personnalisé. M. Thibeault rappelle également que du temps sera nécessaire pour développer cette nouvelle approche.

M^{me} Rhéaume demande à M. Proulx s'il voit des liens entre sa proposition d'expérience pilote et les discussions. M. Proulx souligne que le volontarisme dont les membres de la CAR font preuve pour le développement de la région est notable. Il retient une constante pour chacun des enjeux : la collaboration et l'accompagnement des milieux sont nécessaires pour harnacher la force des territoires et faire émerger l'innovation. Il souhaite pouvoir travailler étroitement avec la CAR pour mettre en place une première expérience pilote en vue de développer un modèle de décentralisation et d'innovation territoriale.

4. Interventions des ministres

M. Bédard souligne l'excellence du travail de la CAR et l'esprit de collaboration qui la caractérise. Il mentionne qu'à titre de ministre régional, il compte beaucoup sur sa contribution pour initier des actions innovantes pour le développement de la région. Malgré le contexte économique difficile, il voit dans la région plusieurs forces sur lesquelles miser : la présence d'une fonction publique dynamique et dévouée à sa région, un fort sentiment d'appartenance, la connaissance fine des directions régionales de la réalité des différents territoires.

Le manque d'accompagnement des promoteurs apparaît à M. Bédard comme un élément récurrent des discussions sur lequel la CAR devrait s'investir. Plusieurs opportunités de développement échappent probablement ainsi à la région. Malgré les effectifs limités, il croit que par une collaboration renforcée, avec des activités de travail interministérielles comme cette journée de réflexion, les directions régionales sauront offrir un support adéquat aux promoteurs.

L'enjeu sur les saines habitudes de vie interpelle particulièrement le ministre, car la région a longtemps été à l'avant-garde du Québec en cette matière. On observe toutefois notre avance s'effriter. Il voit dans la promotion des saines habitudes de vie une expertise régionale importante qui permettrait l'émergence d'un créneau de développement. La région pourrait développer un modèle d'affaires autour des saines habitudes de vie. L'émergence d'un tel créneau générerait des retombées positives en regard des enjeux sur l'occupation et la vitalité des territoires, de la diversification économique et de la mise en valeur du territoire public.

Le ministre entend demander un effort additionnel à la CAR afin qu'elle dégage des opportunités de développement pour la région. Il mentionne par exemple qu'en matière de décentralisation, les nouvelles technologies constitueraient une opportunité pour renforcer la présence de la fonction publique dans la région. À cet égard, il s'attend à recevoir des propositions de la CAR en matière de décentralisation de services.

M. Bédard conclut son intervention en mentionnant que pour l'ensemble des actions innovantes qui seront discutées durant les ateliers de l'après-midi, il s'attend à recevoir un plan d'action de la CAR qui identifierait les actions innovantes interministérielles les plus porteuses à mettre en œuvre.

M. Gaudreault souligne que la mise en œuvre de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires constitue une occasion favorable pour renforcer la collaboration interministérielle au bénéfice du développement de la région. Dans cette perspective, la mise en place d'une expérience pilote en matière de décentralisation dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît le rôle de la CAR comme intervenant privilégié. Il s'agit d'une première étape vers l'adoption d'une Loi-cadre sur la décentralisation.

Le ministre ajoute que les ateliers de réflexion de l'après-midi pourraient tenir compte de certaines préoccupations :

- L'importance de développer une stratégie pour conserver nos entreprises innovantes dans la région dans un contexte de mondialisation des marchés et d'éloignement des centres de décision;
- Le rôle du transport collectif pour assurer une vitalité économique dans les territoires ruraux;
- L'importance de la protection des terres agricoles;
- Le maintien des exclusivités de formation collégiales comme outils d'attractivité pour les territoires;
- Le soutien aux créateurs artistiques pour supporter l'innovation.

M. Gaudreault commente la proposition d'expérience pilote en matière de décentralisation en spécifiant quelques vertus du modèle et les pièges potentiels à prendre en compte. Parmi les vertus, le modèle répond à un besoin d'une structure qui est souple et adaptable aux spécificités de chaque milieu, qui possède un caractère informel et qui offrirait une rapidité d'action suffisante. Parmi les pièges à surveiller, il faut éviter de se perdre dans les planifications et conserver une orientation sur l'action. Une autre difficulté consiste à conjuguer l'ensemble des intérêts locaux sectoriels dans une vision de territoire.

5. Échanges

M^{me} Rhéaume invite les participants à échanger avec les panélistes.

M. Réjean Goudreault, directeur régional au MCC, souhaite apporter un élément additionnel aux synthèses : le grand nombre de créateurs dans la région et la difficulté de faire reconnaître leur juste contribution dans le processus de l'innovation et de la création de richesse collective. Par exemple, ce

sont nos créateurs qui vont transformer nos arbres en nouveaux produits, de sorte que pour chacun des enjeux, la culture peut jouer un rôle important. Face au modèle présenté par M. Proulx, M. Réjean Goudreault exprime ses préoccupations quant à la capacité des directions régionales avec un petit nombre d'effectifs d'être en mesure d'accompagner adéquatement le milieu.

M^{me} Diane Larose, directrice régionale d'expertise au MRN, affirme qu'on doit s'attaquer aux difficultés qu'ont les ministères à partager de l'information rapidement sur un projet. Ainsi, on rendrait plus facile l'accompagnement interministériel des projets. Aussi, il existe dans la fonction publique régionale une mine d'expertises diversifiées qui nous permettrait d'être plus efficaces si elle était connue et partagée.

M^{me} Édith Tremblay, directrice régionale du MDDEFP, mentionne que la préoccupation du développement durable et de la préservation de l'environnement comme une source de richesse collective devrait être plus présente dans les enjeux.

M. Goudreault ajoute un enjeu qui n'a pas été abordé : la sauvegarde du patrimoine régional, en particulier sur l'avenir de nos églises et des autres bâtiments patrimoniaux. Cet enjeu risque de prendre de l'ampleur et de se généraliser dans toutes les communautés de la région.

M. Daniel Groleau, directeur du Parc national Saguenay, aborde le sujet de la gouvernance, qui est un élément important dans la mise en action des partenaires et qui a été peu abordé. Il existe une difficulté importante à faire émerger une vision commune dans les territoires. De plus, on pourrait davantage lier l'action des partenaires autour de celle-ci. Il faudrait travailler à créer davantage de synergie entre les territoires.

M. André Marchand, agent de planification, programmation et recherche de l'ASSS, affirme que la région vit un succès relatif dans la promotion des saines habitudes de vie, mais que le défi va devenir plus important encore avec le vieillissement de la population. Les municipalités et les MRC devront prendre conscience de leur rôle et être plus proactives.

M. Proulx termine l'échange en partageant sa vision de la décentralisation. Il croit que la démarche de prise en place de tables locales des partenaires sectorielles devra être balisée.

Les ministères et organismes risquent d'avoir un rôle de leadership. La CRÉ devra collaborer au processus. Il rappelle que l'ensemble de la démarche vise l'atteinte des objectifs suivants :

- mieux prendre en main l'action sur le terrain;
- stimuler la capacité d'innovation des territoires;
- créer des convergences et des synergies entre les municipalités, les MRC et les régions par des actions communes.



**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec



Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #15

Pour les années 2012-2013 et 2013-2014, le nombre d'employés qui ont été congédiés, par secteurs d'activités.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #16

Montant des taxes payées par le MAMROT au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.

Aucune taxe n'est payée par le gouvernement.

Toutefois, le montant payé par le gouvernement en compensations tenant lieu de taxes et en bonification des compensations s'élève à 84 748 605 \$ pour les universités québécoises. La liste jointe présente le détail.

Les compensations sont versées en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes. La bonification des compensations est versée conformément à l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier d'avril 2006.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Montants de compensations 2013 pour les universités
(Ces montants incluent la compensation de base ainsi que la bonification
prévue à l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier)

Nom du propriétaire	Versement total
Université Laval	13 770 841 \$
Université de Montréal	10 357 403 \$
Université Montréal (H.E.C.)	2 179 115 \$
Université Montréal (Polytechnique)	2 688 582 \$
Université Sherbrooke	7 319 874 \$
Université du Québec	1 276 313 \$
UQAM (Université du Québec à Montréal)	8 880 175 \$
UQTR (Université du Québec à Trois-Rivières)	2 513 256 \$
UQAC (Université du Québec à Chicoutimi)	1 697 992 \$
UQAR (Université du Québec à Rimouski)	1 114 838 \$
UQO (Université du Québec en Outaouais)	1 537 649 \$
UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)	412 711 \$
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	328 059 \$
Institut national de recherche scientifique (INRS)	2 086 344 \$
École des Technologies Supérieures	2 525 346 \$
Université McGill	15 243 598 \$
Université Concordia	9 751 618 \$
Université Bishop's	1 064 891 \$
TOTAL	84 748 605 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #17

Évolution du budget du service de vérification du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.

Exercice financier

Budget de fonctionnement

2013-2014

81 678,00 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #18

Évolution du budget du Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis l'année financière 2008-2009 et prévisions pour 2014-2015.

Exercice financier

2013-2014

Budget de fonctionnement

54 334,00 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #19

Liste de toutes les embauches effectuées pour le service de vérification du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2014-2015.

À partir de l'exercice financier 2010-2011, plusieurs professionnels ont été embauchés ou affectés pour les vérifications en matière d'attribution des contrats municipaux. Les effectifs professionnels du Service de la vérification, en poste au 31 mars 2014, sont de dix-sept employés.

Leur classe d'emploi est 105 soit, agent de recherche et de planification socio-économique. Les salaires de cette classe d'emploi se situent entre 39 843 \$ et 75 538 \$ au 1^{er} avril 2014. La masse salariale est indiquée dans la réponse à la question numéro 20.

Pour 2014-2015, on prévoit poursuivre les efforts en matière de vérification d'attribution des contrats municipaux.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #20

Liste de toutes les embauches effectuées pour le Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis l'année financière 2009-2010, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2014-2015.

Le Bureau du commissaire aux plaintes a été créé en novembre 2010. Au 31 mars 2014, il est composé de neuf employés, soit une secrétaire, un technicien, six professionnels et un cadre.

Les salaires de ces corps d'emploi au 1^{er} avril 2014 sont les suivants :

- Agent de secrétariat : entre 33 001 \$ et 41 822 \$
- Technicien en administration : entre 33 166 \$ et 54 387 \$
- Agent de recherche et planification socio-économique : entre 39 843 \$ et 75 538 \$
- Cadre niveau 3 : entre 93 727 \$ et 114 103 \$

La masse salariale est indiquée à la question numéro 21.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #21

Évolution de la masse salariale du service de vérification du MAMROT depuis 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.

Masse salariale pour l'année 2013-2014 : 1 377 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 22

Évolution de la masse salariale du service Bureau du commissaire aux plaintes du MAMROT depuis 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.

Masse salariale pour l'année 2013-2014 : 583 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #23

Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal depuis l'année financière 2003-2004 et prévisions pour 2014-2015

Le versement annuel en 2013-2014 pour le remboursement du déficit actuariel des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal est de 21 909 114 \$.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #24

Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Québec depuis l'année financière 2003-2004 et prévisions pour 2014-2015..

Le versement annuel en 2013-2014 pour le remboursement du déficit actuariel des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Québec est de 1 471 505 \$.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #25

Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Laval depuis l'année financière 2005-2006 et prévisions pour 2014-2015.

Il n'y a pas de municipalité autre que les villes de Québec et de Montréal concernée par ce genre de transfert.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013-2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Aides accordées en 2013-2014 :

- a) Fonds conjoncturel de développement (FCD) : voir tableau 1
- b) Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD) : voir tableau 2
- c) Villages branchés du Québec : voir tableau 3
- d) Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR) : voir tableau 4
- e) Politique nationale de la ruralité : voir tableaux 5-6-7-8 et 9
- f) Solidarité rurale du Québec : les budgets alloués pour 2013-2014 s'élevaient à 766 000\$
- g) Communautés rurales branchées du Québec : voir tableau 10
- h) Fonds d'aide aux initiatives régionales (FAIR) : relève du MEIE
- i) Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale et Chantier de l'économie sociale : relève du MEIE
- j) Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (PIEC) : relève du MEIE
- k) Fonds d'aide au développement des territoires : relève du MEIE
- l) Fonds d'intervention stratégique régional : relève du MEIE

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 1

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Dépenses prévues 2013-2014
CLD La Matapédia	Embauche d'un travailleur de rang	20 000 \$
Club de l'âge d'or "Les gais philosophes"	Agrandissement de la salle du Club	22 290 \$
Coopérative de gestion en commun du Vieux-Manège	Rénovation du bâtiment	22 978 \$
Patrimoine maritime de Kamouraska	Réfection du quai Taché	16 000 \$
La Débrouille inc.	Agrandissement du bâtiment	23 754 \$
Club de ski de fond Mont-Climont	Amélioration des équipements et des infrastructures	20 000 \$
Ville d'Amqui	Aménagement d'une agora	50 000 \$
Club VTT de La Matapédia	Construction d'une nouvelle passerelle	15 000 \$
Club Les amoureux de la motoneige	Construction d'une passerelle	15 000 \$
Corporation de l'observatoire du Témiscouata inc.	Mise à niveau de l'observatoire et développement d'une nouvelle exposition	35 000 \$
Centre d'excellence sur les drones	Mise aux normes des infrastructures dans le cadre de l'implantation du Centre	232 897 \$
Jardins de Normandin	Étude de pré faisabilité pour le projet de Royaume fantastique	28 377 \$
Corporation de la Vieille Fromagerie Perron	Travaux de restauration du Musée du fromage de Saint-Prime	50 000 \$
Municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain	Acquisition d'un ascenseur à la salle paroissiale de la municipalité	20 000 \$
La Tablée populaire Shawinigan inc.	Relocalisation d'un point de service	50 000 \$
Les Éditions communautaires des Chenaux	Modernisation des outils de communication du Bulletin des Chenaux	10 000 \$
Service d'aide au consommateur - Région 04	Embauche d'un agent d'information en support aux victimes de la pyrrhotite	20 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 1

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Dépenses prévues 2013-2014
Loisirs jeunesse du Cap-de-la-Madeleine inc.	Rénovation du Centre communautaire de loisirs	6 500 \$
Municipalité de Saint-Adelphe	Réaménagement des locaux de la bibliothèque, de la société d'histoire locale et de la maison des jeunes	12 000 \$
MRC Maskinongé	Étude de faisabilité du projet de desserte Internet haute vitesse sans fil sur l'ensemble du territoire de la MRC	26 000 \$
Municipalité de Saint-Léon-le-Grand	Relocalisation en un même endroit de l'ensemble des services municipaux et des bureaux administratifs	85 000 \$
Municipalité de Saint-Venant-de-Paquette	Aménagement d'un parc municipal	17 922 \$
Maison de fin de vie du Granit	Démarrage de la Maison	30 000 \$
MRC du Haut-Saint-François	Intensification des travaux du collectif territorial du Haut-Saint-François	29 700 \$
Corporation archiépiscopale catholique romaine de Sherbrooke	Restauration de la basilique-cathédrale Saint-Michel	49 900 \$
Municipalité de Saint-Marc-de-Figuery	Réfection des infrastructures sportives	15 000 \$
Les loisirs Colombier	Construction et aménagement d'aires de loisirs pour les citoyens	17 000 \$
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins	Préparation d'un plan stratégique quinquennal et d'un plan de marketing	40 000 \$
Unité régionale de Loisirs et Sports Côte-Nord	Renouvellement de l'entente spécifique portant sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord.	75 000 \$
Regroupement de diversification économique de Mécatina	Implantation d'arbres fruitiers et culture en tunnels et en jardins (plantation de camérisier)	29 114 \$
Enviro Llecte inc.	Implantation d'arbres fruitiers et culture en tunnels et en jardins (culture maraîchère et multiplication de plants fruitiers)	20 886 \$
Corporation église Sainte-Amélie	Travaux de maçonnerie et remplacement du système de chauffage	90 000 \$
AGLA Documentaires	Réalisation du documentaire Focus Baie-James	60 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 1

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Dépenses prévues 2013-2014
Escapade boréale	Formation et développement de forfaits touristiques alliant motoneige et culture crie	25 000 \$
Pavillon de la Rose	Acquisition et rénovation d'un bâtiment pour accueillir et soutenir les personnes touchées par le cancer	62 000 \$
Ville de Chibougamau	Parc interculturel	83 385 \$
Maison des jeunes de Lebel-sur-Quévillon	Recyclage de matériel informatique	11 150 \$
Parc régional Petite-Cascapédia	Mise à niveau des équipements sportifs de la station touristique Pin rouge	120 000 \$
MRC La Haute-Gaspésie	Mise en place d'un programme d'étude à Sainte-Anne-des-Monts	300 000 \$
Exploramer	Optimisation de la programmation annuelle du centre d'interprétation	110 000 \$
Club nautique de Carleton inc.	Amélioration du bassin nautique de la ville de Carleton-sur-Mer	104 000 \$
Comité local de développement de L'Anse-à-Valleau	Réalisation de travaux de rénovation au site de Pointe-à-la-Renommée	33 852 \$
Club le chalet du Pont rouge inc.	Acquisition d'une surfaceuse	25 000 \$
Tourisme Anse-à-Beaufils	Réalisation de la première phase du plan directeur d'aménagement	40 000 \$
Paradis plein air l'Archipel	Mise à niveau des infrastructures	25 000 \$
CLD de la Nouvelle-Beauce	Déploiement du plan de développement du Pôle de croissance "Nouveaux produits et matériaux pour la construction et l'industrie"	8 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 1

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Fonds conjoncturel de développement

Bénéficiaire	Projet	Dépenses prévues 2013-2014
Club de Motoneigistes Linière-Marlow inc.	Remise aux normes du bâtiment principal ainsi que de la station d'accueil et de renseignements touristiques	10 000 \$
Les Compagnons de Louis-Cyr	Mise en place d'une exposition permanente sur le personnage de Louis Cyr	39 188 \$
MRC Matawinie	Étude sur l'évaluation des coûts de l'amélioration de la Route 3 dans le Parc national du Mont-Tremblant	7 786 \$
Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides	Étude de marché et évaluation du potentiel de récolte de produits forestiers non ligneux	26 850 \$
Parc Écotouristique de la MRC des Laurentides	Rénovation du pavillon d'accueil	39 000 \$
Festival des Arts de Saint-Sauveur	Réparation du chapiteau	21 090 \$
Garde-Manger des Pays-d'en-Haut	Achat d'un camion réfrigéré	20 520 \$
Objectif Partage	Démarrage d'un centre d'opération et de distribution de denrées alimentaires	32 000 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC Vallée-du-Richelieu	Mise en place d'une structure d'arrimage multisectorielle et multiréseau concrétisant ainsi la mise en œuvre du plan d'action émanant de la démarche RÉVÉ (Réflexion, Évaluation, Vision, Évolution)	35 000 \$
Ville de Sutton	Affichage directionnel pour l'identification des lieux culturels	10 880 \$
L'Antichambre 12-17, Hébergement jeunesse du Suroît	Rénovation et ameublement de l'immeuble	30 000 \$
Comité local de développement de Saint-Bonaventure	Agrandissement et aménagement d'un chalet communautaire et de loisir	62 458 \$
Les Arts et la Ville	Tournée régionale de l'organisme dans le but de faire connaître les avantages du développement culturel pour les communautés	15 000 \$
Regroupement des Organismes de Bassins Versants du Québec	Réalisation d'un répertoire d'actions régionales et locales en matière de gestion de l'eau	16 000 \$
TOTAL		2 568 476 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 2

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Dépenses prévues 2013-2014
Volet I		
		- \$
Volet II		
		- \$
Volet III		
Les sommes attribuées dans le cadre du volet III sont incluses à même les volets I et II (aide totale de 2,4 M\$)		
Volet IV		
		- \$
Volet V		
Les sommes autorisées dans le cadre du volet V sont attribuées en fonction des projets présentés au MAMROT		1 198 873 \$
Total FSTD		1 198 873 \$

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Villages Branchés du Québec	
Requérant	Dépenses prévues 2013-2014
MRC des Laurentides	142 148 \$
MRC des Laurentides	5 607 \$
MRC de Maskinongé	22 626 \$
MRC des Chenaux	3 220 \$
MRC des Chenaux	34 672 \$
Ville de Trois-Rivières	96 216 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	29 648 \$
MRC des Mascoutins	47 887 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	30 214 \$
MRC du Haut-Richelieu	78 874 \$
Réseau collectif de la Gaspésie	177 355 \$
Réseau collectif de la Gaspésie	363 379 \$
MRC de L'Islet	52 766 \$
MRC de Bellechasse	70 355 \$
MRC de Montmagny	57 246 \$
MRC du Fjord-du-Saguenay	138 766 \$
MRC d'Asbestos (Les sources)	22 974 \$
MRC de Bécancour	64 659 \$
MRC de Nicolet-Yamaska	52 817 \$
MRC de Nicolet-Yamaska	1 219 \$

Étude des crédits 2014-2015

TABLEAU 3

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Villages Branchés du Québec	
Requérant	Dépenses prévues 2013-2014
MRC de Maskinongé	16 532 \$
MRC de Mékinac	16 847 \$
Ville de La Tuque	28 073 \$
MRC La Nouvelle-Beauce	94 949 \$
MRC Haute-Yamaska	82 740 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	29 857 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	13 721 \$
Ville de Mont-Laurier	40 945 \$
Ville de Rivière-Rouge	24 797 \$
MRC du Domaine-du-Roy	529 \$
MRC du Domaine-du-Roy	91 897 \$
MRC Maria-Chapdelaine	101 353 \$
MRC du Bas-Richelieu	77 607 \$
MRC Lac St-Jean-Est	95 681 \$
MRC Lac St-Jean-Est	1 012 \$
MRC du Kamouraska	40 796 \$
MRC du Kamouraska	2 617 \$
MRC de Rivière-du-Loup	42 809 \$
MRC des Basques	34 881 \$
MRC des Basques	12 876 \$

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Villages Branchés du Québec	
Requérant	Dépenses prévues 2013-2014
MRC de Témiscouata	72 687 \$
MRC de Témiscouata	3 578 \$
MRC de Rimouski-Neigette	31 763 \$
MRC de Rimouski-Neigette	4 632 \$
MRC la Mitis	32 848 \$
MRC la Mitis	6 541 \$
MRC de Matane	43 414 \$
MRC de Matane	3 819 \$
MRC de La Matapédia	43 562 \$
MRC de La Matapédia	3 741 \$
Ville de Rimouski	16 798 \$
Ville de Rimouski	2 081 \$
MRC d'Autray	66 484 \$
MRC de Matawinie	62 814 \$
MRC de Montcalm	32 547 \$
MRC de Mirabel	63 172 \$
MRC de la Rivière-du-Nord	80 210 \$
MRC de la Rivière-du-Nord	2 910 \$
MRC d'Argenteuil	92 043 \$
MRC de Papineau	113 807 \$

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Villages Branchés du Québec	
Requérant	Dépenses prévues 2013-2014
MRC de Pontiac	132 147 \$
MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	80 358 \$
Municipalité de Val-des-Monts	26 958 \$
Municipalité de Cantley	15 016 \$
MRC de Vaudreuil-Soulanges	77 118 \$
MRC Le Haut Saint-François	66 989 \$
MRC de l'Érable	30 576 \$
MRC d'Artabaska	98 502 \$
MRC de Charlevoix-Est	546 \$
MRC de Charlevoix-Est	58 675 \$
MRC de Charlevoix (Révisé 07-05-14)	63 417 \$
Ville de Thetford-Mines	31 707 \$
Réseau collectif de l'Abitibi	467 303 \$
Ville de Lévis	89 392 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	159 922 \$
Ville de Sept-Îles	75 679 \$
Ville de Port-Cartier	15 612 \$
Ville de Shawinigan	87 002 \$
MRC de Manicouagan	69 180 \$
MRC Abitibi	45 996 \$

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Villages Branchés du Québec	
Requérant	Dépenses prévues 2013-2014
Ville d'Amos	23 989 \$
MRC de Minganie	214 850 \$
Administration régionale Kativik	126 676 \$
Baie-James	301 820 \$
Administration régionale Crie	301 820 \$
Total	5 783 868 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 4

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)

Région	Bénéficiaire	Projet	Dépenses prévues 2013-2014
Estrie	Club Quad Arc-en-Ciel de l'Estrie inc.	Réaménagement du sentier quad Trans-Québec #40	27 634 \$
Centre-du-Québec	Club de motoneiges du Centre-du-Québec inc.	Déplacement d'un sentier dans l'emprise de l'autoroute 55 (pont et ponceaux)	4 962 \$
		Total	32 596 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 5

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2013-2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

		Répartition de l'enveloppe de Pactes ruraux 2007-2014 par région
#	Région	Enveloppe du Pacte 2013-2014
1	Bas-St-Laurent	3 379 331 \$
2	Saguenay-Lac-St-Jean	1 736 376 \$
3	Capitale-Nationale	1 734 264 \$
4	Mauricie	1 862 483 \$
5	Estrie	2 054 964 \$
7	Outaouais	1 726 136 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	1 766 325 \$
9	Côte-Nord	1 625 459 \$
10	Nord-du-Québec	247 444 \$
11	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	2 838 162 \$
12	Chaudière-Appalaches	3 202 189 \$
14	Lanaudière	2 269 788 \$
15	Laurentides	2 742 866 \$
16	Montréal	4 061 040 \$
17	Centre-du-Québec	1 782 264 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 6

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Enveloppe de base des agents ruraux

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2013-2014
01	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska	56 308 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia	84 462 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Mitis	56 308 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Les Basques	56 308 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Matane	28 154 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette	28 154 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup	28 154 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata	84 462 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est	56 308 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy	28 154 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay	56 308 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine	56 308 \$
04	Mauricie	La ville de La Tuque	28 154 \$
04	Mauricie	La ville de Shawinigan	28 154 \$
04	Mauricie	Les Chenaux	28 154 \$
04	Mauricie	Maskinongé	56 308 \$
04	Mauricie	Mékinac	28 154 \$
05	Estrie	Coaticook	28 154 \$
05	Estrie	Le Granit	56 308 \$
05	Estrie	Le Haut-Saint-François	28 154 \$
05	Estrie	Le Val-Saint-François	56 308 \$
05	Estrie	Memphrémagog	28 154 \$
05	Estrie	Les Sources	28 154 \$
07	Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	84 462 \$
07	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	28 154 \$
07	Outaouais	Papineau	84 462 \$
07	Outaouais	Pontiac	84 462 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi	84 462 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	84 462 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	La ville de Rouyn-Noranda	28 154 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue	84 462 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	28 154 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 6

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Enveloppe de base des agents ruraux

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2013-2014
09	Côte-Nord	Le Golfe-du-Saint-Laurent	56 308 \$
09	Côte-Nord	Caniapiscau	28 154 \$
09	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord	28 154 \$
09	Côte-Nord	Manicouagan	28 154 \$
09	Côte-Nord	Minganie	28 154 \$
09	Côte-Nord	Sept-Rivières	28 154 \$
10	Nord-du-Québec	Municipalité de la Baie James	84 462 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Avignon	56 308 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	56 308 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé	28 154 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Haute-Gaspésie	28 154 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé	56 308 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Mun: Les Iles-de-la-Madeleine	28 154 \$
12	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan	28 154 \$
12	Chaudière-Appalaches	Bellechasse	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce	28 154 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Amiante	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	Les Etchemins	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Islet	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lotbinière	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	Montmagny	56 308 \$
12	Chaudière-Appalaches	Robert-Cliche	28 154 \$
14	Lanaudière	D'Autray	28 154 \$
14	Lanaudière	Joliette	28 154 \$
14	Lanaudière	L'Assomption	28 154 \$
14	Lanaudière	Matawinie	56 308 \$
14	Lanaudière	Montcalm	28 154 \$
15	Laurentides	Antoine-Labelle	56 308 \$
15	Laurentides	Argenteuil	28 154 \$
15	Laurentides	Deux-Montagnes	28 154 \$
15	Laurentides	La Rivière-du-Nord	28 154 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 6

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

Enveloppe de base des agents ruraux

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2013-2014
15	Laurentides	La ville de Mirabel	28 154 \$
15	Laurentides	Les Laurentides	56 308 \$
15	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut	28 154 \$
16	Montréal	Acton	28 154 \$
16	Montréal	Beauharnois-Salaberry	28 154 \$
16	Montréal	Brome-Missisquoi	56 308 \$
16	Montréal	La Haute-Yamaska	28 154 \$
16	Montréal	La Vallée-du-Richelieu	28 154 \$
16	Montréal	Lajemmerais	28 154 \$
16	Montréal	Le Bas-Richelieu	28 154 \$
16	Montréal	Le Haut-Richelieu	28 154 \$
16	Montréal	Le Haut-Saint-Laurent	28 154 \$
16	Montréal	Les Jardins-de-Napierville	28 154 \$
16	Montréal	Les Maskoutains	28 154 \$
16	Montréal	Roussillon	28 154 \$
16	Montréal	Rouville	28 154 \$
16	Montréal	Vaudreuil-Soulanges	28 154 \$
17	Centre-du-Québec	Arthabaska	56 308 \$
17	Centre-du-Québec	Bécancour	56 308 \$
17	Centre-du-Québec	Drummond	28 154 \$
17	Centre-du-Québec	L'Érable	28 154 \$
17	Centre-du-Québec	Nicolet-Yamaska	28 154 \$
		MAMROT	3 603 712 \$
03	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est	28 154 \$
03	Capitale-Nationale	Charlevoix	28 154 \$
03	Capitale-Nationale	L'Île-d'Orléans	28 154 \$
03	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré	28 154 \$
03	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier	28 154 \$
03	Capitale-Nationale	Portneuf	84 462 \$
		Bureau Capitale Nationale	225 232 \$
		TOTAL	3 828 944 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 7

Demande #26

Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

FONDS D'INITIATIVE POUR L'AVENIR RURALE

PROJETS	DESCRIPTION	2013-2014
Université rurale québécoise	Organisation aux deux ans d'un événement de cinq jours sur la ruralité regroupant plus de 300 participants et combinant les dimensions théorique et pratique, avec visites-terrain.	30 000 \$
	TOTAL	30 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 8

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

Région		Nom du projet	Promoteurs	(en milliers de \$)
				13-14
7-	Outaouais	H2O, les Collines	MRC des Collines-de-l'Outaouais	12
11-	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Percé, la santé ensemble	Ass. Coop. consommation de Percé	18
SOUS-TOTAL				30

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

Région		Nom du projet	Promoteurs	(en milliers de \$)
				13-14
5-	Estrie	La Cité-École, au cœur de sa communauté	Commission scolaire des Hauts-Cantons	70
12-	Chaudière-Appalaches	Mise en valeur des PFNL - MRC L'Islet	Coop.solidarité produits forestiers non-ligneux MRC de l'Islet	48
11-	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Agroforesterie et paysae - MRC Rocher-Percé	MRC le Rocher-Percé	80
16-	Montérégie	Développement socioéconomique: produit d'appel distinctif	CLD Brome-Missisquoi	65
8-	Abitibi-Témiscamingue	Grappe énergétique des Coteaux	Cellule d'aménagement des Coteaux	100
16-	Montérégie	Le travailleur de rang: une plus-value pour une qualité de vie en milieu rural	Au cœur des familles agricoles	80
15-	Laurentides	Projet de paysages: principes, outils et actions	CRÉ des Laurentides	75
SOUS-TOTAL				518

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 8

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 3

Région		Nom du projet	Promoteurs	(en milliers de \$)
				13-14
12-	Chaudière-Appalaches	Groupe d'intervention en santé Hans Kai	Coopérative de santé Robert-Cliche	75
9-	Côte-Nord	Relance et diversification des activités et exploitation des ressources nordiques en Basse-Côte-Nord	Association des Coasters	100
7-	Outaouais	Centre d'excellence de formation en récréotourisme dans la forêt de l'Aigle	Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	100
1-	Bas-Saint-Laurent	Revitalisation et dynamisation du secteur agricole et industriel par l'implantation du Miscanthus Giganteus	Club Agri-Tech 2000	100
11-	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gestion intégrée des matières résiduelles - Acroissement de l'autonomie de la communauté par l'intégration de technologies novatrices	Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	80
16-	Montréal	Mon rêve, mon village	Coop de solidarité du Suroît	12
SOUS-TOTAL				467
TOTAL DES TROIS PREMIÈRES VAGUES				1 015

N.B. La mesure des laboratoires ruraux n'existe plus dans la Politique nationale de la ruralité 2014-2024.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 9

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	--

Produit de spécialité PNR 2007-2014				
Région	MRC	Projets déposés		
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	Année financière
				2013-2014
1	Kamouraska	La Fée Gourmande inc.	Chocolats fins typiques du Kamouraska	15 000,00 \$
1	Kamouraska	La Fée Gourmande inc.	Chocolats fins typiques du Kamouraska	15 000,00 \$
1	Kamouraska	Quai des bulles	Lait corporel à l'églantier et à l'huile d'argousier	15 000,00 \$
1	Kamouraska	Pierre Brouillette Joallier	Jonc ceinturé d'orthoquartzite	15 000,00 \$
1	Kamouraska	Les Trésors du fleuve	Saucisse d'anguille	23 740,00 \$
1	Kamouraska	Créations Vitalis	Urnes funéraires écologiques	8 983,00 \$
1	Kamouraska	Les Délices du Lys	Andouillettes marines	25 000,00 \$
1	La Matapédia	Vallée de la Framboise	Vin mousseux à la framboise	22 390,00 \$
1	La Mitis	Fromagerie La tête sur le bio	Fromage au lait de vache bio affiné à l'hydromel	25 000,00 \$
1	La Mitis	Les Jardins de Mitis Inc.	Sirop de bourgeons de pin mugo	10 428,00 \$
2	Lac-St-Jean-Est	Ferme Adélaré et Serge Tremblay	Procédé de pressage de miniballes	2 500,00 \$
2	Le-Fjord-du-Saguenay	Ateliers Bois de fer	Table en bois massif	25 000,00 \$
2	Le-Fjord-du-Saguenay	Champignons du fjord	Saucisses de cerfs rouges et pleurotes et terrine de cerfs rouges et pleurotes	50 000,00 \$
2	Le-Fjord-du-Saguenay	Poterie Terre forte	Production de chawans (bol pour préparation du thé)	25 000,00 \$
2	Le-Fjord-du-Saguenay	La mouchetée inc.	Fumet de truites mouchetées	25 000,00 \$
3	Charlevoix	Volières Baie-St-Paul inc.	Mousse de faisan fumé	12 079,00 \$
3	Charlevoix Est	Pêcherie Daniel Girard Inc.	Vinaigrette à base de jus de tomates fraîches	20 000,00 \$
3	Charlevoix-Est	Charlevoix Pure laine	Tapis de laine tufté	16 250,00 \$
3	l'île d'Orléans	Ferme Capitaine Noël inc.	Vinaigre balsamique de cassis biologique	13 000,00 \$
3	Portneuf	Domaine Hébert	Vin de framboise élaboré selon la méthode champenoise	25 000,00 \$
3	Portneuf	Fromagerie Grondines	Fromage de type Beaufort	10 000,00 \$
4	Les Chenaux	Fabrique de pâtes	Pâtes alimentaires sèches par laminage à froid	10 000,00 \$
4	Les Chenaux	Ferme la Bissonnière Inc.	Pemmican de bison fumé à l'érable	25 000,00 \$
4	Les Chenaux	Pranasens Inc.	Gamme de produits phytocosmétiques	25 000,00 \$
4	Maskinongé	Laies Marcassins du Rieur Sanglier	Gamme de produits de viande de sanglier séchée et/ou fumée	10 000,00 \$
4	Maskinongé	Vignoble Prémont	Vin artisanal	10 000,00 \$
4	Maskinongé	Les bières de la Nouvelle-France	Bière aux fruits sans gluten	25 000,00 \$
4	Maskinongé	Pur Safran inc.	Production du safran	25 000,00 \$
4	Mékinac	Coop A la fût	Bières aromatisées aux eaux essentielles	9 360,00 \$
4	Mékinac	Daniel Durand	Artisan du verre	10 000,00 \$
5	Coaticook	Verger Le Gros Pierre	Pâte à biscuits aux pommes	474,00 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 9

Produit de spécialité PNR 2007-2014				
Région	MRC	Projets déposés		
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	Année financière
				2013-2014
5	Coaticook	Apéri-fruits Compton	Concentré liquide de cassis	8 600,00 \$
5	Les Sources	Fromagerie La Maison grise	Fromage bleu de chèvre à pâte ferme persillée	8 533,00 \$
5	Les Sources	Fromagerie L'oiseau bleu	Bûches et bûchettes de fromage de chèvre à croute fleurie et pâte persillée de caillé mixte	8 935,00 \$
5	Memphrémagog	Bertrand Letendre	Vinaigre de vin de bleuets	1 180,71 \$
5	Val-St-François	Bio-Ustensiles	Ustensiles en bois	285,00 \$
5	Val-St-François	Maison sans gluten inc	Cannellonis sans gluten	1 800,00 \$
5	Val-St-François	Bouquets gourmets inc	Garnitures à base de petits fruits, de sirop d'érable et de café	2 315,00 \$
7	Les Collines-de-l'Outaouais	Marie-Pierre Drolet	Tuile de céramique	16 760,00 \$
7	Papineau	Boucherie de la Ferme	Gamme de paperettes	12 500,00 \$
7	Vallée-de-La-Gatineau	Bo-Sirop	Moût et mousseux à l'érable	35 000,00 \$
8	Abitibi	Caroline Arbour	Fabrication de petites séries de bijoux	18 000,00 \$
8	Abitibi Ouest	La Fraisonnée inc.	Tartinade fruitée et chocolatée	10 000,00 \$
8	Abitibi-Ouest	Fromagerie Chèvrerie Dion	Fromage de chèvre à pâte ferme	12 500,00 \$
8	Témiscamingue	Domaine DesDuc	Vin fortifié aux cerises	15 000,00 \$
9	La-Haute-Côte-Nord	Gestion Maude-Max	Jus neutra boréal	20 000,00 \$
9	La-Haute-Côte-Nord	Gestion Maude-Max	Poudre de petits fruits	20 000,00 \$
9	Minganie	De baies et de sève	Produits comestibles bio de ressources marines	15 892,00 \$
10	Baie James	Bétula stratégie enr.	Champignons matsutake sauvages surgelés, en marinade et séchés	25 000,00 \$
10	Baie James	Bétula stratégie enr.	Production d'une boisson de santé naturelle à base de sève de bouleau blanc	25 000,00 \$
11	Bonaventure	Ferme Bourdages Tradition	Gamme de produits vinicoles à base de fraises	5 642,00 \$
11	Bonaventure	Ferme Natibo	Gamme de produits dérivés du lait de chèvre	5 000,00 \$
11	Bonaventure	Ferme Bourdages Tradition	Produits santé préparés de la gamme Nature Bourdages	25 000,00 \$
11	Haute-Gaspésie	Atelier Claude Rioux	Monuments funéraires stylisés en ciment	5 900,00 \$
12	Bellevue	Terre d'Hysope	Produits de soin haut de gamme pour le corps	17 298,00 \$
12	L'Islet	Ferme paysanne	Crème de lait de chèvre	23 014,00 \$
12	L'Islet	Braisée Bistro Mobile	Mise en marché de foie gras aux sarments de vigne	17 404,00 \$
14	Matawinie	Simon Turcotte confiturier	Moutarde violette de raisin sauvage	5 000,00 \$
14	Montcaim	Cochon cent façons	Caillette de Saint-Jacques	25 000,00 \$
15	Les Laurentides	Gourmet sauvage inc.	Herbes salées sauvage	22 430,00 \$
15	Mirabel	David Desjardins Lemire	Ecrevisses Géantes	24 000,00 \$
16	Brome missisquoi	L'Empreinte verte	Production d'une gamme de pestos biologiques	20 000,00 \$
16	Brome-Missisquoi	Créations gourmandes	Gammes de desserts crus	25 000,00 \$
16	Brome-Missisquoi	UNION LIBRE cidre & vin	Cidre de feu et cidre de feu mousseux	40 000,00 \$
16	Acton	Atripack	Produits à base d'une réduction de vinaigre balsamique, de miel et de petits fruits	25 000,00 \$
16	Haut-Saint-Laurent	Entre Pierre et Terre	Vin de bleuets mousseux	10 000,00 \$
16	Haute-Yamaska	École du 3e Rang, vignoble et cidrerie	Mousseux de poires	20 000,00 \$
16	J-D-Napierville	Au fil du vent	3 produits (tartinade, pâte de fruits et sirop)	6 000,00 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 9

Produit de spécialité PNR 2007-2014				
Région	MRC	Projets déposés		
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	Année financière
				2013-2014
16	Les Maskoutains	Petit Muzo	Gâteries pour chien	25 000,00 \$
16	Les Maskoutains	Bonbons Kel	Gamme de bonbons	10 000,00 \$
16	Pierre-de-Saurel	Les Fromages Latino	Crema salvadoréna et Kumis	7 500,00 \$
16	Roussillon	Jardins Purdéllys	3 produits (Acéritif, Cidre de Feu et cidre Pur Délys)	50 000,00 \$
16	Vaudreuil-Soulanges	Le Mtanios	Alcools : arak, pastis, vin	10 000,00 \$
17	Arthabaska	Moulin La Pierre	Gamme de pains de spécialité	12 000,00 \$
17	Bécancour	Domaine du Clos de l'Isle	Pinot noir vieilli en fût de chêne	25 000,00 \$
17	L'Erable	Maïo Carrier	Confection d'œuvres sculpturales en "verre de pierre"	7 970,00 \$
17	Arthabaska	Fromagerie du Presbytère (9140-5621 Québec inc.)	Fromage cuit à pâte ferme	10 543,00 \$
			TOTAL	1 286 206 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 10

Demande #26	Liste de toutes les subventions octroyées en 2012-2013 et 2013 -2014 dans le cadre du programme Développement des régions et ruralité. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------	---

	RÉGION	PROJET	BÉNÉFICIAIRE	Territoire couvert	Montant dépensé en 2013-2014
1	Bas-Saint-Laurent	MRC de Kamouraska	Barrett Xplore	MRC de Kamouraska	44 534 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC La Matapédia	Barrett Xplore	MRC La Matapédia	47 984 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC La Mitis	Barrett Xplore	MRC La Mitis	67 634 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC Les Basques	Barrett Xplore	MRC Les Basques	61 144 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC Matane	Barrett Xplore	MRC Matane	73 688 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC Rimouski-Neigette	Barrett Xplore	MRC Rimouski-Neigette	48 630 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC Rvière-du-Loup	Barrett Xplore	MRC Rvière-du-Loup	89 605 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MRC Témiscouata	Barrett Xplore	MRC Témiscouata	91 632 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Aide-Tic phase 2	Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications	Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord : Secteur l'Anse aux Foins	79 000 \$
3	Capitale-Nationale	Ville de Lac-Saint-Joseph	Ville de Lac-Saint-Joseph	Ville de Lac-Saint-Joseph	34 890 \$
3	Capitale-Nationale	Ile d'Orléans	Vidéotron	Ile d'Orléans	48 589 \$
5	Estrie	MRC Haut-Saint-François-XIT Télécom	MRC Haut-Saint-François	Ascot Corner, Chartierville, Dudswell, Lingwick, Newport Saint-Isidore-de-Clifton, Westbury	225 144 \$
5	Estrie	MRC Haut-Saint-François-XIT Télécom	MRC Haut-Saint-François	Ascot Corner, Chartierville, Dudswell, Lingwick, Newport, Saint-Isidore-de-Clifton, Westbury	92 049 \$
5	Estrie	Saint-Etienne-de-Bolton	Municipalité de Saint-Etienne-de-Bolton	Saint-Etienne-de-Bolton	33 945 \$

	RÉGION	PROJET	BÉNÉFICIAIRE	Territoire couvert	Montant dépensé en 2013-2014
2 et 9	Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord	Aide-Tic Fjord-du-Saguenay et Haute-Côte-Nord	Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications	Bégin, Ferland-et-Boilleau, L'Anse Saint-Jean, Larouche, Petit-Saguenay, Rivière-Éternité, Saint-Ambroise, Saint-Charles-de-Bourget, Saint-David-de-Falardeau, Sainte-Rose-du-Nord, Saint-Félix-d'Otis, Saint-Fulgence, Saint-Honoré, Ville de Forestville, Les Bergeronnes, Les Escoumins, Longue-Rive, Portneuf-sur-Mer, Sacré-Coeur, Tadoussac, La Réservé d'Essinit	343 499 \$
9	Côte-Nord	Télé-Anticosti	Télé-Anticosti	Port Meunier (Île Anticosti)	19 890 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réseau collectif des communications électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie-phase	Réseau collectif des communications électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie	Côte-de-Gaspé, Haute-Gaspésie et Avignon	336 846 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réseau collectif des communications électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie-phase	Réseau collectif des communications électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie	Côte-de-Gaspé, Haute-Gaspésie et Avignon, Partie non couverte dans la phase I	149 218 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Navigue.com Société de développement économique de Percé (SDEP)	Société de développement économique de Percé (SDEP)	Ville de Percé (partie à finaliser)	14 400 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CASI - Mont-Louis, Gros-Morne	CASI	Mont-Louis - Gros-Morne	39 008 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réseau collectif des communication électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie-phase III-Cap Chat	Réseau collectif des communication électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie	Cap-Chat	6 400 \$
12	Chaudière-Appalaches	Municipalité de Sainte-Justine	Sogetel inc.	Rang St-Pierre	1 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Zacharie	Coopérative Antenne Saint-Zacharie	Municipalité de Saint-Zacharie	32 768 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

TABLEAU 10

	RÉGION	PROJET	BÉNÉFICIAIRE	Territoire couvert	Montant dépensé en 2013-2014
15	Laurentides	*MRC Argenteuil	Barrett Explore	MRC Argenteuil	99 999 \$
15	Les Laurentides	La Minerve	Xittel	La Minerve	79 999 \$
15	Laurentides	MRC Antoine Labelle	MRC Antoine Labelle	MRC Antoine Labelle	22 175 \$
15	Laurentides	Argenteuil phase 2	Barrett Explore	Brownsburg-Chatham, Gore, Grenville, Grenville-sur-la-Rouge, Harrington, Lachute, Mille-Isles, Saint-André-d'Argenteuil, Wentworth	99 999 \$
15	Laurentides	Argenteuil phase 3	Barrett Explore	Brownsburg-Chatham, Gore, Grenville, Grenville-sur-la-Rouge, Harrington, Lachute, Mille-Isles, Saint-	99 999 \$
15	Laurentides	Filau - Amherst	Fibres Internet Laurentides	Amherst	34 800 \$
15	Laurentides	Filau - St-Faustin-Lac-Carré	Fibres Internet Laurentides	St-Faustin-Lac-Carré	23 200 \$
15	Laurentides	Antoine-Labelle La Macaza	Municipalité de La Macaza	La Macaza	79 999 \$
15	Laurentides	Filau Labelle	Filau Labelle	Lac Labelle	48 800 \$
15	Laurentides	MRC Les Pays-d'en-Haut	MRC Les Pays-d'en-Haut	N/A	18 788 \$
16	Montérégie	Réseau Internet Maskoutains	Réseau Internet Maskoutains (augmentation de la promesse de 182 049 \$)	MRC des Maskoutains	158 732 \$
16	Montérégie	Bolton-Ouest	Xittel	Bolton-Ouest	32 450 \$
16	Montérégie	Sutton	Xittel	Sutton	73 429 \$
16	Montérégie	*MRC Brome Missisquoi (satellite)	Xplornet	MRC Brome Missisquoi	99 999 \$
16	Montérégie	MRC Vaudreuil Soulanges Sans Fil 3	XITTEL	MRC Vaudreuil Soulanges	3 865 \$
16	Montérégie	Coopérative de service internet Pierre-de-Saurel (augmentation de l'aide financière)	Coopérative de service internet Pierre-de-Saurel	MRC Pierre-de-Saurel	177 607 \$

	RÉGION	PROJET	BÉNÉFICIAIRE	Territoire couvert	Montant dépensé en 2013-2014
16	Montréal	Brome-Missisquoi phase 2	Barrett Explore	Partiellement couvert : Abercorn, Frelighsburg, Bedford, Lac-Brome, Bolton-Ouest, Notre-Dame-de-Standbridge, Brigham, Pike River, Brome, Saint-Armand, Bromont, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Cowansville, Sainte-Sabine, Dunham, Stanbridge East, Farnham, Stanbridge Station, Sutton	99 999 \$
16	Montréal	Brome-Missisquoi phase 3	Barrett Explore	Partiellement couvert: Abercorn, Frelighsburg, Bedford, Lac-Brome, Bolton-Ouest, Notre-Dame-de-Standbridge, Brigham, Pike River, Brome, Saint-Armand, Bromont, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Cowansville, Sainte-Sabine, Dunham, Stanbridge East, Farnham, Stanbridge Station, Sutton	99 999 \$
				TOTAL	3 335 335 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Question # 27

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement de la métropole pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Les normes du Fonds de développement de la métropole ont été remplacées par celles du Fonds d'initiatives et de rayonnement de la métropole (FIRM) à compter du 1^{er} avril 2011.

- Liste des projets financés (sommes allouées) au cours de l'exercice financier 2013-2014 : Annexe 1

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
FrancoFolies de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec et développer un produit de calibre international pour les éditions 2013, 2014 et 2015 des FrancoFolies de Montréal.	212 050 \$
Festival Juste pour rire	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec des éditions 2011, 2012 et 2013 du Festival juste pour rire et les activités entourant le 30 ^e anniversaire du Festival Juste pour rire.	100 000 \$
Festi Blues	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2012 du FestiBlues international de Montréal.	9 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Réaliser la Plateforme CINARS 2012 et participer à cinq marchés internationaux en 2012-2013, dont l'organisation d'un showcase de promotion d'artistes à l'APAP à New York.	25 000 \$
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	Soutenir la mise en place d'une coordination intersectorielle en itinérance sur le territoire de la ville de Montréal.	30 000 \$
Grappe industrielle de l'aluminium du Québec	Réaliser la phase de démarrage de la grappe.	10 000 \$
Festival international de musique POP de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival international de musique POP de Montréal.	11 000 \$
Maison de l'Exode inc.	Mise en place d'un centre de répit et de dégrisement à Montréal.	300 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser l'édition 2012 du Festival Coup de cœur francophone.	35 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Soutenir les activités de la grappe du cinéma du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2014.	20 000 \$
Centre Saint-Pierre	Réaliser le projet de reconversion de l'îlot Saint-Pierre Apôtre en un complexe social, culturel et communautaire.	67 600 \$
Synchro GOLF inc.	Pour la tenue à Montréal du Circuit des Champions de la Professional Golfer's Association (PGA) en 2010, 2011 et 2012.	50 000 \$
Fondation les légendes du golf	Réaliser les activités de promotion hors Québec de l'édition 2013 du Championnat de Montréal PGA.	140 000 \$
F. I. P. Le Festival international de percussions	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de percussions de Longueuil.	8 100 \$
Comité du secteur aérospatial (Aéro Montréal)	Soutenir les activités de la grappe Aéro Montréal pour l'année 2012.	20 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser l'édition 2013 de La Virée classique.	122 500 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Organisation d'un Forum stratégique sur les grappes industrielles.	56 758 \$
Festival musique et arts OSHEAGA	Réaliser l'édition 2012 du Festival musique et arts OSHEAGA.	27 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Soutenir les activités de la grappe du cinéma et de la télévision (dénommée ACTIONMTL), pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013, prévues au Plan d'action 2013.	80 000 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Présence autochtone.	31 500 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival international Nuits d'Afrique.	42 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival du nouveau cinéma de Montréal.	20 250 \$
Technoparc Montréal	Réaliser le projet de participation du Regroupement Montréal au Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM) de l'édition 2013.	10 000 \$
Aéro Montréal	Soutenir la réalisation du projet Écosystème numérique de l'aérospatiale pour la main-d'œuvre.	40 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Marathon Oasis de Montréal.	24 300 \$
Fondation Metropolis Bleu	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de Montréal Metropolis Bleu.	6 000 \$
Mission Design	Réaliser les activités du Plan d'action 2011-2014.	140 000 \$
Semaine de la mode de la Métropole	Accroître le rayonnement à l'international des deux éditions 2013 de la Semaine de mode de Montréal.	100 000 \$
Montréal Électronique Groove (MEG)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival MEG Montréal.	31 500 \$
Île du savoir	Réaliser l'édition 2013 du Festival Eureka!	24 500 \$
Centre du cinéma Parallèle inc.	Mise en valeur de la salle Cassavetes de l'Excentris.	70 000 \$
F. I. P. Le Festival International de Percussions	Réaliser la mise en march hors-Québec de l'édition 2013 du Festival de Percussions de Longueuil.	18 900 \$

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
Regroupement Pied Carré (anciennement Pied Carré Regroupement des créateurs de St-Viateur Est)	Réaliser le Projet d'ateliers d'artistes de Gaspé.	350 000 \$
Aéro Montréal	Réaliser le Forum Innovation Aérospatiale 2013.	30 000 \$
Théâtre Mainline	Réaliser l'édition 2013 du Festival St-Ambroise FRINGE Montréal.	14 000 \$
Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2013 de la Fête nationale du Québec à Montréal et pour l'organisation du Grand déambulateur nocturne.	56 000 \$
Festival Zoofest	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2012 du Festival Zoofest.	45 000 \$
Festival Juste pour rire	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec des éditions 2011, 2012 et 2013 du Festival juste pour rire et les activités entourant le 30e anniversaire du Festival Juste pour rire.	430 000 \$
Festival Zoofest	Réaliser l'édition 2013 du Festival Zoofest.	105 000 \$
Festival des films du monde	Réaliser l'édition 2013 du Festival des films du monde.	115 500 \$
Festival Fantasia	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Fantasia.	31 500 \$
Lange bleu	Réaliser le projet de déploiement du service de couches lavables aux centres de la petite enfance de la Montérégie et de Laval.	49 000 \$
Festival Mode et Design Montréal	Augmenter la notoriété aux plans national et international de l'édition 2013 du Festival mode & design de Montréal.	105 000 \$
Centre de répit Philou	Réaliser le projet-pilote de camps de jour adapté pour les enfants lourdement handicapés.	10 500 \$
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain	Soutenir les activités de Montréal InVivo du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2014 de la Grappe.	20 000 \$
Réseau culturel de la Ligne Bleue	Réaliser la deuxième année d'activités du Réseau culturel de la ligne bleue.	35 000 \$
Coop de solidarité WEBTV	Réaliser le projet WEBTV.COOP 3.0.	112 000 \$
Festival musique et arts OSHEAGA	Réaliser l'édition 2013 du Festival musique et arts OSHEAGA.	63 000 \$
Festi Blues	Réaliser l'édition 2013 du FestiBlues international de Montréal.	28 000 \$
Fonds de développement Emploi-Montréal inc. (FDEM)	Soutenir les entreprises du Fonds de développement Emploi-Montréal inc.	63 300 \$
Communautique	Réaliser le projet Métropole en résidences.	22 000 \$
Cyclo Chrome inc.	Réaliser le projet CycloChrome, phase 2 du développement.	29 250 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil (CRÉ de Longueuil)	Entente spécifique pour réaliser des projets favorisant le développement du secteur de l'économie sociale sur le territoire de la CRÉ, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.	40 000 \$
Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie (FROHM)	Réaliser le projet Unité Mobile - entretien réparation en logements sociaux.	42 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser l'édition 2013 de Marathon Oasis de Montréal.	56 700 \$
Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent	Embaucher un gestionnaire de projets qui mettra en œuvre le plan de développement 2013-2017 du zoo Écomuseum.	28 800 \$
Centre Saint-Pierre	Réaliser le projet de développement de l'îlot Saint-Pierre pour les études sur les structures juridiques et la fiscalité.	23 300 \$
Grappe industrielle de l'aluminium du Québec	Mise en place des opérations de la GIAQ et la réalisation des chantiers du plan d'action 2013-2015.	40 000 \$
Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal (Tourisme Montréal)	Mettre en œuvre le plan vert de l'industrie touristique montréalaise.	5 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser l'édition 2012 du Festival Coup de cœur francophone.	15 000 \$
Alchimies, Créations et Cultures	Réaliser les activités de rayonnement à l'étranger et de développement du public du Festival du Monde Arabe de Montréal.	30 000 \$
Festival Heavy MTL	Réaliser l'édition 2013 du Festival Heavy MTL.	66 150 \$
Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)	Réaliser le projet-pilote de coopérative de solidarité en habitation étudiante.	35 000 \$
Cité des arts du cirque (TOHU)	Réaliser les activités de mise en marché et développer un produit de calibre international de l'édition 2013 du Festival Montréal Complètement cirque.	100 000 \$

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
Grand prix cycliste ProTour	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Grand Prix Cycliste World Tour à Montréal.	140 000 \$
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain	Réaliser les activités du Plan d'action 2013 et 2014 de Montréal InVivo.	80 000 \$
Art Souterrain	Réaliser l'édition 2013 d'Art souterrain.	5 000 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Conférence de Montréal - promotion hors Québec des éditions 2010 à 2014.	16 666 \$
Festival Montréal en Lumière inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Montréal en Lumière.	85 500 \$
M pour Montréal	Réaliser l'édition 2012 du Festival M pour Montréal.	5 400 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Conférence de Montréal - promotion hors Québec des éditions 2010 à 2014.	50 000 \$
Conférence régionale des élus de Laval (CRÉ de Laval)	Entente spécifique en économie sociale dans la région de Laval 2008-2013.	10 000 \$
Festival international de musique POP de Montréal	Mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival international de musique POP de Montréal.	25 200 \$
Médiathèque du Design Inc.	Accroître le rayonnement à l'international de l'édition 2013 du Salon international du design de Montréal (SIDM) et réaliser SIDM en ville.	34 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Réaliser les activités de promotion pour la période du 1 ^{er} avril 2012 au 31 mars 2013.	11 640 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival du nouveau cinéma de Montréal.	47 250 \$
Fondation Québec Cinéma	Réaliser le projet de marché et présence internationale de l'édition 2013 du Rendez-vous du cinéma québécois.	5 000 \$
Société de la Place des Arts de Montréal	Soutenir les festivités du 50 ^e anniversaire de la Place des Arts.	15 000 \$
Tablée des Chefs	Réaliser le projet d'achat d'équipement et de ressources.	14 400 \$
FDEM2-Projets d'économie sociale	Réaliser le service de deuxième ligne en économie sociale - année 4.	75 000 \$
FDEM2-Projets d'économie sociale	Réaliser le projet Service de deuxième ligne en économie sociale.	175 000 \$
TechnoMontréal	Soutenir les activités de la grappe des technologies de l'information et de la communication (TIC) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012, prévues au Plan d'affaires 2012-2015.	20 000 \$
Festi Blues	Réaliser l'édition 2013 du FestiBlues international de Montréal.	12 000 \$
Montréal en histoire	Réaliser la phase 2 du projet cité mémoire.	60 000 \$
Jeunesse Musicales du Canada	Congrès annuel des Jeunesses musicales internationale.	6 000 \$
Comité du secteur aérospatial (Aéro Montréal)	Réaliser la mise en œuvre et l'administration de l'initiative MACH en soutien à la chaîne d'approvisionnement aérospatiale québécoise.	21 875 \$
Alchimies, Créations et Cultures	Réaliser les activités de rayonnement à l'étranger et de développement du public du Festival du Monde Arabe de Montréal.	70 000 \$
Aéro Montréal	Réaliser les activités des trois années du Plan stratégique 2013-2015 de la grappe.	80 000 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal	Réaliser le Défilé de la Saint-Patrick 2013.	5 000 \$
C2.MTL	Réaliser C2.MTL 2013, 2014 et 2015.	500 000 \$
Parole d'excluEs	Réaliser le projet « Mobilisation citoyenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale par le logement communautaire ».	150 000 \$
Parole d'excluEs	projet de mobilisation par le logement social dans les territoires de Montréal-Nord et de Hochelaga-Maisonneuve.	16 000 \$
Maison Saint-Gabriel	Réaliser le projet Oser le nouveau monde en France.	3 000 \$
Centre de répit Philou	Réaliser le projet-pilote de camps de jour adapté pour les enfants lourdement handicapés.	4 500 \$
Rencontres internationales du documentaire	Réaliser les activités de développement à l'international de l'édition 2012 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal.	8 000 \$
M pour Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 de M pour Montréal.	18 900 \$
Rencontres internationales du documentaire	Réaliser l'édition 2013 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal.	28 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser l'édition 2013 du Festival Coup de cœur francophone.	24 500 \$
Vues d'Afrique	Réaliser l'édition 2013 du Festival international de cinéma Vues d'Afrique.	8 000 \$
Agence métropolitaine de transport (AMT)	Réaliser le projet d'enquête Origine Destination en continu.	25 000 \$
Festival International du Film sur l'Art	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival international du film sur l'art.	12 000 \$

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
Festival Montréal en Lumière inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec des éditions 2014, 2015 et 2016 du Festival Montréal en Lumière.	299 250 \$
WCIT 2012 Montréal inc.	Appuyer la mise en candidature de Montréal comme ville hôte du congrès World Information Technology and Services Alliance (WITSA) 2012.	17 500 \$
Divers/Cité Montréal 94 inc.	Réaliser les éditions 2013-2014 et 2015 du Festival Divers/Cité.	30 000 \$
Célébrations L.G.B.T.A. Montréal	Réaliser les célébrations de la Fierté Montréal.	5 000 \$
Concours musical international de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Concours Musical International de Montréal, volet violon.	30 000 \$
Réseau culturel de la Ligne Bleue	Réaliser le projet La Ligne Bleue - Réseaux Culturels.	15 000 \$
Montréal Électronique Groove (MEG)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival MEG Montréal.	13 500 \$
Mission Design	Réaliser les activités du Plan d'action 2011-2014.	60 000 \$
Corporation du Mondial Choral	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Mondial Loto-Québec de Laval.	36 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival international Nuits d'Afrique.	18 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Réaliser le congrès IAMA 2013 et participer aux marchés internationaux et à la vitrine de l'APAP à New York en 2013-2014.	15 800 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Réalisation d'une étude et d'un Forum sur les industries créatives.	38 000 \$
Fondation Métropolis Bleu	Réaliser l'édition 2012 du Festival international de Montréal Métropolis Bleu.	10 000 \$
Ville de Montréal	Valorisation jeunesse, place à la relève 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	280 000 \$
Agence métropolitaine de transport (AMT)	Réaliser l'Enquête ORIGINE-DESTINATION 2013 dans la région métropolitaine de Montréal.	120 000 \$
Commission de développement des ressources humaines des premières nations du Québec	Réaliser le plan d'affaires stratégique, le plan marketing et la stratégie de levée de fonds liés au projet de LIEU culturel et artistique des Premiers Peuples.	18 000 \$
Grappe métropolitaine de la logistique et du transport de Montréal (CargoM)	Réaliser les activités du Plan d'action 2013/Réalisation des activités de la grappe métropolitaine de la logistique et du transport de Montréal (CargoM) du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013 (modification protocole 2012-2013).	45 000 \$
Divers/Cité Montréal 94 inc.	Réaliser les éditions 2013-2014 et 2015 du Festival Divers/Cité.	120 000 \$
Mutek	Réaliser l'édition 2013 du Festival MUTEK.	16 000 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Présence autochtone.	13 500 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser les éditions 2013-2014-2015 du Festival de musique de chambre de Montréal.	13 500 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2013 du Festival TransAmériques.	24 000 \$
FrancoFolies de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec et développer un produit de calibre international pour les éditions 2013, 2014 et 2015 des FrancoFolies de Montréal.	87 000 \$
Festival International de Jazz de Montréal Inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec des éditions 2011, 2012 et 2013 du Festival International de Jazz de Montréal (3 ans).	80 000 \$
Festival International de Jazz de Montréal inc.	Réaliser le développement de la Maison du Festival de Jazz pour la période de 2011 à 2013.	75 000 \$
Vélo Québec Événements	Accroître le rayonnement international de la Féria du vélo et réaliser les activités du 30 ^e anniversaire en 2014.	40 000 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal	Réaliser l'édition 2014 du défilé de la Saint-Patrick.	17 500 \$
TechnoMontréal	Réaliser les activités de la grappe des technologies de l'information et de la communication pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013, prévues dans le Plan stratégique 2012-2015.	80 000 \$
Mosaïcultures internationales de Montréal	Réaliser l'exposition des Mosaïcultures internationales de Montréal 2013/Terre d'espérance.	300 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec (ACREQ)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Elektra.	7 000 \$
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain	Réaliser les activités du Plan d'action 2013 et 2014 de Montréal InVivo.	100 000 \$
Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2013 de la Fête nationale du Québec à Montréal et pour l'organisation du Grand déambulateur nocturne.	24 000 \$

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
Art Souterrain	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Festival Art Souterrain.	17 500 \$
Aéro Montréal	Réaliser l'Initiative MACH - Volet Administration - 2014-2016.	24 000 \$
Cité des arts du cirque (TOHU)	Réaliser les activités de mise en marché et développer un produit de calibre international de l'édition 2013 du Festival Montréal Complètement cirque.	100 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser l'édition 2013 de La Virée classique.	52 500 \$
Festival Mode et Design Montréal	Augmenter la notoriété aux plans national et international de l'édition 2013 du Festival mode & design de Montréal.	45 000 \$
Semaine de la mode de la Métropole	Accroître le rayonnement à l'international des deux éditions 2013 de la Semaine de mode de Montréal.	20 000 \$
Festival des films du monde	Réaliser l'édition 2013 du Festival des films du monde.	49 500 \$
Mission Design	Assurer la phase de transition de Mission Design.	30 000 \$
Vélo Québec Événements	Accroître le rayonnement international de la Féria du vélo et réaliser les activités du 30 ^e anniversaire en 2014.	180 000 \$
Corporation Inno-Centre du Québec	Réaliser le projet de prospection internationale.	62 000 \$
Écotech Québec	Soutenir les activités de la grappe des technologies propres contenues dans le Plan triennal 2013-2015.	100 000 \$
Corporation du Cinéma Beaubien	Remplacer les fauteuils des salles 1, 2 et 3 du Cinéma Beaubien.	23 936,03 \$
Festival Heavy MTL	Réaliser l'édition 2013 du Festival Heavy MTL.	28 350 \$
Ile du savoir	Réaliser l'édition 2013 du Festival Eurêka!	10 500 \$
Parole d'excluEs	Réaliser le projet « Mobilisation citoyenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale par le logement communautaire ».	160 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	Réaliser édition 2013 de la Conférence Trad Montréal.	6 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec	Réaliser les activités de promotion pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.	64 000 \$
Piknic Électronik	Réaliser l'édition 2014 du Festival Igloofest.	35 000 \$
Festival international du Film sur l'Art	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Festival international du Film sur l'Art.	42 000 \$
Ville de Longueuil	Réaliser le projet de Revitalisation urbaine intégrée sur la territoire de l'agglomération de Longueuil (phase 2).	150 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Réaliser les Projets novateurs de démonstration dans sept aires TOD.	175 000 \$
FrancoFolies de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec et développer un produit de calibre international pour les éditions 2013, 2014 et 2015 des FrancoFolies de Montréal.	348 000 \$
Conseil des créateurs de mode québécois	Soutenir les activités de l'organisme du 1 ^{er} février 2014 au 1 ^{er} mai 2015.	40 000 \$
Festival musique et arts OSHEAGA	Réaliser l'édition 2013 du Festival musique et arts OSHEAGA.	27 000 \$
Fondation Québec Cinéma	Réaliser l'édition 2014 des Rendez-vous du cinéma québécois et du Rendez-vous Pro.	17 500 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2014 du Festival TransAmériques.	84 000 \$
CMM (Fonds Bleu 2)	Vise la protection et la mise en valeur des espaces bleus du territoire (renouveler le Plan pour les deux prochaines années).	50 000 \$
MUTEK	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Festival MUTEK.	56 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser les éditions 2013-2014-2015 du Festival de musique de chambre de Montréal.	54 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Festival international de cinéma Vues d'Afrique 2014.	28 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec (ACREQ)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Festival Elektra.	24 500 \$
Concours musical international de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Concours musical international de Montréal.	87 500 \$
Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ de Montréal)	Entente spécifique sur le développement d'économie sociale dans la région de Montréal 2009-2013.	10 000 \$
Eco-Nature	Réaliser l'embauche d'un agent de développement et de commercialisation.	19 520 \$
Festival international de jazz de Montréal inc.	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec du Festival international de Jazz de Montréal pour les éditions 2014, 2015 et 2016.	280 000 \$
Mise au jeu Montréal, animation théâtrale et dynamique de groupe	Réaliser le projet Chromatik.	9 000 \$

Organisme	Projets	Versé en 2013-2014
Société des arts technologiques (SAT)	Réaliser la mise en œuvre du projet d'intervention ponctuelle pour soutenir la croissance de la SAT.	90 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	Réaliser l'édition 2014 de la Conférence Trad Montréal.	21 000 \$
Université de Montréal	Réaliser Montréal ville UNESCO de design.	30 000 \$
Ville de Montréal	Valorisation jeunesse, place à la relève 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	120 000 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Réalisation d'une étude et d'un Forum sur les industries créatives.	9 500 \$
Communautique	Réaliser le projet Métropole en résidences.	22 190 \$
Corporation du Mondial Choral	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2014 du Mondial Loto-Québec de Laval.	126 000 \$
Culture Montréal	Réaliser la phase de planification du développement des quartiers culturels dans la métropole.	55 000 \$
Ile du savoir	Réaliser l'édition 2014 du Festival Eurêka!	24 500 \$
Piknic Électronik	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Igloofest.	10 000 \$
Ville de Laval	Réaliser le projet de revitalisation urbaine intégrée.	189 000 \$
Festival Fantasia	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2013 du Festival Fantasia.	13 500 \$
Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc.	Réaliser l'édition 2014 du défilé de la Fête nationale du Québec à Montréal.	56 000 \$
Comité du secteur aérospatial (Aéro Montréal)	Réaliser la mise en œuvre et l'administration de l'initiative MACH en soutien à la chaîne d'approvisionnement aérospatiale québécoise.	6 565 \$
Ville de Montréal	Réaliser le projet de soutien à la revitalisation urbaine intégrée.	413 340 \$
Montréal International	Réaliser le plan triennal 2011, 2012 et 2013.	218 800 \$
Aéro Montréal	Réaliser le Forum Innovation Aérospatiale 2013.	10 000 \$
TOTAL		11 921 040,03 \$

Service de dette	
Chic Resto Pop	214 573 \$
Maison St-Gabriel	165 234 \$
Œuvres du Père Sablon	533 439 \$
Vitrine Culturelle	144 538 \$
Quartier international	1 757 572 \$
Quartier international de Montréal	401 000 \$
Le Mainbourg	107 632 \$
Le Mainbourg	67 066 \$
Biblio.William-Hingston	138 432 \$
Caty/Bruneau	492 199 \$
Dév. cult- Biblio. Côte-des-Neiges	160 634 \$
Ville Montréal (Biblio H-Maisonneuve)	35 198 \$
Ville Longueuil - Projet structurants	361 445 \$
Total partiel - service de dette	4 578 960 \$
GRAND TOTAL	16 500 000 \$

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande #28

Liste de tous les projets financés dans le cadre du programme Promotion et développement de la région métropolitaine pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Les crédits du programme « Promotion et développement de la région métropolitaine » du portefeuille « Conseil exécutif » ont été transférés au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire ». Le programme « Promotion et développement de la région métropolitaine » ne comprend qu'un seul élément, soit le « Secrétariat à la région métropolitaine ».

Programme 5 : Promotion et développement de la région métropolitaine
Élément 1 : Secrétariat à la région métropolitaine

Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 27.
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal	Un montant de 24 000,0 k\$ a été versé à la Ville de Montréal au 31 mars 2014.
Équipements scientifiques – Société de gestion Marie-Victorin	La Société de gestion Marie-Victorin a bénéficié de versements totalisant 11 538,5 k\$ en 2013-2014.
Déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	Le versement à la Ville de Montréal en 2013-2014 est de 21 909,1 k\$.
Grand Montréal bleu	Aucun nouveau projet n'a été financé. Le remboursement du service de la dette totalise 302,6 k\$ en 2013-2014.
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	La Ville de Montréal a bénéficié d'un versement de 17 200,0 k\$ en 2013-2014.
Mise en œuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	Des crédits de 5 693,0 k\$ ont été alloués en 2013-2014 au soutien au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal.
Financement des centres locaux de développement (CLD)	Un montant de 15 992,9 k\$ a été versé au Conseil d'agglomération de Montréal, pour les CLD de Montréal et 2 158,6 k\$ à la Ville de Laval, pour le CLD de Laval.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande # 29

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds local d'investissement pour 2012-2013 et 2013-2014 et des projets annoncés pour 2014-2015. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

L'information pour l'année 2013-2014 ne sera disponible qu'à compter de septembre 2014.

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 